

Prochaine publication du rapport sur l'affaire Pechiney

M. Mitterrand souhaite défendre la renommée de la place financière de Paris

Pour une COB européenne

Faire de Paris la première place financière continentale : les « affaires » — Pechiney, Société générale, Paribas — vont-elles rendre inaccessible cette ambition commune à l'ensemble de la classe politique française ? Pour la presse étrangère, et, comme l'écrit par exemple le « Times » de Londres, « le scandale Pechiney ébranle le palais de l'Élysée », il n'est pas sûr que le déroulement actuel des différents feuilletons politico-financiers chasse les investisseurs étrangers du palais Brongniart. Au contraire.

En proclamant sa volonté que soit connue toute la vérité sur les différentes affaires et en agissant en conséquence, le gouvernement impressionne. Les propos du président de la République en faveur de la « transparence », la détermination de Pierre Bérégovoy, démontrée notamment à l'occasion de sa prestation, jeudi 26 janvier, devant la commission des finances de l'Assemblée nationale : tout cela est accueilli favorablement par les milieux financiers étrangers.

Certains opérateurs, notamment lors du raid sur la Société générale, avaient choqué. Mais, aujourd'hui, les projets de renforcement des moyens et pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse — le gendarme du marché — sont pris au sérieux. Des défits, il y en a toujours eu, mais ils vont désormais pouvoir être pourchassés et sanctionnés, ont tendance à penser les intervenants étrangers. Ils se réjouissent de ce que, finalement, les scandales — dont Paris n'a pas le monopole — vont conduire à une certaine moralisation de la vie financière.

Jusqu'à présent, en tout cas, le climat d'affaires qui règne en France n'a pas eu de conséquence sur le marché financier. Depuis que la SEC a transmis à la COB sa demande d'enquête sur l'affaire Pechiney, le 14 décembre dernier, le Bourse de Paris a gagné 13 %. Comme à Tokyo et à New-York, le marché français reste donc euphorique. Il pourrait retrouver dans les jours qui viennent le sommet historique qu'il avait atteint le 26 mars 1987, bien avant le krach.

Les étrangers — les Anglais et les Japonais notamment — continuent à s'intéresser à la place parisienne. Comme l'écrit l'« International Herald Tribune » en « une » de son édition du 27 janvier à côté d'une énorme photographie de Pierre Bérégovoy : « Le scandale des défits d'intérêt ne devrait pas réduire l'intérêt des étrangers » pour le marché parisien.

Face aux promesses de transparence et au projet de renforcement de la police des marchés, les observateurs étrangers conservent cependant un certain scepticisme. L'indépendance réelle des institutions de contrôle apparaît pour beaucoup comme une nécessité. A ce sujet, de nombreux opérateurs commencent à suggérer, plutôt qu'une simple réforme de la COB, la création d'une véritable police européenne des marchés financiers. Une « COB européenne » indépendante des pouvoirs politiques nationaux pourrait aussi mieux coopérer avec ses homologues étrangers, et par exemple mener réellement ses enquêtes dans les paradis fiscaux.

M 0147 - 01280 - 4,50 F



3790147004500 01280

Grève dans les collèges et lycées

M. Lionel Jospin se heurte à la grogne des enseignants

Malgré les appels à la raison du ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, plusieurs syndicats d'enseignants des collèges et des lycées ont manifesté, vendredi 27 janvier, leur mécontentement contre les projets gouvernementaux de revalorisation de la profession. Leur appel à la grève semblait, vendredi matin, assez largement suivi. (Lire nos informations page 30.)



La reprise du retrait soviétique d'Afghanistan

Kaboul saisie par la peur

Assiégée par la résistance et de plus en plus difficile à ravitailler, Kaboul est saisie par la peur, l'essentiel des troupes soviétiques encore présentes en Afghanistan s'apprêtant, selon des sources diplomatiques, à quitter le pays dès le début du mois de février.

KABOUL
de notre envoyé spécial

La peur est une lèpre qui ronge toute la ville. Elle a contaminé la communauté diplomatique, grignoté des pans entiers de l'appareil d'Etat, envahi les esprits de ceux qui n'auraient même rien à lui opposer. C'est une panique sourde et statique, une appréhension collective et muette en

prévision de la bataille prévue lorsque les Soviétiques auront quitté la scène : les moudjahidins se lanceront à l'assaut de la capitale.

Un scénario parmi d'autres ? Peu importe : Kaboul a peur, parce que le « parapluie » soviétique se dérobe. La ville est calme, immobile dans un hiver dont la rigueur est sans précédent depuis seize ans, ouatée par la neige qui la recouvre. Les roquettes de la résistance, qui explosaient au centre de la ville, sont désormais rares. Parfois, à l'aube, on entend le grondement de départ des missiles soviétiques. On ne sait qu'ils retombent sans grande efficacité du côté de Jalalabad, non loin de la frontière pakistanaise.

La guerre semble s'éloigner, et pourtant elle n'a jamais été aussi proche parce que plus perni-

cieuse : elle prend la forme de pénuries et d'une spéculation galopante. Les rumeurs alarmistes qui courent Kaboul et qui ne cessent de s'enfler à mesure que la date du 15 février se rapproche ont pris naissance en août dernier, lors de la chute de Kunduz.

En quittant la ville encerclée par la résistance, l'armée afghane s'est livrée au pillage et, paraît-il, à des exécutions sommaires de civils. Au cours des quelques jours pendant lesquels ils ont tenu la cité, les moudjahidins se seraient rendus coupables de mêmes exactions. La population civile a ensuite subi les bombardements des avions soviétiques.

Dans la communauté diplomatique de Kaboul, comme parmi la population afghane, « l'effet Kunduz » a fait des ravages. Dès la mi-août, les ambassades ont

réduit leurs effectifs, en commençant par les femmes et les enfants. Une seconde vague de départs a eu lieu début janvier : les Allemands de l'Ouest ont été les premiers à évacuer leur ambassade, la laissant à la garde d'une employée. Les Américains, qui ne comptaient plus que huit diplomates (contre vingt-deux il y a deux mois), ont annoncé, jeudi 26 janvier, leur intention d'évacuer tous leurs diplomates dans les prochains jours.

La France, dont le personnel diplomatique comptait quinze personnes l'été dernier, ne sera plus représentée que par son chargé d'affaires, M. Raymond Petit, et par un gendarme à la fin de la semaine...

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 4.)

Second tour de l'élection législative partielle

L'indécise bataille de Marseille

Le second tour de l'élection législative partielle dans la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône (Marseille, neuvième arrondissement et parties des dixième et onzième arrondissements) opposera, le dimanche 29 janvier, le candidat de l'opposition UDF-RPR, M. Guy Teissier, conseiller général (PR) et maire du neuvième arrondissement, député invalidé, à celui de la majorité présidentielle, l'homme d'affaires Bernard Tapie, soutenu par le Parti socialiste.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Déjà rude avant le premier tour, la campagne a franchement viré à l'aigre à l'approche du second. Le ton est d'abord monté au sujet de la mystérieuse disparition de cinq cents enveloppes vidées dans l'un des bureaux de vote de la circonscription. Prémisses d'une fraude ? On l'a insinué dans chaque camp en se dis-

putant l'antériorité de la saisine de l'administration préfectorale.

Puis sont venus les brocards, les imputations désobligeantes et les attaques ad hominem. Guy Teissier ? Pour Bernard Tapie, une « marionnette de Gaudin », voire un « rien du tout ». Quelqu'un « qui a pris la tronche parce que le fait de [me] rencontrer lui a donné une importance qui disparaîtra dans la semaine suivant sa défaite ». Un homme « qui se pro-nonçait, il y a quelques mois, pour l'apartheid ». Bernard Tapie n'étant, lui, aux yeux de Guy Teissier, qu'un « petit mec », accessoirement « un menteur et un imposteur » et, pour tout dire, « un homme dont la structure mentale, même, est douteuse ».

En fait, un affrontement révélateur de la crispation de deux candidats en proie au doute. Déçu, sans l'avouer, de n'avoir pu creuser davantage l'écart avec son adversaire, Bernard Tapie est reparti à la bataille en ne négligeant aucun des procédés dont usent les politiciens de métier pour glaner des voix. Le démarchage des commerçants, les apéritifs dans les cafés, les déjeuners-

débats, les réunions privées qu'il avait déjà pratiquées, mais aussi les sorties d'école, qu'il jugeait auparavant triviales, ou des animations avec un camion-podium, en fin de journée, dans les cités populaires, musique, harangues et distribution de ballons. Sans oublier le marketing téléphonique : des milliers d'appels avec lecture d'un message enregistré suivis de lettres individuelles confirmant l'ouverture d'un dossier ou apportant des solutions aux problèmes posés par les correspondants. Bref, une campagne encore plus large et plus accrocheuse « pour donner tout ce dont on est capable et pour ne rien avoir à se reprocher ». Reste à vérifier, dimanche, si elle sera plus fructueuse que celle de Guy Teissier, axée sur le projet de Jean-Claude Gaudin pour Marseille. Le maire du neuvième arrondissement, pour sa part, n'a pas changé de rythme, mais il s'est enhardi à faire du porte-à-porte dans les grands ensembles de la circonscription les moins ouverts à sa candidature.

GUY PORTE

(Lire la suite page 9.)

Alain FINKIELKRAUT

La mémoire vaine

Du crime contre l'humanité

GALLIMARD *nrf*

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Espagne/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr ; Écosse, 155 pms ; Grèce, 80 p ; Italie, 1,700 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 1,80 fr ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكنا من الاصل

Débats

LES AFFAIRES ET LES SOCIALISTES

L'Incorruptible

par MAX GALLO (*)

LES « affaires » ? Difficiles à vivre pour les socialistes. Sur un marché du quatorzième arrondissement, le dimanche 22 janvier, des Parisiens refusent les tracts socialistes, certains s'indignent avec fureur, d'autres, ironiques, lancent aux militants : « Vous n'êtes pas initiés ? » Continuer quand même. Répondre à la droite, celle du brigandage immobilier, des SAC en tous genres, d'un ministre de la justice qui, de son bureau, aperçoit la vitrine d'une joaillerie qui ne lui était pas indifférente (quel romancier oserait imaginer cela ? Même pas Zola !), celle des privatisations, celle dont l'un des premiers actes de gouvernement fut d'annuler les fraudes à l'exportation des capitaux, etc.

Combattre donc cette droite impudente. Mais, s'il faut continuer, répondre, s'affirmer solidaires face aux diffamations, aux exploitations politiques, on ne peut se contenter de cela. Il faut chercher à comprendre pourquoi un tel climat existe, pourquoi quelle que soit la réalité des faits — ils restent à prouver, à délimiter — la suspicion se répand. Et c'est aux socialistes, s'ils veulent continuer, dans les années à venir, à représenter une perspective et à exprimer l'urgence de plus de justice et d'égalité, à incarner l'espoir des salariés, de poser des questions. Non sur le détail de telle ou telle affaire : le gouvernement, la presse, la COB, la justice y pourvoiront. Mais quand au fond, c'est-à-dire à ce qui les rend possibles, sinon probables.

Une autre organisation sociale

Longtemps la gauche, en ce pays, a symbolisé face à tous les « manieurs d'argent » un système de valeurs, une vision de la société — une autre organisation sociale dont l'argent, précisément, n'aurait pas été le ciment — sur lesquels s'appuyait le mouvement socialiste, qui fondaient une éthique de la République et, pour finir, par le jeu des élites intellectuelles — de l'école donc — imprégnaient l'Etat et ses fonctionnaires. On s'est moqué de cela. C'était, dit-on, archaïque. Et pourquoi pas, ajoute-t-on, l'argent n'est pas, comme on le dit, le ciment de la République et, bien sûr, la « justice ». C'est oublier que la France a, dans son histoire, expérimenté déjà de tels discours. De l'« enrichissez-vous » orgueilleux au méprisant « silence aux pauvres », des spéculations sur les chemins de fer ou sur les terrains, des bourgeois louis-philippiens aux Morny et Haussmann, on a su, on sait, ce qu'a été le pouvoir libre de l'argent, la corruption qu'il a provoquée.

Quand, en 1857, plein de dégoût et de rage, Vallès publie *l'Argent*, qu'il écrit : « Je suis descendu du Panthéon à la Bourse », car « la Bourse est l'hôtel de ville de la République moderne » et qu'il ajoute : « Faisons de l'argent moribond ! gagnons de quoi venger le passé triste, de quoi faire le lendemain joyeux, de quoi acheter l'amour, des chevaux et des hommes » et qu'il s'écrie : « Vive l'argent ! », il a saisi l'essence même du second Empire. Une époque qui, avec ses bouleversements technolo-

giques, ses restructurations industrielles, sa fête impériale, son « consensus », ressemble tant à la nôtre. Et il n'y manque même pas la « charité », qui vient jeter le manteau de la bonne conscience sur la misère. Comme dit le saint-simonien — déjà ! — Napoléon III, il faut en finir avec le « paupérisme ». Et roule carrosse.

Or la République s'est construite à la fois contre le pouvoir impérial et contre cette hypocrisie sociale, cet argent ruisselant, facile, cette débauche de luxe pour quelques-uns. Elle s'est pensée comme une volonté de moralisation de la politique, pas toujours réussie, il s'en faut et de beaucoup. Mais elle a voulu « brider » l'argent. Le « concours » pour accéder aux fonctions, l'élection, les valeurs de l'école, le travail, les vertus républicaines, toute une idéologie s'est mise en place, avec sa part de tromperie certes, mais faisant néanmoins du « mérite », du diplôme, de l'effort, de l'égalité, les piliers officiels de l'Etat républicain. En rupture avec la « corruption », l'affairisme louis-philippiens et impériaux.

Logique des intérêts

Certes il y a eu des « affaires » sous la III^e République naissante. Mais elles étaient « scandaleuses » et non plus admises comme « normales ». Une éthique « laïque » s'affichait : indépendance rigoureuse, ténacité, de l'Etat républicain face aux idéologies officielles et au pouvoir de l'argent.

Mais qu'est-il advenu ? Nous nous sommes, dit-on, modernisés. Bad Godesberg ? Qu'à Dieu ne plaise ! Mais où est la social-démocratie ? On répète que l'objectif prioritaire est de faire de Paris une grande place financière. On se félicite de voir flamber les valeurs de la Bourse (400 %...). La vulgate politique se décline en quelques mots : entreprise, investissements, rentabilité, profit, spéculation, libération du marché des capitaux. On sous-entend qu'un gouvernement ne peut rien ou si peu contre la logique des intérêts. Les chefs d'entreprise sont nos héros et nos héros. Ils décernent en grande pompe des diplômes aux ministres de la République (quel symbole !). Parfois ils sont même candidats des socialistes. Le « patronat » n'existe plus. Et naturellement les classes sociales. Il y a les « gagnants » et les « perdants ». Aux uns les honneurs, aux autres le RMI et les restaurants du cœur. La culture d'entreprise vaut la culture tout court. Et celle-ci est un « look » utile pour faire vendre les « produits culturels » et faire tourner les « industries culturelles ».

Hier la France était une nation, une idée, un Etat ; aujourd'hui c'est l'« entreprise France ». Ce n'est plus vers la rue d'Ulm qu'on se dirige mais vers les business schools, et ce nous dit (les intellectuels à la mode) qu'il faut renoncer au français, puisque les affaires se traitent en anglais : il n'est question, de « La route de la fortune » aux « Nouvelles de la Bourse » en passant par les couvertures des hebdomadaires, que

de profit, d'argent, de cours des actions, de listes des plus riches Français, des plus hauts salaires, etc.

Et l'on voudrait, puisque tout cela est, qu'il n'y ait pas d'« initiés » ? Le mot dit naïvement que ceux-là ont découvert le vrai ressort des choses et que, simplement, ayant percé les mystères du temps, ces initiés appliquent à leur avantage la loi qui demeure secrète aux autres. Les autres ? Les électeurs de la gauche et qui lui ont fait confiance. Infirmités, salariés en tous genres à moins de 6 500 F par mois, enseignants, etc. Et aussi militants qui veulent encore « changer la vie », élus qui versent une large part de leurs indemnités au parti, et qui « labourent » le terrain, au contact des « non-initiés ».

A tous ceux-là on demande d'être raisonnables, réalistes, de comprendre les grands équilibres. On ne veut les augmenter qu'au « mérite » (tiens, le mérite est encore une valeur...), sans doute de 300 F par mois — au mieux, — alors que quelques coups de téléphone suffisent à faire gagner quelques milliards de centimes. Qu'on soit initié ou pas. Que les pauvres courent à la Bourse, disait déjà Vallès. « La misère a fait son temps, je passe du côté des riches ».

Une gauche ne peut tenir longtemps (j'entends au-delà d'une législature ou de deux septennats) sans s'être soumise à la logique du profit. Si nous ne voulons pas garder intact l'espoir d'une autre chose ?) avec une telle contradiction. On s'abstiendra de voter pour elle. On sera démoralisé. Tous pareils, dira-t-on. Et peut-être tous « pourris ». Injuste, certes. Mais il s'agit non de jugement porté sur telle ou telle personne, mais d'un climat, de politique donc, et de valeurs autres que boursières. L'argent n'est pas condamnable en soi, mais il faut savoir comment, et aux dépens de qui, et au profit de qui on le gagne. La Bourse, la spéculation ou le développement industriel ? Le jeu financier ou le travail productif ?

L'exception française

Dans ce pays nous n'avons ni la Bible des nations anglo-saxonnes pour soutenir la main individuelle ni des contre-pouvoirs suffisants. Tout ce qui peut les renforcer est positif. Mais nous avons une tradition d'Etat, des valeurs républicaines, une certaine conception du citoyen et une référence à l'égalité. Et ceux qui veulent en finir avec l'« exception française » oublient que c'est là notre « bible » et que, quand on la ferme, il reste le cynisme. Il serait temps de retrouver cette adhésion aux vertus républicaines et à leurs exigences, ce qui signifie avoir un projet.

Et parce que tout se tient — passé, présent, avenir — une remarque. En cette année du bicentenaire de 1789, il est de bon ton d'exclure Robespierre. Terroriste, sanguinaire, etc. Il fut et il demeure cependant, même aux yeux de ses adversaires, l'Incorruptible. Barnas, Tallien, Fouché, qui furent plus terroristes que lui, ne sont jamais dénoncés. Ils gardèrent leurs titres, souvent le pouvoir, et firent de solides fortunes. C'est aussi une culture de gouvernement.

ENTREPRISES

Le capitalisme ne peut pas être sauvage

par OLIVIER LECERF (*)

J'EUS entré en 1955 chez Lafarge-Coppée, il y a trente-trois ans. J'en suis président depuis 1974. Je voudrais ici répondre à une question qui m'est fréquemment posée, notamment par des étudiants : « A quoi croyez-vous comme chef d'entreprise ? »

Ces convictions ne sont pas le fruit de réflexions spéculatives. Je n'ai aucune prétention en ce domaine. Elles s'appuient au contraire sur mon expérience à Lafarge-Coppée. Peut-être ces propos trouveront-ils quelque résonance dans l'actualité...

I. — Depuis la première révolution industrielle et certainement à l'aube du vingt et unième siècle, l'entreprise est l'entité la mieux adaptée pour organiser et valoriser le travail des hommes dans l'industrie et dans les services. Corps vivant, au service de ses clients, elle évolue constamment dans sa stratégie, son champ d'action, ses modes d'organisation.

II. — L'histoire du vingtième siècle prouve abondamment que l'entreprise la plus efficace est la libre entreprise, faisant appel au capital privé et opérant dans une économie de marché. Moins l'Etat se mêle des entreprises, mieux elles fonctionnent.

III. — Pour les entreprises moyennes ou grandes, la cotation en Bourse permet le mieux aux actionnaires d'acheter, ou de vendre, les actions de l'entreprise. En cela, ils participent aux risques pris par l'entreprise et acquièrent le droit de porter, selon leurs propres critères, un jugement sur elle et sur ceux qui la dirigent.

IV. — Le profit n'est pas la finalité de l'entreprise, mais l'indispensable condition de sa pérennité. C'est aussi la meilleure mesure de son succès. La finalité est de créer des richesses ou de fournir des services : l'entreprise est faite pour l'homme et non l'homme pour l'entreprise. Seul le succès économique permet le progrès social.

V. — Comme toutes les réalisations humaines marquantes, une entreprise doit s'inscrire dans la durée. Elle a des racines. Elle doit aussi avoir des ambitions à long terme.

VI. — Dans un pays moderne, en particulier dans une démocratie parlementaire, le capitalisme ne peut être sauvage. La loi décide du droit des sociétés et du droit des affaires. Les organismes dont c'est la mission (Commission des opérations de Bourse en France, Securities and Exchange Commission aux Etats-Unis) doivent imposer certains règlements. Les intervenants dans les transactions boursières doivent respecter ces règlements et décider d'un code de bonne conduite. La Société des Bourses françaises a décidé de se doter d'un code de bonne conduite.

VII. — L'offre publique d'achat ou d'échange fait partie intégrante du capitalisme moderne. Elle doit être réglementée, comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les dirigeants d'une entreprise doivent accepter de courir le risque de changer

d'actionnaires. Mais l'entreprise, pour assurer sa pérennité, doit être protégée contre les « radeurs » et « raiders ». Si elle est attaquée, l'entreprise doit pouvoir, dans des délais très rapides, faire appel au marché qui est juge et arbitre de son capital.

VIII. — Les entreprises performantes sont soudeuses et musées par un système de valeurs auquel se soumettent dirigeants et collaborateurs. Lafarge, comme d'autres grands groupes européens, américains ou asiatiques, a consacré par écrit en 1977, en concertation avec son personnel, des « principes d'action ». Pour la plupart, ils faisaient partie du patrimoine non écrit de l'entreprise. Au centre de ces valeurs : la place de l'homme dans l'entreprise.

IX. — Les entreprises les plus performantes sont celles dont les dirigeants partagent certaines valeurs telles que l'esprit d'équipe, le travail créatif, l'initiative, la liberté, la responsabilité, etc. Au même titre que la compétence technique, ces valeurs sont des conditions du succès d'une entreprise et de la fiabilité du travail commun des hommes qui la composent.

X. — Les dirigeants d'entreprises performantes sont ceux qui sont connus ou perçus comme se référant dans leur action à un système de valeurs. Ces valeurs peuvent être pluralistes. Certaines d'entre elles appartiennent au secret des cœurs. Ce que résumait ainsi Alfred François, l'un de mes prédécesseurs : « La légitimité des dirigeants réside dans leur pouvoir de servir ».

(*) PDG de Lafarge-Coppée.

Au courrier du Monde

MONTESQUIEU

Contresens

Dans *l'Esprit des lois*, Montesquieu a écrit ce admirable et efficace réquisitoire contre l'esclavage des Noirs, qui commence ainsi (je cite de mémoire) : « Si j'avais à soutenir le droit que nous avons eu de rendre les nègres esclaves, voici ce que je dirais : Les peuples d'Europe ayant exterminé ceux de l'Amérique, ils ont dû mettre en esclavage ceux de l'Afrique, pour s'en servir à défricher tant de terres. Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler en plante qui le produit par des esclaves... »

Avec une allégre ironie, masque de l'émotion, qui se continue pour notre joie tout au long du chapitre, cet homme mesuré écrase plus sûrement l'infâme système esclavagiste que ne le font les plus véhémentes déclarations.

D'autant que, pour ceux qui n'auraient pas compris ou mal lu, la fin du morceau exprime, au premier degré cette fois, le bon sens et le bon sens (je cite) : « ne serait-il pas venu dans la tête des princes d'Europe, qui font entre eux tant de conventions inutiles, d'en faire une

générale en faveur de la miséricorde et de la pitié ? »

Le professeur Sala-Molins (*Le Monde*, du 19 janvier), qui déplore chez Montesquieu une prétendue « justification de l'esclavage », se méprend.

On répète un contresens commis par d'autres auteurs.

ROBERT FABRE (Paris).

RÉPONSE A J.-F. SIX

Prisme déformant

M. Jean-François Six a écrit dans le *Monde* du 28 décembre 1988 un article intitulé : « Le cœur et la peur ».

Désireux de « faire la vérité » pour une Eglise de France en danger selon lui de devenir une secte, il voit dans la peur l'origine de tous les maux. On avait entendu dire que l'Eglise était très attaquée et contestée. L'article nous révèle que, fasciné par la stratégie des lefebvristes, elle communique la rage incoercible de convaincre, et oriente son activité vers la revendication agressive, voulant à toute force imposer son magistère.

Qui pourrait sérieusement assimiler l'Eglise de France à une secte : tant (certains disent trop) de sensibilités différentes s'y expriment, et ne semblent pas souffrir d'un excès d'autorité de la part de la hiérarchie ! De multiples actions assurent la communication avec l'extérieur. Oh donc est la rage de convaincre ?

Peut-on étendre la « fillosité » face au modernisme à des évêques qui acceptent de se jeter dans la grande du loup, je veux dire de s'affronter aux médias, qui posent rarement les questions pertinentes ? Tout évêque — à l'instar de tout chrétien et de tout citoyen — n'a-t-il pas le droit d'exprimer ses opinions ?

Qui acceptera un manichéisme simpliste distinguant le peuple de la peur et le peuple de l'espérance ; la hiérarchie la tête du premier pour vaincre à force de convaincre ?

Si M. Six ne peut distinguer « le cœur brûlant d'amour de l'Eglise », ne serait-ce pas qu'il regarde la réalité à travers un prisme déformant ? Et cet article apporte-t-il quel que ce soit qui préconise de revenir à l'Evangile, « à la douceur et à la paix de Jésus de Nazareth », et commence par vanter le vitriol ?

M. VERPEAUX, M. CHALVET, G. VALLER.

AU SOMMAIRE DE FÉVRIER

Le Monde 055

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Un entretien avec : Pierre Perret.
● Une recherche sur les perles.
● Thématique : les perles.
● Première carte correspondance de Grèce.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bour-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts

Rédacteur en chef : Daniel Verret

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - TAPPEZ LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les réabonnements et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - TAPPEZ LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDEPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	EUROPE	AFRIQUE	ASIE	AUTRES PAYS
3 mois	265 F	399 F	504 F	700 F	
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F	
9 mois	1 030 F	1 083 F	1 404 F	2 040 F	
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 620 F	

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés en déplacement ne doivent pas envoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer les numéros propres en capital à l'imprimerie.

POLOGNE : reprise des discussions entre le gouvernement et Solidarité

La recherche d'un « compromis historique »

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

On prend les mêmes et on recommence. Quatre mois après l'échec des pourparlers sur la table ronde, Solidarité et le pouvoir polonais se retrouvent face à face, vendredi 27 janvier, sous l'œil des représentants de l'épiscopat, pour une nouvelle tentative de sortir ensemble de la crise. Mais cette fois-ci, M. Lech Walesa et ses experts d'un côté, le général Czesław Kiszczak et M. Stanisław Ciosek, membres du bureau politique du POUF, et leur équipe, de l'autre, savent qu'un pas énorme a été franchi : le 17 janvier, la direction du parti a fait accepter au comité central, après des heures de débats aussi durs que ceux qui ont précédé le principe de la légalisation de Solidarité, et donc du pluralisme syndical. C'est l'absence de cette déclaration d'intention qui avait fait capoter les négociations en septembre-octobre.

Les prudences restent de mise. A la veille de cette nouvelle rencontre dépend l'ouverture de la table ronde aux alentours du 6 février, aucun des protagonistes ne se risquant à pécher par optimisme. « Si l'on veut discuter des symboles et non pas de la réalité, alors nous ne pourrions pas avancer, nous a déclaré M. Ciosek à la veille de cette rencontre, et tout est possible. » Même l'échec. Le bureau de Stanisław Ciosek, l'un des principaux artisans de la politique de dialogue avec l'opposition, est à l'image de l'évolution de la situation politique en Pologne : on y croise telle personnalité de l'opposition modérée, tandis que le général Jaruzelski s'annonce au téléphone, avant que la secrétaire déborde ne fasse savoir que tel conseiller de Lech Walesa est encore joignable chez lui pendant cinq minutes. « Bien sûr, nous avons des craintes, j'ai moi-même beaucoup de craintes, avec cet homme direct et énergique. Nous n'avons pas remporté une majorité de 90 % au vote du comité central. Il faut voir les choses calmement. »

Autre architecte de ce dialogue avec l'opposition, M. Józef Czerwinski, depuis le début, servi d'intermédiaire dans les contacts pour l'organisation de la table ronde. Aujourd'hui, il pense que la Pologne est au seuil d'un « compromis historique » qui « impose à tous ses auteurs une responsabilité particulière » : c'est la construction du modèle socialiste

Les représentants du Parti communiste et ceux de Solidarité, ces derniers conduit par Lech Walesa, se réunissent vendredi 27 janvier à Varsovie pour préparer la table ronde tant attendue près de 800 personnes avaient assisté aux funérailles du Père Stefan Niedzielski, en présence du pape polonais, Mgr Glemp, dans la petite église Saint-Charles Borromée, dont il était le curé. A l'issue de la cérémonie, plusieurs centaines de jeunes se sont rendus en cortège à l'église où reposent les restes du Père Popieluszko, assassiné il y a deux ans par les membres de la police politique, en scandant des slogans favorables à Solidarité.

polonais, démocratique et humaniste qui incorpore le phénomène de l'opposition. M. Czerwinski est convaincu du rôle de « pionnier » que joue actuellement son pays dans le monde socialiste. « Nous allons être les premiers à légaliser l'opposition », a-t-il estimé dans un entretien accordé au Monde.

Tout est à faire

Car, à entendre M. Czerwinski, les termes du « deal » avec Solidarité sont relativement clairs : c'est la promesse de la légalisation du premier syndicat indépendant à l'Est contre la promesse de l'opposition de participer à des élections législatives anticipées au mai. « Le problème général pose ainsi, dit-il, vu-on une politique d'entente nationale ou une politique de confrontation ? Si l'on se décide pour la première, certains ajustements sont nécessaires, c'est-à-dire la légalisation du syndicat et la participation de l'opposition à la vie de l'Etat. Rien de plus logique donc que d'envisager une « plate-forme commune » qui réviserait « sur les problèmes essentiels » les candidatures au pouvoir et de l'opposition aux élections à la Diète. Mais sous quelle forme l'opposition se trouverait-elle donc « légalisée », puisqu'il n'est visiblement pas question de la laisser se constituer en partis politiques ? Là, M. Czerwinski devient plus vague, évoquant des « clubs de députés » ou d'autres formules aux contours imprécis.

Bien évidemment l'opposition n'a pas tout à fait la même vision des choses. Une plate-forme électorale commune est tout bonnement « impossible », observe le professeur Bronisław Geremek, l'un des principaux stratèges de Solidarité, qui relève que le flux artistique entretenu par le pouvoir autour d'une éventuelle participation au processus électoral sème la

confusion dans les esprits. Une fois posé le principe de la légalisation de Solidarité, estime-t-il, « tout est à faire, rien n'est décidé ». Il reste en particulier à « définir le prix à payer pour cette légalisation » : ce sera l'objet de la table ronde. « Pour tous, poursuit M. Geremek, il s'agit de quitter la période de la loi mortelle. Le pas le plus important vient d'être fait ; maintenant s'ouvre une période plus difficile encore. » Solidarité veut donc trouver avec le pouvoir « des compromis à la démocratie, des mécanismes de transition ». Selon M. Geremek, « la société civile veut être libre, elle demande des élections libres, le multipartisme. Or le pouvoir voit là les moyens de son anéantissement ».

C'est la grande aventure. Pour M. Ciosek, il est maintenant possible de « mettre en commun » certaines choses qui unissent le camp du pouvoir et celui de l'opposition, notamment dans le domaine économique, tout en « respectant l'identité de chacun ». C'est pratiquement une question de survie. « Les jeunes n'ont rien à faire de nos querelles sur le passé, ils parlent un langage tout à fait différent du nôtre et cela pose une menace, dit M. Ciosek. Si l'on ne résout pas le problème des jeunes, si l'on ne veut pas leur donner des logements, on ne va plus les contrôler, ils vont s'organiser tout seuls contre nous ».

Aucun dirigeant de Solidarité ne démentira M. Ciosek sur ce point. La prise de conscience de la gravité de la crise en Pologne et de son aggravation constante a sans doute contribué à pousser la direction du parti à opérer un revirement total — bien qu'elle s'en défende — en l'espace de quatre mois sur la question des relations avec l'opposition. « Il y a eu un freinage, concède M. Ciosek, car nous avons affaire à un processus très difficile.

Les deux parties devaient décider leur base. Mais le processus continuait, et de façon très intense. Je pense qu'un élément important du processus a été le débat télévisé — qui a opposé le 30 novembre dernier M. Lech Walesa au chef des syndicats officiels (OPZZ), M. Alfred Miodowicz, membre du bureau politique. « Ce débat a brisé une barrière psychologique et politique. Il a montré un nouveau Walesa animé d'une volonté d'entente ».

La décision d'autoriser ce débat, reconnaît aujourd'hui M. Czerwinski, n'a pas été facile. En fait, elle aurait même fait l'objet d'une réunion de six heures au bureau politique. Convaincu qu'il allait « écraser » M. Walesa, M. Miodowicz était demandeur. Erreur magistrale : les sondages commandés par le pouvoir après le débat donnaient 90 % d'opinions favorables au président de Solidarité. Puis il y eut le voyage de M. Lech Walesa à Paris. Varsovie — et Moscou sans doute — vit le traitement réservé par l'Occident à MM. Walesa et Geremek, observa la rencontre du Pologne Walesa et du Soviétique Sakharov.

Quelques jours plus tard, la direction du POUF prenait la décision politique de reconnaître Solidarité. Il restait à la faire accepter au parti : ce fut l'objet d'un plénum du comité central en deux sessions, avant Noël et à la mi-janvier. Entre les deux, des contacts aussi intenses que secrets — « dans lesquels l'Eglise a joué un grand rôle, et il faut lui rendre hommage », selon M. Czerwinski — étaient noués entre le pouvoir et l'opposition pour mettre au point ce qui se passe aujourd'hui au grand jour.

Ces contacts sont loin d'avoir tout résolu. Même des questions concrètes concernant l'avenir de Solidarité demeurent en suspens. Des deux côtés, les états-majors se trouvent confrontés à leur base, qui très souvent comprend mal les décisions prises, quand elle ne les rejette pas ouvertement, comme le fait désormais l'OPZZ. Dépeché en province au lendemain du plénum, les membres du bureau politique en ont entendu de toutes les couleurs, surtout dans les grandes entreprises. « Si le parti n'organise pas dans l'année un congrès extraordinaire, on va tout droit à l'éclatement », avertit en privé un fonctionnaire membre du POUF.

SYLVIE KAUFFMANN.

ROUMANIE

Des journalistes français demandent de pouvoir exercer librement leur métier

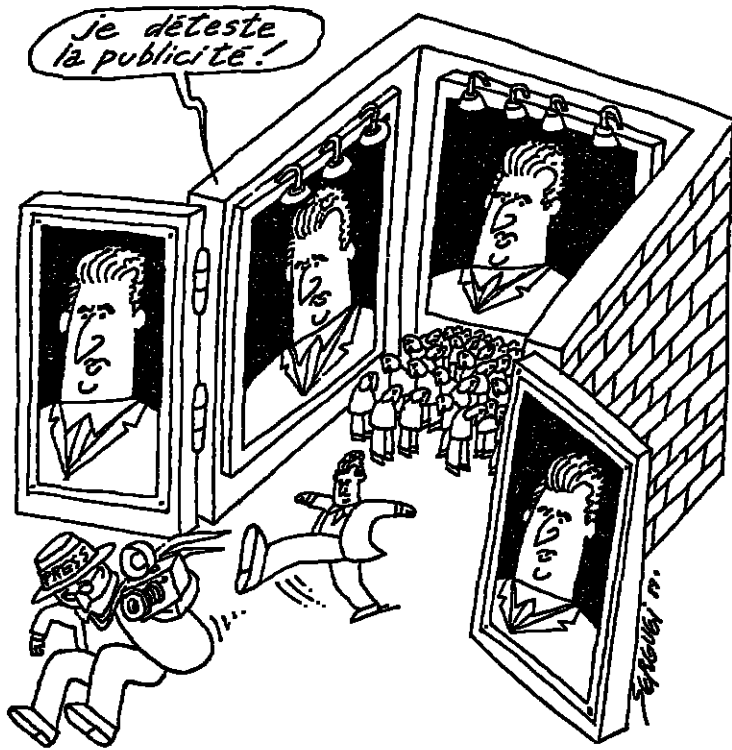
Parce qu'il leur est impossible de « couvrir » la Roumanie dans des conditions normales, les journalistes français concernés par ce pays ont mis au point, le jeudi 26 janvier, une déclaration, adressée aux autorités de ce pays, leur demandant que « l'accès [y] soit aussi libre que dans tout autre pays respectueux du droit international ».

Cette mobilisation intervient après l'expulsion de plusieurs journalistes occidentaux, notamment celle de l'envoyé spécial du Figaro,

expulsé alors qu'il s'apprêtait à rencontrer un pasteur dissident, à Cluj.

Par ailleurs, un groupe de jeunes Belges vient de lancer une opération contre la politique de « systématisation », du numéro d'un roumain, M. Nicolae Ceausescu. Le projet, soutenu par les trois plus importants partis politiques belges, consiste à jumeler chaque village destiné à être détruit avec un village de la Communauté européenne.

A Paris, la création d'un comité de soutien à la dissidence roumaine Doña Corna, assignée à résidence à Cluj, a été annoncée, jeudi, par sa fille, qui vit en France. On a également appris la mise sur pied d'une



Pierre Bocey, obligé, en septembre dernier, de regagner la France après quatre jours d'enquête sur place. Le dernier exemple en date est récent. Samedi 21 janvier, un journaliste américain, Peter Klebnikov, correspondant pour l'Europe de l'Est du New York City Tribune, a été

mission humanitaire en Roumanie par le Comité international d'urgence, une nouvelle organisation humanitaire fondée par des médecins, des journalistes et des avocats.

Enfin, annonçant le magazine « Résistance », consacré à la Roumanie — diffusé jeudi sur Antenne 2 — le quotidien l'Humanité écrivait notamment dans son édition du 26 : « (...) L'Etat de la censure n'éclaircit que partiellement la réalité. La réalité, c'est que, en dépit des difficultés, les Roumains continuent de vivre et de travailler. La vie culturelle se poursuit, malgré les nombreuses restrictions, de chauffage particulièrement. L'éclairage trop faible des théâtres n'empêche pas les acteurs de jouer ; le froid ne nous pas la voix des chanteurs de l'Opéra ».

Conclusion de l'article : « La politique intérieure des dirigeants roumains représente une aubaine pour les adversaires du socialisme. (...) Contrairement à ce qu'affirme un exilé roumain devant les caméras, la politique actuelle de la Roumanie n'est pas la conséquence logique du système. Sur bien des aspects, c'est une déviation du socialisme ».

● SUÈDE : l'homme soupçonné du meurtre d'Olof Palme refuse de quitter sa cellule. — Le mandat d'arrêt contre l'homme de quarante et un ans soupçonné d'avoir assassiné l'ancien premier ministre suédois Olof Palme a une nouvelle fois été prolongé jeudi 26 janvier à Stockholm.

Le tribunal a entendu la défense qui a présenté de nouveaux éléments plaçant, selon elle, contre la culpabilité de son client. Le tribunal a donné jusqu'au 1^{er} février aux enquêteurs pour vérifier les affirmations des avocats. Le suspect, arrêté à son domicile il y a plus de deux mois, nie formellement son implication dans le meurtre commis le 28 février 1986 au centre de Stockholm. Il a été soumis à dix auditions mais refuse désormais de quitter sa cellule. — (AFP.)

RFA : élections régionales à Berlin-Ouest

La présence des Alliés irrite de plus en plus mais n'est pas sérieusement remise en question

BONN
De notre correspondant

M. Eberhard Diepgen (chrétien-démocrate), bourgmestre sortant de Berlin-Ouest, a les meilleures chances de se succéder à lui-même à l'issue des élections au Sénat (parlement de la ville) qui auront lieu dimanche 29 janvier. La coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux, qui gouverne la ville depuis 1981, dispose d'une telle avance dans les sondages qu'une victoire de l'opposition (sociaux-démocrates et alternatifs) constituerait une énorme surprise.

M. Eberhard Diepgen, qui a succédé en 1984 à M. Richard von Weizsäcker, devenu président fédéral, avait en 1985 mené une première campagne électorale, obtenant pour son parti 46,4 % des suffrages. Les sociaux-démocrates avaient enregistré avec 32,4 % leur plus mauvais score de l'histoire électorale de la ville divisée. Berlin-Ouest, place forte du SPD, comme elle le fut au temps où Willy Brandt, obtenait plus de 60 % des suffrages, cela semble bien terminé !

Alors qu'à l'échelon national, la CDU subit une baisse sensible de la faveur de l'opinion, qui se traduit dans les sondages et les élections locales, à Berlin la popularité personnelle de M. Diepgen permet de

compenser cette tendance. Le bourgmestre est parvenu, à l'étonnement de beaucoup, à s'imposer dans une ville difficile, soumise plus que d'autres aux tensions internationales. Il a réussi, avec parfois un brin de démagogie, à apparaître comme le porte-parole d'une population de plus en plus irritée par la tutelle des Alliés, sans toutefois remettre sérieusement en question le statut quadripartite de la ville.

Polémique

Un moment ébranlé par les scandales immobiliers dans lesquels étaient impliqués certains de ses amis politiques, M. Diepgen a rétabli la situation. Il peut se prévaloir de la santé économique retrouvée de l'ex-capitale du Reich de deux opérations de prestige réussies : le 750^e anniversaire de la ville en 1987 et Berlin capitale culturelle européenne en 1988. De plus, un hommage appuyé lui a été rendu avant les élections par les dirigeants de Berlin-Est, avec qui il entretient des contacts aussi étroits que possible, provoquant parfois l'irritation des puissances occidentales garantes du statut.

La campagne électorale, peu animée dans l'ensemble, aura été marquée principalement par une polémique autour des activités de la section

berlinoise de l'office fédéral de protection de la Constitution, équivalent à la DST, accusée par le SPD et les milieux d'extrême gauche d'avoir fait espionner des élus sociaux-démocrates et des journalistes de gauche. Pour la première fois, Tagesspiegel, une formation d'extrême droite, les Républicains, est autorisée à se présenter à des élections berlinoises (1).

Le meeting de cette formation, le 18 janvier, a été l'occasion d'affrontements très violents entre la police et une extrême gauche berlinoise particulièrement remuante. Les Alternatifs, qui sont les seuls à faire ouvertement campagne pour l'abolition du statut quadripartite de la ville et le retrait des troupes étrangères, devraient maintenir leur score aux alentours des 10 %. Pour la petite histoire, l'avocat Klaus Croissant, l'ancien défenseur de la « bande à Baader », qui défraya la chronique dans les années 70, alors qu'il s'était réfugié en France pour échapper à la justice ouest-allemande, est aujourd'hui leur tête de liste dans le quartier de Kreuzberg, place forte de la scène berlinoise.

LUC ROSENZWEIG.

(1) Pour se présenter aux élections, les partis doivent obtenir l'autorisation des Alliés (Français, Britanniques, Américains). Aucune formation d'extrême droite n'avait été jusqu'à autorisée à présenter des candidats.

FINLANDE

M. Pertti Paasio, nouveau ministre des affaires étrangères

M. Pertti Paasio, social-démocrate, a été nommé jeudi 26 janvier ministre des affaires étrangères. Il remplace M. Kalevi Sorsa, qui avait présenté sa démission au début de la semaine au président de la République, M. Mauno Koivisto. Agé de quarante-neuf ans, M. Paasio n'était pas membre du gouvernement. Il dirigeait depuis juin 1987 le Parti social-démocrate, au pouvoir avec les conservateurs au sein de la « grande coalition ».

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'annonce, mardi 24 janvier, de la démission de M. Kalevi Sorsa, a suscité une vive surprise en Finlande. Trois fois premier ministre, trois fois ministre des affaires étrangères, M. Sorsa, âgé de cinquante-huit ans, était l'homme fort du Parti social-démocrate finlandais, dont il avait été le chef de file de 1975 à 1987.

M. Harri Holkeri, conservateur, chef du gouvernement de coalition mis en place au lendemain des élections législatives de mars 1987, a regretté ce départ. Il avait trouvé en M. Sorsa un précieux collaborateur, connu à l'étranger, avec une expérience de l'exercice du pouvoir qui lui faisait personnellement défaut.

La probable présidence du Parlement

Depuis un an, le Parti social-démocrate, la plus grande formation politique du pays, connaissait des traitements dus principalement au fait que son nouveau secrétaire général, M. Pertti Paasio, n'était pas membre du gouvernement. Beaucoup pensaient qu'il devait y siéger, et de préférence occuper une fonction « importante ». En mars 1988, M. Sorsa avait déjà offert de lui céder sa place.

En commentant, mardi, sa décision, celui-ci n'avait rien du « sacrifié ». Au contraire, il a annoncé qu'il se retirerait le 1^{er} février. Il exercera néanmoins son mandat parlementaire jusqu'en 1991, et sera sans doute élu président du Parlement la semaine prochaine.

F. N.

ITALIE : trouvé pendu à Londres en 1982

Roberto Calvi, ancien patron du Banco Ambrosiano, aurait bien été assassiné

Après plus de six ans d'enquête, les juges du tribunal civil de Milan sont arrivés à la conclusion que Roberto Calvi, l'ancien président du Banco Ambrosiano, trouvé pendu sous un pont de la Tamise le 18 juin 1982 à Londres, ne s'était pas suicidé, mais qu'il avait été assassiné.

Le tribunal civil de Milan avait été saisi d'un différend opposant la veuve de Roberto Calvi et la société d'assurances Assicurazioni Generali. M. Calvi réclamait les 4 milliards de lires (environ 20 millions de francs) prévus par l'assurance-vie de son mari. La compagnie avait

jusqu'ici refusé de payer, arguant qu'il s'agissait d'un suicide.

Les juges ont écarté l'hypothèse du suicide après avoir fait « miner » les derniers instants de Roberto Calvi par deux personnes. Toutes deux ont affirmé qu'il fallait un physique d'athlète pour arriver aux poutrelles du pont — effort inconcevable pour M. Calvi, qui était âgé de soixante-deux ans et souffrait de vertiges. De surcroît, son corps était lesté de cinq briques. Le tribunal a émis une hypothèse : le banquier aurait été conduit sous le pont en

barque, puis étranglé. L'expertise médico-légale va dans le sens de cette théorie, puisque Roberto Calvi ne portait aucune trace de lésion aux vertèbres cervicales comme cela aurait été le cas pour un suicide par pendaison.

Dans le sillage de la faillite retentissante (8 milliards de francs) du Banco Ambrosiano, pris dans un réseau d'amitiés dangereuses allant de Licio Gelli et de la Loge P2 à la Mafia, Roberto Calvi avait quitté clandestinement l'Italie le 11 juin 1982. — (AFP, Reuter.)

BARI WOOD/JACK GEASLAND

FAUX SEMBLANTS

La lente et irrésistible descente aux enfers de deux jumeaux qui ne peuvent échapper au lien malsain qui conduit leurs destins.

Le roman qui a inspiré le film de David Cronenberg.

GRAND PRIX DU FESTIVAL D'AVORIAZ 1989

PRESSES DE LA CITÉ

حکذا من الاصل

Asie

CAMBODGE

Une mise en garde de Pékin contre « la guerre civile et le chaos »

La Chine a mis en garde, jeudi 26 janvier, contre « la guerre civile et le chaos » au Cambodge si les quatre parties khmères ne parviennent pas à former une coalition, et renouvelé son soutien au prince Sihanouk. Interrogé sur la décision du prince de ne pas participer aux prochaines rencontres inter-cambodgiennes (Le Monde du 27 janvier), le porte-parole du ministre chinois des affaires étrangères a

déclaré que son pays « a toujours respecté et soutenu les efforts » de l'ancien souverain. Le porte-parole a estimé que le plan en cinq points du prince, qui exige le démantèlement du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh avant la tenue d'élections générales, « est juste et raisonnable ». La Chine est « favorable » à l'envoi d'un contingent des Nations unies au Cambodge

après le retrait des troupes vietnamiennes, mais « seul » un gouvernement quadripartite incluant les Khmers rouges pourra sauver le Cambodge de la guerre civile. Une telle solution, a-t-il ajouté, n'est pas seulement dans l'intérêt des Khmers, mais aussi dans celui du Vietnam et de la Thaïlande et des autres pays voisins. La Chine s'est abstenue de commenter la récente

visite à Bangkok du dirigeant de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

« Aucune partie ne doit être exclue de la coalition et personne ne doit être autorisé à monopoliser le pouvoir » après le retrait des Vietnamiens, a conclu le porte-parole, ajoutant qu'un tel monopole était non seulement « impossible », mais « qu'il ne serait pas acceptable pour la communauté internationale ». — (AFP.)

Dans la campagne : l'ombre des Khmers rouges

KAMPOT
correspondance

A la limite entre les provinces de Takeo et de Kampot, le long de la route numéro 3, un grand perron de béton se dresse, seul au milieu d'un paysage d'herbes folles. On y lit : Université royale de Takeo-Kampot. C'est tout ce qui reste d'une institution prestigieuse. Des villas bordant autrefois cette route qui, pour les Phnompenhois, était celle des week-ends au bord de la mer, rien ne subsiste sinon, çà et là, un escalier de pierre qui ne mène nulle part. En dehors des bâtiments officiels, les chefs-lieux de district ne sont plus que des villages de palloches traversés par des routes défoncées. Seuls les temples ont été récemment remis en état.

Aller de Phnom-Penh à Kampot prend entre cinq et six heures, selon le véhicule et l'habileté du chauffeur à négocier les rids de poule. A quelques kilomètres de Kampot-ville, au moment de traverser la porte de Kampot, une passe entre de modestes collines, la voiture accélère. L'endroit est dangereux, les Khmers rouges traînent encore dans le coin.

Combien ? M. Uk Savath, secrétaire adjoint du Parti révolutionnaire du peuple cambodgien de la ville, se veut rassurant. « Quelques petits groupes d'une dizaine d'hommes. Soixante poipotes au pire », explique-t-il.

Le responsable militaire de la province est plus circonspect. Il évalue la présence ennemie à près de quatre cents hommes. « Un tiers du territoire de Kampot est couvert de forêts. Voilà qui avantage les hommes de Pol Pot », dit-il.

Les « pol pots », comme on dit un peu partout au Cambodge, un sujet dont on essaie de parler le moins possible et auquel on semble penser le plus.

La première tentation des officiels est toujours de dire que tout va de mieux en mieux, que les Khmers rouges sont à bout de souffle, que le cœur n'y est plus. « En 1979, Pol Pot a promis de libérer le pays pour 1980 », ironise M. Hun Sen, le jeune premier ministre, que nous accompagnons dans sa tournée en province. « Et puis, en 1980, on a dit que la « libération » serait pour 1981... Mais nous tenons bon et les Khmers rouges perdent espoir. Le temps joue

pour nous. » Tenir bon, ce fut, certes, la première ambition de la République populaire du Cambodge (RPK), mise en place en janvier 1979 par les Vietnamiens.

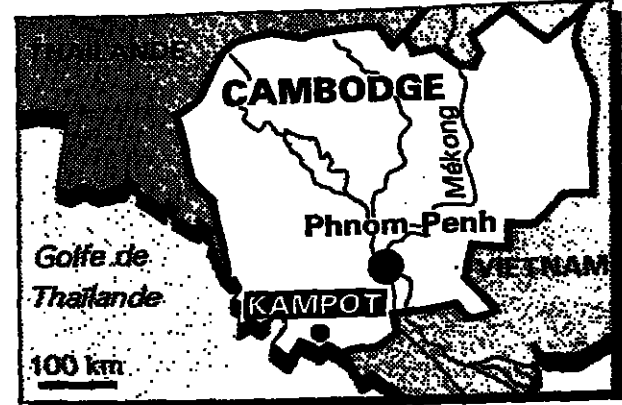
M. Hun Sen est venu prêcher la bonne parole aux habitants de Kampot. Au volant d'une modeste Lada, accompagné du chef local du parti, de son secrétaire privé et d'un officier d'ordonnance, le premier ministre nous explique qu'il veut prendre le pouls du Cambodge. Première étape, une petite pagode, Chum Kriel, bâtiment de bois sur pilotis protégé par l'ombre d'une palmeraie. L'accueil des bonzes et des paysans qui l'attendent depuis deux heures est plutôt chaleureux. Hun Sen s'est agenouillé devant le Vénérable avant d'improviser un discours.

Tout à tour, il évoque ses négociations avec le prince Sihanouk « qui s'abstient à vouloir ramener Pol Pot », la teneur des années Khmers rouges et les erreurs du régime actuel envers la religion. « Certains disent que la RPK veut supprimer la religion. C'est faux. Heng Samrin, le chef de l'Etat, et Chea Sim, le président de l'Assemblée nationale, ont été bonzes. Les dirigeants du parti sont croyants.

Moi-même, je dois toute mon éducation aux bonzes. » Hun Sen s'adresse à sa vie dans un temple de Phnom-Penh, puis conclut : « Oui, nous avons commis des erreurs vis-à-vis de la religion. Nous avons abusé de la taxe sur les temples. Au nom du gouvernement, je vous prie de nous excuser. » Il ajoute : « Nous allons vous rendre les terres qui n'appartiennent pas à l'Etat. »

Un M-16 à la main

Plus tard, aux gardiens d'une salina, il offre un dîner d'argent et s'inquiète des salaires. « J'aime conclure ainsi, sans escorte », raconte le premier ministre. Son premier livre, à l'occasion du dixième anniversaire, le 7 janvier, de la RPK, est sorti à Phnom-Penh. « Mais ma grande spécialité, c'est la chose militaire. C'est par nécessité que je suis devenu politicien », dit-il. Un vieux M-16 américain à la main. Il vérifie le graissage de l'arme avant de la rendre au milicien un peu ébahi. Kampot, avec près de 400 000 habitants, est une province maritime importante du Sud-Ouest



cambodgien. On y cultive le riz et son poivre est justement réputé. On n'est pas très loin, par la mer, de la riche Thaïlande voisine, et la contrebande y bon train. Certains, y compris les diplomates est-européens en poste dans la capitale, accusent les instances locales du parti de consacrer plus d'énergie à l'importation de bière allemande et de voitures japonaises qu'au bien-être du peuple.

Le centre-ville est occupé par les organisations officielles. Le gros de la population vit à la périphérie, dans des maisons de bois et des palloches. On a construit un nouveau marché que le premier ministre, sous un soleil

de plomb, inaugure au son des tambours et trompettes des pionniers. Durant ces jours de fête, il n'y a pas trace de couvre-feu et les petits bistros vietnamiens du centre-ville débordent de bière importée et de café filtré jusque tard dans la nuit. Plus que les fêtes, les séances de vidéo — des films de Hongkong doublés en khmer — attirent les gens. Les hôtels de Rep, la saison balnéaire, ont été ravis par les Khmers rouges. Une visite à Bokor, autre site de villégiature ? « Désolé, la route est mauvaise », s'excuse un cadre. « Elle est trop dangereuse », ajoute un notable du cru.

JACQUES BEKAERT.

AFGHANISTAN

Kaboul saisie par la peur

(Suite de la première page.)

Les Britanniques, tout en consultant à leurs ressortissants de quitter le pays dès que possible, ont pour le moment décidé de rester. Mais il est probable que la décision américaine va hâter ce mouvement général de repli. Les Nations unies, pour leur part, ne sont plus représentées que par les chefs de mission des différentes agences, soit moins d'une dizaine de personnes. Seuls les effectifs de la Croix-Rouge et des ambassadeurs des pays de l'Est sont en augmentation.

Camps retranchés

« Tout le monde s'observe, résume un diplomate, et les décisions qui sont prises actuellement par nos gouvernements ne sont pas très nouvelles. » Tous les pays ont transformé leurs locaux diplomatiques en camps retranchés. Sacs de sable, tôles, barbelés et gardes armés entourent maintenant les ambassades. Chacune a constitué des stocks de nourriture en prévision d'un éventuel blocus économique de la ville. Les diplomates passent leurs journées à échanger des informations et surtout des rumeurs au cours de multiples « réunions de sécurité ».

Les autorités afghanes ont fait part à plusieurs pays de leur mécontentement devant ces réactions jugées précipitées et « inamicales », mais rien n'y fait : le sentiment d'être pris au piège dans une ville encerclée gagne du terrain. Les apparences, il est vrai, semblent parfois justifier cette inquiétude. Subissant les effets d'une température qui descend jusqu'à -20 degrés, la population de Kaboul souffre depuis plusieurs semaines de pénuries alimentaires et de carburant. Les files de gens, souvent des femmes et des enfants, s'allongent devant les boulangeries. Le riz, ce pain qui, avec le sucre, constitue la base de la nourriture, coûte toujours le même prix, mais sa dimension, sur instruction gouvernementale, a diminué de moitié.

Les pénuries touchent pour l'essentiel la farine. L'huile, le riz, le sucre, l'essence et le fuel domestique... Les fonctionnaires et les membres du PDPA, le parti communiste afghan, disposent de carnets de rationnement, et sont donc moins frappés par les augmentations des prix, qui dépassent parfois 50 %. Cette inflation, alimentée par un fructueux marché noir et une spéculation galopante, n'a également que peu d'effet sur la communauté étrangère et sur les classes aisées.

« Tout est disponible à Kaboul pourvu que l'on puisse y mettre le prix », constate un diplomate asiatique. Ces pénuries sont largement artificielles. «

Le syndrome de la « bataille de Kaboul »... en est responsable : « Les gens qui ont les moyens achètent massivement, soit parce qu'ils appréhendent de vraies pénuries lorsque la ville sera assiégée, soit pour revendre au marché noir avec de fortes bénéfices. » L'armée afghane multiplie les « descentes » aux domiciles de particuliers et parfois la « prise ». Est bonne : il y a quelques jours, 2 tonnes de riz ont été saisies dans une maison du centre-ville. Entourée de montagnes, Kaboul dépend de deux axes routiers pour son approvisionnement : à l'est, la route qui mène vers Jalalabad, puis à la frontière pakistanaise, et, au nord, celle du tunnel de Salang, en direction de l'Union soviétique. La route du sud, vers Kandahar, est fermée. Il est donc facile d'asphyxier Kaboul.

Situation confuse au nord

Aujourd'hui, les effets conjugués de la neige (de nombreuses avalanches) et des moudjahiddins (l'arme du blocus économique peut être l'un des moyens pour faire « tomber » le régime du président Najibullah) rendent la situation de la ville plus faible que jamais. La route de Jalalabad est, semble-t-il, coupée la plupart du temps, mais certains convois passent, moyennant un droit de péage en nature prélevé par les moudjahiddins. « Quand le taux du dollar augmente, explique un gros commerçant, cela signifie que la route de Jalalabad est coupée. » Or, le taux de change de la monnaie américaine n'a jamais été si élevé : 234 afghans pour 1 dollar, contre 185 afghans en mai dernier.

Au nord, la situation est plus confuse. La route de Salang est aussi celle que doivent emprunter les troupes soviétiques pour continuer leur retrait. Des rumeurs invérifiables se multiplient depuis quelques jours : de durs combats opposeraient les moudjahiddins du commandant Massoud à l'armée afghane, celle-ci tentant de garder le contrôle de cet axe de communication vital.

La farine de blé dont se nourrit la population kaboulise provient pour l'essentiel d'Union soviétique et, selon un fonctionnaire, elle est prélevée sur les stocks achetés par l'URSS aux Etats-Unis... Face à une situation alimentaire qui ne cessait de se dégrader, les Soviétiques ont organisé un pont aérien depuis trois semaines. A raison de 25 tonnes par appareil, une quinzaine d'Antonov-76 atterrirent chaque jour à Kaboul pour décharger des sacs de farine. Les Soviétiques ont prévu d'acheminer 3 500 tonnes d'ici à la fin du mois.

Mercredi, le général Serebrov, représentant du haut commande-

ment de l'armée rouge dans la capitale afghane, avait convié la presse étrangère à assister à une distribution de sacs de farine. Le spectacle, évidemment destiné à montrer que l'armée soviétique n'hésite pas lorsqu'il s'agit de venir en aide à la population afghane « affamée », se déroulait dans la périphérie de la ville, derrière l'aéroport.

Une ambiance de fin de règne

En une journée, d'après le général Serebrov, 275 tonnes de farine ont été distribuées à 4 803 personnes, tous des travailleurs d'une usine de matériaux de construction. Le général, relayant en cela les commentaires de la presse soviétique depuis quelques jours, a eu des mots durs envers l'administration afghane dont « certains responsables » sont coupables d'organiser le « sabotage » et la « spéculation », et ne remplissent pas « leur devoir ». Un colonel soviétique ajouta que les distributions organisées par l'armée rouge « sont la meilleure solution ».

Les Soviétiques fournissent également du fuel domestique, à raison de 10 litres par personne. Dans les rues de Kaboul, de longues files de taxis et de voitures particulières se forment devant les pompes à essence. Le litre de carburant coûte 30 afghans au taux officiel, au marché noir, il peut atteindre 100, voire 150 afghans.

Selon un Afghan, qui cherche par tous les moyens à quitter la capitale, des passeports mal limités sont en vente. Dans les rangs du PDPA et de l'administration, la course au passeport et au visa de sortie est lancée. Depuis six mois, le prix d'un passeport a chuté, passant de 20 000 afghans à 5 000 afghans, sur décision ministérielle. Trente-cinq mille nouveaux passeports auraient été délivrés depuis cette date. S'agissant des visas, seule l'ambassade de l'Inde doit faire face à un afflux de demandes. Plusieurs centaines de personnes qui ont des raisons de craindre l'arrivée des moudjahiddins ont obtenu un visa indien. Selon des sources occidentales, les Soviétiques ne souhaitent pas accueillir ces cadres du PDPA chez eux et auraient obtenu de l'Inde qu'elle joue le rôle de pays d'asile.

Kaboul vit, par bien des aspects, une ambiance de fin de règne — que la situation militaire ne justifie cependant pas encore — certains membres du Parti communiste ou du gouvernement ne parvenant pas à cacher qu'ils sont déjà contaminés par cette nouvelle épidémie sans remède : la peur.

LAURENT ZECCHINI.

Amériques

ÉTATS-UNIS : après le massacre d'enfants dans une école

« Boom » sur la vente de kalachnikovs...

Quatre personnes, dont trois écoliers, ont été blessées par balles par un inconnu, jeudi 26 janvier, à Washington. La veille, un garçon de huit ans avait tué sa petite sœur en jouant avec l'arme que venait d'acheter sa grand-mère. La multiplication de ces drames quotidiens aux Etats-Unis remet l'accent sur le problème de la libre circulation des armes à feu. Avec parfois des conséquences aux quelles on s'attend peu : un véritable « boom » sur la vente des fusils d'assaut.

WASHINGTON
de notre correspondant

Un massacre d'enfants commis dans une école primaire : c'était le 17 janvier, à Stockton, en Californie. Un homme, apparemment pris de démence, vide plusieurs chargeurs de Kalachnikov sur des enfants de six à huit ans qui jouent dans la cour de l'école dont lui-même avait été élève autrefois. Cinq morts, trente blessés, l'horreur absolue, et même dans un Etat comme la Californie, le sacro-saint principe de la liberté de vente des armes à feu semble en prendre un coup.

L'auteur du carnage, pourtant notoirement déséquilibré, n'avait-il pas acheté le plus légalement du monde sa Kalachnikov dans un magasin spécialisé ? Comment justifier qu'une arme de guerre comme le fusil d'assaut AK-47 (Kalachnikov) soit en vente libre pour 300 à 400 dollars ? Bien sûr, l'acheteur signe un formulaire par lequel il assure avoir un casier judiciaire vierge — mais personne ne l'empêche de mentir, et le marchand n'est pas censé vérifier. Certains « clients » en achètent cinq ou six à la fois, et il arrive d'ailleurs qu'un commerçant, au sens civique particulièrement développé, le signale après coup aux autorités.

Et puis, comment faire semblant d'ignorer que les AK-47, vendus aux Etats-Unis (et fabriqués le plus souvent en Chine ou en Egypte) sont devenus l'instrument de prédilection des trafiquants de drogue, qui s'en servent « sur place » ou les font passer en grand nombre en Amérique latine ?

Une semaine après le massacre de Stockton, les naifs déchantant et les armuriers se frottant

les mains : les ventes d'AK-47 montent en flèche. Un marchand, qui vient d'en vendre une quinzaine, avance une explication impeccable : « Beaucoup de gens ignorent qu'ils pourraient acheter une telle arme. (...) et ils ont été étonnés par son efficacité. » Sans doute les amateurs ont-ils aussi estimé qu'il fallait faire vite, avant que des mesures restrictives ne viennent compliquer l'acquisition de leur beau joujou. Auquel cas ils ont sans doute éprouvé d'inutiles inquiétudes. A l'automne dernier, le Congrès a repoussé à une échéance majoritairement modeste : elle aurait contraint les acheteurs d'armes de tous les Etats-Unis à patienter pendant quinze jours avant de prendre possession de leur achat, pour permettre entre-temps que leur casier judiciaire soit vérifié (comme c'est déjà le cas dans certains Etats du Nord-Est).

Depuis, il est vrai, les élections ont eu lieu, et les fonds généreusement distribués par la National Rifle Association (NRA) — le lobby des armuriers et des amateurs d'armes — sont peut-être moins immédiatement nécessaires aux élus. Un effort héroïque de leur part n'est donc pas tout à fait exclu, du moins sur un dossier précis comme celui de la Kalachnikov, mais il reste très improbable.

Pour sa part, la NRA ne trouve aucun motif de réflexion dans le massacre de Stockton : un de ses porte-parole est venu expliquer à la télévision qu'intéressés par les armes semi-automatiques (et donc les Kalachnikov) constituaient « une sérieuse violation des libertés constitutionnelles ».

Certains signes montrent tout de même que le public finit par se lasser de ce type d'arguments. Parmi la multitude de référendums qui ont eu lieu en même temps que les élections de novembre dernier, l'un d'entre eux a particulièrement retenu l'attention : malgré les millions de dollars dépensés par la NRA, les électeurs du Maryland ont approuvé une décision de leur assemblée locale qui avait interdit la vente libre d'un revolver spécial ; comme son nom l'indique cette arme était devenue l'instrument privilégié des meurtriers d'après lui et d'après boire du week-end.

JAN KRAUZE.

Des troupes soviétiques se seraient livrées à un massacre

Des chars soviétiques ont écrasé des centaines de cadavres de civils afghans tués dans les bombardements le long de la route stratégique de Salang empruntée par les convois de l'armée rouge qui se retirent d'Afghanistan, ont affirmé, jeudi 26 janvier, des sources diplomatiques à Islamabad (Pakistan).

Selon des témoins, les forces soviétiques et les troupes d'élite afghanes de la garde spéciale ont commis de « véritables atrocités », lundi dans la région du col de Salang, à 80 km à nord de Kaboul, ont ajouté les mêmes sources. Après avoir bombardé de façon intense les régions au nord et au sud du tunnel de Salang — long de 2,6 km et situé à 3 600 mètres d'altitude — « l'artillerie soviétique a rasé les habitations des villages au sud du tunnel » ont précisé les diplomates. « Aucune maison ne demeure debout » et « des centaines de civils ont été tués durant ces attaques », ont déclaré des témoins cités par les diplomates.

« Les témoins ont vu des chars soviétiques écrasant les cadavres des victimes », ont ajouté les diplomates qui affirment détenir ces informations de trois sources différentes dont un diplomate connu pour ses prises de positions en faveur du régime de Kaboul. Les moudjahiddins du commandant Massoud sont proches de la route de Salang et des attaques se déroulent depuis deux semaines dans la région du col de Salang, selon la résistance. — (AFP.)

Le ministre soviétique de la défense à Kaboul. — Le ministre soviétique de la défense, le général Dimitri Yazov, est à Kaboul depuis le mercredi 25 janvier, pour une visite de travail, à moins de trois semaines du retrait de l'armée rouge d'Afghanistan, a indiqué vendredi un conseiller de l'ambassade soviétique dans la capitale. — (Reuters.)

● JAPON : protestation contre un documentaire de la BBC. — Le japonais japonais a vivement critiqué jeudi 26 janvier un documentaire de la BBC sur le rôle de l'empereur Hirohito avant et durant la dernière guerre. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié ce reportage, diffusé en Grande-Bretagne et qui montrait que l'ancien souverain avait été beaucoup plus qu'un pion entre les mains de ses généraux, de « malhonnête et partial ». La diffusion de ce documentaire, a-t-il ajouté, « n'efface pas la représentation » des pays étrangers aux obsèques de Hirohito. — (AFP.)

Diplomatie

La fin de la visite en France du premier ministre québécois

Des «petits pas encourageants» ont été accomplis

Au terme d'une visite officielle de quatre jours en France, le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a quitté jeudi 26 janvier Toulouse, où il avait visité les installations de l'aérospatiale, pour Zurich où il se rend en visite privée.

Accompagné d'une vingtaine d'hommes d'affaires québécois, bien décidés à ce que Paris et Québec se servent mutuellement de «*îlots de pont*» sur l'autre continent dans la perspective «*stimulante*» du marché unique européen de 1993 et de la mise en place du traité de libre-échange américain-canadien, M. Bourassa s'était fait l'avocat, la veille à Paris, des avantages de la «*Belle Province*» : après de la direction du CNPF : «*un climat social serein*», une «*réduction en deux ans d'un tiers du déficit budgétaire du Québec et les impôts les plus compétitifs du Canada*», a-t-il souligné auprès des représentants du patronat. Avantages déjà bien

perçus par les Français, qui ont signé en 1987 cent trente-huit ententes avec des entreprises québécoises, tandis que les budgets de la coopération entre les deux capitales, en hausse de 15 % en 1988, devraient, estimait-on côté québécois, se maintenir dans les années à venir.

Pourtant, si, selon le mot de M. Michel Rocard, les échanges franco-québécois «*passent pour l'essentiel par les PME*», il ne faut pas oublier non plus la «*solidarité linguistique*» qui sert de moteur à la coopération culturelle et technique. Largement abordées, lundi dernier, au cours des entretiens entre MM. Bourassa et Mitterrand, ces questions ont permis d'enregistrer, de part et d'autre, des «*petits pas encourageants*». Notamment sur l'épineux problème des films doublés au Québec et diffusés en France.

Le prochain sommet francophone de Dakar, qui se tiendra en mai, a été le sujet principal de la discussion car selon M. Bourassa, «*c'est l'une des rares instances internationales dans lesquelles le Québec peut jouer un rôle distinct*». L'accent devrait être mis sur deux thèmes qui tiennent à cœur à MM. Bourassa et Mitterrand : l'environnement et la formation.

Seule et minuscule ombre au tableau — ou plus exactement au revers du veston de M. Bourassa, — l'absence de cette rosette que M. Rocard se proposait de lui remettre. Mais, confronté à une véritable crise linguistique dans sa province après sa décision de maintenir l'affichage essentiellement en français, le premier ministre québécois n'a pas voulu, en se montrant trop lié à la France, mécontenter un peu plus sa minorité anglophone. Et officiellement avec l'accord «*compréhensif*» de Paris, la décoration est restée dans un tiroir.

La croisade des Canadiens qui voulaient être Français

Par manque de courage, M. Michel Rocard a ratifié pour la deuxième fois l'abandon du Québec par la France. M. François Lubrina, président du Rassemblement des Français canadiens (RFC), qui est actuellement à Paris, ne mâche pas ses mots. Son combat ? Obtenir la révision du code français de la nationalité afin que les Canadiens de souche française puissent disposer de la double nationalité — canadienne et française — revendiquée par 52 % des Québécois (francophones), dit-il, en citant un sondage réalisé en janvier 1988.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse, mardi 24 jan-

vier, à l'occasion de la visite en France du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, M. Rocard s'est clairement montré opposé à cette idée, certes «*sympathique*», a-t-il ajouté. Et pourtant, explique M. Lubrina, «*la seule solution pour sauver la langue et le fait français au Canada, c'est de se faire rendre par la France, sur une base volontaire et individuelle, la nationalité française*». Ce qui ne signifierait pas, selon lui, un «*envahissement de la France*», mais la «*restitution d'un droit historique*».

Bien que ses multiples démarches soient toujours restées sans réponse,

M. Lubrina ne baisse pas les bras. Sa croisade a commencé dès son arrivée sur le sol québécois, où il s'est installé comme vétérinaire il y a vingt et un ans. «*La première chose qu'on m'a dite*», explique-t-il, c'est : «*La France nous a abandonné* » — une allusion au traité de 1763, par lequel la France céda le Canada à la Grande-Bretagne.

Une pétition qui a recueilli plusieurs milliers de signatures — dont celle de l'écrivain Antoine Maillet et du chanteur Claude Léveillée, a été remise jeudi 26 à l'Élysée. Mais M. Lubrina ne se fait pas d'illusions. Pourtant, rappelle-t-il, le général de Gaulle, n'avait-il pas déclaré, en 1967 : «*Vous êtes Français (...). La France vous doit quelque chose (...). La France va vous rendre ce qu'elle vous doit*... » ? C'était il y a plus de vingt ans... Depuis, le Québec a pris certaines orientations, plus nord-américaines qu'européennes. Réalisme économique oblige...

M.-P. S.

J.-P. P.-H.

FRANCOPHONIE

M^{me} Veil a «*boudé*» la fin du colloque de Franceville

FRANCEVILLE de notre envoyé spécial

Les dirigeants gabonais ont très mal pris que M^{me} Veil ait refusé de participer, jeudi 26 janvier, comme cela était prévu, à la cérémonie finale du colloque organisé par l'Agence de coopération culturelle et technique à Franceville (sud-est du Gabon) sur le thème de la francophonie et l'Acte unique européen.

M^{me} Veil, qui avait été invitée à présider ce colloque, inauguré lundi par M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie, et par le premier ministre gabonais, n'était arrivée à Franceville que mercredi soir, dans l'avion personnel du président Omar Bongo. Elle ne s'attendait pas, selon ses proches, que les débats se prolongent pendant plusieurs heures jeudi, mais participa cependant à diverses réunions.

Son absence à la cérémonie de clôture a mis un houleux point final à une rencontre où n'avaient pas manqué les sujets de friction. La majorité des participants africains et arabes, qui avaient déjà le sentiment de n'avoir pas été écoutés (aucun responsable politique français n'avait suivi les discussions après le départ, lundi, de M. Alain Decaux, hormis deux représentants des ministères de la coopération et de la francophonie, qui n'étaient là qu'en tant qu'observateurs), se sont sentis boudés par la bien théorique «*présidente*» du colloque. «*C'est la première fois qu'un invité du Gabon nous boude*», s'est écrié le chef du gouvernement de Libreville, M. Léon Mebiame, sous les applaudissements nourris de la plupart des participants, en majorité africains. Quant au président Omar Bongo, il a annulé le rendez-vous qu'il avait fixé à M^{me} Veil, jeudi soir à Libreville, et l'a fait recevoir par un de ses vice-premiers ministres.

M. Bush se rendra en Chine après les obsèques de Hirohito

Les États-Unis et la Corée du Nord, qui n'entretennent pas de relations diplomatiques, ont pris contact à deux reprises, au cours des dernières semaines à Pékin, a indiqué, jeudi 26 janvier, le département d'État. Ces rencontres, en «*terrain neutre*» et organisées grâce aux bons offices de la Chine, ont été «*utiles*». Lors de la seconde réunion, mardi 24 janvier, les représentants américains ont remis à leurs interlocuteurs une réponse au message que leur avait adressé, le 6 décembre dernier, le ministre nord-coréen des affaires étrangères, M. Kim Yong-Nam. Washington avait autorisé, le 31 octobre 1988, ses diplomates à avoir des «*discussions de fond*» avec les Nord-Coréens afin d'encourager ces derniers à abandonner leur «*politique de confrontation et de violence*».

WASHINGTON de notre correspondant

L'occasion était belle, et M. Bush l'a saisie prestement. Après avoir assisté, le 24 février, aux obsèques de Hirohito à Tokyo, le nouveau président américain se rendra pour deux jours en Chine populaire — visite qui s'annonce à l'avance comme une excellente opération diplomatique et médiatique. Dans la foulée, une escale en Corée du Sud semble-rait logique, mais cette dernière étape de la tournée n'a pas été officiellement confirmée.

Un environnement familial

La visite à Pékin sera pour Washington l'occasion de réaffirmer la qualité de ses relations avec la Chine et d'exprimer le «*soutien*» américain aux efforts déployés en faveur des réformes économiques et d'une plus grande ouverture de la société, a indiqué, jeudi 26 janvier, le porte-parole de la Maison Blanche. Outre cette explication officielle, les justifications à ce joli coup d'envoi diplomatique ne manquent pas : en se rendant en Chine un mois à peine après son entrée en fonctions, M. Bush confirmera, comme lui-même et ses aides l'ont déjà laissé entendre, que la nouvelle administration n'est pas obsédée par son dialogue avec Moscou.

Du même coup, M. Bush damera un peu le pion à M. Gorbatchev, qui lui-même devrait se

rendre en Chine dans le courant de l'année. Certes, les deux visites ne sont pas vraiment comparables — les présidents américains sont depuis belle lurette les bienvenus en Chine, alors que M. Gorbatchev serait le premier secrétaire général du PC soviétique à rencontrer les dirigeants chinois depuis la grande brouille de la fin des années 60. Mais au moins, en précédant M. Gorbatchev à Pékin, M. Bush réduirait-il un peu l'effet psychologique, un peu inquiétant pour les Américains, de ces retrouvailles communistes.

Accessoirement, le nouveau président devrait se trouver en Chine dans un environnement à la fois familial et susceptible de mettre en valeur son expérience. N'a-t-il pas été ambassadeur à Pékin (en fait chef du bureau de liaison américain) en 1974 et en 1975, avant d'y retourner à deux reprises en qualité de vice-président ? Tout cela devrait, du moins sur le papier, bénéficier à l'image du nouvel hôte de la Maison Blanche.

Ce voyage en Asie ne sera toutefois pas le premier déplacement à l'étranger de M. Bush. Relations de bon voisinage obligent, cette faveur sera réservée au Canada, dès la fin du mois de janvier. Entre-temps, M. Bush aura eu la visite du premier ministre japonais, M. Takeshita, qui, sur le chemin du retour, s'arrêtera à Los Angeles, pour y saluer — délicate attention — un président à la retraite, M. Ronald Reagan.

JAN KRAUZE.

Amériques

Les Reagan saisis par le démon de l'écriture...

WASHINGTON correspondance

Ronald Reagan a décidé de publier ses Mémoires à une date encore indéterminée, mais ils seront précédés, dès la fin de cette année, d'un volume contenant une sélection de ses principaux discours. Le montant du contrat passé avec une grande maison d'édition new-yorkaise serait de l'ordre de 5 millions de dollars, une somme substantielle, mais relativement raisonnable par comparaison avec les honoraires des conférences de personnalités comme Henry Kissinger (50 000 dollars) ou Oliver North, principal protagoniste de l'affaire de l'irrigation (25 000 dollars). «*J'ai mon stylo en main et suis prêt à démarrer*», a déclaré l'ancien président qui affirme son intention d'écrire «*lui-même*» son livre.

Décidément, les Reagan sont saisis par le démon de l'écriture. En octobre prochain, Nancy Reagan publiera ses propres Mémoires, mais dans une autre maison d'édition que son mari, sans doute pour corriger sa biographie écrite par une jeune

femme sans son autorisation. D'autre part, Maureen Reagan, fille de l'ancien président et de sa première femme, l'actrice Jane Wyman, publiera en avril ses souvenirs d'un mariage très malheureux. Mariée à vingt ans, en 1961, elle divorça en 1962 de son premier mari, un policier qui la brutalisait fréquemment. Récemment, un autre Reagan, Michael, fils adoptif, publiait une autobiographie qui lui a valu des démentis judiciaires avec un photographe dont il avait utilisé les clichés sans permission. Enfin, en 1986, Patty Davis, fille de Nancy et de «*Ron*», avait publié un roman à clé très déplaisant pour ses parents.

A plusieurs reprises déjà, Ronald Reagan avait condamné les livres de ses anciens collaborateurs, se plaignant à juste titre de leurs insinuations. Vis-à-vis de l'histoire, un président à la retraite est-il tenu au devoir de réserve, ignoré par tant de ses amis ? Malheureusement, il est à craindre que l'ancien président résistera à la tentation de tout dire sur sa vieillesse de huit ans avec le pouvoir.

HENRI PIERRE.

ARGENTINE : militants d'extrême gauche

Les assaillants de la garnison de La Tablada ont été identifiés

Buenos-Aires. — Au lendemain de la publication de la liste officielle des personnes tuées ou détenues après l'attaque, lundi 23 janvier, de la garnison de La Tablada, les milieux d'extrême gauche ont reconnu que les assaillants étaient bien pour la plupart des militants appartenant à leur famille politique. Plusieurs des membres du commando avaient participé à la guérilla des années 70, et nombre d'entre eux adhéraient depuis 1985 à un groupuscule nommé «*Mouvement Tous pour la patrie*» (MTP). Le chef présumé du commando, l'avocat Jorge Banos — tué lors de la fusillade — avait déjà annoncé à plusieurs reprises, depuis trois ans, son intention de reprendre la lutte armée.

Parmi les noms des morts, on relève ceux de Jose Luis Caldu et de Claudia Elsa Larrea, tous deux ex-membres de l'Armée révolutionnaire


du peuple (ERP), une organisation clandestine d'origine trotskiste qui avait mené la guérilla en province de 1970 à 1978. Roberto Felicetti, et son épouse, Dora Ester Molina, Juan Manuel Burgos, Miguel Angel Faldutti et Daniel Gabioud Almirón, arrêtés après l'attaque et actuellement détenus, étaient également connus pour leur appartenance à l'ERP. La plupart des membres du commando militaient désormais au sein du PTP, qui n'avait jamais réussi à être reconnu en tant que parti, faute d'avoir pu recueillir le nombre légalement nécessaire de signatures. On n'attribue à ce groupuscule que deux à trois cents militants permanents et actifs. En 1987, les services de renseignement de l'armée avaient établi un rapport sur le MTP affirmant que ses membres recevaient un entraînement au combat et avaient commencé à stocker des armes. — (AFP)

CD PRESENTE

Sanson

L'Olympia

à partir du 28 février



LOCATIONS / OLYMPIA / 3 FNACS / TOUTES AGENCES
PAR TELEPHONE 47 42 25 49 / COLLECTIVITES 45 72 11 22
NOUVEL ALBUM - K7 - CD «*MOI, LE VENIN*» **WEEA**

سكن من الالهي

Afrique

UGANDA : le troisième anniversaire de l'accession de M. Museveni à la présidence

Les premiers signes d'une embellie

KAMPALA
de notre envoyée spéciale

Il y a encore un an, le trajet Entebbe-Kampala constituait à lui seul un calvaire. La route qui mène de l'aéroport international jusqu'aux collines de la capitale ougandaise était prodigieuse en nids de poule - profonds parfois comme des baïnettes - et en *road blocks* (contrôles militaires) aussi nombreux que tatillons. A sept reprises, il fallait décoller son identité, sa destination, et soumettre ses bagages à la fouille, déboulonner mais longuette, de jeunes soldats en treillis léopard.

Pour le voyageur qui revient en ce début de 1989, le changement de décor est plutôt surprenant : le bitume a été repavé, les nids de poule ont tous ou presque, disparu, et le nombre des *road blocks* a miraculeusement diminué de sept à deux. Anecdote, sourient les sceptiques. Ces signes d'amélioration, certainement désolés aux yeux des Occidentaux, ont pourtant un sens différent pour la plupart des Ougandais : celui, nouveau, d'une renaissance, fût-elle relative.

Que le Nile Mansion, ancien lieu de détention et de torture du temps des présidents Amin Dada et Obote, ait été reconstruit en hôtel de luxe, n'empêche pas, en soi, le retour à la dictature. Que les cellules d'interrogatoire aient été transformées en chambres paisibles et coquettes n'interdit pas, c'est vrai, que l'on torture ailleurs. Mais voir les riches familles ougandaises et les couples d'expatriés s'attabler dans la salle à manger flambant neuve de l'ex-Nile Mansion (aujourd'hui Nile Hotel), voir les sourires courtois et le costume-cravate remplacer les hurlements des suppliciés et la matraque des soldats vivants, tout cela n'en prend pas moins valeur de symbole.

C'est ici, au Nile Hotel, que plusieurs délégations étrangères ont été logées pour les célébrations du 26 janvier. Ce troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Yoweri Museveni, chef de file des maquis-

sards du Mouvement national de résistance (NRM), consacrer cette embellie dont les Ougandais commencent prudemment à goûter les fruits.

« Une nuit, on revenait du journal, il était 2 heures du matin, raconte le directeur du magazine indépendant *Weekly Topic*, Ogutu Wafu. Sur le bord de la route, on voit deux femmes dont la voiture était en panne. Un groupe de soldats était là aussi. On s'est arrêté pour donner un coup de main : tout le monde a aidé à pousser, et la voiture, finalement, a pu redémarrer. Il y a trois ans encore, ça ne se serait jamais passé comme ça. Les soldats auraient cogné, ils auraient violé les deux femmes et seraient repartis avec la voiture. »

« Cela fait quatorze ans que je vis à Kampala », reprend une Européenne. « Pour le 1^{er} janvier, avec mon mari, on avait décidé d'aller passer la journée chez des amis, à Jinja (dans l'est du pays). Quand on est revenu, il faisait nuit déjà. Mais la ville était calme, vous ne pouvez pas savoir. On n'a même pas eu peur. C'était la première fois », s'émerville-t-elle.

Terre brûlée

Bien que ces récits teintés d'euphorie méritent d'être nuancés - attaques à main armée et fusillades nocturnes sont loin d'avoir complètement disparu - une personne ne conteste plus aujourd'hui le recul de la criminalité dans les rues de la capitale. Saisies d'armes aidant, les kalachnikovs d'occasion seraient devenus plus difficiles à se procurer. « En cherchant bien, on trouve toujours », lâche un amateur anonyme. « Mais les prix ont monté. Au marché noir, pour une bonne kalach, il faut compter autour de 400 à 500 dollars. » Même les cow-boys sont fatigués. Du moins à Kampala.

C'est en province, dans le nord (district de Gulu) et dans le centre-est (district de Soroti), que demeure ce que le jargon officiel appelle

les « zones conflictuelles ». Pour contrer les attaques des rebelles opposés au nouveau régime, les troupes régulières de l'armée nationale de résistance (NRA) ont développé, ces derniers mois, la tactique dite de la terre brûlée. Ce procédé, souvent utilisé dans les situations de guérilla, a eu pour première conséquence de vider les campagnes : celui qui s'accroche à son champ ou à son pâtre risque la mort pour complicité avec les maquisards. Résultats : entre 50 000 et 70 000 réfugiés autour de Gulu. Soroti abrite une population d'environ 45 000 affamés, dont les trois quarts sont aussi des réfugiés, victimes de la guerre civile.

Privés de terres et de ressources, ces « déplacés » ne survivent désormais que grâce à l'aide humanitaire. Celle-ci a bien du mal, parfois, à se frayer son chemin. Début janvier, sur la piste qui va de Soroti au village d'Armura, un véhicule de la Croix-Rouge internationale en a fait l'amère expérience : embuscade, fusillade, un mort et un blessé. « Généralement, ce n'est pas vraiment dangereux. Les routes sont très mauvaises, ce qui oblige à rouler lentement : en cas de pépin, on donne souvent les clés », nuance un responsable de Médecins sans frontières (MSF), dont une équipe, installée tout au nord, à Moyo, reçoit un ravitaillement régulier. « Depuis un an, on a eu trois véhicules volés de cette manière - dont un qu'on a récupéré... », sourit-il.

Pour certains habitants du district de Gulu, le scénario ne connaît pas de happy end. Harcelés par les rebelles, ils sont aussi la cible des troupes gouvernementales. Selon un rapport d'Amnesty International publié en décembre, « des villageois ont été forcés à rester dans leurs huttes en train d'être incendiées par les soldats de la NRA ». Plusieurs bavures de ce genre ont été signalées à moins de 25 kilomètres de Gulu.

« En 1986 et 1987, plusieurs milliers de personnes ont été détenues par l'armée, dans le nord et le centre. Elles étaient généralement soupçonnées d'avoir apporté une aide

aux rebelles. Souvent, ces personnes ont été gardées en détention, pendant plus d'un an dans de nombreux cas, sans qu'aucune inculpation n'ait été notifiée. La plupart de ces personnes arrêtées n'avaient eu aucune part dans la rébellion, souligne le rapport. En 1988, beaucoup de ces détenus ont été relâchés. Mais plusieurs centaines seraient aujourd'hui encore prisonniers de la NRA. » Les excès de zèle de l'armée ougandaise, malgré un renforcement de la discipline et la condamnation à mort de plusieurs soldats reconnus coupables d'atrocités, ne disparaîtront pas du jour au lendemain. Pour mettre fin aux horreurs de la guerre civile, il faudrait mettre fin... à la guerre tout court.

Plus le temps passe, plus le fossé qui sépare le nord et le sud de l'Ouganda risque de se creuser, en particulier dans le domaine économique. « Aucun projet de réhabilitation ne peut être mené à bien là où règne encore l'insécurité », estime Charles Loum Alai.

Natif de la région de Gulu et membre de l'ethnie Acholi, cet ancien rebelle de l'UPDM (une organisation hostile au nouveau régime) ne s'est pas fait tirer l'oreille pour rallier le gouvernement au lendemain des accords signés par les dirigeants de son mouvement et les autorités de Kampala, en juin dernier.

Selon la rédaction du quotidien gouvernemental *New Vision*, quelque 25 000 opposants, ou supposés tels, auraient rendu les armes depuis les mesures d'amnistie de juillet 1987. Certains d'entre eux, comme Charles Alai, se sont vu offrir une retraite plutôt dorée, portefeuille ministériel à la clé. L'actuel gouvernement, appétits tribaux obligent, ne comprend pas moins de soixante-trois ministres, ministre d'Etat et autres vice-ministres... Si l'achat de Mercedes supplémentaires peut faire baisser le bruit des armes, qui s'en plaindra ? D'autant que, mis à part ces nominations de circonstance, l'équipe dirigeante ne manque pas, dit-on, de personnalités compétentes.

Fonctionnaires de papier

Dans le domaine économique, la volonté de redressement affichée par Kampala aura réussi à séduire, en tout cas, les donateurs occidentaux. Ces derniers ne se sont-ils pas engagés à verser une somme de 3,3 milliards de francs en 1989 pour aider le gouvernement ? La CEE, qui avait accordé entre 17 et 18 millions d'ECU en 1986, donne aujourd'hui plus de 40 millions d'ECU. Si la confiance ne règne pas encore totalement, elle revient à grands pas. L'économie ougandaise, sinistrée par près de vingt ans de guerre civile, en aura fort besoin. Les routes, les chemins de fer, les usines, les puits d'irrigation, les écoles et les hôpitaux : tout est à faire ou à refaire.

Les réformes engagées par le gouvernement depuis trois ans (assouplissement des procédures d'importation, importantes dévaluations du shilling, augmentation des prix à la production, etc.) commencent à donner leurs premiers résultats. Les pénuries de sucre, de savon ou de carburant sont moins douloureuses et moins fréquentes. On trouve désormais, dans les boutiques de Kampala, des chaussures italiennes et des tissus brillants fabriqués à Hongkong.

L'inflation n'en continue pas moins de battre des records : on espère la réduire à 150 %, voire à 100 % d'ici la fin de 1989... La corruption et les détournements de fonds vont aussi bon train : sur les 271 000 fonctionnaires officiellement enregistrés et payés par l'Etat, on s'est aperçu récemment que 30 000 environ n'existaient que sur le papier. Le chemin du redressement économique ne va pas sans cahots...

CATHERINE SIMON.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

AFRIQUE DU SUD : la démission d'un ministre et de deux députés

Le parti au pouvoir est secoué par des affaires de corruption

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Alors que le président Botha se remet, dans sa résidence du Cap, de la congestion cérébrale qui l'a frappé le 18 janvier, le Parti national au pouvoir, dont il est le dirigeant, est secoué par une succession de démissions liées à des scandales politico-financiers. Un ministre et deux députés viennent d'annoncer qu'ils renoncent à leurs fonctions de parlementaires et, pour le premier, M. Pietie du Plessis, chargé de la main-d'œuvre et des travaux publics, de membre du cabinet. Une démission acceptée par le président par intérim, M. Chris Heunis, sans qu'aucune explication ne soit fournie tant par lui que par l'intéressé, qui s'est borné, dans un communiqué, à justifier son départ par la « controverse entourant sa vie personnelle ».

Un rendez-vous, vendredi, avec le magistrat chargé de faire la lumière sur une affaire de corruption serait à l'origine de cette démission précipitée. M. du Plessis aurait utilisé ses fonctions pour aider son fils à réaliser une importante acquisition immobilière à Pretoria dans des conditions très avantageuses. Ce n'est pas la première fois que ce type d'accusation est porté contre cet homme politique soupçonné de mêler étroitement ses intérêts personnels et sa fonction ministérielle, des allégations chaque fois démenties avec vigueur par l'intéressé qui a poursuivi en diffamation, en décembre dernier, un hebdomadaire en langue afrikaans, *Rapport*.

Cette semaine aussi, deux députés nationalistes ont démissionné du Parlement. Léon de Beer avait été suspendu par le parti à la suite de sa condamnation en décembre dernier à deux ans de prison ferme pour

fraude électorale. Pas moins de soixante-dix votes irréguliers avaient été relevés contre cet élu de Johannesburg, actuellement en liberté sous caution.

Son collègue d'East London, M. Piet de Pontes a préféré, lui aussi, renoncer à son mandat après avoir été mis en cause pour ses relations d'affaires avec un truand italien qui a été emprisonné en Suisse sous l'accusation de « blanchiment » d'argent provenant du trafic de drogue. Le rapport d'une commission d'enquête doit être prochainement remis à la justice sud-africaine afin que celle-ci se prononce sur les charges de fraude, corruption et faux témoignage.

Complicités

Ces trois affaires distinctes illustrent des pratiques de corruption à un niveau élevé du pouvoir, auxquelles s'ajoute le dossier d'un homme d'affaires de Pretoria, Albert Vermaas, dont les liens avec certains ministres ont été évoqués à plusieurs reprises. Cet homme aurait bénéficié de complicités dans la classe dirigeante pour mener à bien des activités frauduleuses qui font actuellement l'objet d'enquêtes, notamment une vaste escroquerie au contrôle des changes qui fait des remous à la Reserve Bank, la banque centrale.

Autant de mines à retardement dont on ne connaît pas encore tous les tenants et aboutissants. Ces affaires peu reluisantes ternissent la formation majoritaire au moment même où celle-ci s'interroge sur son avenir après la maladie du président Botha. Le Parti national est plongé dans un climat d'incertitude alourdi par ces scandales politico-financiers.

MICHEL BOLE-RICHARD.

MAROC

Durcissement du conflit minier de Jerada

Le conflit social se durcit à Jerada, la principale mine de charbon du Maroc, dans la région d'Oujda (le Monde daté 22-23 janvier). En grève depuis décembre, les sept mille employés de la société étatique de charbonnages demandent une augmentation de 20 % de leur salaire et l'amélioration de conditions de travail jugées déplorables par leur syndicat. Neuf d'entre eux ont été condamnés, jeudi 26 janvier, à trois mois de prison ferme pour « entrave à la liberté du travail ».

Les habitants de la région font état d'une atmosphère extrêmement tendue et d'un important déploiement policier. La Confédération démocratique du travail (CDT), proche de l'Union socialiste des forces populaires) a annoncé la poursuite du mouvement après le verdict. Selon elle, la majorité des mineurs perçoivent un salaire dérisoire de l'ordre de 700 F par mois, et les accidents de travail sont nombreux, sans que les avantages sociaux prévus par la loi soient accordés effectivement aux victimes.

Le chef de la confédération, M. Noubil El Amoui, avait déclaré mercredi, au cours d'une conférence de presse : « La situation est très préoccupante, il n'est pas seulement question du sort des mineurs de Jerada, mais de celui de toute la classe ouvrière marocaine, qui est menacée tant au niveau social qu'au niveau démocratique. (...) Nous constatons que le droit syndical est bafoué et, même là où il est imposé, les militants syndicaux sont menacés et tout dialogue avec eux est refusé, y compris le dialogue avec nous en tant que centrale. »

Il s'agit du plus grave conflit social survenu au Maroc après cinq années d'austérité imposées par la Banque mondiale, et le risque de s'étendre.

De source proche de la CDT, on indique que les ouvriers de la première raffinerie de pétrole du pays, à Mohamédia, près de Casablanca, avaient participé, jeudi, à un arrêt de travail de deux heures pour exiger que les autorités examinent leurs revendications. - (AFP, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Hongrie

La dépouille mortelle d'Imre Nagy recevra une nouvelle sépulture

Les dépouilles mortelles de l'ancien premier ministre de l'insurrection hongroise de 1956, Imre Nagy, et de quatre de ses collaborateurs, vont être exhumées des fosses anonymes où ils avaient été enterrés après leur exécution, en 1958, pour recevoir une nouvelle sépulture.

Cette décision, annoncée jeudi 26 janvier par le gouvernement hongrois, représente un geste symbolique à l'égard de l'opposition, sans aller toutefois aussi loin que celle-ci le souhaiterait. Elle ne constitue pas en effet une véritable réhabilitation d'Imre Nagy.

La porte-parole du gouvernement a précisé que l'exhumation aurait lieu en mars prochain. Les familles ont été invitées à choisir, avec les représentants des autorités, des experts qui auront la tâche difficile et sans doute longue d'identifier les dépouilles mortelles.

L'insurrection de 1956 avait été étouffée au bout de deux semaines par l'armée soviétique. Elle a coûté près de 2 000 morts, 500 personnes avaient été pendues et enterrées

dans des fosses communes dans les deux années qui suivirent. - (AFP, UPI.)

URSS

Le lituanien proclamé langue officielle dans la République balte

Après l'estonien la semaine dernière, la Lituanie vient à son tour de faire de sa langue nationale la langue officielle de la République. Adoptée par le présidium du Soviet suprême lituanien, cette décision a été annoncée jeudi 26 janvier par l'agence Tass.

Aux termes d'un décret qui a été rendu public, le lituanien devra être utilisé dans l'administration et dans les organismes publics, ainsi que dans les congrès et conférences. Le russe se voit reconnaître le statut de « langue de communication entre les nationalités ». La population de cette République balte est à 80 % lituanienne.

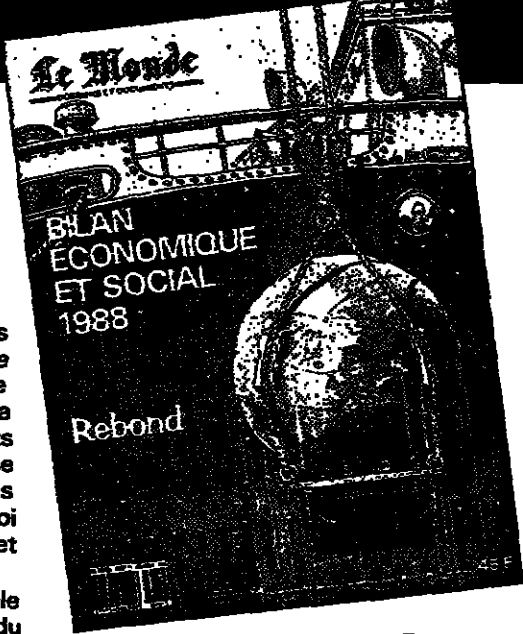
Un autre décret a décidé que le 16 février, jour anniversaire de la création de l'Etat « bourgeois » lituanien, en 1918, sera la « journée de la renaissance de l'Etat lituanien ». Ce jour sera désormais férié. - (AFP, Reuter.)

Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés. Le *Bilan économique et social* - véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE.
200 p., 45 F

AU SOMMAIRE

● La situation en France

L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.

● L'environnement international

Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.

● La dette du tiers-monde

L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.

● Cent cinquante pays à la loupe

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

Nombre d'exemplaires _____ x 50 (hors inclus) : _____ F
Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.
Commande et règlement à retourner à :
Service vente au numéro
7, rue des Italiens
Le Monde 75427 Paris Cedex 09

La polémique sur les « affaires » après l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances

M. Mitterrand invite le gouvernement à publier le rapport de la COB

L'autorisation donnée jeudi 26 janvier par le président de la République à son premier ministre de publier le rapport de l'enquête de la COB sur l'affaire Pechiney constitue une « première » dans les annales des enquêtes boursières, déclare-t-on à Matignon.

Dans l'entourage de M. Michel Rocard, on précise que cette décision est « la preuve que les plus hautes autorités de l'Etat souhaitent que toute la vérité soit faite » et que sa publication immédiate vise à couper court aux spéculations et aux fuites éventuelles.

Dans sa lettre à M. Rocard, M. Mitterrand souhaite en effet « vivement » la publication du rapport

d'enquête. « Je vous avais indiqué qu'il m'apparaissait indispensable à la transparence et à l'honnêteté de l'information, ainsi qu'à la renommée de notre place financière, que ce rapport d'enquête fût connu de tous », écrit notamment le chef de l'Etat, qui doit se rendre en Inde le 31 janvier, jour prévu pour la remise du rapport par la COB.

« L'obstacle juridique de principe » que constituait le secret auquel sont tenus les membres du collège de la COB a pu être levé par le garde des sceaux, car le commissaire du gouvernement, qui siège à la COB et

transmet le rapport au ministre de l'économie, n'y est pas tenu, souligne-t-on à Matignon.

Habituellement, le travail de la COB fait l'objet d'un rapport annuel remis au président de la République.

D'autre part, après l'intervention devant la commission des finances de l'Assemblée nationale de M. Pierre Bérégovoy, assurant que « toute la vérité serait faite sur ces affaires », le secrétaire général du RPR s'est déclaré « satisfait » qu'une information judiciaire soit prochainement ouverte, comme cela avait été demandé par le mouvement chiraquien. M. Alain

Juppé a toutefois indiqué qu'il continue de craindre l'« étouffement » des affaires. De son côté, M. Laurent Fabius a affirmé jeudi soir à Chelles (Seine-et-Marne) que, « si l'on cherche à déstabiliser François Mitterrand, on échouera, car il y a des millions et des millions de Français qui n'accepteront pas que l'on s'engage sur ce terrain ».

Enfin, le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a demandé la création d'une commission d'enquête « sur les conditions dans lesquelles se sont effectuées les opérations de privatisation » des entreprises publiques par le gouvernement de M. Chirac.

La lettre du président de la République au premier ministre

Voici le texte intégral de la lettre adressée jeudi 26 janvier par le président Mitterrand au premier ministre et autorisant ce dernier à publier le rapport de la COB dans l'affaire Pechiney dès sa parution.

Monsieur le premier ministre, La Commission des opérations de Bourse doit décider prochainement de la suite qu'elle entend donner au rapport d'enquête que ses services auront établi dans le cadre de l'affaire Pechiney. Elle est naturellement seule juge de cette décision.

Je vous avais indiqué qu'il m'apparaissait indispensable à la transparence et à l'honnêteté de l'information, ainsi qu'à la renommée de notre place finan-

cière, que ce rapport d'enquête fût connu de tous.

M. le garde des sceaux, consulté par vos soins, a estimé que cette publication ne soulevait pas d'obstacle juridique de principe.

En conséquence, je souhaite vivement comme vous-même et le ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, que celui-ci rende public le texte intégral du rapport d'enquête dès qu'il lui aura été communiqué par la COB.

Veuillez agréer, monsieur le premier ministre, l'expression de mes sentiments bien cordiaux.

FRANÇOIS MITTERRAND.

Le « gendarme de la Bourse » va enquêter sur la Société générale

Tout en confirmant, dès jeudi 26 janvier, avoir acheté massivement des actions de la Société générale au cours de l'été et les avoir revendues à l'automne avec de substantielles plus-values, M. Samir Traboulsi, l'homme d'affaires libanais vivant à Paris et qui a conseillé les Américains dans la vente de Triangle à Pechiney, a rejeté avec force toutes les insinuations sur un éventuel délit d'inités dans cette affaire.

« J'ai acheté des actions Société générale sur la recommandation de mon agent de change », a déclaré M. Traboulsi sur TF1. Il a ainsi confirmé les révélations de l'Express (daté du 27 janvier), selon lesquelles M. Traboulsi a acheté au cours de l'été 1988 (entre le 22 juin et la fin août), par l'intermédiaire d'une société non enregistrée au registre du commerce, Pamlico Entreprises, environ cinq mille actions de la banque privée. Les ayant revendues tout de suite en septembre et octobre, il aurait réalisé une plus-value totale de plus de 20 millions de francs.

« J'en ai voulu à mon agent de change... »

L'homme d'affaires libanais a-t-il réalisé ces opérations d'achat et de vente à partir de sa connaissance du projet de rachat envisagé alors par M. Georges Pèbereau sur la Société générale ? Il y aurait dans ce cas-là délit d'initié, puisque utilisation d'informations privilégiées, non connues du public, pour réaliser des plus-values personnelles.

M. Traboulsi s'en défend. Il affirme avoir acheté, « sur la seule recommandation de son agent de change », M. Eric De Lavandeyra, le président de la société de Bourse du même nom (aujourd'hui possédée par le GAN). « Mon agent de change a estimé que le cours de la Société générale était en retard par rapport aux autres banques nationales », a-t-il expliqué, « il m'a amené des graphiques et c'est à ce moment-là que je lui ai donné le feu vert pour acheter, car c'est lui qui gère mon compte ». Selon l'homme d'affaires libanais, ces achats de titres de la Société générale ont été effectués au sein d'un « compte conseil », ce serait donc du « trading pur », c'est-à-dire des opérations d'achat et de vente purement spéculatives.

M. Traboulsi a même précisé au Monde : « J'ai revendu le gros, 300 000 actions, en septembre, à 420 ou 430 francs, beaucoup trop tôt, un mois avant que le titre ne se mette à exploser. J'en ai voulu à mon agent de change, qui m'avait fait faire une mauvaise affaire... » Effectivement, un mois plus tard, le titre dépassait, certains jours, les 600 francs. M. De Lavandeyra a confirmé les propos de M. Traboulsi, ajoutant : « Je souhaite que la COB vienne chez moi ; elle verra réellement tous les titres ont été remis sur le marché et que ce compte fait seulement du trading ».

A la suite de ces révélations, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du bud-

get, a indiqué, jeudi devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, qu'il allait demander à la Commission des opérations de Bourse de s'occuper de cette affaire. La COB avait déjà enquêté sur le raid de M. Pèbereau sur la Société générale et avait alors conclu n'avoir relevé aucune irrégularité. M. Jean Farge, le président de la COB, avait même indiqué qu'« il n'avait détecté aucun délit d'inités », mais que cela ne signifiait pas qu'« il n'en existait pas ».

Outre la régularité des opérations d'achat et de vente, les enquêteurs de la COB vont donc devoir rechercher si M. Traboulsi — dont on sait par ailleurs qu'il est un ami personnel de M. Alain Boubill — les a réalisées à partir d'informations privilégiées sur le projet d'attaque de la banque par M. Pèbereau. L'homme d'affaires libanais a déclaré, jeudi, qu'il n'avait « eu aucune conversation avec Georges Pèbereau à ce sujet ».

La COB s'interrogera également sur les dates d'achat et de vente de M. Traboulsi : celui-ci a acheté alors que s'engageaient les discussions de dénoyautage de la banque privatisée. Il a vendu au moment où la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation) de M. Pèbereau a acheté (fin septembre en particulier). Alors que M. Traboulsi affirmait, jeudi, avoir réalisé toutes ses opérations sur le marché, M. Pèbereau a lui-même publié un communiqué dans lequel il a indiqué que « M. Traboulsi n'a à aucun moment été ni pressenti ni partie prenante dans le dispositif SIGP », ajoutant que « la SIGP ne connaît pas l'identité des vendeurs » auxquels elle a acheté les 10,3 % du capital de la Société générale.

E. L.

M. Traboulsi et « l'Événement du jeudi »

« Pas d'agression intolérable »

Le tribunal de Paris, statuant en référé sur une demande de M. Samir Traboulsi en vue d'une saisie du numéro du l'Événement du jeudi daté 26 janvier, a débouté le demandeur qui a été condamné aux dépens.

M. Traboulsi visait particulièrement trois articles publiés par l'hebdomadaire dont il soutenait dans son assignation qu'ils le mettaient en cause « dans des termes d'une gravité extrême » en le présentant comme le personnage principal des délits d'inités dans l'affaire Pechiney.

Dans ses attendus, le tribunal, qui siègeait sous la présidence de M. Robert Diet, déclarait notamment : « Si même l'affirmation que M. Traboulsi soit à l'origine des faits délictueux dénoncés dans

l'opinion constitue, à l'évidence, l'allégation d'un fait précis et déterminé qui porte atteinte à son honneur et à sa considération, le trouble illicite ainsi causé (...) ne présente pas le caractère d'une agression intolérable (...) qui lui cause un dommage irréparable alors que la mesure de saisie d'un journal doit être une mesure exceptionnelle ».

Le tribunal estime en outre que « les propos incriminés (...) ne sont donnés que comme l'expression d'une conviction personnelle pour laquelle le journal a d'ailleurs offert au demandeur l'exercice d'un droit de réponse » et que, « même si les imputations restent particulièrement graves, l'atteinte ainsi portée peut être réparée par l'allocation de dommages et intérêts ».

C'est l'ordonnance du 17 novembre 1988 qui fixe le

Les commissions d'enquête

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé, jeudi 26 janvier, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête « sur les conditions dans lesquelles ont été privatisées des entreprises publiques, industrielles et bancaires ainsi que les conditions dans lesquelles l'avenir économique du pays se trouve aujourd'hui engagé ». Le texte de cette proposition demande notamment que toute la clarté soit faite sur les conditions d'évaluation des prix des sociétés privatisées de 1986 à 1988.

Dernier, le RPR et le PCF avaient réclamé une commission d'enquête parlementaire sur les affaires Pechiney et la Société générale. Une demande reprise par M. Michel Noir, qui comptait l'accuser pour Pechiney dans l'hypothèse où la justice ne serait pas saisie. Or M. Bérégovoy a promis qu'elle le serait.

Depuis 1958, une vingtaine de commissions d'enquête ont été constituées, par exemple dans l'affaire de Broglie (1980), les avions rétrogrades (1984), les manifestations étudiantes (1986). En 1985, le projet de constitution d'une commission d'enquête sur l'affaire Greenpeace n'avait pas abouti.

C'est l'ordonnance du 17 novembre 1988 qui fixe le

mode de formation et de fonctionnement des commissions d'enquête. Elles ne peuvent être constituées que durant les sessions parlementaires. C'est pourquoi le PC demande la convocation du Parlement en session extraordinaire. Donc, la commission ne pourrait être créée avant le 2 avril (sauf session extraordinaire), date du début de la session ordinaire de printemps. Un vote majoritaire est nécessaire pour la formation d'une commission d'enquête (trente membres maximum). Elle est chargée de « recueillir des éléments d'information sur des faits déterminés », et ceux-ci « ne doivent pas avoir donné lieu à des poursuites judiciaires ».

Les membres de la commission d'enquête sont soumis au secret pendant toute la durée des travaux et ils disposent de six mois pour présenter leurs conclusions. Le dépôt d'un rapport est annoncé au Journal officiel. Normalement il est publié, sauf si l'Assemblée s'y oppose. Une loi de juillet 1977 a élargi les moyens d'investigation de ces commissions : tous les renseignements de nature à faciliter leur mission doivent leur être fournis à l'exception toutefois de tous ceux qui revêtent un caractère secret et concernant la sécurité de l'Etat.

Le rapport Le Portz sur la réforme de la COB

Des propositions qui ne vont pas assez loin

« Excellent mais insuffisant. » C'est par ce jugement abrupt que M. Pierre Bérégovoy a apprécié devant la commission des finances de l'Assemblée nationale le rapport remis par M. Yves Le Portz, ancien président de la COB, sur la réforme de cet organisme.

Contrairement à ses espérances, M. Le Portz n'avait pas été renouvelé, au mois d'août dernier, à la tête des gendarmes de la Bourse, où il a été remplacé par M. Jean Farge. Le ministre des finances lui avait alors confié « une mission de réflexion sur les nouveaux pouvoirs nécessaires pour la COB », en le faisant assister d'une dizaine de professionnels et de responsables de la place financière de Paris.

Leur réflexion était quasiment achevée à la fin de l'automne, avant que n'éclate véritablement les différents « affaires ». Ces dernières les obligent à remodeler certains pas-

sages et surtout à y ajouter une nouvelle partie consacrée aux OPA (offres publiques d'achat). Mais sur le fond rien n'a été changé. La COB, « version Le Portz », reste avant tout une autorité morale, dont il n'est pas question de rompre les liens avec le ministère de l'économie et des finances.

Les travaux ont porté principalement sur deux thèmes : les relations entre les différents organismes de fonctionnement des marchés et les sanctions disciplinaires. Sur ce dernier point, le rapport propose de doter de pouvoirs disciplinaires chaque autorité de marché (conseil des bourses de valeurs pour la Bourse, conseil du marché à terme pour le MATIF). Un organisme serait même créé pour régir et surveiller les OPCVM (organismes de placements collectifs de valeurs mobilières). A un échelon au-dessus, une instance judiciaire serait instituée pour se prononcer en appel sur les sanctions. Toutefois, en cas d'infra-

ction grave, la COB pourrait ester en justice, c'est-à-dire saisir elle-même les tribunaux.

Ce rapport, pas encore rendu public, propose donc plutôt des petites réformes qu'un renforcement des pouvoirs comme le souhaite M. Pierre Bérégovoy pour le projet de loi qui sera déposé à la prochaine session. Le ministre devrait demander que la COB soit indépendante des pouvoirs publics, qu'elle puisse ester en justice, qu'elle dispose de pouvoirs d'investigation judiciaires, qu'elle puisse infliger de lourdes amendes pécuniaires, et enfin qu'elle dispose de plus de moyens. C'est seulement sur ce dernier point, nécessitant un renforcement du personnel, que le consensus sera obtenu avec les intervenants boursiers. Pour eux, « la COB est déjà dotée de suffisamment de pouvoirs mais elle n'en a pas assez de moyens ». C'est sans doute un peu l'esprit du rapport Le Portz.

DOMINIQUE GALLOIS.

Moraliser la Bourse

« Je souhaite que la vérité soit faite. Il n'y aura pas d'étouffement du dossier », a répété à plusieurs reprises le ministre en utilisant également fréquemment le mot « transparence ». Il a manifesté sa confiance dans le président de la COB, M. Jean Farge — « un homme de caractère ». Plusieurs députés de l'opposition se sont étonnés du fait que, parallèlement aux investigations de la COB, limitées selon eux par sa structure elle-même, le ministre n'ait pas jugé bon de saisir la justice. M. Bérégovoy a expliqué qu'il n'y avait aucune raison de ne pas faire confiance à la COB, mais que, en toute hypothèse, il y aura une enquête judiciaire, que ce soit du fait de la COB ou — si la COB décidait de ne pas transmettre le dossier à la justice — de sa propre initiative.

« Ma ligne de conduite n'a pas changé. Toute la vérité doit être connue. Cette affaire ne sera pas étouffée, quelles que soient les personnes mises en cause. Je considère que c'est un changement par rapport à une période un peu plus ancienne ». Une phrase qui devait provoquer des murmures désapprobateurs du côté des commissaires de l'opposition. « C'est de la provocation », a-t-il dit Rainbow Warrior ? », entendait-on.

A la question de savoir s'il avait ordonné une enquête dans les sphères gouvernementales et administratives pour y déceler éventuellement l'origine d'une fuite, M. Bérégovoy a répondu par la négative, rappelant qu'il avait saisi avec diligence la COB et qu'il avait procédé personnellement à une « enquête sur l'honneur » auprès de ses plus proches collaborateurs. « C'est la forme d'enquête que j'ai menée moi-même et la réponse a été, de leur part, qu'aucune indiscretion n'a été commise ».

A propos de l'affaire Pechiney, M. Bérégovoy a estimé qu'il y avait une trop grande polarisation sur la France et qu'il faut sans doute tourner les regards dans d'autres directions. Il a affirmé également deux choses : d'une part, que l'achat de la

filiale de Triangle (American National Can) avait été « une bonne affaire », contrairement à ce que l'on avait dit ici ou là, d'autre part, qu'il n'y aurait pas de commission d'enquête parlementaire puisque la justice serait saisie de toute façon et que le cumul des deux est impossible.

Contre-attaquant, le ministre s'est exclamé : « Je serai le ministre qui fera la transparence sur les opérations de privatisation ». « Il y a eu, depuis dix ans, nombre d'opérations qui ont suscité des questions », a-t-il ajouté d'un air entendu. Les commissaires socialistes ont, quant à eux, mis en cause la privatisation de la CGE, où se serait constitué « un bloc stable occulte » dans un premier temps. Répondant à diverses questions, le ministre s'est déclaré « tout à fait favorable à une commission d'enquête sur les conditions de privatisation ». Il s'est montré également favorable à ce que le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, qui avait laissé entendre dans un entretien à l'Express qu'il pourrait y avoir également un délit d'inités dans l'affaire de la Société générale, soit entendu par la commission des finances.

Après avoir demandé aux députés de réfléchir avec lui « au rapport entre l'argent et la société », le ministre a ajouté : « Je crois que les hommes et les femmes politiques français sont honnêtes (...). Cette affaire, elle m'a réveillé. J'avais le sentiment de m'être assoupis... ». Il a également exprimé son souhait de « moraliser » les opérations en Bourse : « Il n'est pas sain qu'à partir de spéculations d'inités il y ait des coups de Bourse qui rapportent à celui-ci ou à celui-là ».

Au sujet de la Société générale et de l'offensive lancée vers elle par Marceau Investissements, dirigé par M. Pèbereau, soutenue par la Caisse des dépôts et consignations, le ministre a affirmé : « ne pas s'en être mêlé » et s'être contenté de dire au patron de la Caisse des dépôts, M. Lion : « Faites-le si vous le jugez utile ».

Enfin, à propos de la réforme de la COB, sujet évoqué rapidement, M. Bérégovoy a précisé qu'il proposerait au Parlement un projet de loi prévoyant notamment l'indépendance de la COB mais aussi sa capacité de porter plainte et de se constituer partie civile. Elle devrait également, si le projet est adopté, pouvoir sanctionner les délits (les sanctions financières pouvant atteindre cinq fois les gains réalisés).

PIERRE SERVENT.

صك من الاصل

Politique

Les difficultés PC-PS et la préparation

Patinage

Il y a trois mois, on se demandait s'il y aurait un accord entre les socialistes et les communistes pour les élections municipales. L'accord ayant été signé le 12 janvier, par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais, la question devenait : sera-t-il appliqué ? A deux jours de la convention nationale du PS, qui doit arrêter la liste des villes où les socialistes s'efforcent aux communistes et celle des villes où ils iront à la bataille séparément, on se demande si l'accord servira à quelque chose.

Les communistes, initialement, n'en voulaient pas. M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, se l'était entendu signifier en une demi-heure par M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF. C'était le 26 octobre dernier. Selon M. Laurent, une autre rencontre n'était pas nécessaire.

Jeudi 26 janvier, MM. Debarge et Laurent se sont vus une énième fois, qui n'est pas la dernière, pour constater que les discussions « patinent ». Les négociations à la base, que le PCF considérait comme seules significatives, menacent de rendre inopérante la déclaration commune signée par les dirigeants des deux partis. Les uns et les autres se renvoient l'accusation de ne pas tenir compte du rapport des forces sur le terrain.

Pour les socialistes, la justification de la recherche d'un accord était simple : il n'y a pas, en l'état actuel des choses, d'autre majorité possible pour le PS, qui doit rester fidèle à sa stratégie de rassemble-

ment à gauche. Les communistes, eux, traînaient les pieds pour une raison toute aussi simple : il n'est pas sûr que tous les socialistes veulent, aujourd'hui, maintenir leur lien avec les communistes aux conditions que ceux-ci sont en mesure de leur imposer.

La pression maximale s'exerçait, dans ces conditions, sur la direction du PS, et ce n'est pas fini. La commission électorale, puis la commission des résolutions, qui se réunissent samedi avant la convention nationale, elle-même convoquée pour dimanche, vont avoir fort à faire pour imposer le principe du « plus petit nombre de primaires possible », réaffirmé par M. Debarge dans l'entretien qu'il nous a accordé. Certains chefs de file socialistes

parisiens, par exemple, estiment qu'un accord avec le PCF serait plus nuisible qu'utile face à M. Jacques Chirac — et les communistes les sident en plaçant la barre très haut. Le porte-parole du gouvernement lui-même, M. Claude Evin, bras droit de M. Rocard, se prépare à disputer au PCF une des rares manières qu'il détiendrait en Loire-Atlantique.

L'occasion est belle, pour le PCF, d'entamer la cohésion unitaire du PS et son image de rassembleur de la gauche. Il est vrai que les communistes ne paraissent pas eux-mêmes unanimes et qu'ils doivent composer, ici, avec des cadres jusqu'au bordistes, là — au Mans — avec un maire tenté de prendre son autonomie par rapport à l'appareil. Il reste que, au moment où les « affaires » font craindre au PS une aggravation de la tendance abstentionniste de son électorat, plus d'un socialiste est tenté de n'en faire qu'à sa tête.

P. J.

Un entretien avec M. Marcel Debarge

Le PS tentera d'enlever « huit ou neuf » mairies aux communistes

M. Marcel Debarge (PS) et M. Paul Laurent (PCF) se sont rencontrés, jeudi 26 janvier, pour la dernière fois avant la convention nationale socialiste qui se réunit dimanche. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Debarge fait le point des discussions avec les communistes.

« L'accord signé le 12 janvier entre le Parti socialiste et le Parti communiste sera-t-il appliqué ?

— Oui. Sous réserve des décisions de notre convention nationale, qui aura le dernier mot, l'accord sera appliqué de manière satisfaisante. Le nombre de « primaires » dans des villes dirigées par le PCF ne devrait pas excéder huit ou neuf.

— Dans la plupart des vingt-huit villes de plus de vingt mille habitants que les communistes avaient perdues par les socialistes en 1983 au profit de la droite, les socialistes estiment que la tête de la liste de gauche leur revient. D'ores et déjà, il est apparu, dans la discussion avec le PCF, qu'il conduira la liste de gauche dans certaines de ces villes et que le PS la conduira dans d'autres. Nous nous reverrons lundi, après la convention nationale, pour en discuter, dans l'intention de parvenir au plus petit nombre de « primaires » possible. En tout état de cause, il ne pourra, dans ces villes, excéder une vingtaine.

— Les communistes acceptent donc des « primaires » dans certaines villes qu'ils dirigent ?

— Ils les enregistrent.

— Rien n'indique qu'ils envisagent des mesures de rétorsion contre des maires socialistes ?

— Nous verrons bien, mais si c'était le cas, de mesure de rétorsion en mesure de rétorsion, on aboutirait à dénaturer l'accord.

— Les demandes de « primaires » initiales de vos fédérations portaient sur environ vingt-cinq municipalités à direction communiste.

— Le bureau exécutif du PS a retenu à l'unanimité, le 25 janvier, le chiffre maximum de huit à neuf « primaires » possibles. Nous avons pris entre nous l'engagement d'être solidaires sur ce point, à condition que l'accord se fasse avec les communistes sur la composition des listes. Seule la convention nationale pourrait modifier la position du bureau exécutif. Pierre Mauroy a été à l'origine de cette démarche et il a été très net sur cette question.

— Je précise que, dans mes conversations avec Paul Laurent, il a bien été établi que là où il y aura pas accord au premier tour, la fusion des listes — ou le « désistement républicain » si la fusion n'est pas possible en raison d'un score trop faible — aura force de loi pour le second tour. Les fusions de liste se feront strictement sur la base des résultats du premier tour.

— Quelles sont les villes communistes où vous disputerez des « primaires » ?

— Je ne vous le dirai pas. Il convient de respecter les prérogatives de la convention nationale.

— Vous avez parlé de la composition des listes. Cette question constitue-t-elle un point de friction avec le PCF ?

— C'est une question préoccupante. Jusqu'à présent, les propositions des communistes dans certaines villes qu'ils dirigent ne tiennent pas compte, semble-t-il, de la représentativité réelle des socialistes. Il arrive, même, qu'ils nous proposent une représentation inférieure à ce qu'elle était en 1983, en invoquant la nécessité de conforter l'assise du maire ou de faire entrer

au conseil municipal certaines personnalités. Cela n'est pas acceptable.

— Il doit être bien clair que chaque famille politique a, sur la liste commune, une quote-part dont elle dispose librement. Nous n'exerçons aucune pression sur la façon dont les communistes pourvoient aux sièges qui leur reviennent là où nous avons la mairie. Ils ne doivent en exercer aucune en sens inverse.

— Le PCF, lui, reproche aux socialistes de formuler des propositions « démentielles ».

— Que le PCF le veuille ou non, le PS a amélioré sa représentativité électorale depuis 1983, et celle des communistes a diminué. Nous conseillons, cependant, à nos camarades de ne pas avoir un comportement de domination et de ne pas condamner à la désespérance l'électorat communiste. Cela dit, M. Marchais m'a souvent fait penser à quelqu'un qui jouerait à « qui perd des voix gagne des sièges ».

Empêcher à Paris le « grand chelem »

— Est-ce le cas à Paris ?

— Il faut parvenir, à Paris, à disposer le plus efficace pour empêcher Chirac de réussir le « grand chelem ». Il faut, pour cela, tenir compte de l'électorat communiste, qui a contribué à élire des députés socialistes dans la capitale et ne pas oublier, pour l'aveugement des bêtises électorales, il est donc souhaitable que l'accord s'applique à Paris, même si cette application ne correspond pas complètement à ce que demandent les communistes.

— Y a-t-il des villes où le maire socialiste sortant refuse de faire alliance avec les communistes ?

— Je ne connais qu'un cas de ce genre, c'est Besançon. Quel qu'il en soit, à partir du moment où une

organisation politique a pris une orientation, cette ligne s'applique partout. Il ne peut, à nos yeux, y avoir de « primaires » que là où le PCF refuse de prendre en compte la représentativité actuelle du PS. Aucun autre motif ne peut la justifier.

— M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et porte-parole du gouvernement, qui veut disputer au PCF la mairie de Montoir-de-Bretagne, a-t-il connaissance de ce principe ?

— La convention sera saisie de ce problème.

— Quel sort allez-vous faire au Mouvement des rénovateurs communistes, dont le PCF ne veut pas entendre parler ?

— On ne peut pas nier qu'il y ait des hommes de gauche authentiques qui s'intitulent « rénovateurs communistes ». Il appartient à nos camarades, localement, de négocier pour les intégrer sur les listes, sans que les représentants du PCF ne s'en retirent.

— Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de garantir la quasi totalité de ses mairies au PCF sans être assurés qu'il vous aidera à conserver les vôtres ?

— Je n'ai jamais fait de politique sans prendre des risques. Je ne peux pas commencer une campagne électorale en me méfiant de mon partenaire. On ne peut pas partir sur l'hypothèse qu'un accord accepté de part et d'autre serait, finalement, inopérant. La raison d'être de cet accord est de mettre en branle la dynamique du rassemblement à gauche, voulu par la convention nationale d'Epinal, en novembre dernier, en même temps que l'ouverture à la majorité présidentielle.

— Considérez-vous comme suffisant l'engagement pris par le PCF de s'opposer « à toutes les initiatives (de la droite et de l'extrême droite) pour revenir au pouvoir » ?

— Il a été clairement expliqué, dans nos conversations avec le PCF, que cette formule sous-entend l'engagement de ne pas voter une motion de censure. C'est l'interprétation que j'en ai comprise et entendue. Mais la meilleure assurance, quant au comportement du PCF, ne peut être apportée que par le rapport des forces et par la politique que mène le gouvernement.

Propos recueillis par OLIVIER BIFFAUD et PATRICK JARREAU.

Le Mans : M. Jarry sera-t-il le « Vigouroux » du PCF ?

LE MANS
de notre correspondant

Au Mans, c'est l'impasse à gauche. Entre l'approche socialiste et l'analyse communiste, deux logiques s'affrontent. Avec un risque de rupture qui se précise de jour en jour. Sur le terrain : on fait encore comme si le dialogue était toujours possible. C'est du sommet que la rupture pourrait être provoquée.

Le Mans est devenue l'une des pierres d'achoppement des négociations entre MM. Paul Laurent et Marcel Debarge. Avec une inconnue majeure : jusqu'où le Parti communiste est-il disposé à laisser aller M. Robert Jarry, le maire communiste sortant, dans sa volonté de prendre du champ avec l'appareil, au point de marginaliser certains de ses adjoints les plus en vue politiquement ?

Deux logiques s'affrontent ? Côté socialiste, la situation est « claire » depuis l'accord réalisé en tout début d'année sur une plate-forme mise au point au sein du bureau municipal sous la houlette de M. Jarry. Un accord qui se fonde sur une quasi-parité entre socialistes et communistes, derrière un maire communiste reconduit, secondé par un premier adjoint également communiste. Le maire n'avait-il pas été mandaté à l'unanimité par le bureau municipal, adjoints socialistes et communistes au grand complet, pour mener à bien les discussions ?

Mais M. Jarry a fini par irriter son parti. Tout au long de son deuxième mandat, lui et certains de ses amis, sans aller jusqu'à entrer dans le sillage de M. Pierre Juquin, ont pris du champ avec l'appareil, écartant les appareils encombrants, oubliant les grandes-messes du parti, allant jusqu'à dédaigner d'assister au meeting du Mans de MM. Lajoinie et Marchais lors de la dernière campagne présidentielle.

Le secrétaire général avait eu beau prétendre, ce soir-là, en excusant son absence, que M. Jarry était l'archétype du bon gestionnaire communiste, et qu'il avait eu l'occasion de le mesurer au cours d'une conversation franche et amicale quelques heures plus tôt. Le mot « franche » n'avait trompé personne.

L'autonomie prise par M. Jarry s'est concrétisée depuis qu'il a formé

un tandem parfait avec le président de la communauté urbaine : un président socialiste, celui-là même qui avait osé le défier dans une primaire en 1983, et qui était venu se ranger à ses côtés au soir du premier tour reconnaissant son échec. M. Jean-Claude Boulard, le rocardien, aujourd'hui député.

Les communistes d'appareil ne peuvent pas lui pardonner d'avoir « cédé » aux socialistes sur le premier adjoint. Des socialistes qui revendiquent ce poste et que M. Jarry a certes préservé, mais en acceptant de choisir une de ses proches, comme pour mieux écarter les orthodoxes, et surtout M. Daniel Boulard, son actuel premier adjoint. Une pointure, M. Boulard : ancien député et membre du Comité central.

« Exit »

Daniel Boulard

Récemment encore premier secrétaire de la fédération de la Sarthe, il ne l'est plus depuis septembre 1988 : pour « mieux se consacrer à ses tâches d'élu », il a décidé d'abandonner ses mandats politiques. Celui qui comptait si fort se voir confirmer dans sa position de « second », et donc de successeur possible de M. Jarry, se retrouve ainsi hors course. Avec cette ultime pichenette du maire : « Quand on abandonne ses mandats politiques pour mieux jouer son rôle d'élu, c'est que pendant ce temps-là la vie municipale a été menée par d'autres... » Exit Daniel Boulard.

Du côté du PCF, on fait semblant d'ignorer ce passif avec M. Jarry. Pourtant, certains ne se font pas prier pour rappeler que si le maire du Mans a su se forger une image de rassembleur, c'est pourtant au sein du Parti communiste qu'il a construit toute sa carrière. Pour la fédération de la Sarthe, toute négociation ne peut s'amorcer que sur la base de l'accord national du 12 janvier. Et de revendiquer les mêmes dosages qu'en 1983, largement favorables au Parti communiste. Si les derniers scrutins ont donné la majorité au PS au Mans, dit-on, ce n'est pas parce que le PCF a reculé (il a retrouvé son niveau de 1983), mais parce que les socialistes ont progressé en mordant... sur la droite. Et pas un mot sur M. Jarry.

Lourd dossier pour les instances nationales des deux partis. Au PS on ne va pas tarder à rappeler aux Manceaux que tout accord doit être validé par les fédérations des deux partis. Jeudi 26 janvier, à la fédération socialiste de la Sarthe, on affirmait qu'aucune injonction de cet ordre n'était encore parvenue. La fédération compte faire valoir jusqu'au bout la double légitimité de l'accord qu'elle défend : il est le résultat d'un mandat confié à l'unanimité à M. Jarry, et celui-ci n'est-il pas un représentant légitime du PCF ?

Reste à savoir pour combien de temps. A vouloir ne rendre de comptes à personne qu'à ses électeurs, M. Jarry n'a-t-il pas pris le risque de se faire carrément exclure ? Lorsqu'on lui demande s'il est vrai que M. Jarry et ses proches n'ont pas eu leur carte renouvelée, la fédération du Parti ne dément pas. Le maire sortant en a pris le risque, il l'assume apparemment en toute sérénité.

Le maire semble déterminé. Les socialistes aussi. Sans doute M. Boulard a-t-il affirmé haut et fort : « Tant que Robert Jarry sera là, je le soutiendrai ». Le Parti communiste est-il prêt à faire de M. Jarry « son » Robert Vigouroux, un jumeau communiste, dans la deuxième ville de France gérée par le PCF, du maire socialiste dissident marseillais ?

ALAIN MACHEFER.

SITUATIONS

● ALPES-MARITIMES : Contre-offensive PR. — Conséquence directe de la rupture des accords passés entre le RPR et le PR pour la constitution d'une liste unique d'opposition à Aix-en-Provence, le Parti républicain a décidé de soutenir officiellement M. Michel Mouliet (PR) à Cannes et M. Jean-Claude Guibal (CDS) à Menton qui se présentent tous deux contre des maires sortants RPR : M^{me} Anne-Marie Dupuy à Cannes (Le Monde du 26 janvier) et M. Emmanuel Aubert à Menton. Lundi 23 janvier, M. Jean-Pierre Bouvet, conseiller général RPR à Aix-en-Provence, avait annoncé officiellement son intention de conduire une liste face au maire sortant UDF M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca qui avait été désigné comme tête de liste officielle RPR-UDF.

● VITRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne). — Une liste qui se veut entre la majorité et l'opposition se présentera à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), ville administrée par le Parti communiste. Regroupant quatre des dix conseillers municipaux d'opposition sortants (2 rad., 1 CDS et 1 PR), elle est conduite par M. Fernand Seil (rad.) qui veut tenter de l'élargir à gauche. Le Parti radical, le CDS et les baristies lui ont apporté leur soutien officiel, alors que l'UDF et le RPR ont désigné comme chef de file, M. Jean-Marc Aubert (RPR). En 1983, M. Seil avait déjà présenté une liste indépendante qui, avec 9 % des voix, avait eu deux élus au sein d'un conseil municipal de 53 membres dont 32 PC. — (Corresp.).

Saint-Paul de la Réunion : M. Pota défie M. Vergès

Une primaire opposera, le 12 mars prochain dans la commune de Saint-Paul, deux responsables du Parti communiste réunionnais. M. Alexis Pota, médecin, député non inscrit, et M. Paul Vergès, député européen, maire du Port et secrétaire général du PCR.

Saint-Denis de la Réunion
de notre correspondant

Après plus d'un mois de réflexion, M. Pota a donc confirmé sa candidature à Saint-Paul, la même commune choisie par M. Paul Vergès pour porter les couleurs du PCR lors de ces élections municipales. En quittant le Port, où il fut élu pour la première fois en 1971, pour Saint-Paul, M. Vergès visait un objectif précis : verrouiller toute la côte ouest et sud de l'île qui compte déjà cinq municipalités communistes, et renforcer, par là même, le puissant syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) qu'il préside et qui regroupe six maires conservés ou conquises par le PCR en 1983. Le SIVOM, qui gère pour ces municipalités la politique d'habitat social, de transports urbains, de collecte des ordures ménagères et de restauration scolaire, est de plus en plus apparenté à une sorte de troisième assemblée locale et suscite quelques inquiétudes, aussi bien du côté de la droite locale que chez les socialistes. Fort du succès de sa gestion au Port et du dynamisme du SIVOM, M. Vergès a engagé le combat à Saint-Paul sur ces thèmes en opposant son bilan aux difficultés multiples que les élus saint-paulois n'ont pas su surmonter au cours des dernières années. M. Vergès, le week-end dernier a étendu sa criti-

que à M. Pota, élu municipal depuis 1983, qui a été inopérant, a-t-il souligné, de faire infléchir la politique menée par l'ancien sénateur et maire de Saint-Paul, M. Paul-Julius Bénard et celle du maire actuel, M. Cassam, Moussa, un barriste.

Dans son organe de presse quotidien, *Témoignages*, le PCR accuse ouvertement M. Pota d'avoir cédé à la pression de son entourage — sa famille et quelques dissidents du parti — et de ne pas avoir la dimension politique nécessaire à la gestion de Saint-Paul, seconde commune de France en superficie et principal pôle balnéaire de La Réunion : des arguments que le député communiste juge particulièrement méprisants à son égard et qui ont renforcé sa volonté d'en découdre avec M. Vergès. M. Pota estimant que la venue du secrétaire général du PCR à Saint-Paul « perturbe l'électorat de gauche » alors que lui-même conduit depuis près de trente ans le combat quotidien sur le terrain.

M. Pota reste pour l'instant membre du PCR. Prudent, M. Vergès préfère repousser la clarification au lendemain du scrutin. D'autant que, de part et d'autre, on se refuse pour l'heure à aborder la délicate question du désistement au second tour.

Cette prudence de M. Vergès s'explique aussi par le fait que la direction du PCR s'efforce de présenter la dissidence de M. Pota comme une affaire très localisée dans l'espace et dans le temps, alors que, indique-t-on dans les coulisses du parti, M. Pota s'est décidé à être candidat après une large consultation de la base de toutes les sections de l'île. Sans ces appuis, précise-t-on, le médecin saint-paulois n'aurait jamais osé défier son secrétaire général.

ALEX DUJOUX.

Gagny : manœuvre d'appareil

Rien ne va plus entre la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis et sa section de Gagny. Les amis de MM. Jean-Claude Gaysot et Jean-Louis Mons qui dirigent cette instance départementale ont noté le candidat choisi par les camarades de cette ancienne municipalité communiste — perdue en 1983 au profit du RPR et revendiquée par le PS en 1989 — pour conduire une liste d'union en mars. « Il s'est auto-désigné », affirme-t-on à la fédération, dont le comité dirigeant a adopté, le 10 janvier, une motion inquisiteur contre l'intéressé : M. Jean-Claude Pruski.

Ce texte, qui met implicitement en cause la politique fédérale qu'il défend, le 10 janvier, a été adopté par un tract signé de l'ancien maire de Gagny, M. Claude Favrotto, « dont il n'est certainement pas l'initiateur », dit la motion, expliquant qu'il ne peut conduire à nouveau la liste en intronisant Jean-Claude Pruski comme tête de liste. Une telle manœuvre, une telle auto-proclamation est inadmissible, d'autant que nous avons, au moment des conférences de sections, demandé à ce camarade d'abandonner ses responsabilités de secrétaire de

section pour des raisons graves concernant son activité, liées à la fois à ses désaccords avec la démarche fédérale et son comportement ». Le choix des termes et la méthode utilisée ne dressent-ils pas le décor d'un mauvais procès ?

Des communistes de Gagny jugent « stalinienne » la démarche fédérale. Car M. Pruski, présenté par ses amis comme « un homme indépendant d'esprit » qui, à leur connaissance, s'est prononcé, en les amendant, en faveur des projets de résolution des deux derniers congrès nationaux, a bien été choisi par le comité de section de Gagny le 12 octobre dernier. Il a obtenu vingt-trois voix sur vingt-cinq, et quatorze des quinze cellules de la commune auraient ratifié ce choix. Président du groupe municipal communiste depuis 1985, M. Pruski a été déstabilisé, en novembre 1987, par la fédération, de sa fonction de secrétaire de section pour des raisons obscures. Des raisons devenues un peu plus claires, sans doute, aux yeux de cette fédération mais toujours aussi opaques pour les communistes de Gagny.

O.B.

Politique

des élections municipales

« Les commissions de révision des listes électorales ne font pas leur travail »

écrit M. Joxe à M. Chirac

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et chef de file du Parti socialiste à Paris pour les élections municipales, a adressé le mardi 24 janvier une lettre à M. Jacques Chirac, maire de Paris, pour justifier les mesures de contrôle des opérations de révision des listes électorales qui ont abouti à l'annulation — pour vice de forme — de la plupart de celles-ci dans la capitale par le tribunal administratif saisi par le préfet de Paris.

Dans sa lettre le ministre écrit notamment : « Le magistrat que vous êtes ne regrette-t-il pas avec moi que de telles procédures puissent être entachées de la moindre irrégularité, fût-elle de pure forme ? »

Il y a plus grave, car l'on sera amené à constater que les commissions de révision des listes électorales nommées par vous ne font pas leur travail puisqu'il leur est, dans la plupart des cas, impossible de vérifier le bien-fondé des inscriptions sur les listes électorales de la ville de Paris au regard des critères retenus dans le code électoral : le dossier d'inscription est la plupart du temps inexistant. Et l'on ne sait donc jamais en quelle qualité M. X... a été autorisé à s'inscrire sur les listes électorales de tel arrondissement. C'est l'esprit dans lequel j'ai été amené à demander une enquête de l'inspection générale qui devrait sur ce point apporter les éclaircissements que nous attendons et qui pourrait nous conduire à prendre des mesures législatives pour mieux préciser encore le lieu de rattachement des électeurs.

En revanche, des Parisiens qui, sans être des amis politiques, sont soucieux de transparence, ont appelé mon attention sur des ins-

criptions suspectes sur des listes électorales. Il m'a ainsi été donné de constater que dans un immeuble de la rue Saint-Fargeau, connu pour abriter M. Bariani, trente-cinq personnes inscrites sur les listes électorales sont inconnues de cette adresse. Dans un immeuble de la rue du Château-des-Remiers connu pour abriter une collaboratrice de M. Toubon, ce sont douze personnes qui présentent cette même particularité. Des adresses comme celles-là, il y en a bien d'autres à Paris, et tout Parisien disposant d'un peu de temps et de perspicacité peut procéder lui-même à ce type de vérification.

M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris a protesté contre la publication de cette lettre par le ministre alors que le jeudi 26 elle n'était toujours pas parvenue à M. Chirac ajoutant : « Je suis choqué de constater que M. Joxe met en cause le travail des commissions de révision. C'est un moyen de pression intolérable alors que les commissions vont se réunir à nouveau à partir du 31 janvier pour revoir les tableaux des listes électorales annulées. Ces commissions travaillent sous le contrôle d'un juge, ce procédé tend à jeter la suspicion sur leur travail. Ce sont des procédés antidémocratiques. »

L'adjoint de M. Chirac souligne que, contrairement aux affirmations de M. Joxe, « les commissions ne sont pas nommées par M. Chirac, celui-ci ne désignant que ses propres représentants, le préfet et le président du tribunal de grande instance désignant les leurs. »

M. Tiberi a ajouté que « la mairie de Paris, qui a fait appel devant le Conseil d'Etat à la suite de l'annulation par le tribunal administratif de la majeure partie des tableaux de listes électorales à Paris, n'a toujours pas eu de réponse. »

IMMIGRATION

Des visites dans des préfectures ont marqué la semaine d'action contre la « loi Pasqua »

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, recevant, mardi 31 janvier, une délégation de représentants d'associations qui réclament un meilleur accueil des étrangers dans les préfectures et l'abrogation de la « loi Pasqua » du 9 septembre 1986. Cette rencontre aura lieu après une semaine d'actions organisées dans tous les départements.

La Ligue des droits de l'homme, le MRAP, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et d'autres associations présenteront au ministre de l'intérieur un « cahier de revendications » établi à la suite d'observations effectuées dans les hôtels de départements. Ainsi M. Yves Jouffé, président de la Ligue des droits de l'homme, s'est-il rendu, jeudi 26 janvier, à la préfecture de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour étudier les conditions d'accueil des étrangers et de traitement de leurs dossiers. Il a été aidé dans sa tâche par des militants du MRAP qui, à l'aide de questionnaires, interrogeaient des Zairiens, des Guinéens, des Marocains, des Libanais, des

Roumains ou des Sénégalais venus accomplir les formalités nécessaires pour obtenir soit un titre de séjour, soit un droit d'asile, soit une carte de résident.

SOS-Racisme avait fait des « enquêtes » similaires dans le courant de la semaine. Ce remue-ménage des associations aura permis d'obtenir un premier résultat. Selon les militants du MRAP, le traitement des dossiers s'est accéléré dans les préfectures.

Les représentants des associations demanderont à M. Joxe qu'une formation particulière soit donnée au personnel chargé de ces affaires. La pression est en effet « très forte » aux guichets de Nanterre où vingt-cinq dossiers sont traités quotidiennement, alors que deux cent cinquante personnes patientent. L'obstacle de la langue et la méconnaissance de la loi ne contribuent pas à faciliter les choses : de longues files d'attente en résultent, des altercations, des allers et retours incessants pour présenter toutes les pièces réclamées par l'administration.

J. P.

La CIMADE

a remis des propositions à M. Mitterrand

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, et M^{me} Geneviève Jacques, secrétaire générale de la CIMADE (Service œcuménique d'entraide), ont été reçus jeudi 26 janvier par M. Mitterrand, à qui ils ont fait part de leur proposition en vue d'une « modification profonde » de la loi Pasqua. Le président de la République a reconnu, selon eux, qu'il s'agit d'un « problème capital ».

« Il faut non seulement modifier le contenu, mais aussi l'esprit de la loi Pasqua qui instaure un climat de soupçon et de suspicion à l'égard des étrangers, vivant dans la précarité et l'arbitraire », a déclaré le pasteur Stewart.

La CIMADE a rendu public un document, intitulé « Des droits pour les sans-droits », qui sera remis à tous les parlementaires.

Le second tour du scrutin législatif partiel

L'indécise bataille de Marseille

(Suite de la première page.)

A quelques jours du second tour, les deux candidats se sont également livrés à une véritable course aux soutiens. Sur toute une page du *Provençal*, des célébrités de la médecine, des arts, de la littérature, des sports et de la presse, le professeur Léon Schwartzberg en tête, ont ainsi souhaité un « bon anniversaire » à Bernard Tapie, pour ses quarante-six ans. Le président de l'OM n'a pas dédaigné, non plus, l'appui d'un obscur conseiller municipal « non inscrit » de Marseille, qui figurait, en 1983, sur la liste Marseille-Sécurité et fut élu après la fusion de celle-ci avec la liste conduite par Jean-Claude Gaudin.

Mobilisation des électeurs socialistes

Inversement, une demi-douzaine de députés de l'opposition, « élus d'ailleurs », sont venus — symboliquement — coller des affiches avec Guy Teissier. Celui-ci, pour faire la nique au professeur Chermann, suppléant de Bernard Tapie, a également invité le professeur Bernard Debré, député d'Indre-et-Loire, devant un parterre de médecins hospitaliers, dont le président du centre régional anti-SIDA. Le président de l'OM et le maire du neuvième

arrondissement se sont, par ailleurs, âprement disputés la clientèle des pieds-noirs (17 % des électeurs de la circonscription). A la veille du premier tour, Bernard Tapie avait annoncé la création, à Marseille, d'une Fondation nationale des rapatriés en présence de M. Maurice Benassayag, délégué interministériel aux rapatriés. « Décision totalement usurpée » pour le mouvement du RECOURS, qui s'est engagé aux côtés de Guy Teissier. Plusieurs de ses dirigeants, dont le bouillant porte-parole, Jacques Roseau, se sont déplacés, jeudi 26 janvier, porteurs de multiples soutiens de la communauté rapatriée — parmi lesquels celui de Jacques Soustelle — et ont défilé en voitures haut-parleurs au *Chant des Africains*.

« Je suis sûr mais pas sûr », confiait, jeudi, Bernard Tapie, alors que Guy Teissier se proclamait « optimiste ». A l'analyse des résultats du premier tour et des positions prises, respectivement, par le PC et le Front national, les problèmes de chacun sont presque symétriques. Le président de l'OM a incontestablement réalisé un bon score. Dans une circonscription favorable à l'opposition, ses voix ajoutées à celles de la candidate communiste dépassent le total des suffrages recueillis par la droite et l'extrême droite

(49,67 % contre 49,05 %). Mais le PC (7,92 % des voix), qui a appelé ses électeurs « à ne voter ni pour le candidat de droite Teissier ni pour le candidat de droite Tapie », c'est-à-dire à s'abstenir ou à déposer un bulletin blanc, hypothèque ses chances de victoire.

Son seul véritable espoir réside donc dans la mobilisation des électeurs socialistes, qui, au premier tour, a laissé à désirer (on estime que 60 % d'entre eux seulement ont voté).

Les interlocuteurs du Front national

Candidat de la société civile, il s'était visiblement affranchi de la tutelle de la fédération du PS tout en recevant l'aide « intéressée », sur le terrain, de MM. Charles-Emile Loo et René Olmetti, partisans du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux. Or, pour faire la démonstration que l'ensemble du parti était derrière lui, il lui fallait le « sceau » de Michel Pezet, qui, à son invitation, est venu faire un brin de campagne en sa compagnie.

Ce geste sera-t-il suffisant ? Plusieurs proches de Michel Pezet ne cachent pas, en fait, leurs réserves à l'égard de l'homme d'affaires, qu'ils jugent « imprévisible » et dont ils redou-

tent un coup d'état en cas de victoire, comme de se priver en économi-

Guy Teissier a, lui aussi, un contentieux avec ses propres interlocuteurs du Front national. Sommé, avant le premier tour de scrutin, par le candidat du FN, Ronald Perdonio (5,94 % des suffrages exprimés), de prendre un engagement public de soutien réciproque, il avait gardé le silence. A l'issue de représentations et manifestations désireuses de faire pression sur Jean-Claude Gaudin, dans la perspective des municipales, M. Perdonio a appelé ses électeurs « à refuser de cautionner des partis qui rejettent les idées et les hommes du Front national ». Pour être moins précis, ce celui du PC à l'égard de Bernard Tapie, la position du Front peut également être interprétée comme une consigne d'abstention visant Guy Teissier.

Le candidat de l'opposition se dit pourtant certain de bénéficier d'un report de voix satisfaisant, car « les électeurs du Front national savent que je ne me suis jamais trompé de combat ». Je n'aurais « d'ailleurs » ajouté-il, suave, qu'ils sont aussi respectueux que ceux du PC.

GUY PORTE

V^e RÉPUBLIQUE - TRENTIÈME ANNIVERSAIRE

VOICI
LE "DE GAULLE"
NOUVEAU FRANC
1958
1988



Une Médaille commémorative du 50^e anniversaire du "NOUVEAU FRANC" frappée dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles et limitée dans le monde entier à :
- 500 en OR 6,45 g - 15 000 en ARGENT 6,45 g - 50 000 en BRONZE 6 g - Diamètre réel 21 mm.

DEUX ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU NOUVEAU FRANC.

Face à la dévalorisation du franc qui a marqué toute la période de l'après-guerre, caractérisée par une inflation due aux dépenses de reconstruction, le Général DE GAULLE, par ordonnance du 27 décembre 1958, décida la création d'une nouvelle unité monétaire.

Sa valeur fut fixée à 100 F pour la distinguer de la précédente, elle fut désignée par le terme "nouveau franc" son symbole était NF. Le 9 novembre 1962 l'appellation nouveau franc fut supprimée et remplacée par celle de "franc" sans changement de parité aucune. Pour célébrer le 30^e anniversaire du franc actuel, il a été décidé de frapper une médaille commémorative reprenant les caractéristiques du symbole du franc français.

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA V^e RÉPUBLIQUE.

Léon BLUM a dit un jour : « c'est à Charles DE GAULLE que la France doit la restauration des institutions démocratiques ». 1958 a marqué le retour au pouvoir du Général DE GAULLE, son élection à la Présidence de la République, l'adoption des lois organiques des 25 et 26 octobre. Ainsi naquit la V^e République. C'est par plus de 67 % des suffrages exprimés que le Général DE GAULLE fut élu Président de la République.

1988 marque le 30^e anniversaire de la V^e République et c'est là une double commémoration historique.

UNE PRÉCIEUSE ÉDITION À TIRAGE LIMITÉ SUSCEPTIBLE D'ACQUÉRIR UNE GRANDE VALEUR NUMISMATIQUE.

La frappe commémorative du "DE GAULLE" 1958-1988 a été confiée au Maître Graveur Henri THIEBAUD. Les matrices ont été directement gravées à la main dans l'acier. Sur le plan technique, le "DE GAULLE" 1988 est frappé en

qualité FLEUR DE COIN, hors du circuit industriel, à l'aide de coins usés sur des flans sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabrication sont effectuées dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Chaque "DE GAULLE" 1988 sera livré avec son étui sous capsule de protection accompagnée d'un certificat d'authenticité qui indiquera le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

TOUTES LES GARANTIES ONT ÉTÉ DONNÉES À CETTE ÉDITION RESTREINTE DU "DE GAULLE" 1988.

1. Le poinçon officiel des Ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. La Monnaie de Paris, garantissant le titre de chaque unité de cette frappe.
2. Le poinçon de frappe de l'Atelier de l'Administration des Monnaies et Médailles certifiant la frappe.

3. Un tirage mondial garanti extrêmement faible : 7 500 seulement en OR - 15 000 en ARGENT - 50 000 en BRONZE.
Les pièces commémoratives sont en général frappées à plus de 20 000 exemplaires.
4. Un certificat d'authenticité, accompagné chaque unité de cette frappe.

SOUSCRIVEZ SANS TARDER !

Les souscriptions au "DE GAULLE" 1958-1988 sont reçues par correspondance aux Editions Jean-Marc LALETA, Distributeur agréé de la Monnaie de Paris. Elle y seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et ce dans la limite du tirage. Nous nous réservons le droit de réduire l'importance de certaines souscriptions (notamment celles des particuliers) pour garantir au plus grand nombre de collectionneurs et investisseurs.

En cas de retour du colis dans les 30 jours, vous serez intégralement remboursé. La souscription sera close sans préavis.

Commandes téléphoniques : 47 73 81 96

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner sans affranchir aux Editions Jean-Marc LALETA

Distributeur Agréé de la Monnaie de Paris

Libre Réponse 634.92 - 92062 Paris La Défense

Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément à vos conditions de souscription) la Médaille "DE GAULLE" 1958-1988 (frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles. Veuillez donc m'adresser dès que possible par colis postal assuré aux frais et risques des Editions LALETA :

☐ DE GAULLE 1958-1988 en OR 24 CARATS au prix unitaire de 2400 F soit

☐ DE GAULLE 1958-1988 en ARGENT 1^{er} Titre au prix unitaire de 320 F soit

☐ DE GAULLE 1958-1988 en BRONZE Florentine au prix unitaire de 100 F soit

Je régitlerai le montant de cette souscription avant l'envoi du colis dès réception de votre facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (seulement pour une commande de plus de 1000 F).

M. M^{me} Mlle

Adresse complète

Code postal Ville

(Écrire en majuscules S.V.P.) Date Signature

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

DEUX GUIDES INDISPENSABLES

LES MUNICIPALES élections

campagne électorale

69 F

LA COMMUNE

gestion actions municipales

69 F

en librairie

Editions Syros-Alternatives
6 rue Montmartre - 75001 Paris

هكذا من الأصل

مركزنا الأصل

Politique

Avant le congrès extraordinaire du RPR

M. Alain Juppé n'est pas au bout de ses peines

Le congrès extraordinaire que réunit le RPR, dimanche 29 janvier, au Bourget, constituera la première manifestation militante importante de ce mouvement depuis que M. Alain Juppé en est devenu le secrétaire général, après les élections présidentielle et législatives du printemps dernier. Ce congrès, formellement consacré à la définition des thèmes de campagne pour les élections municipales selon trois principes - « Rassembler, débattre, proposer », permettra aussi de dresser une sorte de fiche de santé d'un RPR qui fut assez « choqué » par l'échec de son candidat à l'élection présidentielle de mai 1988.

Choisi par M. Chirac pour succéder à M. Jacques Toubon, M. Alain Juppé avait trouvé un parti assez perturbé, et suffisamment critique pour se donner à lui-même les frissons de la contestation en semblant se diviser entre rénovateurs et conservateurs. Cette velléité n'a pas été concrétisée, mais elle avait révélé l'existence d'un réel malaise. Tandis que M. Chirac se repliait dans son bastion parisien et se consacrait à la préparation des élections municipales, M. Juppé, placé en première ligne, prenait la mesure de l'attente des élus, des cadres et des militants.

Il s'est efforcé d'éviter les menaces de repli sur soi-même, de conservatisme droitier et de comportements réactionnaires qui planaient sur un RPR prêt à faire le dos rond après ses échecs électoraux. Il a eu moins de mal pour enrayer la contestation, celle-ci ne trouvant pas, en M. Philippe Séguin, un leader prêt à prendre

la tête d'une fronde. C'est ainsi que M. Juppé, soutenu en cela par M. Chirac, a fait adopter par le mouvement une attitude enfin officiellement claire pour condamner tout accord électoral national ou local avec le Front national, qu'il a fait évoluer le mouvement, avec l'aide de M. Balladur, vers une conception de la construction européenne moins restrictive que naguère et qu'il a fait admettre à ses cadres un peu frileux la nécessité d'une organisation plus démocratique et plus ouverte vers l'extérieur avec une réforme de ses statuts.

L'évolution, dans tous ces domaines, est perceptible depuis le comité central du 2 juillet 1988 au cours duquel M. Séguin avait présenté un véritable réquisitoire et lancé de sévères avertissements. Aujourd'hui, tous ceux que l'on qualifiait naguère de « rénovateurs » admettent la réalité des virages amorcés et paraissent avoir renoncé à se constituer en « courant » organisé. Tous participent donc au congrès extraordinaire du Bourget.

M. Alain Juppé estime cependant que sa tâche n'est pas encore accomplie. Comme le disait naguère M. Mauroy, pour sa propre action, M. Juppé n'a en effet ébauché que le « socle du changement ». Reste à bâtir sur ces fondations. Car, si le RPR n'a pas subi d'hémorragie militante, s'il a su toujours occuper une place importante dans le débat politique, l'image qu'il donne dans le panorama national ne lui garantit pas de grands progrès pour l'avenir et ne satisfait pas ses dirigeants actuels et l'équipe rajeunie qui est à sa tête.

En effet, selon plusieurs enquêtes commandées à la SOFRES par le RPR auprès des militants et des sympathisants, autant que par des questionnaires envoyés par M. Alliot-Marie, secrétaire nationale au projet, il apparaît que le mouvement fondé par M. Chirac en 1976 est toujours perçu comme le défenseur de la tradition et comme l'incarnation des principes gaullistes, comme une organisation possédant une équipe dirigeante dynamique et un chef ayant une forte personnalité.

Une image à modifier

En revanche, il est reproché au RPR de n'être pas suffisamment à l'écoute des Français, de ne pas défendre de la même façon toutes les catégories sociales, de privilégier l'Etat par rapport aux individus, et les « gros » par rapport aux « petits », en somme d'avoir encore une image « trop droitiste ». C'est donc à reformer cette mauvaise image que M. Alain Juppé va s'employer. Il veut le faire en conciliant - voire en réconciliant - les éléments les plus conservateurs, tentés par un accord non-dit avec la droite extrême et les éléments les plus progressistes ou rénovateurs, qui, eux, se réfèrent au gaullisme populaire et social comme les plus jeunes élus que sont, par exemple, MM. Séguin, Noir et Carignon. M. Barzach et Alliot-Marie et d'autres encore qui interviendront au Bourget.

Et pourtant MM. Juppé et Chirac ont encore beaucoup à faire pour redonner au RPR une certaine crédibilité qui n'apparaît

toujours pas vraiment dans les sondages et pour éviter la cacophonie qui se produit parfois dans ses rangs, comme en ce moment avec l'affaire Pechiney et les accusations portées contre les socialistes. N'y a-t-il pas, par exemple, une certaine contradiction à entendre M. Pasqua demander que l'on ne confonde pas le président de la République avec ses amis et le même jour inviter à déjeuner dans les Hauts-de-Seine la commission exécutive du RPR et féliciter M. Juppé pour ses prises de position ?

Ce congrès extraordinaire, qui doit permettre d'établir un premier constat de la « gestion Juppé », ne doit pas encore être celui de la fixation de grandes orientations politiques. A six semaines du premier tour des élections municipales, il doit plutôt donner une tournure pragmatique au comportement des candidats du RPR. Il doit permettre à ceux-ci de répondre à la question-type que se posent les électeurs dans ce genre de scrutin : « Que peut faire un maire dans les domaines concrets de la vie quotidienne des habitants d'une commune ? »

Sept secteurs ont été retenus pour fournir des recettes pratiques : la formation et l'éducation ; l'emploi et le chômage ; la justice et la sécurité ; la famille et l'aide sociale ; la solidarité et les démunis ; l'environnement et l'habitat et, enfin, la culture.

Ce n'est qu'après ce congrès - où la réforme des statuts du RPR sera définitivement votée - que M. Juppé mettra en place, dans chaque fédération, les nouvelles structures caractérisées par un

surcroît de démocratie avec l'élection des responsables et l'organisation de débats sanctionnés par des votes. Le nouvel appareil devrait, dès lors, être en état de marche pour la fin de l'année au moment des « assises nationales » qui devront élire - ou réélire - le président du RPR. L'actuel président interviendra en clôture de la réunion du Bourget.

Pratiquement silencieux depuis les journées d'études des jeunes RPR de La Baule à la fin de l'été (le Monde du 7 septembre 1988), M. Chirac ne devrait pas, à cette occasion, effectuer - à proprement parler - une rentrée politique nationale. Son discours devrait surtout rappeler qu'il est toujours effectivement « aux commandes » de son parti, que rien d'important ne s'y fait sans qu'il en soit l'inspirateur, mais que sa

confiance est totale dans la nouvelle équipe. Participant très régulièrement à toutes les instances du RPR, entretenant des relations régulières avec les autres dirigeants de l'opposition (il rencontrera de nouveau M. Giscard d'Estaing le 3 février), s'étant prononcé pour une liste unique de l'opposition conduite par M. Giscard d'Estaing aux élections européennes, M. Chirac ne veut pas participer personnellement aux polémiques actuelles. Il estime que son hibernation au niveau national peut encore se prolonger et il préfère se consacrer activement à ce qu'il appelle « la politique au quotidien », en s'occupant assidûment des élections municipales et d'abord à Paris, où le contexte général, moins favorable qu'en 1983, où il avait gagné tous les arrondissements, lui impose un effort plus soutenu.

ANDRÉ PASSERON.

Les élections européennes

M. Marc Gauquelin conduira la liste du MPPT

Réuni le 15 janvier, le comité national du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) a décidé de présenter M. Marc Gauquelin comme tête d'une liste « Pour l'Europe des travailleurs et de la démocratie », a annoncé ce parti le 21 janvier.

Le MPPT avait présenté M. Pierre Bousset, dit Lambert, dirigeant trotskiste historique du Parti communiste internationaliste (PCI), à l'élection présidentielle de 1988, où il avait obtenu 0,38 % des suffrages. Membre du bureau politique du PCI, M. Gauquelin, dit Lacaze, dirigeait déjà une liste européenne en 1984, intitulée « Pour un parti des travailleurs ». Cette liste

trotskiste avait réalisé un score de 0,9 % des voix. Le PCI-MPPT a décidé de porter ses efforts « résolument sur les élections européennes », indique l'hebdomadaire de cette organisation, Informations ouvrières.

L'absence de cette obédience trotskiste aux élections municipales ne souffrira que trois, voire quatre exceptions : Strasbourg, Saint-Nazaire, Rezé-les-Nantes, et peut-être Les Mureaux (Yvelines). Dans deux de ces villes (Strasbourg et Rezé-les-Nantes), des membres du PCI ont pratiqué de longue date de l'« entrisme » à l'intérieur du PS afin de s'y mettre « en fraction ».

Le Monde

JEU PLANTU

cherchez la bonne légende

LES GAGNANTS

1^{er} et 2^e PRIX

UN VOYAGE DE QUINZE JOURS EN TURQUIE POUR DEUX PERSONNES

• M. DENIMAL Jean-Pierre, 55, avenue Tranchée, 37100 TOURS
• M. BARRAU Patrick, 7, rue Maurice-Selanne, 31400 TOULOUSE.

3^e au 300^e PRIX

UN ALBUM PLANTU « A LA SOUPE »

• GHEROLD Michèle, 01250 CEYZERAT • FALON Eric, 06400 CANNES
• HEQUET Marcel, 06400 CANNES • REGNAUDOT André, 06400 CANNES
• CARLE Jean, 13004 MARSEILLE • CATTIEU Philippe, 13005 MARSEILLE
• DESSOLIS Fanny, 13007 MARSEILLE • FRAUJOL Robert, 13002 MARSEILLE
• GIANELLA Florence, 13010 MARSEILLE • LAGET Christian, 13002 MARSEILLE
• LAMOTTE Maïté, 13010 MARSEILLE • MARQUER Marie-Thérèse, 13000 MARSEILLE
• MEUNIER Georges, 13008 MARSEILLE • TONEL Aline, 13010 MARSEILLE • BRUNET Michel, 14200 HEROUVILLE-ST-CLAIR
• DURUISSEAU François, 14000 CAEN • GUITTIN Sonia, 14000 CAEN
• HOUCHEZ Philippe, 14000 CAEN • NEY-ROUMAND Nicolas, 14000 CAEN
• THIAULT Eric, 18800 MEHIN-SUR-YEVRE
• LUCAS Marie, 22500 PAMPOUL • DELORME Patrick, 27500 PONT-AUDMER
• ROLAND Olivier, 31290 ST-GERMAIN • BALLOUX Nathalie, 33000 BORDEAUX
• BOISSON Annie, 33200 BORDEAUX-CAUDERAN • CARALIS Hubert, 33000 BORDEAUX
• CHALUMEAU Sylvie, 33300 BORDEAUX • DE BOISIEU Laurent, 33000 BORDEAUX
• LOUVET Carole, 33000 BORDEAUX • OUSTRY Jean-Claude, 33300 BORDEAUX
• PICOZ Guy, 33700 MERIGNAC • SOULARD Marielle, 33000 BORDEAUX
• BARTHOLOME Geneviève, 34000 MONTPELLIER • TRIQUERO Marielle, 34200 LE BOUSCAUT-D'ORLE
• HABERT Pierre, 36000 TOURS • RIVIERE Gérard, 36160 SAZERAY
• BILLET Brigitte, 37000 TOURS • BORSIER Laurent, 37300 JOUE-LES-TOURS
• CHAUVET Alice, 37700 ST-PIERRE-DES-CORPS • COUDRET Diane, 37000 TOURS • DELPORTE Jacques, 37520 LA RICHE
• DESHOULLERS André, 37000 TOURS • DESMET Françoise, 37000 TOURS
• FIERDEPIED Françoise, 37210 VERNOU-SUR-BRENNE • FRENAULT Fabrice, 37000 TOURS
• GAULTIER Catherine, 37000 TOURS • GITTON Raphaël, 37000 TOURS • HADAN Jean, 37090 TOURS
• JEAN Erwan, 37230 LUYNES • LAMBRECHTS Martine, 37000 TOURS
• LEANNAUD Jacques, 37550 ST-AVERTIN • LELOUCHÉ Patrice, 37000 TOURS
• LEPROUST Michel, 37000 TOURS • MACHBAUR Cyril, 37400 AMBOISE
• MARC Laurent, 37520 LA RICHE • MIKOLAJCZAK Michel, 37300 JOUE-LES-TOURS
• MILTON Céline, 37300 JOUE-LES-TOURS • MILLET Brigitte, 37000 TOURS • NACHEAU Cyril, 37400 AMBOISE
• NICOLU Olivier, 37200 TOURS • ROUSSEAU Thierry, 37000 TOURS
• ROLUX Jasby, 37100 TOURS • SIMON Charlotte, 37340 SAVIGNY-SUR-LATHAN
• EYNAUD Jean-Paul, 38000 GRENOBLE • EYBENS • FESSENMEYER Jocelyne, 41200 ROMORANTIN
• AUDRAN René, 44000 NANTES
• AUDY Hervé, 44000 NANTES • BARREAU Ghislain, 44000 NANTES
• GARELLE André, 44800 SAINT-HERBLAIN • JEAN Henry, 44340 BOUGUENAIS
• LE GAL Catherine, 44130 BLAIN • LEGRAND Chantal, 44800 ST-HERBLAIN
• LOSSSEL Gérard, 44300 NANTES • LOURES Madeleine, 44100 NANTES
• MELINER Patrice, 44000 NANTES • PRIOR Marie, 44000 NANTES
• BORSIER Laurent, 45370 MEZIERES-LES-CLESY • BELLIER Olivier, 49000 ANGERS
• LE BANSAIS Nicolas,

49000 ANGERS • MAILLARD Frédéric, 49000 ANGERS • HOUGHET Claude, 50130 OCTEVILLE • LEBARRIER Marie-Noëlle, 50250 LA-HAYE-DU-PUITS
• CAVADINI Claire, 54520 LAXOU • DAMMAK Marc, 54000 NANCY
• GUESNEY Cendra, 54500 VANDOEUVRE • LANCERON Philippe, 54000 NANCY
• LAWSON Philippe, 54000 NANCY • LEONI Stéphane, 54000 NANCY
• MALFRAGET Georgette, 54000 NANCY • MATHIEU Elisabeth, 54600 VILLERS-LES-NANCY
• MONLET Robert, 54000 NANCY • TARDIT Patrick, 54000 NANCY
• TONELLA Elisabeth, 54000 NANCY • WEINHARD Liliane, 54000 NANCY
• GLATTI Catherine, 56150 CANNES-LA-BOCCA • AGOSTINO Damien, 57100 THIONVILLE-VOLKRAING
• LECK Joëlle, 57190 FLORANGE • MATTE André, 57070 METZ • GUSSET Laurent, 57000 METZ
• THOMAS Nathalie, 57070 METZ • MARCHASSON Luc, 59500 DOULAI
• DE LAMARRE Louise, 60780 VALDAMPIERRE • LERET Jean, 60240 MONNEVILLE
• PORNON Yvette, 60410 LOUBEY-RAT/MANGAT • JULIOT Benoît, 61130 BELLEME • PAVIE Patrick, 62100 CALAIS
• CHEROZAT Marie-Françoise, 63100 CLERMONT • FORNON Yvette, 63410 MANZAT
• HANNEQUART Maryvonne, 63830 NOHANT • MATTOT Marie-Christine, 63100 CLERMONT-FERRAND
• SOULIER Gilbert, 63122 CEYRAT • LAMBERT Jeanne, 64500 ST-JEAN-DE-LUZ
• BOEGLIN Henri, 65580 HIRSHINGUE • HOLLERICH Jean-Pascal, 65250 LA BARTHE-DE-NESTLE
• BLANCK François, 67000 STRASBOURG • BROUDIN Martin, 67200 STRASBOURG
• CASTEX Géraldine, 67000 STRASBOURG • ESSELE Blandine, 67100 STRASBOURG
• KALS Philippe, 67800 BISCHHEIM • KLEINENST Daniel, 67200 STRASBOURG • LEFRANC Julien, 67200 STRASBOURG
• LEGIN Valérie, 67380 LINGOLSHHEIM • MARILLIER Béatrice, 67100 STRASBOURG-NEUDORF
• RYCKELYNCK Jean-Luc, 67200 MITTELHAUSBERGEN • SCALL Didier, 67100 STRASBOURG
• BOGLIN Christian, 68580 HIRSHINGUE • BOULEY Frédéric, 68400 RIEDISHEIM
• LEBAUD Michel, 68200 MULHOUSE • PORNON René, 68140 CHATEL-GUYON
• PUTZ Hélène, 68100 MULHOUSE • SPENLIN HAUER Jean, 68200 MULHOUSE
• LUDMER Christiane, 69220 BELLEVILLE-SUR-SAONE • MONLOT Robert, 74000 NANCY
• ASLARD Stéphane, 75019 PARIS • ANTON Frédéric, 75017 PARIS • BARON Patrick, 75015 PARIS
• BERNARD Christian, 75014 PARIS • BOUT Brigitte, 75014 PARIS • CASANOVA Françoise, 75016 PARIS
• DESPECHIN Pascal, 75017 PARIS • DETRUY Catherine, 75016 PARIS
• ESCHALLER Jacques, 75002 PARIS • FICHELLA Anne, 75017 PARIS
• FOUCAULT Eric, 75002 PARIS • GICQUEL Alain, 75020 PARIS
• GRANGETAS Christine, 75015 PARIS • GROUET Blanche, 75004 PARIS
• GUITIN Claude, 75015 PARIS • GUITIN Jean, 75015 PARIS
• GUTTMANN Caroline, 75016 PARIS • JUNG Jean-Marc, 75017 PARIS
• LAMBERT Pierre, 75017 PARIS • LE DEZ Catherine, 75020 PARIS
• MAALAOUI Zalia, 75016 PARIS • MAHIEU Stéphane, 75019 PARIS
• MANQUIN Frédéric, 75011 PARIS • MARCOU Emeline, 75015 PARIS
• PERONI Marie-Claude, 75015 PARIS • PERRET Nathalie, 75015 PARIS
• PERRET Françoise, 75016 PARIS • PREVOST Philippe, 75015 PARIS
• QUENUN Astrid, 75014 PARIS • RIALLAND Annie, 75018 PARIS
• SOLAS Anne, 75116 PARIS • TRUFFET Jean-Marc, 75006 PARIS
• SCORLEY Andrew, 75630 NOTRE-DAME-DE-GRAVE • DE LAMARRE PORNON, 77170 COMTE-ROBERT
• MARGERY Christian, 77470 THILPORT • PERRET Françoise, 77000 MELUN
• VANHOYE Blanche, 77410 CLAYE-SOUILLY • BRAULT Patrick, 78000 VERSAILLES
• CARIOU Florence, 78120 LA-HUNIERE • ELANCOURT • CARLIER Bruno, 78290 CROISSY-SUR-SEINE
• CERISIER Lucie, 78200 ST-GERMAIN-EN-LAYE • CHAPRON Joseph, 78120 LA-HUNIERE
• COSSEC Thierry, 78350 JOUY-EN-JOSAS • DIEULOT Marie-Claude, 78470 MAGNY-LES-HAMEAUX
• FOLLARD Thierry, 78160 MARLY-LE-ROI • GASPARD René, 78140 VELIZY
• GEOFFROY Jacques, 78000 VERSAILLES • GOYAT Joëlle, 78140 VELIZY
• ISART Caroline, 78280 GUYANCOURT • LIENHARD Pierre, 78350 JOUY-EN-JOSAS
• MAUPILIER Simone, 78110 LE VESINET • MIGEON Alain, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
• MINEUR Richard, 78120 RAMBOUILLET • PARIS Suzanne, 78380 BOUGIVAL
• PERRIN Jean-

Jacques, 78600 MAISONS-LAFFITTE • POINAS Catherine, 78960 VOISINS-LE-BTX
• ROUSSEAU Robert, 78150 LE CHESNAY • TERRASSON Laurence, 78320 LE MESNIL-ST-DENIS
• VIE Alain, 78120 MONTIGNY • BARON René, 81120 REALMONT
• BARRON Stéphane, 81120 REALMONT • LAHILLE René, 81120 REALMONT
• SOULARD Pierre, 85500 MESNARD-LA-BAROTIERRE
• VINET Freddy, 85500 LES HERBIERS • GLAY WILLY, 88700 RAMBERVILLERS
• PEZERAT René, 89100 SAINT-DIE • BARDOT Bernadette, 91236 MONTGERON
• BATHALLIE Patrick, 91220 BRETONY • BLAZEK Marie-Ange, 91180 LONGJumeau
• CATHALA Luc, 91070 BOULDOULE • CORRE Serge, 91940 LES-ULYS
• CROZET Isabelle, 91400 ORSAY • DAILE Alain, 91200 ATHIS-MONS
• FLAUD Mireille, 91540 MENECY • FORAZ Michel, 91000 EVRY
• GAURRAND Sandrine, 91240 ST-MICHEL-SUR-ORGE
• GUITTIN Pierre, 91810 BALLANCOURT • HUBERT Colette, 91000 EVRY
• LE DANTEC Roland, 91210 DRAVEL • LE NOERES S., 91940 LES-ULYS
• MOUTAT Christine, 91310 MONTHERY • PAPEX Nathalie, 91220 BRETONY-SUR-ORGE
• PERROT Jacques, 91100 CORBEIL • POURPRIX Simone, 91300 MONTLIERRE
• REUCHE Claude, 91700 VILLIERS-SUR-ORGE
• RICHARD Jacques, 91400 ORSAY • RIVIN Alain, 91120 PALAISEAU
• ROUSSEAU Pascale, 91610 BALLANCOURT • SEBASTIEN, 91120 GIF-SUR-YVETTE
• TAVASSOLI Dominic, 91190 GIF-SUR-YVETTE
• THIERRY Benoit, 91840 MENECY • THIAVILLE Jean, 91120 PALAISEAU
• THIERRY Nicolas, 91810 MENECY • BERLAND André, 92360 MEUDON-LA-FORET
• BOURGAREL Jose, 92230 GENNEVILLIERS • COLL Jeanne, 92140 CLAMART
• DELAUNE Béatrice, 92499 COURBEVOIE • DUCOUSSE Laurence, 92400 COURBEVOIE
• GAILLARD Philippe, 92290 CHATENAY-MALABRY • GARCIA Ange, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
• GENEST Odile, 92800 PUTEAUX • JAMET Jean-Michel, 92180 ANTHONY
• JUNK Bernard, 92380 GARCHES • KREWERAS Nicole, 92140 CLAMART
• MATHIES Alexandra, 92120 MONTROUGE • PELLEN Marie-Thérèse, 92200 LEVAL-LOIS
• RABILLER Michel, 92140 CLAMART • SAINT-LEGER Annie, 92140 CLAMART
• SCHLIERS Francis, 92230 CHATILLON • TERRY Raymond, 92140 CLAMART
• TOURTE Jean-Michel, 92400 COURBEVOIE • WARSQUAWSKI Dominique, 92340 BOURG-LA-REINE
• CHITEL Daniel, 93400 ST-OZEN • CORREIA Véronique, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS
• DE LAMARRE Michel, 93180 NOISY-LE-GRAND
• GOUPI Chantal, 93100 MONTREUIL • HUTINET Jeanne, 93130 NOISY-LE-SEC
• LETRAULT Marcel, 93460 GOURNAY-SUR-MARNE • OLOCCO Marcel, 93300 AUBERVILLIERS
• PECRIX Patrick, 93200 LES LILAS • ROSENBAUM Julianne, 93100 MONTREUIL
• THIEBAUT Guy, 93100 MONTREUIL • VERNIER Christian, 93140 BONDY
• BONFILL Isabelle, 94000 CRETEIL • COLOMBEL Christophe, 94000 CRETEIL
• DESSEIGNE Gilles, 94510 LA QUELLE-EN-BRIE • DUROUX Nathalie, 94100 SAINT-MAUR
• GADET Marie-Claude, 94520 MANDRES • GARDEY Denise, 94490 ORMESSON-SUR-MARNE
• GUYARD Evelyne, 94000 CRETEIL • IRRMANN Philippe, 94100 SAINT-MAUR
• LAPARA Antoinette, 94000 CRETEIL • LE FERRER Marie-Noëlle, 94220 CHARENTON
• MEUNIER Henri, 94000 CRETEIL • NOGQUE Micheline, 94100 ST-MAUR
• PLESSET Germaine, 94130 NOGNET-SUR-MARNE • PRADAUD Bruno, 94100 CRETEIL
• RIGAUD Caroline, 94000 CRETEIL • ANDOLA Jeanine, 95130 FRANCONVILLE
• AQUILLYS MME, 95100 ARGENTEUIL
• AZARIO Giovanni, 95000 CERGY • BICHON Emmanuel, 95000 BOISEMONT-CERGY
• BORIES Céline, 95000 CERGY • PONTOUSE CHERY • CHERY Valérie, 95130 FRANCONVILLE
• GUARDARD Evelyne, 95000 CERGY • ETNA Catherine, 95130 FRANCONVILLE
• JEAN-PAUL, 95000 CERGY • CERGY • GURVARDER Evelyne, 95000 CERGY
• HENRY Michel, 95430 AUVERS-SUR-OISE • JOSSE Patrick, 95120 ERMONT
• LETTER Jean-Michel, 95300 PONTAISE • MAULLER Anne, 95110 SAINNOIS
• NABET Danielle, 95620 PARMAIN • PRAT Thibaud, 95110 SAINNOIS
• RATEL Jacques, 95000 CERGY • RIBERY Sylvie, 95100 ARGENTEUIL
• RODHA Charles, 95800 CERGY • SALVARY Sylvie, 95880 ENGHEN
• TODISCO Jean-Martin, 95270 VIARMES • LANGLAIS Philippe, 97940 ESMANS
• MEINI Philippe, 98000 MONACO

Politique

Après le vote du budget de l'Île-de-France

M. Joxe dénonce l'accord UDF-RPR-FN

M. Pierre-Charles Krieg (RPR), président du conseil régional d'Île-de-France, et le mouvement chrétien « sont désormais les otages du Front national », a estimé, jeudi 26 janvier, M. Pierre Joxe, après l'échange de bons procédés intervenu, mercredi soir, entre les élus RPR et UDF et ceux du FN, à l'occasion du vote du budget régional pour 1989.

Faisant allusion à l'adoption d'un amendement déposé par le FN relatif au recensement des immigrés clandestins, le ministre de l'Intérieur, interrogé par l'AFP, a fustigé « M. Krieg et le RPR qui, pour faire adopter à tous prix leur budget, se sont inclinés devant le bras tendu du Front national ». Les conseillers régionaux du FN n'ont, en effet, pas participé au scrutin final, permettant ainsi l'adoption définitive du budget à la majorité relative des voix UDF et RPR.

M. Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, a également dénoncé, jeudi, ces « accords de la honte » conclus entre le Front national et la coalition UDF-RPR, cette dernière ayant « acheté », selon lui, « l'abstention » de la formation d'extrême droite.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyer 40 F (francs) à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Bicentenaire

1789 sur les rives de la Tamise

LONDRES, de notre correspondant

L'une des plus importantes contributions hors de France aux festivités du Bicentenaire de la Révolution de 1789 aura lieu sur les rives de la Tamise. M. Ronald Grierson, président du South Bank Centre, l'organisme qui regroupe les grands édifices culturels construits depuis la seconde guerre mondiale, dans un béton pas toujours heureux, au bord du fleuve, presque en face du Parlement, a en effet annoncé, jeudi 19 janvier, le lancement du festival « La Révolution revisitée : une célébration de la France ».

Le public londonien va être invité pendant trois mois, du 11 mars au 11 juin, à se rendre au Royal Festival Hall, au Queen Elizabeth Hall, au National Theatre et dans d'innombrables autres salles, pour y entendre des concerts, des opéras et des pièces de théâtre illustrant « l'esprit d'innovation » des Français à la lumière d'un événement, la rupture avec la tradition monarchique et la création d'une légitimité républicaine, qui continue à laisser

les Britanniques légèrement perplexes.

Le comité de patronage est un peu cocasse puisqu'il réunit la reine mère (la mère de l'actuelle souveraine) et M^{me} Danielle Mitterrand. Mais M. Nicholas Snowman, directeur artistique du South Bank Centre, qui a la double nationalité britannique et française, a réussi son pari, qui consistait à faire venir pour l'occasion des artistes des deux pays et de quelques autres ayant une renommée internationale.

Hector Berlioz avait composé, en 1840, sa *Symphonie funèbre et triomphale* pour célébrer le dixième anniversaire... de l'avènement du roi Louis-Philippe. Elle sera jouée avec un grain de sel, par l'orchestre de la Garde républicaine, venu spécialement de Paris. Mais les amateurs attendent surtout l'interprétation de Marguerite, par la grande cantatrice noire américaine Jessye Norman, dans la *Damnation de Faust*, avec l'orchestre philharmonique de Londres, dirigé exceptionnellement par Lorin Maazel.

Berlioz, qui était sûrement républicain dans l'âme, a été amplement

utilisé. Son avant-dernière oeuvre, un opéra-comique, *Béatrice et Bénédict*, présentait en outre l'avantage d'être inspiré par la pièce de Shakespeare, *Beaucoup de bruit pour rien*, dont des acteurs du National Theatre liront, en anglais, les passages appropriés, que le musicien français avait traduits lui-même. Il est vrai qu'il avait, trente ans plus tôt, épousé l'actrice anglaise Harriett Smithson.

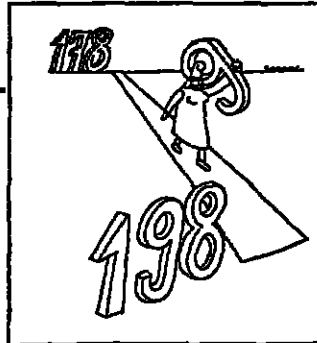
Simon Rattle, qui est, à vingt-quatre ans, le plus jeune chef d'orchestre britannique, dirigera le Philharmonique de Londres dans des oeuvres de Beethoven, Dutilleul et Mahler. Bernard Haitink fera de même pour Debussy, Stravinski et Ravel. *La Chute de la maison Usher*, l'opéra inachevé de Debussy inspiré par la nouvelle d'Edgar Poe, très rarement représenté, sera produit spécialement pour ce festival par Francisco Negrin dans une mise en scène de Juan Allende-Blin avec une distribution britannique.

Les curieux pourront écouter des musiques et des chants révolutionnaires tels que *Peuple,veille-toi!*, de Gossec, le *Ça ira*, de Bécourt,

l'Hymne à l'agriculture, de Lefèvre, et celui à l'égalité, de Catel. Rouget de Lisle ne sera évidemment pas oublié. La galerie Hayward, qui dépend du South Bank Centre, proposera enfin une exposition spécialement rassemblée d'oeuvres d'une centaine d'artistes parmi lesquels Ingres, Delacroix, Daumier, Rodin et Picasso, ainsi que de photographes de Cartier-Bresson, sur le thème commun d'« Images de la femme et idées d'une Nation : 1789-1989 ». Presque toutes ces oeuvres seront montrées pour la première fois en Grande-Bretagne.

Il n'en coûtera, au total, que 440 000 livres (environ 4,8 millions de francs) au South Bank Centre, et un peu moins au gouvernement français qui prend seulement en charge les déplacements des musiciens et le transport des oeuvres d'art. Les cachets, aux montants non révélés, des participants atteignent évidemment des sommes beaucoup plus élevées, mais le South Bank Centre fait payer ses entrées dans ses salles de concert, de théâtre et d'exposition, et devrait rentrer dans ses frais.

C'est sans doute la première fois qu'un tel effort est consenti outre-



Manche pour célébrer un événement étranger qui avait, en son temps, d'abord suscité l'intérêt, puis l'inquiétude et enfin une hostilité ouverte du gouvernement dirigé par William Pitt de 1783 à 1801. « L'or de Pitt » et ses soldats combattirent la Révolution, battue en brèche d'autre part, dès 1790, par l'ouvrage très hostile d'Edmond Burke, *Réflexions sur la Révolution française*, qui eut un grand retentissement.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Colloquons, colloquons...

Le bicentenaire de la Révolution n'est pas qu'une gigantesque collection de célébrations ou de gadgets de circonstance. C'est aussi un événement intellectuel. M. Jean-Noël Jeanneney l'assure. Il a au moins deux bonnes raisons : il est historien et président de la Mission du Bicentenaire.

En outre, à a pour lui le poids des statistiques : plus de six cents colloques dans le monde, dont deux cent vingt-trois en France, ont au cours de ces deux dernières années. Peut-être M. Jeanneney force-t-il un peu le trait en comparant cette situation et celle du centenaire : l'absence d'avions en 1889 n'explique pas tout. Le développement quantitatif de la recherche, son internationalisation, voire la promotion des colloques au rang de rituel ont aussi leur part dans la singularité de cette explosion.

Donc les temps changent. A 1889 la gigantesque et austère effort de publication des sources, financièrement désintéressé et ins-

piré par la seule amour républicaine. A 1989 l'activité éditoriale mondiale multiforme qui prend la Révolution comme motif ou prétexte et le mouvement planétaire des colloques.

Ce qui s'y dit ? A en juger par les thèmes retenus, fait observer M. Jeanneney, l'histoire sociale et économique, au paradi il y a une trentaine d'années, est aujourd'hui proche du néant. « Vrai sujet d'étonnement et peut-être d'inquiétude », juge-t-il, si cette tendance se développe encore.

Les droits de l'homme et les idées politiques, en revanche, sont au pinacle (au total une soixantaine de colloques en France), ainsi que la littérature et les arts, les mentalités et la religion ou les préoccupations régionalistes.

La courtoisie, autant que l'histoire, veut que la France consacre vingt-deux réunions d'historiens à l'influence de la Révolution dans le monde au moment où quatre-vingts

autres pays accueillent trois cent soixante-quatorze colloques (au moins) sur la période. Même l'Afrique du Sud, le Vietnam, le Chili, l'Albanie, la Roumanie y vont de leur(s) réunion(s) savante(s) pour la circonstance : verbe volant...

Resteront les écrits, actes de la plupart de ces colloques qui viendront augmenter et, il faut l'espérer, enrichir l'énorme bibliothèque qu'engendra 1789.

Beaucoup moins confidentielles, de nombreuses expositions historiques s'ouvriront aussi au public pendant l'année du Bicentenaire. Elles auront été souvent conçues et préparées par des universitaires. Outre l'heureux indice du refus de ces derniers de vivre en vase clos, elles apporteront peut-être la preuve d'une large curiosité pour les tenants et aboutissants de la Révolution. M. Jeanneney aurait au moins deux raisons de s'en réjouir...

MICHEL KAJMAN.

Au Jardin des plantes de Paris

M. Mitterrand a planté un « tilleul de la liberté »

M. François Mitterrand a planté un tilleul jeudi 26 janvier au Jardin des plantes de Paris. Cette cérémonie, organisée à l'occasion du Nouvel An des arbres, était destinée à célébrer le bicentenaire de l'écrou à la communauté juive de Paris de l'égalité des droits civiques.

Le chef de l'Etat a été chaleureusement accueilli par les quelques centaines de personnes présentes, parmi lesquelles le grand rabbin de Paris, M. Alain Goldmann, le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, M. Ovadia Solfer, ambassadeur d'Israël en France, M. Edouard Knoll, président du Fonds national juif pour Israël.

Après avoir versé dans le trou préparé à cet effet sept pelletées de terre, M. Mitterrand, qui a le coup

de bêche sylvestre, a passé le manche à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, nettement moins à l'aise dans ce genre d'exercice, puis à M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, puis terrassier que paysan, et enfin à M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur.

Le « tilleul de la liberté », ainsi installé, M. Mitterrand s'est rendu à pied jusqu'à la grande galerie du Muséum d'histoire naturelle où, répondant à M. Knoll, il a déclaré à propos d'Israël : « Il est très important d'être assuré que tout ce qui touche à la sécurité d'un peuple dans son Etat sera et devra être respecté. En tout cas, si cela n'était pas, la France connaîtrait son devoir et vous le savez bien. »

Mille cent vingt-trois mercis !

Mille cent vingt-trois mercis, c'est autant de Boeing 737 de la nouvelle génération vendus femme par Boeing. Et autant de braves que nous adressons à la SNECMA pour un triomphe que nous sommes fiers de partager avec elle : plus de mille commandes en cinq ans. Un record.

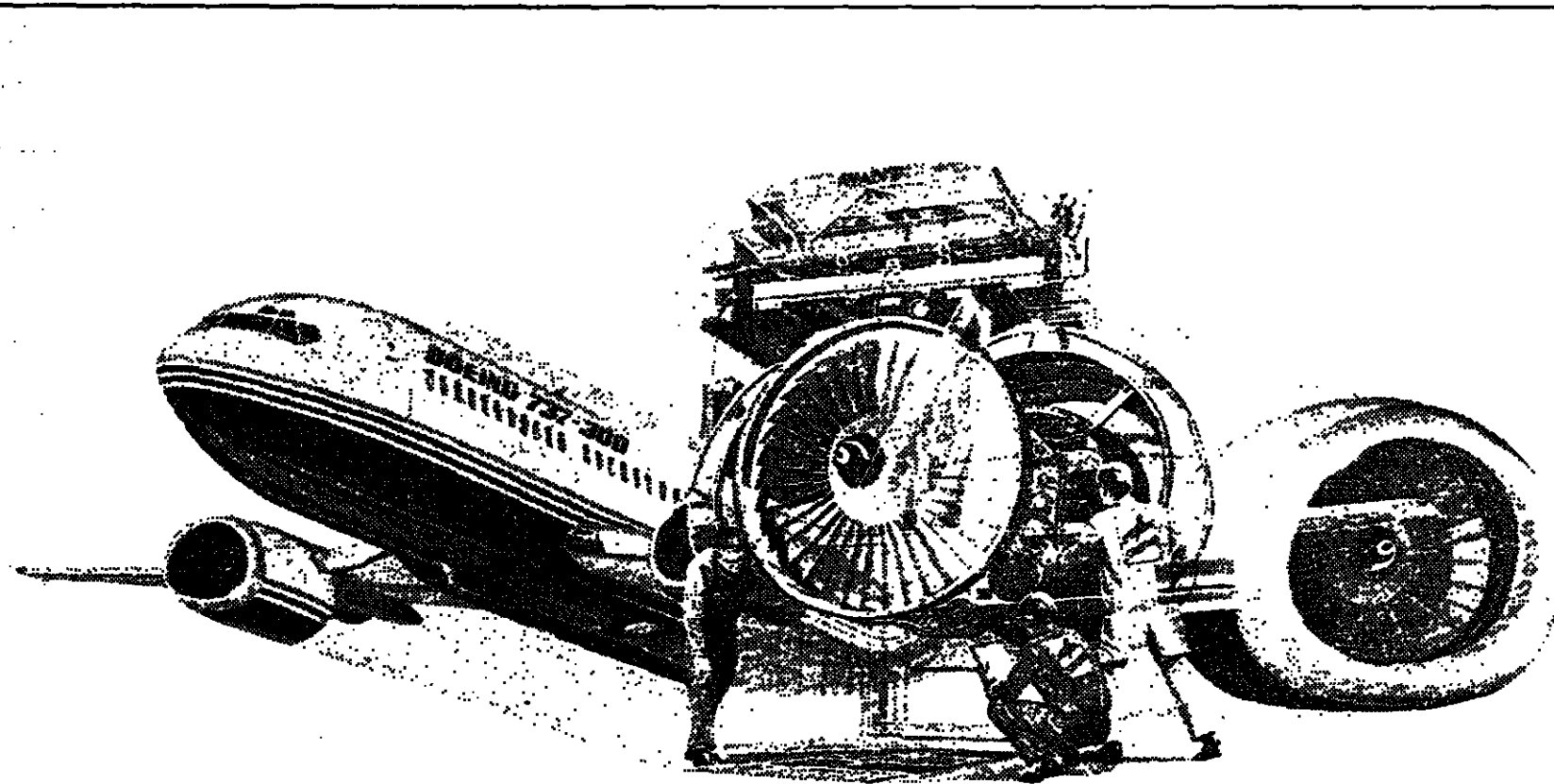
Nos nouveaux 737 sont tous équipés de moteurs CFM56, créés et coproduits en France par la SNECMA dans le cadre de CFM International. Pour répondre aux besoins des compagnies aériennes

du monde entier et faire du 737 un succès sans précédent, des modifications majeures ont été apportées au CFM56. La SNECMA a pris en charge une grande partie de leur conception technique et engagé des investissements considérables en réoutillage.

Ce partenariat exemplaire a porté ses fruits. Le 737 de la nouvelle génération est peu bruyant, économe

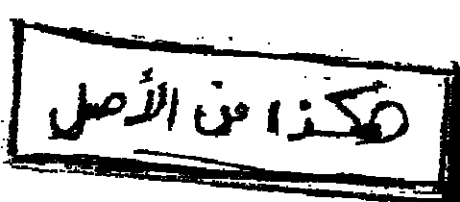
en carburant, ses coûts d'exploitation sont les plus bas de sa catégorie et sa fiabilité est la plus élevée. Le 737 est le courrier à réaction le plus vendu dans l'histoire de l'aviation.

Un grand bravo également à nos nombreux autres fournisseurs français qui, avec la SNECMA, nous permettent de rapporter, sur nos seuls avions civils, plus d'un million de dollars par jour à la France.



BOEING

هكذا من الامم



Société

ÉDUCATION

Un projet de réorganisation de l'administration du ministère

Les classes préparatoires seraient rattachées à l'enseignement supérieur

Un important projet de réorganisation de la direction générale de l'enseignement supérieur est à l'étude au ministère de l'éducation nationale. Il prévoit notamment la création d'une « direction de la programmation et du développement », la suppression de la direction des bibliothèques, le rattachement des classes préparatoires à l'enseignement supérieur et le renforcement de la direction de la recherche.

Les grands travaux engagés la semaine dernière par M. Lionel Jospin sur l'avenir de l'éducation et la revalorisation de la condition des enseignants n'ont pas empêché le ministre de l'éducation d'ouvrir des chantiers moins spectaculaires mais non négligeables. Ainsi envisage-t-il actuellement une restructuration de l'administration centrale de son ministère et, en particulier, de la direction générale des enseignements supérieurs.

Cette réforme, encore à l'étude, mais que le ministre espère pouvoir mettre en œuvre d'ici le printemps, répond à un double objectif. Tout d'abord, traduire, dans l'organisation administrative, la volonté de mener une politique globale, de la maternelle à l'université. Or — avec ou sans ministre ou secrétaire d'Etat chargé des universités — la direction générale des enseignements supérieurs fait, depuis longtemps, figure de ministère bis et entretient la coupure entre les cycles école-collège, d'une part, et les cycles universitaires de l'autre.

Le deuxième objectif de la réforme, selon une note récente établie par le cabinet du ministre de l'éducation, consiste à « mettre en place un système

de pilotage des enseignements supérieurs qui soit à la fois plus rigoureux quant à l'évaluation et moins interventionniste quant à la gestion ». Autrement dit, un système plus ramassé, plus musclé, capable de négocier et de mettre en œuvre dans les mois à venir les contrats pluriannuels entre l'Etat et les universités annoncés par M. Jospin.

La traduction concrète de ses objectifs bouscule sérieusement l'organisation et les habitudes actuelles, et a déjà provoqué quelques émois dans les couloirs de la « rue Dutoit », qui abrite la plupart des services de la direction générale des enseignements supérieurs. La première proposition vise précisément à supprimer cette direction générale, « dont l'existence était le symbole même de l'isolement de la rue Dutoit », précise la note du ministère. Ce constat n'est pas inexact. Mais il faudra bien, alors, désigner une autre instance d'arbitrage entre les différents services chargés de l'enseignement supérieur. Le conseiller spécial du ministre qui suit les problèmes du supérieur, M. Claude Allègre, sera-t-il chargé de ce pilotage direct ?

Deuxième coupe : la suppression de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique (DBMIST), qui, selon la même note, « a trop grossi, tout en restant isolée », et serait ramenée au rang de sous-direction. L'enjeu est de taille : au moment où le rapport Miquel, remis au ministre de l'éducation en novembre dernier, préconise avec beaucoup de vigueur un effort considérable et « une politique globale » en faveur des bibliothèques universitaires, le démantèlement de la DBMIST risque fort d'être ressenti comme le symbole d'une désaffection du ministère à l'égard des

bibliothèques universitaires, au moment même où un indéniable effort budgétaire avait redonné espoir aux bibliothécaires.

A côté de ces dégraissages, plusieurs innovations visent à redonner plus de vigueur à l'administration centrale. Une nouvelle et importante « direction de la programmation et du développement universitaire » serait créée. Elle serait le principal maître d'œuvre de la politique contractuelle et aurait pour mission « de faire entrer dans les mœurs les notions de contrats de planification de carte universitaire globale et, d'autre part, d'intégrer les collectivités locales et régionales au développement d'une politique régionale de l'enseignement supérieur ». C'est à cette vaste direction de moyens que serait dévolue la politique de constructions universitaires et de rénovation des campus, mais aussi la gestion des établissements et celle des bibliothèques.

Les troisièmes cycles avec la recherche

La direction de la recherche serait également renforcée. Elle s'occuperait désormais des études doctorales et de leur développement, vital pour la reconstitution d'un vivier de jeunes enseignants-chercheurs. Le directeur de la recherche serait épaulé par sept directions scientifiques thématiques — un peu à l'image du CNRS — et par un conseil scientifique composé pour moitié d'universitaires européens. La direction du personnel, s'occupant également des personnels des bibliothèques et serait chargée de réfléchir à une « politique globale » de recrutement et d'évaluation des universitaires. « La question du comité national des universités, de son

fonctionnement, de son rôle est posée », précise la note du ministre.

Reste l'actuelle direction des enseignements supérieurs. Déchargée de la gestion des établissements et des troisièmes cycles, elle est invitée à se consacrer essentiellement à la pédagogie et à la vie des étudiants. Mais surtout, elle se voit confier la tâche des classes préparatoires aux grandes écoles. C'est là, sans doute, l'innovation la plus spectaculaire du projet du ministère et celle qui risque de faire le plus de bruit dans le Landerneau de l'éducation nationale.

Actuellement, en effet, les « prépas » bénéficient d'un statut particulier : même si elles constituent, à l'évidence, un premier cycle d'enseignement supérieur, elles sont installées dans les lycées et couvrent par leur provision, encadrées par des agrégés du secondaire et placées sous la houlette de l'inspection générale. Les places sous la tutelle de la direction de l'enseignement supérieur, et en profiter, comme le précise la note du ministre, pour « aborder la réflexion sur l'utilisation des agrégés dans l'enseignement supérieur », ne manquera pas de bousculer l'un des secteurs les mieux protégés — et le plus prestigieux — du système éducatif français. Même si le ministre entend procéder très graduellement, cela soulèvera des problèmes complexes d'implantation, de mode de recrutement des enseignants, de pilotage des programmes et des concours des grandes écoles. Certains, enfin, pourraient craindre, sous un habillage plus habile, la résurgence des projets des années 82-83 qui visaient à diluer les « prépas » dans le vaste ensemble universitaire.

GÉRARD COURTOIS.

SCIENCES

Le 28^e tir de la fusée européenne

Nouveau succès pour Ariane

Pour son vingt-huitième tir, la fusée européenne Ariane n'a pas failli à sa mission et placé sur orbite, vendredi 27 janvier à 2 h 21 (heure française), le satellite de télécommunications internationales Intelsat-5, dont elle était porteuse (1). Mais, comme toute grande vedette, Ariane a ménagé la suspense en interrompant le compte à rebours dix-huit secondes seulement avant la mise à feu. Motif : le mauvais fonctionnement d'un clapet du circuit de pressurisation de l'hydrogène dans la troisième étage de la fusée, coincé par le froid (2).

Dans ces conditions, il n'était pas question de tirer. Comme le faisait remarquer M. Frédéric d'Allest, PDG de la société Arianeespace, chargée de la promotion du lanceur, « nous avons beaucoup appris de nos échecs, et, à la première alerte, nous n'hésitons pas à faire des essais complémentaires. Ainsi, nous sommes particulièrement sévères sur les problèmes d'étanchéité d'hydrogène ». Aussi, le tir, initialement prévu pour 1 h 28, fut-il reporté à 2 h 21 du matin, heure de l'ouverture de la seconde fenêtre de lancement. Ensuite, tout se déroula sans autre incident et la fusée, une Ariane-2, s'éleva dans le ciel de Guyane.

Avec ce nouveau tir, la fusée européenne enregistre son dixième succès consécutif depuis la reprise, en septembre 1987, des vols interrompus pendant seize mois à la suite de modifications profondes entreprises sur son troisième étage. L'année 1989 commence donc en fanfare. Une année délicate pour Arianeespace qui, bientôt, ne va plus lancer que des exemplaires de sa fusée lourde Ariane-4 dont le premier tir a eu lieu avec succès le 15 juin 1988. Il ne reste plus, en effet, à tirer que deux lanceurs de la précédente génération : une Ariane-2, qui devrait emporter le satellite

suédois Teles-X au cours du printemps prochain, et une Ariane-3 réservée pour le satellite de télécommunications expérimentales européen, Olympus.

Au terme de ces deux tirs, les Ariane-2 et 3 auront volé en tout moins d'une quinzaine de fois depuis 1984. Ce qui est beaucoup pour une fusée débutante, mais bien peu lorsque l'on veut, comme Arianeespace, faire du lancement de satellites en série. C'est la raison du choix d'Ariane-4, lanceur lourd capable d'embarquer des charges utiles de 2,6 à 4,2 tonnes, dont soixante-dix exemplaires seront construits en dix ans. Arianeespace vient d'ailleurs de lancer une commande de 18 milliards de francs aux industriels pour la construction des cinquante premiers modèles de vol (le Monde du 26 janvier), témoignant ainsi du succès de la société européenne qui affichait en 1988 un bénéfice de 100 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de francs.

Une situation enviable et qui, au grand dam des Américains, concurrents de toujours de l'Europe, ne devrait pas se démentir au cours des trois prochaines années : le carnet de commandes est plein. Mais, au-delà, il sera difficile à Arianeespace de maintenir sa place et d'assurer la moitié des lancements des satellites occidentaux du fait du retour en force des Américains sur le marché et de l'arrivée de nouveaux concurrents chinois et soviétiques. La fiabilité démontrée du lanceur européen sera un argument de poids dans les négociations avec la clientèle.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Lors de sa mise à poste définitive, il sera placé au-dessus de l'océan Indien.
(2) La température de l'hydrogène liquide injecté dans cet étage ne dépasse pas -250 degrés.

JUSTICE

Aux assises des Yvelines

Le vicair et les marginaux

Qui a provoqué la mort de Philippe Rohaut, il y a maintenant dix ans, dans un pavillon du Vésinet ? La cour d'assises des Yvelines, vendredi 27 janvier, de répondre à cette question, mais dès jeudi, avant la fin de la première journée des débats, les jurés savent déjà que ce crime sordide est le résultat d'un amoncellement de misère morale, l'addition de la détresse de quatre hommes fuyant leur désespoir.

Le 22 décembre 1978, Philippe Rohaut était découvert étendu dans sa cuisine, le crâne fracassé. Il avait cinquante-trois ans. Entré au séminaire en 1950, il avait été vicair au Vésinet jusqu'en 1964, date à laquelle il avait abandonné son ministère. En 1975, il épousa une infirmière qui allait l'aider à surmonter moralement un état dépressif et à subvenir à ses besoins.

« La dernière année, il souffrait de violentes maux de tête et d'une fatigue intense. Il se sentait inutile », a expliqué M^{re} Rohaut avant d'ajouter : « Il ne trouvait pas le sommeil. Il s'absentait souvent le soir. » Elle

suppose que ces absences doivent trouver une explication dans l'aide que son mari apportait aux marginaux. Une aide mettant en péril les finances du ménage à un point tel qu'elle allait lui retirer sa procuration sur son compte bancaire.

Le président, Philippe Alain Dubreuil, exerce sa fonction comme on pratique un art. Avec tact, il l'invite à se retirer afin qu'elle n'entende pas ce dont il faut pourtant bien parler maintenant et qu'un policier a affirmé en ces termes : « Nous avons pu établir depuis un an que Philippe Rohaut rencontrait des jeunes gens dans les quartiers chauds de Paris pour avoir des rapports sexuels avec eux », déclare un policier.

Plus de manches courtes

L'enquête n'a pas permis d'aboutir. Seul un jeune homme fut identifié. Le policier ne cache pas qu'il y avait de « sérieux soupçons ». Mais le doute commandait qu'on n'aille pas plus loin.

Une erreur judiciaire fut ainsi évitée car, alors que le dossier avait été

classé après une ordonnance de non-lieu rendue le 22 mars 1983, un homme se présentait spontanément à la police le 4 avril 1985. Philippe Van Nguyen déclarait qu'en 1978 il s'était rendu avec deux amis au Vésinet pour cambrioler un édifice et que le lendemain, il avait assisté à la mort de Philippe Rohaut. Depuis, il n'a pas cessé de fréquenter les hôpitaux psychiatriques de Paris. « Je ne peux plus porter de manchettes courtes », murmure Nguyen qui s'est ouvert les veines à trente reprises. Aujourd'hui, âgé de trente-cinq ans, il affirme : « Je n'ai pas tué, j'ai juste conduit la voiture ».

La police a pu retrouver ses deux amis, Marc Cifelli, trente-huit ans, et Daniel Nicodème, quarante et un ans. Assommé par les neuroleptiques, Nicodème est une élocution difficile et se borne le plus souvent à répondre « oui » ou « non ». Cifelli est différent. Apparemment calme, il s'exprime avec une richesse de vocabulaire étonnante. Toxicomane depuis l'âge de quatorze ans, il examine sa vie avec une rigueur tranquille. Pourtant, il a été le plus loin qu'il soit possible d'aller dans la drogue. Pour obtenir ses deux ou trois

grammes d'héroïne par jour, il a volé. Il s'est prostitué, et Philippe Rohaut était l'un de ses clients. Cifelli a passé sept ans de sa vie en prison où il est actuellement bibliothécaire, tout en étant l'animateur de la radio de l'établissement pénitentiaire. Il s'est marié en 1969, son épouse est morte d'une overdose de cocaïne en 1972. Il ne cherche aucune excuse : « J'ai eu une enfance très bonne, j'ai été choyé dans ma famille, mes parents m'ont toujours donné l'exemple d'une vie honnête. Je n'ai jamais manqué de rien. » Il avait cessé de se droguer et vivait en Dordogne avec une femme qui avait deux jeunes enfants lorsque la police est venue l'arrêter. « Je reconnais avoir frappé la victime et dérobé une somme d'argent. Le reste, ce n'est pas moi », affirme Cifelli, apparemment convaincu qu'il n'a pas tué Philippe Rohaut.

L'expert psychiatre a longuement évoqué « la trajectoire » de ces trois hommes, qui a rejoint celle, tout aussi étrange, de Rohaut, ancien vicair au Vésinet.

MAURICE PEYROT.

Un détenu interviewé aux Baumettes

Les avocats de la partie civile saisissent le garde des sceaux

Les avocats de la famille de Céline Jourdan, sept ans, violée et tuée au mois de juillet dernier, ont adressé, jeudi, une lettre au garde des sceaux pour demander une « enquête approfondie » après l'interview à la prison des Baumettes, à Marseille, d'un détenu inculpé de cet assassinat, interview publiée mercredi dans le quotidien *le Méditerranéen*.

« En tant qu'avocats de M. Gilbert Jourdan, père de la fillette, et de sa famille, nous vous demandons de déterminer comment l'auteur présumé de ce crime abominable a pu être la presse ses états d'âme et sa version contournée des faits, alors surtout qu'il est censé être au secret », écrivent M^{rs} Pesenti, du barreau de Marseille, François Massot, de Paris, et Yves-Eric Massiani, de Toulon.

« La prison des Baumettes est-elle devenue une salle de rédaction ? », interrogent les conseils de la partie civile. Richard Roman, vingt-neuf ans, dit « l'Indien », inculpé d'assassinat, séquestration, viol aggravé avec torture et actes de barbarie, en compagnie de Didier Gentil, vingt-cinq ans, dit « le Tatoué », avait reconnu les faits avant de revenir sur ses aveux.

Roman, interviewé par le journaliste de *le Méditerranéen* à la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, où il est détenu au quartier d'isolement, avait affirmé : « J'ai avoué au terme d'un interrogatoire infernal. A force d'être accusé comme ça, j'ai perdu la raison. J'ai entendu avec impatience les résultats des expertises génétiques qui me disaient que j'étais le père de Céline. Je n'étais pas sur les lieux du crime. Je n'ai pas vu Didier Gentil ce soir-là. Je suis seulement coupable de l'avoir accueilli et hébergé ».

Après la démarche des avocats de la partie civile, le journaliste Denis Trospero, a expliqué à l'AFP les conditions dans lesquelles il a été amené à rencontrer Roman : « J'ai obtenu de l'administration pénitentiaire une autorisation pour effectuer une série de reportages aux Baumettes. Aucune restriction ne m'a été imposée. Des surveillants m'ont fait visiter le quartier d'isolement. Un homme seul se trouvait dans une cour. Je lui ai demandé les faits justifiant son incarcération. Il s'est expliqué, m'a dit son nom et a accepté de me parler ».

A la direction de l'établissement, on précise que le journaliste de *le Méditerranéen*, n'a pas été fidèle à ses engagements. Les conditions dans lesquelles cet entretien a pu être réalisé devraient faire l'objet d'une enquête administrative.

MÉDECINE

Distributeurs de préservatifs hors la loi à Montpellier

MONTPELLIER de notre correspondant

Tous géographes en action, la police municipale de Montpellier a mis fin, jeudi 26 janvier, aux distributeurs de préservatifs — une dizaine — qui s'y trouvaient scellés aux abords des officines.

Deux pharmaciens ont porté plainte pour vol. Ils reprochent notamment aux autorités municipales d'avoir agi brutalement sans le moindre avertissement.

Les services de la mairie, qui avaient été saisis de plaintes de particuliers et d'associations contre l'établissement public de cette « marchandise », font remarquer que tout empiètement sur le territoire, comme pour les enseignes ou les terrasses de cafés, est soumis à autorisation. De plus, ajoutent-ils, certains de ces distributeurs ne portaient aucun nom de propriétaire et avaient été installés sans avis préalable du maître des murs.

Le président de l'ordre régional des pharmaciens du Languedoc-Roussillon, M. Jacques Giret, maire (PR) de Palavas, adversaire politique du maire (PS) de Montpellier, M. Georges Frêche, s'est montré réservé sur les moyens employés mais il estime que le distributeur automatique extérieur n'est pas digne du rôle dévolu au pharmacien.

La mairie doit restituer les appareils enlevés, qui pourraient dès lors retrouver une place, la même ou à côté, moins apparente peut-être, en toute légalité.

R. B.

SIDA

Les héroïnomanes menacés à Bangkok

Plus de la moitié des cent mille héroïnomanes de Bangkok pourraient être séropositifs. S'exprimant au cours d'une conférence sur le SIDA en Asie, M. Kachit Choopanya, un responsable des services de santé de la capitale thaïlandaise a indiqué que, selon des études faites en septembre sur des toxicomanes de Bangkok, plus de 40 % d'entre eux avaient contracté le virus du SIDA. Selon lui, le nombre de toxicomanes contaminés augmente au rythme de 4 % par mois.

D'autre part, selon une étude publiée par le *British Medical Journal* (daté 27 janvier), il apparaît que les homosexuels de Londres et d'Amsterdam ont réduit leur risque d'exposition au virus du SIDA en modifiant leur comportement sexuel. Le nombre de cas de contamination aurait diminué.

Auteur d'un coup de feu mortel

Un policier de Marseille est renvoyé devant la cour d'assises

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, a rendu, le 25 janvier, un arrêt renvoyant devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, Jean-Pierre Aveline, gardien de la paix, à Marseille, qui avait causé la mort, le 2 février 1988, d'un jeune homme de vingt-six ans, Christian Dovo, dont il voulait contrôler l'identité (le Monde des 4 au 9 février 1988).

Le jour des faits, Christian Dovo se trouvait aux côtés de son père, chauffeur de taxi, dans une voiture arrêtée sur un parc de stationnement de Marseille lorsque le gardien Aveline s'approcha d'eux et, devait-il dire, croyant avoir affaire à des voleurs de voiture, et s'estimant en danger, tira une balle. L'affaire n'eut pas immédiatement de suites judiciaires, la chancellerie ayant donné des instructions au parquet pour l'ouverture d'une information limitée aux « recherches des causes de la mort ».

Une information judiciaire fut cependant ouverte dans les jours suivants pour coups et blessures volontaires, tandis que la famille se constituait partie civile en invoquant l'homicide volontaire.

Le magistrat instructeur, M. Philippe Labregère, devait finalement écarter le crime de meurtre pour retenir celui de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. C'est cette qualification qu'a retenue elle aussi la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Elle fait en outre à Jean-Pierre Aveline, aux termes de l'article 311 du code pénal, une peine de cinq à quinze ans de réclusion criminelle au cas où la cour d'assises retiendrait sa culpabilité.

« Le tyrolien avait été tué par un camarade. C'est un ancien camarade de classe, mineur comme lui, qui a tué d'un coup de couteau à l'abdomen Christophe Nautou, dont le corps avait été retrouvé, le 25 janvier, sous un pont à Saint-Aubin-lès-Elbouët (Seine-Maritime) (le Monde du 27 janvier). Agé de dix-sept ans, le meurtrier avait déclaré aux enquêteurs qu'il avait agi par vengeance, sa victime ayant parlé à son propos de divers larcins qu'il aurait commis ».

A Perpignan

L'assassinat d'un retraité maquillé en affaire terroriste

PERPIGNAN de notre correspondant

Interpellé jeudi 26 janvier au Vign (Gard), René Greze, soixante-sept ans, a avoué être l'auteur, mardi 24 janvier à Perpignan, de l'assassinat d'un septuagénaire, Georges Lascar, locataire d'un appartement appartenant à l'auteur présumé du crime. René Greze a également admis avoir tenté de maquiller ce crime en une affaire terroriste.

Après avoir tué Georges Lascar d'un coup de fusil de chasse à canon scié tiré à bout portant, René Greze avait posté le jour même à l'adresse du quotidien *l'Indépendant* une lettre préalablement écrite, lettre dans laquelle l'auteur revendiquait ce meurtre au nom des Frères musulmans pour « punir les complices des odieux assassinats perpétrés contre le peuple palestinien ». Cette lettre, qui devait provoquer une vive émotion dans la communauté israélite de Perpignan dont faisait partie Georges Lascar, et où trois autres personnes étaient désignées comme futures victimes de la confrérie des Frères musulmans, fut

vite reconnue comme une piste non sérieuse par les policiers.

En réalité, l'origine du drame tenait à un différend d'ordre privé entre les deux hommes. Invité à quitter le logement de René Greze qu'il occupait, Georges Lascar avait tenté et gagné un premier procès contre son propriétaire, jugement confirmé ensuite par la cour d'appel de Montpellier. Décidant de se venger, le propriétaire a admis avoir échafaudé toute cette mise en scène autour d'un assassinat, si l'on ose dire, ordinaire.

« Le téléphérique de l'Alpe-d'Huez. — La société des remontées mécaniques de la station de ski de l'Alpe-d'Huez (Isère), où, le veille d'un Mirage-2000 de l'armée de l'air avait frôlé le câble d'un téléphérique, a déposé plainte, mercredi 25 janvier, contre le ministère de la défense. L'avion, qui volait à près de 700 km/heure, a endommagé les fils traversés autour du câble porteur. Après la réparation en cours, seule une benne fonctionnera à pleine charge cette saison ».

Société

RELIGIONS

En Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Autriche Cent soixante-trois théologiens catholiques dénoncent la « mise sous tutelle » de l'Eglise

Un groupe de cent soixante-trois théologiens catholiques, prêtres, religieux, laïcs, professeurs pour la plupart, d'Allemagne fédérale, des Pays-Bas, de Suisse et d'Autriche, ont rendu public, jeudi 26 janvier, une déclaration très critique à l'égard du pape et de l'exercice de l'autorité dans l'Eglise (1).

« Nous sommes convaincus que nous ne pouvons plus nous taire, écrivent les auteurs de cette déclaration intitulée « Contre une mise sous tutelle et pour une catholicité ouverte ». A propos de récentes nominations épiscopales contestées en Allemagne fédérale, en Suisse et en Autriche, ils écrivent que les Eglises locales risquent d'être « mises au pas (...) ». La collégialité entre le pape et les évêques est étouffée par le nouveau centralisme romain.

Les nominations d'évêques (surtout dans les pays germaniques où l'Eglise et les autorités locales ont un droit d'intervention reconnu dans les concordats) ne sont pas l'affaire privée du pape, disent les signataires. Le rôle des nominations apostoliques, qualifiées de « services de renseignements », est violemment mis en cause. « Nous tenons pour scandaleuse la modification des règles de l'élection qui est intervenue dans la récente désignation du nouvel archevêque de Cologne », notent encore les théologiens.

A propos de l'enseignement du pape sur la régulation des naissances (*Humanae vitae*), les auteurs écrivent qu'il s'agit d'une doctrine très spéciale qui ne peut être fondée ni sur l'Ecriture sainte ni sur la tradition de l'Eglise, alors que le pape

parle à ce sujet de vérité fondamentale et de révélation divine. Ils réclament le respect de la « liberté de conscience ».

A propos de la permission d'enseigner des théologiens, celle-ci doit être « réservée aux évêques du lieu. Une intervention romaine dans l'exercice ou dans le refus d'une permission d'enseigner risque d'entraîner le déclin des compétences coutumières et éprouvées », affirme encore la déclaration de Cologne, qui poursuit : « L'arbitraire dans ce domaine remet en question l'existence des facultés de théologie dans les universités d'Etat ».

A peine publié, ce texte a été dénoncé par la conférence des évêques allemands, dont le président, Mgr Karl Lehman, a déclaré : « Les évêques allemands rejettent les arguments de ces théologiens et estiment qu'une telle généralisation ne correspond pas à la réalité et hypothèque le dialogue à l'intérieur de l'Eglise ». « C'est une affaire locale », a estimé, pour sa part, le directeur de la salle de presse du Vatican, M. Navarro-Valls.

1) A l'origine de ce texte, on trouve le doyen de l'université catholique de Tübingen, Norbert Greinacher, et son adjoint, Dittmar Mieth. Parmi les signataires, on note aussi les noms de Jean-Baptiste Metz, disciple de Karl Rahner à la faculté catholique de Münster, Albert Keller, jésuite, professeur de philosophie à Munich, Bernard Häring, rédemptoriste, célèbre moraliste, une douzaine de professeurs de la faculté catholique de Fribourg (Suisse), Edward Schillebeeckx, (Nimègue) et Catherine Halke, théologienne féministe de Tübingen.

PARIS

Des automobilistes vont tester un radioguidage individuel

Bientôt, les automobilistes parisiens pourront disposer d'un radioguidage individuel. Le maire de Paris a décidé de tester, puis de mettre en place expérimentalement avant un an, un système qui permettra à chaque conducteur de recevoir sur son autoradio des informations relatives à l'encombrement des voies qu'il aura projeté d'emprunter.

Eviter la formation des bouchons plutôt que s'inscrire à la file dans le trafic, c'est le rêve. Un rêve entrevu récemment par Jacques Chirac lorsqu'il s'est rendu à Berlin-Ouest pour voir fonctionner le système Alcotest : le conducteur dispose d'un clavier et d'un écran. Sur le clavier, il indique sa destination. Dès lors, sur l'écran apparaît à chacun des carrefours une flèche indiquant qu'il doit tourner ou aller tout droit. Le système fonctionne à l'essai dans la métropole allemande. Il est d'ores et déjà très performant.

Mais la formule présente au moins deux inconvénients : elle pourrait irriter les conducteurs par son côté autoritaire, et son coût pour l'usager devrait avoisiner 5 000 francs, ce qui sélectionnerait les utilisateurs.

Le maire de Paris a donc choisi une voie moins ambitieuse qu'à l'intérêt d'être aménagée assez rapidement et de préparer l'avenir. Pour un coût d'installation inférieur à 1 000 francs sur son véhicule, l'automobiliste

indiquera quelques données avant de démarrer : son point de départ, sa destination et ses principaux points de passage. Dès lors, dans son autoradio, au milieu des programmes de musique ou d'information, il entendra une voix synthétique lui donner des indications sur l'état des rues et sur les parkings disponibles.

Un groupement industriel piloté par une filiale d'Alcatel, la Compagnie générale d'automatisme — et composé de Siemens, de la Compagnie générale des eaux et de l'association Urba 2000, — est chargé de tester et de mettre au point ce système, dans un délai d'un an.

La collecte des données sur le trafic se fera par des équipements infrarouges embarqués sur une flotte de véhicules-témoins et par des bases de dimension modeste (30 centimètres) fixées sur des poteaux de feux tricolores. Entre ces capteurs et l'automobiliste récepteur s'intercalera un centre d'information qui n'empêchera pas l'intervention des responsables de la circulation pour conseiller et prévenir. Mais cette intervention éventuelle ne devrait pas ralentir la vitesse de transmission et de traitement des données. La rapidité constitue en effet l'un des atouts de ce système par rapport au radioguidage « passe-partout », souvent trop décalé et réalisé depuis longtemps par des stations de radio.

CHARLES VIAL

REPÈRES

Anesthésie

Les médecins de Jean-Pierre Adams condamnés

Plus de sept ans après l'accident d'anesthésie qui plongea le footballeur international Jean-Pierre Adams dans le coma, deux anesthésistes lyonnais, les docteurs Marie-Claire Brun et Jacques Guilmart, ont été condamnés, jeudi 26 janvier, à un mois de prison avec sursis par la septième chambre correctionnelle du tribunal de Lyon. S'agissant d'un hôpital public, le tribunal s'est déclaré incompétent pour fixer le montant de l'indemnisation réclamée par la femme et les deux enfants du footballeur. Le tribunal administratif fixera, à une date restant à déterminer, le montant de l'indemnité.

Nucléaire

URSS : 25 réacteurs arrêtés

Selon le vice-président du comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, M. Boris Samionov, cité par l'envoyé spécial de *Libération*, ce sont quelque 25 réacteurs en service, en construction ou en projet qui ont été arrêtés en Union soviétique depuis le mois de septembre 1988.

Le vice-président de l'Académie des sciences, M. Evgueni Velikov, a, d'autre part, confirmé deux accidents majeurs survenus dans le passé : la catastrophe de Kychym, dans l'Oural, en 1957 (*le Monde* du 8 décembre 1988), et l'accident de la centrale de Beloyarsk, près de Sverdlovsk, également dans l'Oural, survenu en 1978 (*le Monde* daté 23-24 octobre 1988).

CORRESPONDANCE

Une lettre de M^{me} Véronique Neiertz

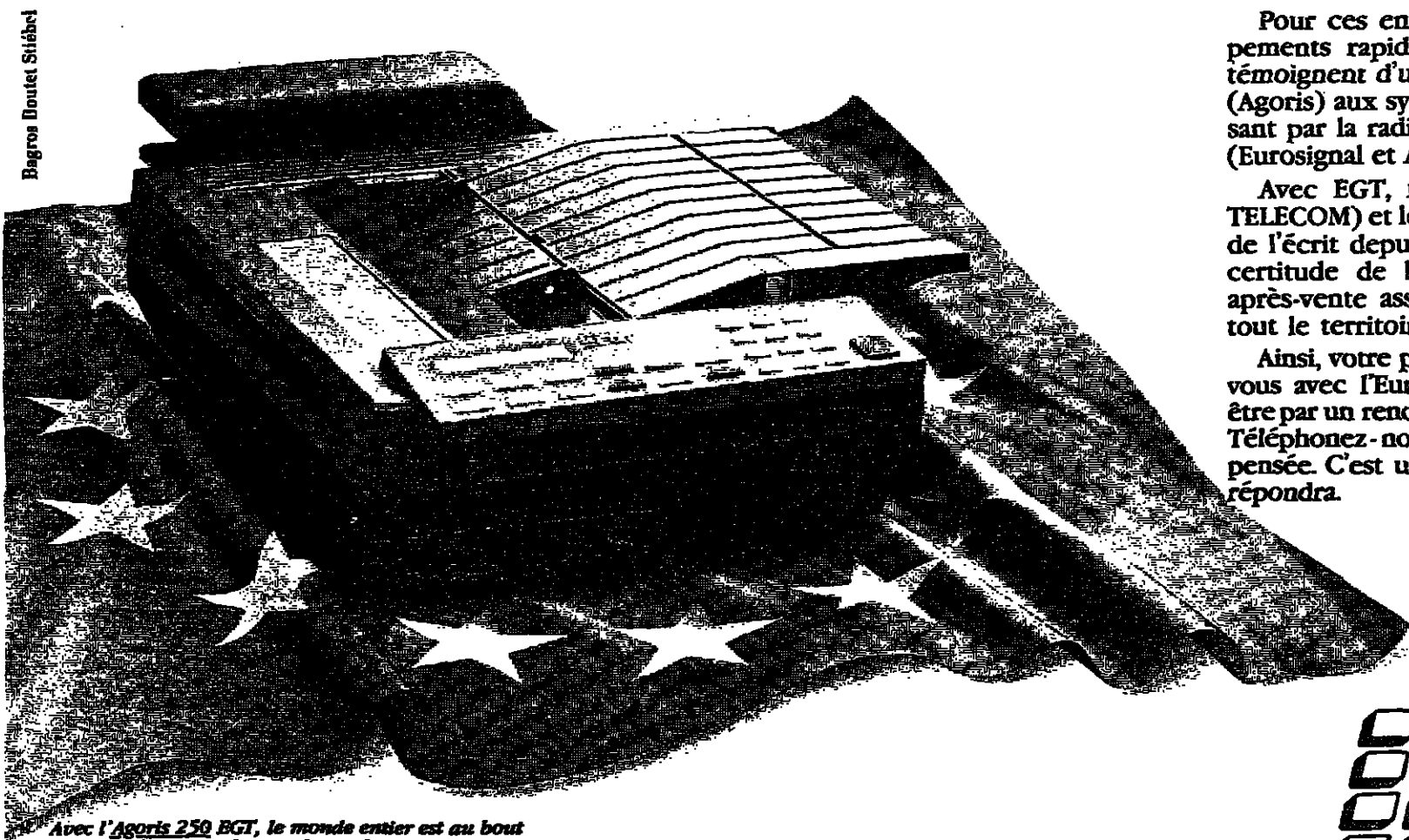
Après la publication dans le *Monde* du 19 janvier de l'article intitulé « Le rêve écroulé d'une maison à la campagne », racontant l'endettement irrémédiable d'un couple de Bondy, nous avons reçu de M^{me} Véronique Neiertz, maire adjoint de cette ville, ancien député (PS), secrétaire d'Etat chargé de la consommation, une lettre dans laquelle elle nous donne les précisions suivantes :

« Le problème de surendettement de M. et M^{me} Lallier est bien connu de la municipalité de Bondy et de moi-même comme député. Nous sommes intervenus pour leur obtenir des dégrèvements d'impôts en 1986 et 1987, pour prendre en charge les

frais hospitaliers de M. Lallier en 1986 et 1987, et ceux de son fils Philippe. Nous avons cherché à les aider par des aides alimentaires, des colis, la fourniture de tickets-restaurant, et par l'obtention d'une aide à l'enfance de 1 500 F en février 1986. La dette de loyer a été compensée par un prêt de la commission d'aide au paiement des loyers qui a abouti à l'annulation de la moitié de la dette (...). J'étudie en ce moment les procédures qui pourraient permettre aux personnes surendettées de sortir de ce mécanisme inexorable d'exclusion, afin de pouvoir les proposer au gouvernement le plus rapidement possible. »

Plus de 100 000 entreprises françaises ne sont pas encore équipées d'un télécopieur EGT

-Vous avez dit Europe?



Avec l'Agoris 250 EGT, le monde entier est au bout de vos doigts... en 18 secondes seulement ! Infatigable et ultra-simple à utiliser, il reproduit tous vos documents avec une sensibilité de photocopie. Enfin, ses dimensions réduites en font le télécopieur le plus compact de sa catégorie.

L'Europe de 93, une chance pour la France ? Oui, bien sûr, mais à la seule condition que toutes nos entreprises se dotent sans tarder des moyens de leurs ambitions, en particulier dans le domaine très spécifique de la communication.

Pour ces entreprises, EGT a mis au point des équipements rapides, performants et rentables qui, tous, témoignent d'une technologie avancée : de la télécopie (Agoris) aux systèmes point de vente (Alliance), en passant par la radiotéléphonie (Lisa) et la radiomessagerie (Eurosinal et Alphasignal).

Avec EGT, filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM) et leader de la communication de la parole et de l'écrit depuis plus de 15 ans, vous avez, en plus, la certitude de bénéficier de conseils et d'un service après-vente assurés par 20 établissements répartis sur tout le territoire.

Ainsi, votre premier rendez-vous avec l'Europe passe peut-être par un rendez-vous avec EGT. Téléphonez-nous sans arrière-pensée. C'est un expert qui vous répondra.

GRATUIT
Pour tout achat d'un télécopieur Agoris 250 avant le 31.3.89, nous vous équipons d'un répondeur enregistreur EGT.

N° VERT 05 13 05 13
APPEL GRATUIT

EGT
Les clés de la communication

هكذا من الامم

Communication

Gaumont vend Ramsay à Régine Deforges

Une suite de... « la Bicyclette bleue »

La société Gaumont a vendu aux Editions Régine Deforges les Editions Ramsay qu'elle avait rachetées à leur fondateur, M. Jean-Pierre Ramsay en 1981 (nos dernières éditions du 27 janvier). M. Franck Spengler, le fils de M. Régine Deforges, devient PDG de Ramsay, en remplacement de M. Paul Fournel.

Qu'une maison d'édition en rachète une autre, c'est banal; qu'un groupe multimédia comme Gaumont, lui-même propriétaire de M. Nicolas Seydoux, cède l'une de ses participations, c'est dans la logique du monopole des affaires. Pourtant, le rachat de Ramsay par Régine Deforges est une histoire étrange, très étrange.

Elle commence, il y a longtemps, à l'époque où M. Jean-Pierre Ramsay dirigeait encore la maison qu'il avait fondée en 1976. L'éditeur, dont les affaires ne marchent pas très fort, a une belle idée: faire récrire, en les modernisant, quelques-uns des best-sellers anciens de la littérature mondiale. Premier titre choisi: *Autant en emporte le vent*, dont le remake actualisé est confié à Régine Deforges, connue surtout alors comme éditrice et comme auteur de livres érotiques. L'action se situe pendant la guerre. Le premier volume sort en

1981. Son titre: *la Bicyclette bleue*. C'est un énorme succès de librairie qui fait gagner à son auteur et à son éditeur beaucoup, beaucoup d'argent.

Tellement d'argent que les difficultés financières des Editions Ramsay s'évanouissent et que Régine Deforges peut rouvrir sa propre maison d'édition dont elle avait interrompu les activités faute de moyens en 1976. D'autant que le roman *la Bicyclette bleue* est suivi de deux volumes, *101. Avenue Henri-Martin* et *Le diable rit encore*, qui connaissent un succès égal au public.

Tout va pour le mieux jusqu'en 1987. Sous la direction d'un écrivain, M. Paul Fournel, les Editions Ramsay tournent bien tout en publiant aussi des auteurs plus rares qui donnent à la maison une image littéraire de qualité. C'est alors que les héritiers américains de Margaret Mitchell qui ont l'intention de gagner de l'argent en faisant écrire une suite d'*Autant en emporte le vent*, décident d'attaquer Régine Deforges et les Editions Ramsay en justice.

Une énorme bataille juridique-financière s'engage. Les héritiers Mitchell déposent une plainte dans chacun des Etats des Etats-Unis, multipliant ainsi les procédures. Avant même qu'aucun jugement soit intervenu, Ramsay doit consa-

crer 10 % de son chiffre d'affaires aux seuls frais juridiques engagés outre-Atlantique. C'est trop pour Gaumont, qui décide de se débarrasser de l'affaire.

Le plus étonnant est qu'il la revende aujourd'hui à Régine Deforges. Etonnant parce que la romancière avait interrompu l'an dernier son activité éditoriale autonome, faute d'avoir réussi à imposer ses auteurs. Etonnant aussi parce que M. Paul Fournel, qui avait attiré chez Ramsay nombre d'auteurs de talent qui lui sont personnellement attachés, semblait posséder de sérieux atouts pour pouvoir continuer, sous l'étiquette Ramsay ou sous une autre, le travail accompli depuis huit ans.

La décision de Gaumont brise cet espoir et va probablement pousser au départ bon nombre des auteurs de la maison. Etonnant enfin de voir un auteur racheter la maison d'édition qui a fait sa fortune et dont elle a fait la fortune avant que de provoquer, bien involontairement, sa perte.

Reste maintenant à savoir comment la romancière éditrice compte faire face aux procès américains qui lui sont faits et aux dépenses qu'ils représentent. Il lui faudra sans doute découvrir et publier chez Ramsay de nouvelles Régine Deforges.

PIERRE LÉPAPE.

Remboursement de ses dettes et prise de contrôle d'Intermonde

L'AFP va présenter un bilan assaini

L'Agence France Presse (AFP) est quasiment sortie du rouge. Son PDG, M. Jean-Louis Guillaud, a reçu mardi 24 janvier l'accord du conseil d'administration de l'agence qui l'autorise à rembourser les 100 millions de francs de prêts participatifs qui lui avaient été attribués pour son plan de développement de 1984. Ce remboursement permettra à l'AFP de présenter un bilan assaini.

L'agence avait connu une crise grave fin 1986: elle enregistrait alors un déficit de 63,7 millions de francs - qui faillit mettre son existence en péril et avait abouti, début 1987, au remplacement de son PDG, M. Henri Pigat, par M. Jean-Louis Guillaud.

Sous l'égide de celui-ci, l'AFP a incité au départ volontaire une centaine de personnes, ce qui a allégé la masse salariale. Elle a aussi procédé à une augmentation de ses tarifs d'abonnement et investi dans différents secteurs (photos par satellite, rachat des archives Keystone, lancement de la chaîne d'informations vidéo-graphiques Canal Info, ouverture de nouveaux bureaux à l'étranger et en province, etc.), ce qui a facilité son redressement.

Un groupe international d'investisseurs est candidat

« La Cote Desfossés » va être vendue

Le quotidien boursier et financier *la Cote Desfossés*, dont le PDG et actionnaire majoritaire, M. Jean Chamboulive, ne cache pas depuis plusieurs mois sa volonté de le céder (*Le Monde* du 17 juin), est sur le point d'être racheté pour 250 millions de francs par un groupe d'investisseurs français et étrangers.

Rassemblés dans la société Desfossés International menée par une filiale de la banque Indosuez, ces investisseurs regroupent, du côté français, les assurances la Mondiale, la Société financière internationale de participation (EIF-Aquitaine) et l'Unidiv (le Crédit agricole) et, du côté étranger, les assurances britanniques Prudential, la compagnie ouest-allemande d'assurances Hanover et l'International Bankers France, qui dirige l'ancien président du Crédit lyonnais, M. Jean-Maxime Lévy.

Les investisseurs étrangers seraient disposés à acquiescer un tiers du capital de la Cote Desfossés, dont la diffusion, selon l'éditeur, a progressé de 5 % en 1988 (28700 exemplaires) et dont le chiffre d'affaires - 100 millions de francs - a dégagé une marge bénéficiaire de 26,5 millions de francs. Le PDG de la Cote, M. Chamboulive, devrait rester à son poste pendant cinq ans. La vente du quotidien, à laquelle plusieurs groupes de presse (Expansion, Hachette, etc.) s'étaient intéressés, devrait être officielle le 6 février, après que les autorités aient donné leur feu vert.

Sept syndicats refusent de discuter avec M. Michaud

Le PDG de RFO à nouveau mis en cause

Le PDG de Radio-France outre-mer (RFO), M. Jean-Claude Michaud, a été à nouveau violemment mis en cause par une grande partie des représentants du personnel. Sept sections syndicales de RFO et sept élus au comité central d'entreprise (SURT-CFDT, CGT, CGC, Confédération des travailleurs de Martinique, Union des travailleurs de Guadeloupe, Union syndicale représentant les formations de l'outre-mer, représentant des cadres) ont publié une lettre ouverte.

Refusant de siéger au comité d'entreprise, ils expliquent « ne pas vouloir discuter de l'avenir de leur société avec son patron » et affirment que « rien n'a changé dans la façon de M. Michaud de gérer la société ». Enfin, ils mettent en cause un document directeur intitulé « Un souffle nouveau » qui rappelle, selon eux, le programme d'une formation politique d'extrême droite et accusent M. Michaud de se prévaloir d'un « succès » qu'il est « le seul à s'attribuer », alors qu'après « deux ans de gestion, il laisse la société dans un état de discrédit et d'anarchie ».

La direction a rétorqué que, malgré l'absence des représentants, le comité extraordinaire d'entreprise s'était tenu, « que des décisions importantes » y ont été annoncées, et a indiqué que « l'absence des élus à la réunion » représentait « un délit d'entrave » auquel « des suites seront données ».

« Le Point » va augmenter son capital

Le Point a besoin de 40 millions de francs pour résorber son endettement. Une récente réunion du conseil d'administration de l'hebdomadaire, lundi 23 janvier, a donc décidé une augmentation de capital qui devrait être réalisée d'ici au mois de juin.

Les principaux actionnaires du Point, Cinépar (contrôlé par M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont), qui possède 51 % du capital, et Ringier-France (20 %), seraient prêts à souscrire à la future augmentation de capital. Mais le second en est empêché par la loi sur la presse de 1986, qui limite à 20 % la participation d'une filiale de société étrangère. Les autres actionnaires, *Midi Libre*, *Sud-Ouest* et le *Republican* (l'ancien *Libre*) - 1,5 % à chacun - et les cadres du journal - qui détiennent 9,5 % - ne souhaitent pas y participer. Il reste à connaître la position du groupe de presse économique *Les Echos*, contrôlé par le conglomérat britannique Pearson. Détenteur de 8 % du Point, le groupe *Les Echos* a le choix entre participer à l'augmentation de capital ou se retirer, son refus réduisant sa part à un pourcentage symbolique. Mais, du fait de la récente démission de M. Beytout, PDG des *Echos*, aucun représentant de ce groupe n'était présent lors du conseil d'administration du Point.

YVES-MARIE LABÉ.

Y.-M. L.

M. Gérard Ganser directeur du cabinet de M^{me} Catherine Tasca

M. Gérard Ganser, conseiller référendaire à la Cour des comptes, qui assurait depuis le départ de M. Roger Lesgards à la Cité des sciences de La Villette la direction du cabinet de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a été confirmé dans cette fonction. M. Bertrand Delors, conseiller technique, est nommé directeur adjoint du cabinet de M^{me} Tasca.

[M. Gérard Ganser, trente-neuf ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) et de l'ENA, a été nommé en 1976 auditeur à la Cour des comptes. Chargé de mission à la mission interministérielle de la mer de 1978 à 1981, il s'occupe ensuite de l'expansion économique à l'ambassade de France à Mexico. Chargé de mission puis directeur adjoint du cabinet de M^{me} Edith Cresson, ministre de l'Agriculture puis du redéploiement industriel de 1981 à 1986, M. Ganser fut ensuite chargé de mission au ministère de la communication, en 1987-1988, pour les programmes TDF 1-TDF 2.]

● **PRECISION.** - Bernard Brochand, qui a récemment démissionné d'Eurocom, a été nommé, mercredi 25 janvier, président de DDB Needham International. Mais la filiale française de ce groupe publicitaire américain, DDB Needham France, est dirigée par Hervé Brossard.

Le Carnet du Monde

Décès

— Henri Avrillard, son épouse, Dominique Avrillard, Philippe et Kathleen Avrillard, Yves Avrillard, ses enfants Julien et Emmanuelle, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Jeanne AVRILLARD, née Bonnier, survenue le 25 janvier 1989, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 janvier, à 13 h 45, en l'église Sainte-Rosalie, 50, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

36, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris.

— M^{me} Hélène G. Libkind, son épouse, sa famille, et ses amis, font part du décès de

M. Georges LIBKIND,

survenu le 24 janvier 1989.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Simone Daymas, sa compagne, Pierre, Jean, André Pépin, ses frères et leurs épouses, ses neveux et nièces, Michel Haguenau, France Woimant, Patrick Le Coz, Ses collègues et amis, Jacqueline Penicé, sa surveillante, Toute l'équipe soignante de son service, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Bernard PÉPIN, professeur de neurologie, médecin de l'hôpital Lariboisière.

La levée du corps aura lieu le lundi 6 février, à 7 h 45, à l'hôpital Lariboisière. L'incinération, à 8 h 45, au monument crématoire du Père-Lachaise, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'association « Bernard Pépin », pour la maladie de Wilson (hôpital Lariboisière).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} René Pic, M. et M^{me} Denise Roy, M^{me} Charlotte et Estelle Roy, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Charles ROY, née Marguerite Angerot, survenue le 19 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Saint-Jean-de-Luz.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Avenue Trespoey, 9, rue des Perrets, 64000 Pau, 38, rue Boileau, 75016 Paris.

— Gilles Bertrand, président de l'université de Bourgogne, Les membres du conseil d'administration, Les membres du bureau de l'université, Le directeur de l'UFR sciences et techniques, Le laboratoire de recherche sur la réactivité des solides UA 23 CNRS, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Ginette WATELLE, professeur émérite de chimie, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, prix La Caze, et médaille Berthelot de l'Académie des sciences de l'Institut de France en 1980, survenue le 20 janvier 1989.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

CARNET DU MONDE

Renseignements: 42-47-95-03

BERTTEIL SOLDES

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS

Remerciements

— M^{me} Gabriel Taitx, Ses enfants et petits-enfants, profondément touchés des marques de sympathie que vous leur avez manifestées lors du décès de

M. Gabriel TAITX, commandeur de la Légion d'honneur, président de l'APAVE du Sud-Ouest,

vous expriment leurs remerciements les plus sincères.

[Né à Coubert (Gironde) le 9 juillet 1902, Gabriel Taitx a été le président de l'APAVE du Sud-Ouest, après avoir été membre du Conseil départemental et social. Il est l'auteur de plusieurs livres: *La famille de la vigne est-elle pour demain?* (1934), *Le plan Moravcsik est-il une solution?* (1953), *La France au sein de l'Europe atomique* (1958), *Les ports de l'océan atlantique* (1979), et *M. Moravcsik, vous n'êtes pas socialiste*].

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la disparition, à l'âge de vingt-deux ans, de

Isabelle BONNET,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

— Le 27 janvier 1987.

Laurent FREAUD, avocat à la cour d'appel de Paris, nous quitte.

Ceux qui l'ont aimé pensent à lui.

— En ce quatrième anniversaire de la mort de

Icek KORN,

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

« Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas de mort. La mort c'est l'oubli. »

— Il y a quatre ans, le 28 janvier 1985

Jean-Pierre RASSAM

nous a quittés subitement.

Que ceux qui l'ont connu et aimé pensent à lui.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare, dimanche 29, à 17 heures, récépissé chèque et piano. Raymond Voyat, ténor, et Elodie Neumark, piano: R. Schumann, C. Loewe, Max Brod, G. Mahler, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél.: 42-71-68-19.

— Lycée français de La Marsa, le proviseur vous informe que les anciens élèves se réuniront au lycée (Tunis), le vendredi 3 février, à 18 h 15, pour fonder une association amicale.

— Le vieillissement, une charge ou un atout pour la vie locale?

Peut-on considérer le vieillissement dans une dynamique nouvelle, faisant ressortir, tout autant que les charges qu'il implique, les atouts qu'il représente pour la vie locale? Cette question fera l'objet du colloque qui se tiendra les 4 et 5 février 1989, à l'initiative de la ville et du centre communal d'action sociale de Montreuil (93), en collaboration avec l'ISERES.

Seront abordés: le vieillissement des travailleurs actifs, les politiques d'équipements, l'articulation des aides et des services, et l'aspect financier: retraites et budget social.

Parmi les intervenants: Anne-Marie Guillevet, professeur de sociologie à l'université de Paris-I; Paul Paillet, démographe, auteur de *Le Vieillessement de la France*; Michel Philibert, philosophe, rédacteur en chef de la revue *Gérontologie*.

Vendredi 3 février, de 19 heures à 22 heures. Samedi 4 février, de 9 h 30 à 17 h 30. Bourse du Travail de Montreuil, place Benoît-Fracon (métro Mairie de Montreuil).

Secrétariat du colloque: Marie-Thérèse Epoux, CCAS, Hôtel de ville de Montreuil, tél.: 48-70-63-08.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I. — Le samedi 28 janvier, à 14 heures, salle L.-Liard (Sorbonne), M. Jean-Claude Waquet: « Le système des sciences toscanes sous les derniers Médicis (vers 1670-1750). Recherches sur la stabilité des institutions dans les anciens Etats italiens ».

— Université Paris-II. — Le samedi 28 janvier, à 14 h 30, salle des conseils: M. Olivier Beaud: « Souveraineté et Etat. Eléments pour une théorie de l'Etat ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne). — Le samedi 28 janvier, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Francis Freundlich: « Le monde du jeu à Paris au XVIII^e siècle ».

— Université Paris-V (René-Descartes). — Le mercredi 1^{er} février, à 9 h 30, salle 224, galerie Cl.-Bernard, escalier P. 1^{er} étage, 1, rue V.-Cousin, M. Pascal Delor: « La ville souterraine: ou une approche du métro de la ville de Paris ».

— Université de Paris-Sorbonne (Paris-IV). — Le samedi 4 février, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean-Paul Ponceau: « L'histoire du Saint-Grat-Edmond, critique et étude littéraire ».

— Université Paris-VI. — Le lundi 6 février, à 9 h 30, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. (Sorbonne), M. Christian Veyssière: « Les implications morales de la notion d'existence chez Heidegger et Sartre ».

— Université Paris-VII. — Le vendredi 10 février, à 9 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M^{me} Dominique Cabaret, épouse Carton: « Grammaire d'une variété d'arabe marocain (la région de Fès) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne). — Le lundi 13 février, à 10 heures, salle 308, entrée 1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L. M. Elie Cohen-Gewerc: « Eléments pour une philosophie de l'éducation. (Promouvoir la croissance consciente de l'être en tant qu'individu) ».

— Université Paris-VII. — Le lundi 13 février, à 14 h 30, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Fidèle Joseph Audriano: « Interprétations fonctionnelles et combinatoires des problèmes de phonologie malgache ».

— Université Paris-IV. — Le lundi 13 février, à 10 heures, salle des sciences administratives, M. Ghannem El Bouaicha: « La France face aux événements du Liban (1975-1976) (points de vue français, libanais, arabes et américains) ».

— Université Paris-IV. — Le jeudi 16 février, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jean-Denis Berger: « L'Égypte en Occident latin durant l'Antiquité tardive (du III^e au VII^e siècle) ».

— Université Paris-IV. — Le jeudi 23 février, à 10 heures, salle Catalane, Institut d'art et d'archéologie, 3, rue Michelet, M. Gérard Denizéau: « L'œuvre peint de Jean Lurçat ».

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne). — Le samedi 4 mars, à 14 heures, salle L.-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Michel Lafon: « Recherches sur l'œuvre de Jorge Luis Borges, Écriture et écriture ».

— Université Paris-IV. — Le jeudi 9 mars, à 15 heures, Institut d'art, 3, rue Michelet, M^{me} Malterre Nathalie, née Nicolsky: « Société et vie parisienne dans l'œuvre de Manet ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 25 janvier 1989:

DES DÉCRETS

● N° 89-34 du 24 janvier 1989 modifiant le décret n° 68-23 du 3 janvier 1968 portant organisation administrative et financière de la Commission des opérations de Bourse.

● N° 89-35 du 24 janvier 1989 pris pour l'application des articles 27 et 70 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour certains services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité ainsi que le régime de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles.

UN DÉCRET

● N° 89-36 du 25 janvier 1989 relatif à la réévaluation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1989.

DES DÉCRETS

● N° 89-37 du 24 janvier 1989 portant publication du protocole n° 7 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984, ainsi que des déclarations et réserves accompagnant l'instrument français de ratification et de la déclaration française du 1^{er} novembre 1988.

● N° 89-38 du 24 janvier 1989 portant publication du règlement sanitaire international (1969) adopté par la vingt-deuxième Assemblée mondiale de la santé en 1969 et modifié par la vingt-sixième Assemblée mondiale de la santé en 1973 et par la trente-quatrième Assemblée mondiale de la santé en 1981 (ensemble quatre appendices et quatre annexes).

● N° 89-41 du 26 janvier 1989 authentifiant les résultats du recensement de la population effectué en Polynésie française du 6 septembre au 15 octobre 1988.

UN ARRÊTÉ

● Du 17 novembre 1988 relatif à la protection et au contrôle des matières nucléaires transportées par voie maritime.

Le Monde SANS VISA

Carnets berlinois

par Jean-Claude
Charles

Un soir, au Robben Gatter, Grunewaldstrasse, près de Bayerische Platz, un homme au teint cuivré, petit, ventru, en manches de chemise et pantalon retenu par des bretelles, s'installe à côté de moi et se met à raconter sa vie. Il parle espagnol. Ce qu'il raconte tient tout à fait debout. Il est Mexicain, à Berlin depuis vingt ans, etc. Il débute son récit. Il ne pose pas une seule question. Il repart en disant : « J'espère que je ne vous ai pas dérangé ».

Un autre jour, il pleuvait. Sous ma fenêtre, Helmstedterstrasse, un bonhomme agite une cloche et crie dans un mégaphone quelque chose que je finis par comprendre : « Pommes de terre ! Pommes de terre ! ». Je vais voir. C'est un agriculteur d'Allemagne de l'Ouest qui a traversé l'Allemagne de l'Est avec un camion rempli de pommes de terre. C'est donné. Il décampe sans avoir rien vendu. Il s'était trompé de quartier. « Il faudrait qu'il aille à Kreuzberg ou à Wedding », suggère quelqu'un.

D'où vient que les micro-événements prennent à Berlin une dimension particulière ? C'est parfois cocasse : à un croisement, Kurfürstenstrasse, non loin du café Einstein, trois Mercedes flambant neuves s'arrangent, Dieu sait comment, pour entrer en collision ; un type descend de son vélo, se plante sans vergogne devant les bagnoles et se tape les cuisses de contentement ; il rit fort et longtemps, tandis que les autres s'énervent entre eux, gueulent, gesticulent.

C'est parfois à vous donner le blues. Un dimanche après-midi, longue file d'attente à la gare centrale, devant une boutique de journaux : crise du logement oblige, les gens attendent la livraison d'une publication d'annonces de particulier à particulier ; pendant ce temps, leurs amis font la queue devant les cabines téléphoniques afin d'être parmi les premiers à appeler. Dans le hall de la gare, un groupe d'étudiants africains, debout devant des cartons de matériel hi-fi, attendent le train de Moscou ou de Varsovie, je ne sais plus. Derrière des palissades s'élève un vacarme de marteaux pneumatiques.

Berlin est une ville-théâtre. Les estrades d'observation pour touristes dressées le long du mur, à l'Ouest, face aux miradors de l'Est, ne font que pousser la chose à son terme logique mais dérisoire. Une invitation presque obscène à s'abîmer dans un spectacle nul : dans les jumelles, l'image n'est jamais que celle d'un type qui vous regarde à l'aide d'autres jumelles. Tu parles d'un programme ! De vie, point. A part, de temps en temps, un lapin farceur qui déclenche une alarme électronique. On comprend la folie de cet homme (les fous de Berlin sont les fous du village) qui se balade toujours avec une paire de jumelles en sautoir et un lourd dossier dans la main.

Le vrai spectacle est ailleurs. Dans les rues, les cafés, n'importe où. Pour moi, il commence là où, depuis bientôt deux siècles, la



déserte allée de la Victoire conduit son attelage de quatre chevaux : la porte de Brandebourg. Avec l'une des plus énigmatiques et des plus belles inscriptions bombées sur le mur de Berlin : « Fat drunk turtle's first nervous breakdown » (« Première dépression nerveuse de la grosse tortue ivre »). Les autres paraissent moins convaincantes. Anticommunisme primaire : « Sauve qui peut les Soviétiques ». Ou secondaire : « La peur domine des ailes, la lâcheté, une truie ».

Professionnels et touristes du graffiti

Ne parlons pas du sentimental qui a dessiné un cœur transparent par une flèche : « I love Denise ». Menteur ! Ni de l'autre : « Ich liebe dich ». Encore moins du dragueur qui ne recule pas devant les fautes d'orthographe pour sauver la réputation de virilité des Français : « Qu'est-ce que tu fais (sic) le weekend (sic) prochain ? ». Quant aux graffeurs triomphants, on saisit mal de quoi : « We did it McCoy ». Et puis après ? Même si telle référence est une valeur sûre : « We can be heroes... in Berlin (Bowie) ».

L'aimé encore : « The wall is an illusion ». Vu par Jacques Teboul (1), il y a quelques années, « écrit à la bombe, en rose sur le blanc du mur », probablement entre la porte de Brandebourg et le Reichstag. On découvre la même inscription aujourd'hui, à quelques mètres du Martin-Gropius-Bau, l'imposante bâtisse historique située à deux pas des ruines de l'ancien siège de la Gestapo, bombée en noir sur une surface grise et saturée, quasiment au niveau du sol, éclipsée par tant d'autres graffitis, plus frais - couleurs primaires, vagues de bleu, jungle verte... Des silhouettes humaines, animales, d'oiseaux...

« Constamment on recommence, corrige, efface, rajoute », raconte Peter Feinauer, photogra-

phe attentif aux transformations des messages et à l'évolution graphique du mur. « Il y a, outre les touristes et les amateurs de passage, de véritables professionnels qui fréquentent régulièrement le terrain... ». Peter plante son trépied derrière la barricade métallique qui délimite les secteurs, c'est-à-dire à Berlin-Est, et se tient debout de l'autre côté, c'est-à-dire à Berlin-Ouest. L'objectif (« Vise un peu là, en face ») mitraille « The Color Shop », création récente, agressive explosion de rouge. Son auteur, probablement sourd aux ricaneurs du marché de l'art face à cet entêtement de graffiteur, démodé maintenant, voire ringard, doit vivre... où ? « Somewhere on the scene », dit Peter... (« Quelque part sur la scène »).

Die Scene. Voilà le mot lâché. Mot-clé, aussi usé qu'irremplaçable, dans ce Berlin de tous les bouillonnements, y compris les meilleurs, et de la poudre aux yeux ! Peter Feinauer connaît la « scène » en question. Il la photographie inlassablement depuis plusieurs années. Des photos dont le relief et le mouvement viennent d'une technique simple : sujet rapidement éclairé au flash sur fond longuement exposé. Cet Américain, grand, brun, fraîchement grisonnant, gentillesse de nouille, né à Providence, Rhode-Island, d'une mère berlinoise qui a voulu, voici une trentaine d'années (le fils sortait de la « high school »), retourner dans sa ville d'origine, parle de Berlin à travers cette grille de lecture un peu spéciale.

Cette « scène » berlinoise semble plus extensible que la jungle parisienne des « branchés », mais est néanmoins codifiée. Le café Einstein, viennois en diable, appartient à la « scène » : pas le Robben Gatter, où l'on peut rencontrer des sosies de Nina Hagen ou de Woody Allen devant un œuf à la coque et des tartines. Andy Warhol à Berlin passa dans la « scène » : pas M. Béregovoy, lors de la récente conférence de la

Berlin n'est pas
une ville où l'on
peut être joyeux,
ce qui s'appelle
joyeux, même
quand tout le monde
a l'air heureux.

Il y a toujours
du blues dans l'air,
dit Jean-Claude Charles,
et l'on sait à quel poids
d'histoire cela tient.

Mais ce n'est
pas sinistre,
et il est bien
qu'il existe des lieux
qui nous ramènent
à la mémoire
du monde

Banque mondiale, parlant de... la prise en compte par la communauté financière internationale de la dette du tiers-monde ! En revanche, tel contestataire venu taquiner le flic chargé de la protection des participants à ladite conférence appartient à la « scène ».

J'avais entendu raconter (bande dessinée, avec de grosses bulles) la journée-type d'un personnage de la « scène ». « Il commence en fin d'après-midi, au café Einstein, devant un café crème et des gâteaux. Après, il assiste à une présentation de mode dans le loft de Claudia Skoda, stylistes branchés. Plus tard, on le retrouve à une performance à Kreuzberg, le quartier des Turcs et des étudiants, dans une galerie-théâtre néo-dada. Ensuite, il boit un pot (bière à base de blé avec une rondelle de citron dedans) au Savigny, avant de grignoter (steack, pommes dauphine et bière) au Paris Bar. Il finit la soirée sur la piste de danse du Dschungel, en compagnie d'une punkette qui a un rat perché sur l'épaule, qu'elle caresse amoureusement, et de deux rappeurs (noirs, bien sûr) égarés du contingent américain. En fond sonore, on entend les Rita Mitsouko... »

Une étiquette en mouvement

Mais le portrait est trop chargé. La « scène » change. Et l'entomologiste qui n'a pas compris que les gens ne sont pas des insectes est condamné à mourir de rire. Attention aux déplacements d'étiquettes. « X... », dit Peter, faisait des choses chouettes quand elle ne gagnait pas encore des millions. Maintenant, pour trouver des créateurs intéressants, il faut aller dans des petits endroits, chez les fauchés. « Et de conclure, se référant à W. C. Fields : « N'oublie pas, que tu sois riche ou pauvre, c'est toujours plus chouette d'avoir du fric. » Rires.

Steinplatz, au Filmbühne Café. Sous la verrière où nous sommes assis, l'après-midi est lumineux. J'ai mis un temps avant d'entendre la serveuse me demander ce que je voulais. Je regardais distraitement, derrière le bar, les portraits en pied, grandeur nature, de Marlene Dietrich, Charlie Chaplin, Marilyn Monroe et Buster Keaton. J'ai commandé un café (sans crème). La serveuse est repartie en sautillant. Elle revient au moment où Rita m'assure que « Berlin est la ville allemande où il y a le plus de flics ».

Rita Kantemir, quarante-huit ans, ancienne députée des Verts (liste alternative pour la démocratie et l'environnement), est une petite brune, cheveux frisés, pantalon et veste de jean, qu'on peut rencontrer ici et là dans la ville, quand ça bouge à gauche de la galaxie gauche. C'est-à-dire pratiquement tout le temps. Rita travaille maintenant dans un cabinet d'avocats. Spécialité : aide aux étrangers en difficulté. Elle parlait donc de Berlin. Elle s'interrompt soudain d'un éclat de rire, qu'elle accompagne d'un sonore baiser dans sa paume, qu'elle lance à des gens, vers la rue, dans mon dos, en s'agitant comme une gamine sur un siège à ressorts. Je me retourne : trois ou quatre cars de police tournent sur la place. Elle me dit : « Tu veux les chiffres exacts ? »

Un samedi, vers 21 heures, dans une salle de projection de l'école de cinéma de Berlin, avec Raoul Peck, trente-cinq ans, Berliinois d'origine haïtienne, ancien étudiant de l'école, il me montre un petit film étrange et beau qu'il a réalisé sur Berlin voici quatre ans, ça s'appelle Merry Christmas Deutschland. Sur l'écran, plongée sur le Ku'dam, le célèbre boulevard, mélange de Champs-Élysées, de Fifth Avenue et de Broadway, sandwich de verre et de béton éclaboussé de ketchup.

Dans la vie, Peck est gentil comme un Berliinois. Dans son œuvre, il est féroce. Il a son point de vue sur Berlin : « Imaginons une ville. Grande, cosmopolite, partie intégrante de l'Europe développée. Plus grande que Genève, plus petite que Paris, elle se reflète partiellement. Une ville qu'on puisse aimer jusqu'à ne plus vouloir la quitter, qu'on puisse haïr jusqu'à ne plus vouloir y revenir lorsqu'on a réussi à la quitter... » Ce n'est pas dans le film, mais dans les notes de travail du cinéaste.

Merry Christmas Deutschland livre la même vision ambivalente. Ou l'art de vivre et de créer à Berlin en s'adossant à la mémoire de la terreur. « Une vision que les Berliinois doivent avoir du mal à appréhender », me dit Peck. Pas sûr. Même s'ils n'avaient pas encore vu, diffusé plus tard sur la ZDF, le deuxième chaîne de télévision allemande, le long métrage de Peck, Haitian Corner, salué par la critique. Un film qui n'a rien à voir avec Berlin, si l'on s'en tient à la lettre : une histoire haïtienne tournée à New-York. Qui a tout à voir avec Berlin, si l'on veut bien en capter l'esprit : l'histoire de la confrontation entre une victime et son bourreau...

Au Paris Bar, Kantstrasse, passé minuit. Dans le maquis des définitions de Berlin et de ses habitants, il y a à boire et à manger. Mais surtout à boire, pensé-je. Que Schultheiss nous bénisse ! Réfléchir gravement à ce qu'on appelle la « désespérance berlinoise » en ajustant la vue vers le fond de l'air mauve. On notera le mot (apocryphe ou pas) de l'un des deux patrons du Paris Bar : « Un Berliinois n'est jamais choqué par rien, sauf quand il lui arrive quelque chose de bien. »

(Lire la suite page 17.)

(1) Jacques Teboul : « Berlin, capitale du monde ». Dans : « Berlin, le ciel partagé », numéro 1 de la revue Autrement, série « Monde », Paris, 1983.

LISBONNE

OFFRE SPECIALE

POUR LES AMOUREUX
DU TAGE

à partir de **1.995 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hôtel de 3*) avec petit déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport.

Consultez votre Agence de Voyages,

109 AIR PORTUGAL ou le

Centro de Turismo de Portugal em França

Tél: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

صكنا من الامم

JEUX

échecs

N° 1317

UN SACRIFICE DE DAME PEU COMMUN

(XV^e Open de Séville, 1988)

Blancs : Komljenovic (Yougoslavie)
Noirs : Diskyan (Argentine)
Gambit-D accepté.

1. d4 d5 2. Cc3 Cc6 3. d5 Cc6 4. f3 Cc6 5. Cc3 Cc6 6. d4 d5 7. d5 Cc6 8. d4 d5 9. d4 d5 10. d4 d5 11. d4 d5 12. d4 d5 13. d4 d5 14. d4 d5 15. d4 d5 16. d4 d5 17. d4 d5 18. d4 d5 19. d4 d5 20. d4 d5

NOTES

a) On poursuit généralement par 3. Cf3, empêchant la libération 3... d5. Après 3. Cf3, d5; 4. d5, a6; 5. d4, b5 les Noirs ont un bon jeu (Golombek-Alekchine, Margate, 1935). Bellavsky joue

volontiers 3. d4 sans craindre les répliques 3... d5 ou 3... c5.

b) 3... d5 était attendu : 4. Fxg4, dxd4; 5. dxd4, Fb4+; 6. Cc3, Cf6; 7. Cf3, 0-0; 8. 0-0, Fg4; 9. Fg5, Fd7; 10. Fd3, Cb7; 11. Ta4, c6 avec égalité.

c) Retour, par intervention de coups, à la variante principale du Gambit-D accepté.

d) Ou 10... Cd5 comme dans la partie Geller-Korchnoi (Moscou, 1964) : 11. Cc3, Cc4; 12. Cc5, 0-0; 13. Cc4, Cb6; 14. Ta3, f6; 15. a5, Cxg4; 16. Cxg4, Cd5; 17. Tg3 et la pression des Blancs sur l'aile-R est gênante.

e) Un affaiblissement qui ne semble pas nécessaire.

f) Une imprécision sérieuse qui permet à la D blanche de se

rendre sur l'aile-R sans perdre de temps. 17... Cxg3; 18. bxc3, Fd4 était sans aucun doute préférable.

g) Menace déjà 19. Fxh6.

h) Menace encore 20. Fxh6 (toujours cet affaiblissement inutile du troisième coup).

i) Si 19... Dxd4; 20. Cxg6 suivi de 21. Fxh6. La défense du pion b6 par le C-R en g8 donne aux Blancs l'occasion d'un sacrifice de D peu commun.

j) Avec deux T + un pion pour la D, les Blancs conservent un avantage de position décisif.

k) Visant la case e5.

l) Menace 30. Fxf4, Dxf4; 31. Cg6 + avec gain de la D.

m) Une erreur mais la position des Noirs est bien difficile à défendre.

n) Le R est prisonnier
o) Si 38... Cd7; 39. Tf7.
p) Suivi du mat.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1316
D. GURGENIDZE
et V. NEIDZE, 1984

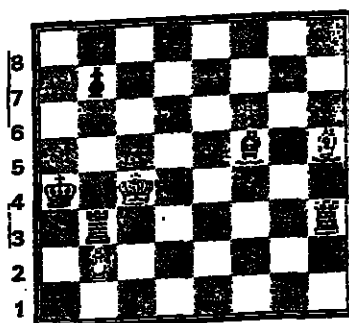
(Blancs : Ra1, Tf7, Fa3 et d5.
Noirs : Rg5, Th4 et b6, Pa2.)

1. Ff7+, Rg4; 2. Tg7+, Rb3; 3. Fg2+, Rb2; 4. Fxb4, Tb1+; 5. Rxa2, Tg1; 6. Ff2 A) 6... Tg2; 7. Th7 mat. B) 6... Ta1+; 7. Rb3, Ta3+; 8. Rb4, Ta2; 9. Fg1+1, Rg1; 10. Fd5+ avec gain (ou 8... Tb3+; 9. Rg4, Tb2; 10. Fg3+1, Rg2; 11. Fd5+ avec gain). Si 1... Rb5; 2. Th7+. Si 7. Rb2, Ta2+ mat. Si 8. Rg4, Ta2 mat.

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1317

A. HILDEBRAND
(1988)



BLANCS (4) : Rg4, Th3, Fh5, Pb2.

NOIRS (4) : Ra4, Tb3, Ff5, Pb7.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1315

PROTECTION CONTRE UNE COUPE

Parmi les coups techniques dont le maniement n'est pas encore familier à de nombreux bridgeurs il faut citer le lob. Mais encore fallait-il comprendre pourquoi il était indispensable de... passer au-dessus de celui qui pouvait couper.

♠ 654
♥ 7642
♦ 54
♣ A2

♠ 832
♥ 985
♦ 10753
♣ 10753

♠ ARDV109
♥ 10
♦ AR8
♣ 864

Ann : O. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
3♦ passe passe 4♦
passe 5♦ passe 5♦
passe 5♦ passe 6♦
passe 6♦ passe passe...

Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment Sud aurait-il dû jouer pour gagner le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

RÉPONSE

Si les atouts sont 2-2, il n'y a pas de problème. Après avoir pris avec l'As de Cœur, le déclarant doit donner deux coups d'atout, mais hélas ! Ouest ne fournit plus au second tour.

Les spécialistes de squeeze vont alors chercher à faire un squeeze sur Est qui risque de ne pas fonctionner alors que Forquet propose une ligne de jeu bien meilleure : après l'As de Cœur et As Roi de Pique, Sud tire l'As de Carreau, monte au mort par l'As de Trèfle et rejoue le 5 de Carreau. Si Est préfère couper avec son dernier atout, le déclarant se servira du Roi de Carreau pour défaire le 2 de Trèfle du mort et, après avoir tiré le Roi de Trèfle, il coupera son troisième Trèfle avec le 6 de Pique.

Est a donc intérêt à ne pas couper « dans le vide » quand le déclarant joue le 5 de Carreau du mort, et le Roi de Carreau fait la levée; mais il reste un Carreau perdant (puisque Est peut surcouper le mort) et un

Trèfle perdant. Comment éviter de perdre ces deux levées ? Tout bonnement par un jeu de perdante sur perdante.

Ici, le déclarant doit jouer son troisième Carreau, le 8, sur lequel il défausse le troisième Trèfle du mort. Il pourra ainsi couper son troisième Trèfle au lieu du Carreau sans risquer d'être surcoupé, et il réussira son chelem...

D'un extrême à l'autre

Entre une simplification excessive des enchères et une sophistication excessive, il y a un juste milieu. Ainsi, dans cette donne d'un championnat en Angleterre, des enchères normales devaient aboutir à un chelem qui est gagnable si Ouest a bien voulu montrer une grande longueur à Carreau et probablement un singleton à Cœur.

♠ A42
♥ 642
♦ AV6
♣ RV8

♠ 73
♥ D
♦ RD9732
♣ D972

♠ RV9
♥ V98
♦ 854
♣ 10653

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Sud doit-il jouer pour gagner le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES
N. don. N-S vuln.
Première table

Ouest Nord Est Sud
B. Raia Sheehan G. Raia Rose
- 1 SA passe 20
contre 2 V passe 30
contre 3 SA passe 40
passe 40 passe 40

La majorité des Anglais joue l'ouverture de « 1 SA » faible. La

réponse de « 2 Carreaux » était un Texas qui garantissait au moins cinq Cœurs. Le « contre » d'Ouest était de pénalité, et l'enchère libre de « 2 Cœurs » promettait trois cartes à Cœur. Le rebid de « 3 Carreaux » était sans doute un cue bid, et « 3 SA » garantissait une tenue à Carreau. Ensuite les enchères sont devenues de plus en plus obscures pour Nord qui était certainement incapable d'imaginer la main de Sud...

Bref, ces enchères trop « intellectuelles » ont manqué un chelem qui aurait été bon si les atouts avaient été 2-2.

Deuxième table

Ouest Nord Est Sud
Dixon White Silvers Ball
- 1 SA passe 30
passe 4 V passe 60
passe 4 V passe 60

Bravo de n'avoir pas fait de Texas avec une main qui doit rester cachée pour ne pas dévoiler la distribution si on obtient tout de suite un fit à Cœur. Cependant, Sud aurait pu vérifier (grâce au SW) qu'il n'y avait pas deux As dehors car Nord pouvait avoir 14 points avec quatre cartes à Cœur et pas d'As.

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 346

LA GUÊPIÈRE DE KISLOWODSK

Tournoi international de Kislowodsk, août 1987.

Blancs : G. VALNERIS
Noirs : P. PALUCH.
Ouverture : Roonenbourg.
Début : Keller.

1. 33-29 17-23 20. 33-29 10-14
2. 39-33 11-17 21. 38-32 (g) 21-27
3. 44-39 6-11 (a) 22. 32-28 16-27
4. 50-44 14-18 23. 47-42 11-16
5. 31-26 16-21 24. 42-38 27-32 (h)
6. 32-28 19-23 25. 38-27 17-21
7. 28-19 14-23 26. 26-17 12-32
8. 35-30 10-14 27. 48-42 (f) 2-7
9. 30-24 23-28 (b) 28. 11-16 7-12
10. 46-35 (e) 29. 25-31 12-7
11. 24-20 15-24 30. 43-38 (j) 17-21 (k)
12. 29-20 14-19 31. 26-17 22-11
13. 28-15 11-16 (d) 32. 38-27 11-17 (l)
14. 44-40 5-10 33. 34-30 (m) 35-34 (n)
15. 34-29 9-14 34. 39-30 (o) 23-35
16. 37-31 7-11 35. 31-26 (p) 20-29
17. 40-34 (e) 3-9 36. 26-21 (q) 17-26
18. 42-37 19-23 37. 37-31 26-37
19. 29-34 (f) 14-20 38. 41-35 (r) Absolu

NOTES

a) Ou, toujours dans le début KELLER, 3... (7-11); 4. 50-44 (1-7); 5. 31-26 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-23); 8. 35-30 (10-14); 9. 30-24 (23-28); 10. 40-35 (20-25); 11. 24-20 (15-24); 12. 29-20 (14-19); 13. 20-15 (11-16); 14. 44-40 (7-11) (5-11) dans la variante la plus en vogue; etc. (LITH-OTTEN, championnat du monde féminin, août 1987, Minsk).

b) On quitte parfois le système KELLER en optant pour la variante active 9... (11-16); 10. 38-32 (21-27); 11. 32-21 (16-27); 12. 37-31 (7-11); 13. 42-37 (14-19); 14. 40-35 (19-30); 15. 34-24 (23-34); 16. 39-30 (9-20); 17. 44-39 (20-25); 18. 47-42 (23-24); 19. 39-30 (15-20); 20. 43-39 (18-23); 21. 49-43 (13-19); 22. 42-38 (20-24); 23. 37-32 (11-16); 24. 32-21 (16-27), etc. (WIERING-RUBELE, tournoi international « Côte d'Or », août 1987).

Une autre variante principale entrant dans le schéma du début KELLER est 9... (5-10) [les Noirs diffèrent l'avant-cou à la case 28]; 10. 37-31 (20-25); 11. 24-20 (15-24); 12. 29-20 (14-19); 13. 20-15 (10-14); 14. 42-37 (11-16); 15. 40-35 (7-11); 16. 33-29 (2-7); 17. 44-40 (22-27); 18. 31-22 (17-28) [l'avant-poste à 28], etc. [GANTWARG-BASTIAANNET, tournoi international de KISLOWODSK, août 1987].

c) Nous entrons alors dans la variante BOOM étudiée dans la partie ERMAKOW-TSUIJZOW consacrée au début KELLER (le Monde du 18 juin 1988).

d) Ou, autre sous-variante de la variante BOOM : 13... (5-10); 14. 37-31 (10-14); 15. 34-29 (21-27); 16. 42-37 (19-23); 17. 44-40 (23-34); 18. 40-29 (11-16); 19. 45-40 (13-19); 20. 40-34 (9-13); 21. 37-32 (28-37); 22. 41-21 (16-27), etc. [BOOM-BALJAKIN, match Pays-Bas-URSS, 1980].

e) Dans le système KELLER les Blancs se fixent comme principal objectif l'affaiblissement de l'aile gauche des Noirs.

f) Cette nouvelle avancée est typique de cette stratégie.

g) Toujours le coup juste, que seuls les semi-professionnels de la théorie moderne, au demeurant petits dormeurs, savent déceler. Bien sûr 21. 38-33 est mauvais car 21... (25-30); 22. 34-25 (23-34); 23. 39-30 (20-38); 24. 43-32 puis (22-27) ou (21-27).

h) Mouvement dynamique pour occuper le terrain et atténuer les effets de l'enclenchement par l'aile gauche des Blancs.

i) Nouveau danger, prévu par les Noirs, qui ont opté pour la qualité de

préférence à l'égalité numérique pour le cas où les Blancs envisageraient une stratégie de gain de pion !

j) Le gain de pion.

k) Songez sans doute toujours à la qualité.

l) Mais tombant dans un guépierre alors que les Blancs possèdent deux structures principales formant à elles deux comme une gaine étroite : une guépierre. Une guépierre au pouvoir de donner des ailes aux Blancs.

m) L'amorce d'une très jolie combinaison à variantes.

n) Si 33... (23-34); 34. 31-26 (20-29); 35. 27-21 (16-27); 36. 37-32 (27-38, n1); 37. 43-31 (dame) (34-43); 38. 49-38, etc., B+.

n1) 36... (28-37); 37. 41-31, dame, +.

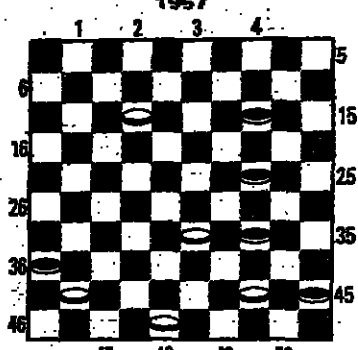
o) Création d'un temps de repos.

p) L'une des pointes de la combinaison.

q) Ou 36. 27-21.

r) L'envoie à dame sur une rafle de quatre pions.

PROBLÈME VENÉMA 1987



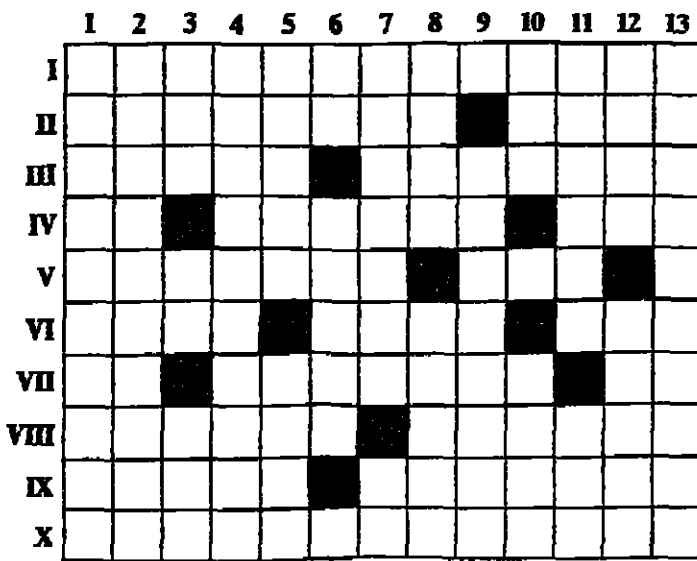
Cinq pions noirs. Cinq pions blancs. Les Blancs jouent et gagnent en cinq temps.

Tout dépeuplé, ce mécanisme étonne à la fois par sa (relative) simplicité et par sa désarmante subtilité. Solution : 12-7 (36-47) 7-1 (47-29) 44-39 (34-43) 1x40 !! (exquis point) 145x34 48x10 !, mais tout. +. Signature de cet ancien grand compositeur néerlandais : le docteur VENÉMA.

JEAN CHAZE.

mots croisés

N° 545



Horizontalement
I. Poisson-chat. - II. C'est au cœur qu'il est atteint. Elle est moins atteinte. - III. C'est la casse. C'est là qu'on va voir ce dont elles sont capables. - IV. Ils sont assez nombreux dans cette bande. Très utiles pour se grandir, au propre et au figuré. Tourne bien. - V. Ne laisse que le bon grain. N'est pas sans mystères. - VI. Fis disparaître. Allez-mande. Direction. - VII. Saint. Pour voir ceux qui sont nus. Dans l'alternative. - VIII. Sympa en deux mots mais en un seul, quelle

verticalité
1. Ruminant aérien. - 2. Boum, crac, hue ! - 3. Dans son bon sens on le redoute. Petit mot capricieux. Doublié, fait un gentil bourdonnement. - 4. N'a pas le ferme propos. - 5. Possessif. Se laisse boire de bas en haut. - 6. Il va bouger. A son aise. - 7. Brandis. Personnel. - 8. C'est mal trié. On en vient. - 9. Calmera. - 10. Monnaie. C'est un bon soutien. - 11. Elles ont eu des déceptions. Fit de bas en haut ce qu'on fait d'avant en arrière. - 12. C'est la foule. On l'enforce ou il est interrogé, selon l'accent. - 13. Elles sont condamnées.

SOLUTION DU N° 544

Horizontalement
1. Personnalités. - II. Apeurées. Sape. - III. Répits. Egare. - IV. Ironie. Usurier. - V. Sorties. EDF. ENA. Sûre. Essai. - VII. Nage. Dates. - IX. Nielle. Ta. Ane. - X. Essuie-membles.

Verticalement
1. Parisienne. - 2. Eperonnais. - 3. Reportages. - 4. Sainte. Elu. - 5. Orteil. Li. - 6. Nds. Eludée. - 7. Ne. User. - 8. Asse. Cuite. - 9. Guet. Eau. - 10. Isard. Es. - 11. Tarifs. Al. - 12. Epée. Saine. - 13. Serratules.

FRANÇOIS DORLET.

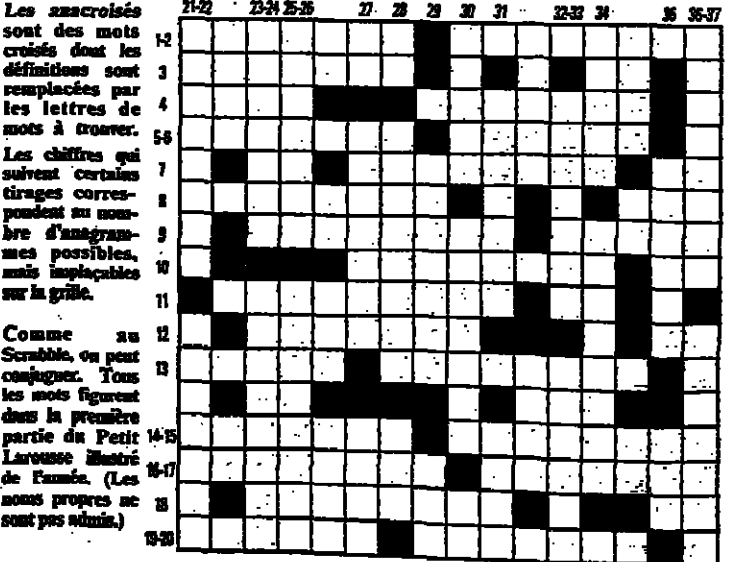
anacrosés

N° 546

Horizontalement
1. CEEHIMS. - 2. ABDILOOS. - 3. EGNQOOS. - 4. ACCREIM. - 5. BEELOST. - 6. CEHNR. - 7. AILNNOSY. - 8. EGIKKNR. - 9. AEIIMOSS. - 10. EEEIMNNV. - 11. AEGLNOTUY. - 12. IMRSSTU. - 13. AEILTUX. - 14. AENSTY (+ 1). - 15. ABEILMNR. - 16. CILNRST. - 17. AEIMRSU (+ 6). - 18. AEEINRRRT (+ 7). - 19. AAEILSS. - 20. EENRRRT.

Verticalement
21. ABCFIMOT. - 22. AEILSSV. (+ 3). - 23. AEEIGLS. - 24. CBOOSTY. - 25. IKMOOST. - 26. CEEGRSU. - 27. EEEILMS. - 28. EMINNOSY. - 29. AGHOUVX. - 30. EELNSSU. - 31. CENNOTT. - 32. CHILMOS. - 33. ABEIRU. - 34. EEFINRU. - 35. GILOR. - 36. ACEFRSSU. - 37. CEORRSU (+ 1).

SOLUTION DU N° 545
1. ATAVISME - 2. MIDRASH, méthode d'exégèse rabbinique



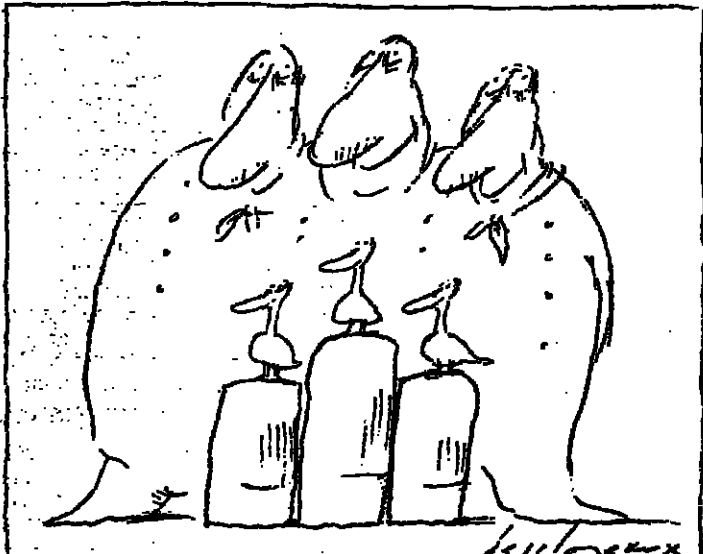
(DIRHAMS). - 3. PETIOLEE. - 4. INALPAGE, ascension des troupeaux aux alpages. - 5. REPUGNE. - 6. URETRITE (TRITUREE). - 7. ABRICOLE, épiphyte. - 8. ASSEAU. - 9. SIXAINS. - 10. CARTOON. - 11. SPECULAI. - 12. ORIENTAL (ENROLAT etc.). - 13. ORANAIS. - 14. ZELOTES. - 15. ETATISAT (ATTESTAI SALETAT). - 16. DEREELS. - 17. ISLAMISE (ASSIMILE). - 18. LISTERA (ALTIERIS LISTERAT LITERAS RESALIT). - 19. REANIMÉE (REMANIÉE MANIÉE). - 20. ACIDULAT. - 21. COTIDAL. - 22. SEPARADE. - 23. AGACEES. - 24. IRISERAS. - 25. VOILETTES. - 26. ONZIEME. - 27. SPATIAUX. - 28. MEGOTE. - 29. ANNALES (ANNELAS). - 30. ETETERAL. - 31. MORDICUS. - 32. POETISE. - 33. PERSIFLA (PARFIS). - 34. DEPOILLUE. - 35. REUNIE (RUINEE URINEE). - 36. ALASTRIE, variété (TRAMAILLS). - 37. SONORISE (EROSIONS OSERIONS). - 38. HUE-RENT (RUTHENE). - 39. DISCUTEE. MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

LA TABLE

Canettes baroques

Le troisième trophée national Coq Saint-Hippolyte a été décerné l'autre mois. Il s'agissait cette fois de recettes non plus de poulet ou de pintades de Loué mais de canettes du même terroir sarthois, où les volailles sont, en général, bien élevées. Un premier « tri » avait désigné pour la finale (à l'Hôtel Nikko de Paris) huit concurrents.

Je dois dire que ces huit recettes étaient quant au principal, c'est-à-dire les canettes, généralement excellentes. Oh ! je tique un peu quant à moi, c'est à propos des « garnitures ». Ah ! que de crimes en ton nom, nouvelle cuisine ! Ainsi le lauréat, Patrick Jubel (de l'Hôtel Méridien Montparnasse) nous fit-il savourer sa canette fermière de Loué aux figues fraîches. Ces figues constituant une première garniture,



pourquoi nous en imposer alors une seconde, un gratin de pommes fruits et céleri rave (et des godemichs qui plus est) ?

radés, la canette au sel marin d'Alain Bernard, chef de cuisine à l'Hôtel Campanile du Kremlin-Bicêtre.

Il faudrait bien que ce genre de manifestation conduise les chefs — et leurs patrons plus encore peut-être — à mettre ces tendres et savoureuses canettes plus souvent à leur carte. Je les ai cherchées en vain, sauf la fameuse canette aux grains de café du Procope (13, rue de l'ancienne Comédie, 75006 Paris, tél. 43-26-99-20) signée du chef Rémy Boez. Il eût pu concourir, certes, mais Jean Delaveyne, conseiller culinaire de la maison, est aussi président du jury, et, avec élégance, cette canette au café a été proclamée hors concours.

Mais je voudrais citer pourtant la canette de barbarie au vinaigre de cidre et miel (en deux assiettes, les cuisses confites en salade) de Gérard Vié (Les Trois Marches, 3, rue Colbert, à Versailles, tél. 39-50-13-21), la canette rôtie aux figues et ses cuisses grillées de L'Outreau de Baumanière (tél. 90-55-33-07), aux Baux-de-Provence, la canette rôtie sauce aigre-douce du Ranquet (à Tournac, 30140 Anduze, tél. 66-77-51-63).

Et puis, de canette à caneton, la différence (gustative) n'est pas grande. Et je citerais alors le caneton au miel de lavande et citron de La Bonne Etape de Pierre et Jany Gleize à Châteauneuf (tél. 92-64-00-09) et le caneton parfumé au coriandre de Jean-Claude Dray (La Renaissance à Magny-Cours, tél. 86-58-10-40).

Allez et régaliez-vous...

LA REYNIERE.

Le trophée Christian Guy

Le souvenir de Christian Guy, notre confrère de l'Aurore du temps de Robert Lezard, se devait d'être perpétué. Porthos de la gastronomie, Christian ne fut pas seulement l'auteur d'une petite Histoire de la cuisine française, de la Vie quotidienne de la société gourmande au dix-neuvième siècle, d'un Almanach historique de la gastronomie, etc., mais un solide compagnon de fourchette et un défenseur de la vraie cuisine de chez nous.

A l'initiative d'Albert Chazal, du Train Bleu, dont il était un fidèle et de quelques autres restaurateurs, dont le cher Paul Chêne (de la rue Lauriston), a donc été créé le Trophée Chris-

tian Guy, décerné chaque année à un restaurateur de métier, cuisinier de talent et représentant la tradition d'une sage et vraie cuisine, dans un cadre de qualité et lui aussi de tradition.

J'ai plaisir ici à signaler que ce premier Trophée Christian Guy l'a été en l'occurrence à un coureur Michel Comby, alors chef de Lucas-Carton et dont il aimait le grand talent. Aujourd'hui chez lui, on le sait, Michel Comby (116, boulevard Péreire, 75017 Paris, tél. 43-80-88-68) se classe parmi les meilleurs amphytrions de Paris.

COURTINE.

VOYAGE Carnets berlinois

(Suite de la page 15.)

J'écris sur mon pense-bête, en m'appliquant, qu'il faudra demander à l'auteur présumé de la citation d'authentifier ou de démentir. Je fais un nœud à mon Kleenex et, pourtant, j'oublie.

Un autre jour. Knebeckstrasse, passé 15 heures. Regardez. Je marche vers le petit café d'où sort une musique, ça me rappelle vaguement quelque chose. Je m'arrête, lève la tête : le lieu s'appelle Istanbul. Ah Berlin ! Après Ankara et Istanbul, la plus grande ville turque du monde. Allons, pressons ! Dans l'entrée, derrière un rideau de cordelettes multicolores, des silhouettes en mouvement trahissent une ambiance joyeuse à l'intérieur.

Dans le rideau, j'amène une ouverture discrète. Sur une grande table autour de laquelle quelques hommes ont pris place (l'un d'eux fume un énorme cigare), une femme en costume de circonstance exécute une danse du ventre endiablée. Je reste là un moment. Au fond du café, entre deux tables, une gamine tente d'imiter la danseuse sous le regard amusé d'un couple qui semble être ses parents. L'un de ceux-ci, l'homme, m'aperçoit. Il se lève. C'est un bonhomme trapu, qui se dirige vers moi en tantant comme sur des amortisseurs déréglés. Il me demande poliment : « Pour boire ou pour manger ? » Je balbutie que non, je passais par là comme ça.

Le lendemain. C'était la fin de l'automne. Temps doux, sec, enso-

leillé. Prendre le métro (U-Bahn), puis le chemin de fer urbain (S-Bahn), descendre à la station Anhalter, marcher jusqu'au Martin-Gropius-Bau, qui abrite entre autres la Berlinische Galerie. Considérer, une fois de plus, l'espace alentour. Où sont les collectives boursoffures d'ego ? Les fausses grandeurs ? Les vraies blessures ? Affaire de cadrage, de choix, d'agencement.

On voit. On voit même trop, c'est le plus fort à Berlin. Tout est là. Des mondes de ruines. Terrains rendus vagues par la chaîne d'événements allant des bombardements jusqu'aux initiatives d'effacement par les bulldozers des traces de cette lourde histoire. « On a rasé l'ancien siège de la Gestapo afin d'aider les Allemands à oublier », dit, avec une pointe d'ironie dans la voix, Juliana Schaart, la trentaine, chargée d'expositions à la Berlinische Galerie. La plupart des visiteurs qui tournent autour des ruines, des façades criblées d'impacts de balles, avec cet air à mi-chemin entre l'ahurissement et l'hébété, la nervosité et l'iner-tie, qui escaladent les monticules de débris garnis d'herbe sauvage, la plupart d'entre eux, les plus jeunes surtout, sont des Allemands.

La mémoire de la honte et du courage

Je feuillette un livre que Juliana vient de m'offrir : des photographies de Berlin réalisées entre 1860 et 1982. De Dieter Appelt, né trois ans avant la Nuit de cristal, à Bernd Zimmer, né trois ans après l'encerclement de Berlin, la ville donne à voir un visage quotidien et ses transformations dans le temps, choses banales, gens plus ou moins ordinaires (2). La vie comme elle va. Des images proches, en amont, de Murnau ; en aval, de Wenders. Des choses que nous aimons.

Non loin, il y a les autres images. Murs blancs du tout petit musée aménagé il n'y a pas très longtemps. On lit : « Dokumenta-tion ». En dessous : « Topogra-

phie de la terreur ». La mémoire de la honte et du courage, dans des locaux qui ne furent pas autre chose qu'un lieu d'enfermement et de torture, la prison de la Gestapo, qu'on avait voulu détruire aussi, qu'on a dû garder face aux protestations. La visite débute dans un décor simple : sur des panneaux suspendus, photographies accompagnées d'explications, de commentaires, de schémas. Elle se termine, en sous-sol, sur la scène des horreurs dont la nudité même du lieu permet une représentation glaçante.

On sort de là en avalant un grand bol d'air. Heureux de ce début d'hiver. A l'aube de la grande Europe, tout ça est heureusement différent de l'Autisme allemand évoqué par le romancier suédois Stig Dagerman (3). Entrons dans l'hiver berlinois avec ces lapins rigolos qui batifolent encore dans l'herbe.

Et il y a même un lac à Wannsee. Un lac et une forêt. Je pourrais rester longtemps ainsi, à regarder les arbres se balancer doucement sur le ciel. A penser, en souriant, à l'ultime élégance de Kleist. Juste avant son suicide (automne 1811), aux abords de ce lac, Kleist s'avise qu'il a oublié de régler son barbière. « Je vous prie, demandez-lui à un ami, de lui donner la pièce que vous trouvez emballée dans la valise de M^{lle} Vogel. Je vous demande enfin d'offrir ma petite valise en cuir noir, à l'exception des affaires qui serviront à m'ensevelir, à mon logeur, le maréchal des logis Müller, pour le remercier de son accueil. »

Sur le mur, les mains anonymes continuent de lutter contre la grisaille par un joyeux feu d'artifice de mots et de couleurs. Que la grosse torse ivre fasse encore plein de dépressions nerveuses !

JEAN-CLAUDE CHARLES.

(2) Berlinfoto-graphisch - Photographie in Berlin, 1860-1982. Berlinische Galerie, Berlin, 1982.

(3) Stig Dagerman : Autisme allemand, Actes Sud, Le Pansou, 1981.

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Venez de bon matin et de bon matin.
10 bis, place de Cléry
Paris 9^e
Réservation : 48 74 44 78

CHEZ HANSI
La grande brasserie alsacienne.
3, place du 16 Juin 1940
Paris 9^e
Angle Montparnasse
Rue de Rennes
Réservation : 48 48 58 42

GAGNEZ 10% SUR VOTRE CROISIERE EPIROTIKI EN 1989

INSCRIVEZ-VOUS AVANT LE 28 FEVRIER

SAISON INAUGURALE DE L'ODYSSEUS

CROISIERE DES 7 MERS
14 JOURS, DU 20 MAI AU 23 OCTOBRE
vers la MER NOIRE - TURQUIE - GRECE - ITALIE
à partir de 11.340 F par personne
pré-acheminement inclus de France

EPIROTIKI
c'est également des croisières de 3, 4 et 7 jours au départ du Pirée.

Allez vite chez votre agent de voyages !

EPIROTIKI
Agent général MONDOCRUISES
5, bd des Capucines - 75002 PARIS
Tél. (1) 42 65 49 67

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur	Italie
<p>NICE</p> <p>HOTEL LA MALMAISON Best Western ***NN Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITES Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-62-56 - Téléc. 470 416. Télécopie 93-16-17-99.</p>	<p>VENISE</p> <p>HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES *** (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Téléc. : 411150 FENICE I. Directeur : Dante Apollonio. Télécopieur : 041-520-37-21.</p>
<p>Montagne</p> <p>06350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras) Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte comm. d'Europe, 2040 m. LE VILLARD, tél. 92-45-82-08 GRILL ET CHAMBRES-STUDIO Appart. Depuis 650 F pers./semaine. BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62 1/2 pers. 1029 F à 1680 F la sem. Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.</p>	<p>Suisse</p> <p>CH-1938 CHAMPEX-LAC Vacances blanches en Valais. Hôtel familial, détente, bien-être où les enfants sont les bienvenus. Paradis du ski de fond, ski alpin, promenades. Forfait 7 jours P.C. 430 FF (env. 1695 FF), en mars des 350 FF (env. 1415 FF). HOTEL SPLENDEUR Tél. 1941/26/41145.</p>
<p>Provence</p> <p>83240 CAVALAIRE HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE *** « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne. Tél. 94-64-04-27. Téléc. 400 293 F CALANC Spécialités : POISSONS.</p>	<p>TOURISME</p> <p>LOCATION DE HOUSE BOAT SUR LE CANAL DU MIDI ET LA CHARENTE Catalogue gratuit. SAINTONGE RIVIERES, B.P. 55 17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex Tél. (16) 46-32-00-16.</p>
<p>Grande-Bretagne</p> <p>68 - QUEENSGATE EDEN PLAZA HOTEL 68 QUEENSGATE, SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7 Tél. 19-44-1-370-6111. Téléc. 916 228. Télécopieur 19-44-1-370-6570. Hôtel moderne et accueillant. Près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.</p>	<p>SKI DE FOND HAUT-JURA 3 HEURES DE PARIS PAR TGV Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVII^e s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bains, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois. Ambiance sympathique. De 2050 F à 2590 F par pers. et sem. et compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski. Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire : LE CRET-L'AGNEAU 25650 MONTBENOIT</p>

Exclusif :

ils disent tous "Je" !

- **Xavier Beguin-Billecocq**
"J'ai découvert Praslén l'île des cocofesses"
- **Patrick Charles-Messance**
"J'ai vécu avec les pirates de Malaisie"
- **XXX**
"J'ai essayé Air Europe sur Paris-Londres"
- **Alain Bocquet**
"J'ai visité les Golfs-soleil dans 5 continents"
- **Eric Pasquier**
"J'ai rencontré le futur roi de Malaisie"
- **Frédéric Berthe**
"J'ai vu un Staline de 8 ans en Equateur"
- **Albert Ducrocq**
"On peut déceler une bombe dans l'avion"
- **Et la météo, des échos des infos, des fiches techniques, etc., dans**

BANCS d'ESSAIS du TOURISME

120 pages en couleurs, en vente chez votre marchand de journaux.
Parution le 25 janvier

LA CÔTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGES

Sur la Côte d'Azur, arpentant le Cap Ferrat, BEAULIEU-SUR-MER offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES y a ouvert depuis le 15 janvier 1989 l'hôtel ** FRANTOUR VICTORIA et vous propose de bénéficier jusqu'au 15 avril des formules promotionnelles en pension complète ou en demi-pension.

RENSEIGNEZ-VOUS
- à votre agence de voyages FRANTOUR
- par téléphone : SOPHIE au 45-63-03-14
- par correspondance : FRANTOUR VOYAGES, BP 82-08, 75362 Paris Cedex 08

سكننا من الامم

Sports

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Lendl contre Mecir en finale

Les Tchécoslovaques Ivan Lendl et Miloslav Mečíř, qui s'étaient déjà rencontrés en finale d'un tournoi du grand chelem tennistique à Flushing Meadows en 1986, se retrouveront dimanche 29 janvier sur le central de Flinders Park, titre australien en jeu.

Une victoire permettrait à Lendl de reprendre la première place du classement mondial, qu'il avait laissée au Suédois Mats Wilander en perdant le titre des Internationaux des Etats-Unis 1988. Cette fois, la chaleur sera son premier adversaire.

MELBOURNE
correspondance

Ivan Lendl met une serviette trempée dans de l'eau glacée autour de son cou et pousse un profond soupir de soulagement. Il contemple son sac à main, s'apprête à le soulever puis y renonce. Il appelle un ramasseur de balles et lui demande de porter ses affaires jusqu'aux vestiaires. Démarche lourde et tête baissée, il regagne l'ombre, vainqueur vacillant, champion au ralenti. L'essentiel est fait car il a gagné. L'essentiel reste à faire car un dernier match l'attend.

Après sa défaite contre Wilander en 1983, le voilà finaliste de l'Open d'Australie pour la deuxième fois de sa carrière. Il aura donc dimanche contre le Tchécoslovaque Miloslav Mečíř, vainqueur facile du Suédois Gunnarsson, l'occasion de remporter l'un des deux titres majeurs — avec celui de Wimbledon — qui manquent encore à son palmarès. Si la chaleur continue à peser d'un poids cruel sur le central de Flinders Park comme elle l'a fait lors des demi-finales masculines vendredi, il aura encore l'occasion de souffrir.

Car si, au bout de trois heures suffocantes sur un court où la température au sol était de 55,8 degrés centigrades, l'Autrichien Tomas Muster commençait à ressentir les premières douleurs de la fatigue, Ivan Lendl, depuis trois quarts d'heure déjà, ne tenait debout que grâce à son service.

Rien ne laissait présager une fin de match disputée. Aucune incertitude n'avait pesé sur le début de la rencontre. Tomas Muster est un gaucher au lift rageur, capable d'accélération à plat brutales mais mal maîtrisées. Il s'agit d'un coureur de fond avec un cœur aussi gros que les pou-



Accablé par la chaleur, Ivan Lendl a souffert face à Tomas Muster en demi-finale. Une victoire en finale de cet Open australien qu'il n'a jamais gagné lui redonnerait la première place mondiale.

mons. La lucidité, en revanche, n'est pas sa qualité première.

Muster avait atteint, grâce à sa ténacité, son endurance et une dose considérable de chance, sa première demi-finale d'un tournoi du grand chelem. Il n'avait pas pour autant, pensait-on, la moindre arme pour atteindre Ivan Lendl. En seizième de finale, il avait sauvé une balle de match contre le Sud-Africain Visser avant d'arracher la victoire au bout de quatre heures trente-neuf minutes de jeu, record de durée, à deux minutes près, des champions.

En quart de finale, il avait bénéficié du forfait sur blessure du Suédois Edberg. Aucune tête de série ne s'était trouvée sur son chemin. Comment pourrait-il troubler la marche en avant d'Ivan Lendl ?

Deux sets durant il n'y pouvait rien, sauf prolonger au maximum les échanges, les rendre aussi durs, aussi épuisants que possible. Au début du troisième set, Lendl fléchissait. Celui qui se plait à souligner ses qualités de « souffleur » cherchait sa respiration au fond de l'ombre qui recouvre une extrémité du court. Il semblait en ressortir à contre-cœur pour reprendre le match.

Dans l'échange, Lendl arrivait avec un certain retard sur la balle et commettait quelques erreurs grossières. Apparemment frais comme un parrain, débordant d'énergie, étonnant de combativité, l'Autrichien prit le troisième set et relança ainsi le match.

Des conditions étouffantes

Au quatrième jeu du quatrième set, Lendl dut sauver deux balles de break. Muster en fit autant trois jeux plus tard. Soudain, la précipité de la situation du Tchécoslovaque devint flagrante. Dans l'échange, il ne jouait que par saccades, poussait faiblement ses revers, s'approchait du point de rupture. A moins d'un cadeau de Muster, de sa force un brin aveugle, Lendl aurait pu se voir entraîner sur ses jambes flagellantes dans un cinquième set, c'est-à-dire vers ce qui aurait probablement été la sortie.

Muster n'avait jamais dépassé le stade des seizièmes de finale d'un tournoi important. D'où peut-être une erreur de jugement qui lui fut fatale. Se sentant sans doute plus fort que le numéro deux mondial, il voulait souligner chaque occasion de point facile avec éclat. A cinq jeux partout au quatrième set et 40-30 sur son service, un tout petit lob

dérisoire près du filet s'offrait à lui. Muster s'y risqua et s'exhausta de toutes ses forces. Et la balle se ficha dans les mailles du filet. Il avait voulu marquer un coup, il n'avait même pas marqué le point. Une erreur de revers et une double faute dans la foulée offraient à Lendl le break tant désiré. Le Tchécoslovaque l'accepta.

« Il s'agit du match le plus long de ma carrière joué par une telle chaleur », avoua Lendl après la rencontre. « Le seul défaut de ce magnifique stade, c'est que, sur le central, l'air ne circule pas. »

Lendl a prétendu que son adversaire terminait le match plus épuisé que lui, preuve que l'on peut traverser des conditions étouffantes sans pour autant manquer d'air dans ses propos d'après match. « Dimanche en finale, je ne céderai pas un pouce de terrain », conclut-il. On peut le croire sur parole. Si près du but, Lendl jettera tous ses efforts dans la bataille. Seront-ils suffisants si la chaleur de l'été persiste ?

MARC BALLADE.

RÉSULTATS SIMPLES MESSIEURS

Demi-finales

Ivan Lendl (TCH, n° 2) b. Tomas Muster (AUT, n° 11) 6-2, 6-4, 5-7, 7-5; Miloslav Mečíř (TCH, n° 9) b. Jan Gunnarsson (SUE) 7-5, 6-2, 6-2.

PARAPENTE : les premiers Internationaux

Les nouveaux papillons de montagne

Les premiers Internationaux de parapente se sont déroulés à Courchevel (Savoie) les 21 et 22 janvier. Pratiqué hiver comme été, ce sport, après des débuts difficiles, connaît depuis trois ans un succès grandissant. Principale bénéficiaire de cette nouvelle pratique : la montagne.

COURCHEVEL
de notre envoyé spécial

Le sommet de la Vézelle est englobé dans une mer de nuages. Face au vide, sur la paroi ouest de la crête, des hommes attendent, immobiles. Ces statues éphémères guettent l'éclaircie.

« Altiport en vue ! », crie enfin un juge. Aussitôt, deux parachutes de type aile se dressent comme des étendards au-dessus des troupes qui s'affairent à la préparation du décollage des autres concurrents. Un bref instant immobiles, les parachutes plongent avec leurs pilotes dans la pente abrupte. Deux papillons géants et multicolores. Ils slaloment lentement entre des restes vaporeux de nuages, avant de se poser devant un public ébahi par tant de légèreté. Les premiers Internationaux de parapente battent leur plein. Ils seront remportés par José Cottet, un enfant du pays. Les parapentes font partie intégrante du décor alpin, avec les téléphériques ou les bonnets de laine. Découvert en France il y a dix ans par trois parachutistes sportifs traditionnels, la technique de décollage en aile à partir de sommet ou de pente a fait des milliers d'adeptes.

Trainée de poudre

Le parapente a végété jusqu'en 1986. Les deux dernières années, les structures d'accueil et de formation se sont multipliées. Dans un même temps, les voiles devenaient de plus en plus performantes.

De 2 800 licenciés en 1985, ce nouveau sport est passé en l'espace de trois ans à 12 000. Les spécialistes s'accroissent pour annoncer qu'il y aurait entre 15 000 et 18 000 pratiquants. Né dans les Alpes françaises, le parapente s'est propagé en Angleterre, en Norvège et en Espagne. Son essor a été aussi surprenant qu'en France. La trainée de poudre a atteint le Japon et le Canada. Pour des problèmes de réglementation, les Etats-Unis sont restés en partie à l'abri du phénomène.

Jusqu'en 1985, les voiles utilisées provenaient exclusivement des constructeurs de parachutes traditionnels. Ne soupçonnant pas l'ampleur du phénomène, donc le nombre d'acheteurs potentiels, ils se désintéressèrent de ce nouveau marché. Ils ne concourent aucune voile adaptée à cette pratique. Ils allaient s'en rendre compte.

Il existe actuellement vingt-cinq fabricants en Europe et au Japon. Ils produisent tous des ailes spécialement et exclusivement conçues pour le parapente. La majorité, ont commencé par une production artisanale. Beaucoup aujourd'hui sont amenés à sous-traiter une grande partie de leur production, principalement à Taiwan ou en Corée du Sud, mais également dans les pays du Maghreb et en Israël. Certains, comme la société ITV, qui avait une activité de voilerie, ont trouvé leur salut dans le parapente.

Après avoir subi de plein fouet la crise de la planche à voile, cette société décida en 1986 de se repositionner sur le marché du parapente. Son chiffre d'affaires a dépassé les 20 millions de francs l'année dernière et 50 % de sa production est destinée à l'exportation. La planche à voile représente moins de 20 % de son activité.

Avec ces nouveaux parachutistes, les voiles ont considérablement évolué. Les matériaux, le profil et la fabrication ont été redéfinis. La « finesse » a ainsi été plus que doublée, pour approcher de la finesse 7, c'est dire qu'en sautant de 1 000 mètres d'altitude il est possible d'atterrir 7 000 mètres plus loin que le point de départ. Le record du monde de durée en vol dépasse les dix-sept heures.

« En trois ans, le parapente est passé de l'âge de pierre à l'âge d'or », affirme Michel Le Blanc, directeur de la société ITV.

Aujourd'hui nos voiles sont réalisées grâce à la conception et à la fabrication assistées par ordinateur. La découpe se fait au laser. Nous disposons également d'études sur l'aérodynamisme effectuées par de grandes sociétés françaises. Si le parapente a un tel succès, c'est parce que les pratiquants ont réellement l'impression de réaliser leurs rêves : voler.

Le parapente est longtemps resté cantonné dans quelques sites. Progrès techniques et engouement ont permis son utilisation dans tout le milieu de la montagne. Beaucoup de stations ont répertorié et classé par catégories de difficulté leurs sites de décollage. Les clubs et les écoles se sont multipliés. Pour Denis Gankine, compétiteur et collaborateur d'une revue spécialisée, « le parapente, au même titre que la randonnée, l'alpinisme ou le ski, est devenu une activité à part entière de l'économie de montagne ».

Activité complémentaire

Il n'y a pas que les compagnies de remontées mécaniques ou les commerces d'articles spécialisés qui bénéficient de cette manne du ciel. Nombre de guides, de moniteurs de ski ou d'accompagnateurs de moyenne montagne ont trouvé dans le parapente une activité professionnelle complémentaire. Le Syndicat national des moniteurs de ski propose à ses membres des stages d'initiation et de perfectionnement.

Jean-Claude Betsemps, directeur d'une des écoles les plus réputées, insiste sur la nécessité « absolue » d'une formation réalisée par des personnes connaissant bien l'écologie en montagne : « En alpinisme, il faut apprendre à connaître la neige et le rocher. En parapente, c'est l'air qu'il faut connaître. On se laisse facilement entraîner par l'écologie des massifs montagneux n'est pas sans danger. Il est important, avec l'apparition de voiles de plus en plus perfectionnées, de bien connaître tous les éléments extérieurs. Cet apprentissage n'est pas très difficile. Si le parapente a autant de succès, c'est parce qu'il correspond exactement à la mentalité des années 80. Il est d'une pratique facile mais procure tout de suite un plaisir intense. Le danger peut être présent mais toujours contrôlé. »

PIERRE-YVES GRAVIER.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats de France scolaires et universitaires. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier à l'INSEP de Paris.

Réunion internationale de Liévin. — Samedi 28 janvier.

Basket-ball

Championnat de France. — Samedi 28 janvier.

Bobslleigh

Championnats d'Europe. — Du vendredi 27 au dimanche 29 janvier à Saint-Jean-de-Sixt.

Cyclo-cross

Championnats du monde. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier à Fontchâteau, Loire-Atlantique (FR), le 28 à 14 h 50.

Escrime

Challenge Martini. — Samedi 28 et dimanche 29 janvier au stade de Coubertin à Paris.

Rugby

Championnat de France. — Dimanche 29 janvier.

Ski alpin

Championnats du monde. — Du dimanche 29 janvier au dimanche 12 février à Vail, Colorado (A2, descente combinée dames, le jeudi 2 février, de 19 heures à 19 h 35).

Tennis

Championnats internationaux d'Australie. — Jusqu'au dimanche 12 février à Melbourne (La 5, le samedi 28, de 0 h 30 à midi et le 29, de 8 h 30 à 12 h 30 pour la finale messieurs en différé).

FOOTBALL : la tournée de l'équipe palestinienne

La quête d'une reconnaissance internationale

Invitée par la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), la sélection nationale de football palestinien qui arrive d'Italie, après avoir suivi un stage en Tunisie, a disputé un tournoi en salle jeudi 26 février au gymnase Léo-Lagrange de Champigny avant de rencontrer samedi 26 janvier une sélection FSGT à Aubervilliers. Cette compétition est l'occasion pour la FSGT de renouveler son appui au sport palestinien et à celui-ci de rappeler son existence.

Le sport palestinien est né officiellement dans les années 30. Une Union palestinienne de football régénait ce sport, et l'équipe palestinienne a même participé à la Coupe du monde de football en 1936. D'ailleurs, la pratique sportive était, dit-on, plus développée en Palestine que dans les autres pays arabes limitrophes.

Après une longue éclipse, le sport s'est à nouveau structuré. En 1964, un Conseil supérieur de la jeunesse et des sports de l'OLP était constitué, et, quatre ans plus tard, c'était au tour d'un Comité olympique de la Palestine. Dix-sept fédérations sportives se sont créées et développées au sein du Conseil supérieur de la jeunesse et des sports du Comité olympique de la Palestine. Actuellement, dix fédérations (l'athlétisme, le basket-ball, la boxe, la gymnasti-

que, l'haltérophilie, le handball, le judo, la lutte, le tennis de table, le volley-ball) sont reconnues par les fédérations internationales. Elles pratiquent leurs activités à partir de clubs implantés dans les divers pays arabes qui accueillent des Palestiniens. De plus, deux lignes de clubs sportifs, l'une en Cisjordanie, l'autre dans la bande de Gaza, subsistent dans des conditions difficiles.

Les liens entre la FSGT et le sport palestinien ont été officialisés en 1981. Le 22 octobre de cette année, la FSGT reconnaissait officiellement « le conseil supérieur de la jeunesse et des sports de l'Organisation de libération de la Palestine comme représentant qualifié des sportifs palestiniens », et elle décidait, dans la foulée, d'établir avec lui des relations sportives d'amitié et de solidarité. A partir de ce moment, les échanges et les rencontres se sont multipliés.

Un obstacle majeur

Une première sélection nationale de football est venue disputer une rencontre à Arcueil en 1982. Des délégations françaises se sont rendues dans les territoires occupés. Des responsables du sport palestinien ont été accueillis en France, ainsi que des équipes. Le processus de jumelage et de parrainage entre les clubs FSGT

et des clubs palestiniens a même été engagé. C'est ainsi que le COSM Arcueil est jumelée depuis 1982, avec le club de la salle à Jérusalem.

Aujourd'hui, la FSGT prête main-forte au Comité olympique de Palestine qui, depuis 1982, demande sa reconnaissance par le Comité international olympique. Elle se fait l'interprète du sport palestinien auprès des présidents du CNOSF, M. Nelson Paillet, et du CIO, M. Juan Antonio Samaranch.

Toutefois, cette reconnaissance bute contre un obstacle majeur : les Palestiniens ont un Etat, mais

Israël dénonce une « manœuvre éhontée »

« C'est une manœuvre éhontée que d'utiliser le sport à des fins politiques », dit-on à l'ambassade d'Israël de Paris en commentant la tournée de l'équipe de football palestinienne. En Italie, où cette équipe avait été reçue par le Comité national olympique (CONI), le premier diplomate en poste à Rome avait été plus brutal : « Les Palestiniens veulent être reconnus par le CIO, mais l'OLP a déjà envoyé une équipe aux Jeux de Munich en 1972 », a-t-il déclaré, faisant allusion au massacre de la délégation israélienne.

pas de territoire. Or les textes olympiques prévoient que « seuls les nationaux d'un pays ou d'une région géographique dans les limites desquelles un comité national olympique reconnu par le Comité international olympique fonctionne sont qualifiés pour représenter les couleurs de ce pays ou de cette région géographique aux Jeux olympiques ». Face à ce règlement la FSGT renvoie le ballon en déclarant : « Un des principes essentiels de l'olympisme est la lutte contre la discrimination raciale, politique ou religieuse dans le sport. »

L'accueil de la sélection nationale de Palestine dépasse donc le seul cadre d'une simple rencontre amicale, et ses membres sont tout autant les ambassadeurs d'une cause que des footballeurs. « Jusqu'en décembre 1987, un Palestinien était, pour l'Occident, un homme qui tenait une kalachnikov à la main. Depuis le début de l'intifada, on nous le présente lançant des pierres. C'est déjà mieux. Peut-être que le sport permettra de nous banaliser », a déclaré Ahmad Abdelrahman Afifi, le numéro deux de l'équipe palestinienne en France. Il n'y a pas de secret : pour avoir une identité il faut être reconnu par cinq ou six grandes organisations mondiales : l'ONU, l'UNESCO, l'OMS, la CEE le CIO et la FIFA.

FRANCIS GOUGE.

THÉÂTRE

« Prométhée enchaîné » à Créteil La fascination d'Eschyle

Après plus de deux millénaires, le théâtre d'Eschyle continue à nous fasciner par sa charge affective et l'expression claire d'une conscience « moderne ».

« Zeus régente, il décide de tout, sans rendre de comptes à personne... »

« Il avait pris la décision d'annuler le rite humain, tout entier, pour en faire naître une nouvelle. Moi seul m'y suis opposé... »

A Créteil, un jeune acteur, Jean-Quentin Châtelain, lié à un rocher, profère, traduite en français, les paroles de Prométhée enchaîné qu'Eschyle a écrites il y a deux millénaires et demi. Et le public écoute, n'en perd pas un mot, comme hypnotisé. Et c'est toujours ainsi, de nos jours, quand des acteurs capables nous « font passer » le théâtre grec. C'est phénoménal.

Elles nous sont cependant lointaines, les choses que nous dit ce Prométhée enchaîné. Son Dieu n'est pas comme le nôtre, infini. Son Zeus n'est devenu le roi des dieux que par la ruse et la violence. Il a tué pour cela son père, Kronos. Et lui-même sera débauché, à son heure.

C'est grâce à l'appui de Prométhée que Zeus a pris le pouvoir. Conséquence inéluctable : Zeus neutralise Prométhée, l'enchaîne à l'autre bout du monde.

A ses visiteurs, Prométhée explique qu'il a sauvé la race humaine. A l'entendre, c'est lui qui a tout inventé, tout donné, aux « éphémères » : la construction des maisons, la culture du blé, la fabri-

cation des barques, et tous les arts... « Il faut imaginer le public d'Athènes, qui écoute cela, les sept mille spectateurs, dans ce théâtre. C'est le fin de mers, ou la fin de janvier... les deux périodes de fêtes où sont jouées les tragédies. Jusqu'à Eschyle, un seul acteur donnait le texte, sur la scène. Mais Eschyle a porté le nombre des acteurs à deux... »

Elle est nouvelle, pour nombre de spectateurs, cette « démolition de Zeus ». Le poète Hésiode, jusque-là, célébrait Zeus sans réserves. Grand fait d'éclat de Prométhée : il a apporté aux hommes le feu, que les dieux se gardaient jalousement. Bien sûr, Prométhée a l'oreille de tous les Athéniens qui emploient le feu, en particulier les habitants du quartier de Céramique, qui culent l'argile pour faire des coupes, des vases... Mais nous autres ? Nous autres Français, aujourd'hui, à la veille de l'an 2000 ? Comment se fait-il que nous écoutions Eschyle, médusés, que nous n'en perdions pas une miette, que ces paroles combient quelque chose, en nous ?

Il y a la charge affective, la charge spirituelle, de ce texte, qui nous magnétise immédiatement. L'empire de l'acte poétique. « Un texte quasi oraculaire, avec des sous-entendus d'une obscurité sacrée, plein de ruines et de trous, avec des épithètes, des régimes suspendus dans le vide », dit Claudel, qui a beaucoup traduit Eschyle.

Mais il y a aussi, étrangement, chez Eschyle, dans des actions dramatiques dont tous les protagonistes sont des dieux, l'expression claire, et constante, d'une conscience « moderne », qui enjambe, si l'on veut, le judéo-



Jean-Quentin Châtelain

christianisme. Ce Prométhée ne « joue » pas avec le mal, avec la culpabilité. Le mal ne compose pas. La justice peut être pragmatique. Nous entendons une droiture foncière, en Eschyle, il n'arrondit pas les angles. « Tous les métiers sont contraires, dit-il, sauf celui du roi des dieux, parce que lui seul est libre. » Sensation très étrange : nous entendons une voix simple, sage, qui hors de nos ombrages « humains » examine lentement, à fond, nos difficultés justement « humaines ». Comme si, à force de gratter les enduits religieux, culturels, politiques, nous touchions un noeud vital, qui serait physique, mais qui serait l'esprit, la liberté de l'esprit. La philosophie Alain disait : « Ce qui est humain dans le monde est seul raisonnable. » Mais que signifie « raisonnable », ici ?

Mort d'un acteur

La présentation de Prométhée enchaîné à Créteil est belle. Les premières minutes, le décor et les costumes — fumées, masques à gaz — sont un peu choquantes, mais ensuite tout va de soi, la bonne traduction et la mise en scène simple de Adel Hakim, la diction et le jeu très responsables de Gérard Touratier (Okéanos), Véronique Bellegarde, Alison Homus et Géraldine Schwenin (les trois Océanides), Elisabeth Chailloux (Io), et avant tout de Jean-Quentin Châtelain (Prométhée), Châtelain qui a eu l'imagination créatrice d'une voix à la fois hors du temps et dans le droit fil du temps, sensible et insensible, glacé et feu, voix vraiment porteuse d'une parole invincible.

Extravagance de cette soirée, criante : le déséquilibre entre la durée de l'art du poète, l'art d'Eschyle, qui fonde les siècles

comme une flèche, et la durée de l'art de cet homme, Jean-Quentin Châtelain. L'art de l'acteur, qui ne dure qu'un souffle, la vie de l'acteur, un rien. Nous venions d'apprendre la mort de Pierre Messem.

Messem, l'un de nos vrais acteurs. Né à Rennes, et devenu pharmacien dans le village des Loges, tout près d'Étretat. Pierre Messem, en plus des remèdes et des autres secours, a une passion : le théâtre.

Quand sa pratique le laisse souffrir, il court au Havre. Il y cède à sa passion, mêlé à deux troupes d'amateurs : le Manteau d'Arlequin et le Tableau gris. En 1968, le Tableau gris devient une équipe professionnelle, le Théâtre de la Salamandre, et c'est alors que Pierre Messem devient acteur professionnel aussi, dans cette entreprise dirigée par Gilles Bourdet : Messem a juste quarante ans.

Pierre Messem était un acteur « habité ». Son jeu était calme, et même « doux », comme on dit « acier doux ». Il savait donner les voix de tous les silences du texte.

Il savait, depuis des mois, à quelques jours près, la date de sa mort. Il avait en conséquence réalisé les contrats de ses deux derniers rôles : la reprise de « On ne badine pas », de Musset chez Vincent, et le film de Michel Soutter, Condorcet.

« J'ai mis fin à mes terreurs que la mort cause aux mortels », dit le Prométhée d'Eschyle.

« Et quel remède as-tu trouvé à ce mal ? », lui demandent les Océanides.

Prométhée répond : « J'ai su mettre en eux d'aveugles espérances. »

MICHEL COURNOT.

* Prométhée enchaîné. Maison des arts, Créteil, 20 h 30, dimanche 15 h 30, relâche lundi et jeudi. Tél. : 48-99-18-88.

Jean-Luc Boutté met en scène « Britannicus »

L'alexandrin, ce monstre

Jean-Luc Boutté a interprété Shakespeare et tous les classiques français. Il a monté Molière, Marivaux, Ionesco et à présent Britannicus.

Jean-Luc Boutté met en scène Britannicus à la Comédie-Française (première représentation le 4 février). Pourquoi ? Parce que, naïvement, il s'était mis dans la tête que c'était la pièce la plus facile, la moins piégée de Racine, elle a cette réputation. Mais pourquoi Racine ? Pour explorer les secrets de l'alexandrin. Comment le dire, comment le jouer ? En le respectant, en le cassant, en le chantant ?...

« Je me suis trouvé en tant que comédien engagé dans des options très différentes de mise en scène, dit Jean-Luc Boutté. J'ai voulu passer de l'autre côté de la rampe, je trouvais intéressant de me confronter à l'alexandrin, ce monstre. Si on fait un rappel historique, cette forme d'écriture n'est pas arrivée par hasard. Il fallait mettre de l'ordre dans la société, et ça passait par le langage. En réaction aux baroques, on a édifié la règle des trois unités et, d'autre part, il était impensable d'écrire une tragédie qui ne soit pas en alexandrin. »

« On ne peut pas l'oublier quand on commence, aujourd'hui, à travailler ces textes. La première réplique de la première scène de l'acte 1 est un vers de douze pieds, et ainsi de suite sans discontinuer jusqu'à la fin. »

Les princes, les confidentes, tous parlent en vers de douze pieds.

« Les contraintes sont là, évidentes, inévitables. Si un vers est mal dit, c'est-à-dire si on n'en respecte pas le rythme, on ne peut pas lui donner sa signification. Quelque chose ne va pas. Or, convaincre les acteurs d'une telle nécessité n'est pas si simple. Je peux en témoigner, personne ne nous enseigne comment le faire correctement. Personnellement, j'ai appris un peu en me heurtant aux difficultés de la tragédie, et en cherchant des solutions. »

« On a peu de renseignements sur la façon dont jouaient les comédiens à la création. On a des gravures, on a un texte du fils de Racine rapportant les indications de son père, mais il l'a écrit après la mort de celui-ci, et on ne sait pas s'il est fidèle. En tout cas, traiter une pièce en vers comme une partition musicale est indispensable. C'est la seule manière de faire naître l'émotion d'un discours « bien dit », dont toutes les lois sont respectées, sans fioritures, sans pathos, mais en mettant à jour la violence des passions. »

« Britannicus est une pièce politique, c'est vrai. Quand j'ai joué Néron dans la mise en scène de Jean-Pierre Miquel, nous étions en costumes modernes, car il fallait mettre en avant, de façon intemporelle, les mécanismes d'une prise de pouvoir. En fait, ce côté-là est clairement écrit. Le surjouer n'est peut-être pas nécessaire. En revanche, en travaillant, on voit à quel point les personnages sont dominés par leurs passions. Chez Corneille, ils sont plus calculateurs. Ici, on entre dans leur intimité. »

« Les personnages de Racine fascinent les comédiens, parce qu'ils sont avalés, broyés par leurs passions. Foudroyés. Elles leur confèrent quelque chose d'irréductible. Ils sont écorchés, déshabillés, dévotés d'inquiétudes, d'interrogations, alors qu'ils s'adressent aux dieux, à un ciel qui ne leur répond pas. »

« Nous sommes fascinés, car ces personnages sont écrits au plus pur. Ils ne s'accommodent de rien d'autre que de leur destin. Ils nous ramènent à des préoccupations morales, métaphysiques, existentielles, que le monde moderne s'emploie à occulter. C'est pour les retrouver que nous éprouvons encore aujourd'hui le besoin de monter des tragédies qui datent de trois siècles. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

* Comédie-Française, salle Richelieu, à partir du 4 février.

« Mobie Diq », de Marie Redonnet

Qui a tué la baleine blanche ?

Deuxième pièce de Marie Redonnet qui, avec Tir et Lir, nous avait passionnés. Deux très bons comédiens, un très beau décor, pour un texte trop dur, glacé.

Redonnet, théâtre, deuxième épisode. — Tout l'art de l'écrivain est là, semblable, comme décalqué de sa première pièce, Tir et Lir, ces mots qui reviennent, les mêmes, toujours, comme autant de tiroirs d'un semainier dément qui en compterait une infinité. Glissement progressif du dire, comme Robbe-Grillet et son plaisir, du plus banal, en l'occurrence une croisière, au plus particulier, essentiel, la mort, pudiquement voilée de mot fin.

Les mêmes obsessions, toujours. De même que Mub, le vieil homme de Tir et Lir, côtoyait le ventre en décomposition de Mab, Diq, après le naufrage du Tongo, peuplé de mot fin, est, avec son épouse Mobie, l'unique survivant, croise sur des eaux troubles une baleine putréfiée. De même qu'il était question d'improbables enfants dans la première pièce, et donc d'improbable descendance, d'improbable fertilité, Mobie, pour tant déjà âgée, sent dans son ventre les remuements d'un improbable fœtus. De même qu'un instant, les protagonistes de Tir et Lir croyaient avoir trouvé une issue à leur histoire dans le réconfort de l'asile, Mobie et Diq, deux piètres comédiens naufragés, espèrent, d'une île entrevue, s'échapper de la pièce.

Mais Marie Redonnet les retient. Mub, Mab, Mobie et Diq. Jusqu'à cette nuit « inoubliable » qui les guette, qui nous guette tous. La nuit du théâtre d'abord, pour peu qu'on l'aime autant que cet écrivain singulier qui n'en cesse pourtant pas encore le mystère : plus fort : l'acteur. Elle le tient là comme dans Tir et Lir, entièrement à sa main, lui laissant peu de place, peu d'espace, le liant par un texte écrit tellement serré qu'il a du mal à respirer, le clouant dans sa première pièce à un lit et dans la scène à une barque. Que personne ne bouge.

Au fond, Marie Redonnet n'aime pas les acteurs. Elle préfère les diseurs. Mais les grands acteurs ne sont jamais aussi bons que scient martyrisés. Comme Isabelle Sadoyan et Jean Boutte avaient trouvé en eux la force de libérer Mab et Mub du carcan de l'écriture pour le vêtement plus aisé de la parole, Francine Bergé (Mobie) et Jean-Claude Jay (Diq) s'emparent de la phrase Redonnet et la font leur. Au point que, une seconde fois, le lecteur, fasciné et doutant que de tels textes puissent être portés à la scène, assiste grâce à eux à un moment de théâtre.

Mobie Diq laisse le spectateur incertain. Peut-être impressionnée par la découverte d'un nouveau continent, Marie Redonnet avait avec sa première pièce, retenu un peu du trop-plein d'égocentrisme ou plutôt de « féminocentrisme » qui éclate abruptement dans la deuxième. Mobie Diq est une pièce écrite par une femme psychanalyste qui présenterait, très joliment, sa thèse de doctorat à de prestigieux confrères. D'une manière extraordinairement précise, clinique, comme ce passage où il est question d'un caillot de sang, brouille pour le spécialiste, révélation pour le spectateur.

Dans Tir et Lir, celui-ci riait volontiers, joyeux métaphysicien. Dans Mobie Diq, le rire se glace dans la gorge.

Alors que, d'une certaine façon, Tir et Lir pouvait se lire comme une lettre d'amour brillamment dessinée à Samuel Beckett, Mobie Diq,

malgré une fin lyrique dans le ventre de la baleine blanche, ne s'échappe que rarement de la contre-analyse au scalpel du « complexe de Jonas », cette peur de la femme qui l'empêche de délivrer son enfant. Marie Redonnet, elle, expulse sa pièce presque sans prévenir. Méchamment. Avait-elle vraiment besoin de nous ?

Alain Françon a pris le parti de répondre oui. Sa mise en scène, une nouvelle fois discrète, s'inscrit dans un décor absolument magnifique de Yannis Kokkos. De cette introspection archi-systématique, ils ont fait une odyssée dans le bleu, le grand bleu, un océan de poésie. Mais le texte a la peau dure. Trop dure.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre de la Bastille. A 21 heures, du mardi au samedi. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-57-42-14. Jusqu'au 12 février. Le texte a paru aux Editions de Minuit, 96 p., 49 F.

Revenez Vous **CRETEIL**
jusqu'au 15 février
GRANDE SALLE
MOLIERE / MARCEL MARECHAL
L'ECOLE DES FEMMES
UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE
PETITE SALLE
ESCHYLE / THEATRE DE LA BALANCE
PROMETHEE ENCHAINE CREATION
48.99.18.88

Scooter et ZAZA
BRADERIE
du 27 janvier au 31 janvier 1989
10, rue de Turbigo, 75001 Paris 45-08-89-31
29, bd Raspail, 75007 Paris 45-48-24-37

Je pars au Brésil jeudi !
UNE SEMAINE
5990 F
TOUT COMPRIS !
8 nuits hôtel 5 étoiles
au bord de la mer. (Chambre + Petit déjeuner)
Avion : Aller/Retour - Direct
Paris / Fortaleza / Paris - Départ tous les jeudis.
Allô !
47 30 47 40
7 jours sur 7 - 24 h / 24
EL CONDOR

صكنا من الامم

Culture

CINÉMA

«L'Année du soleil calme», de Krzysztof Zanussi

La rédemption par le sacrifice

La Pologne de 1946. Une veuve de guerre, un soldat américain, l'amour et la délectation du sacrifice.

Cela avait été une surprise au festival de Venise 1984 (où le jury lui décerna le Lion d'or) plutôt qu'à l'Amour à mort, d'Alain Resnais) : Zanussi, cinéaste polonais, philosophe, passionné de mathématiques qui, métallier en scène, à travers des fables sociales sur la Pologne, des idées et de principes moraux, s'était laissé aller au lyrisme d'une histoire d'amour émouvante et simplement humaine. Des problèmes de droits avaient empêché, jusqu'ici, la sortie de ce film. Le voilà, enfin, à Paris, dans une salle qui présente aussi, jusqu'au 1^{er} mars, une rétrospective complète de Zanussi (1).

En 1946, au milieu des ruines de la guerre, des Polonais reviennent dans les territoires de l'Ouest, qui avaient été annexés par l'Allemagne. Emilia, veuve de guerre (Maja Komorowska), s'installe, avec sa mère à demi-invalides, dans un taudis. Elle rencontre un soldat américain, Norman, qui fait partie d'une commission d'enquête sur les crimes de guerre (Scott Wilson). Il devient amoureux d'elle, tente de l'aider, de gagner sa confiance. C'est un

homme taciturne, traumatisé. Emilia, blessée par la vie, vieille avant l'âge, résignée, tolérante à l'égard des fautes de ses compatriotes, se laisse peu à peu gagner par l'amour de Norman et l'espoir de recommencer quelque chose, ailleurs. Mais il lui faudra faire un choix.

Traité d'une façon « expressionniste », les couleurs traduisent l'étouffement, l'angoisse, d'un pays couronné, où se devine l'occupation russe, où le passé pèse sur certains êtres et condamnés — ainsi, la voisine d'Emilia, qui a survécu à la déportation en se prostituant aux SS. L'atmosphère de l'époque est sans doute admirablement recréée, et le rêve d'amour rebûche au bord d'une fosse d'où l'on exhume des cadavres d'aviateurs.

Zanussi est un cinéaste chrétien, mystique même, et son film exalte ouvertement la rédemption par le sacrifice. L'Amérique de Norman, fausse terre promise, reste le mythe du western. La mort est un passage vers l'infini. A peine si l'on trouve, ici, des allusions politiques. Tout se joue dans les âmes et du côté de Dieu.

JACQUES SICIER.

(1) Accatone, 20, rue Cujas, 75005. Tél. 46-33-86-86.

MUSIQUES

Au New Morning

Tony Williams soliste renversant

On a l'impression d'un centenaire parce qu'il a accompagné, derrière sa batterie à fûts jaunes vifs, toute la planète du jazz. Toute la planète? Oui, vraiment : Jackie McLean, Miles Davis, Eric Dolphy, Cecil Taylor, John Coltrane, McLaughlin, Stan Getz, Chick Corea, Gil Evans, Weather Report, Herbie Hancock, etc.

Pourtant il est né à Chicago en 1945 : un gamin. Mais il a commencé à huit ans dans le groupe de son père. A douze ans, Art Blakey et Max Roach lui ont donné leurs baguettes pour l'entendre jouer derrière leurs propres orchestres.

Indépendance totale des quatre membres, polyrythmie éclatante, soliste renversant, Tony Williams est un des plus beaux batteurs à voir jouer. Autour de lui quatre individus qui pourraient remplir le New Morning sous leur seul nom : Scofield et Marcus Miller tous deux passés par Miles Davis, NHOPE et Lew Soloff. Promesse d'un concert de « jazz-jazz » et spectacle dans la salle.

FRANCIS MARMANDE.

* Dimanche 29 janvier, deux concerts à 19 heures et 22 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Cinq semaines au Bataclan

Le retour de Maxime Le Forestier

Dans les années 70, il était le champion des ados.

A l'âge de la maturité, Maxime Le Forestier revient en force.

Maxime Le Forestier vient de réussir un renversement de situation presque sans précédent. Après une éclipse de cinq ans qui l'a amené à donner des concerts dans toutes les Alliances françaises du monde, accompagné par le guitariste Jean-Félix Lalanne, le voici qui retrouve les sentiers du succès avec une chanson, *Né quelque part*. (Est-ce que les gens naissent égaux en droits. A l'endroit où ils naissent). Une deuxième chanson (*Ambalaba*) consolide ce retournement de courant : en un peu plus d'un mois, le dernier album de Maxime Le Forestier s'est vendu à 170 000 exemplaires, et ses producteurs ont déjà prolongé de trois semaines le spectacle qui a commencé au Bataclan, à Paris, mardi 24 janvier.

Pendant deux heures, heureux et épanoui, seul avec sa guitare acoustique ou accompagné par un groupe de musiciens et par Aura, sa belle choriste sud-africaine, Le Forestier fait alterner ses ballades de facture classique avec celles mises aux couleurs du rock, du jazz ou de l'Afrique noire, ses textes d'une écriture précise et ses mélodies faciles à retenir, un salut discret à Brassens et des chansons signées par d'autres et qui « traitent dans les mémoires » comme les Amants, de Jacques Brel.

Il y a comme une griserie de fête dans ce spectacle du Bataclan où s'affirme, à nouveau, sur un ton personnel et avec des moments de pureté — presque magiques — un chanteur de folk-song. Le public renouvelé, jeune, de Maxime Le Forestier, manifeste son bonheur évident d'être là, pour un soir, en chantant d'un bout à l'autre une chanson, en « première voix ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Le Bataclan, 20 h 30.
* Album et CD Polydor.

VENTES

Châteaux sur catalogue

Les commissaires-priseurs britanniques ont récemment plusieurs cordes à leur arc. Après les ventes aux enchères, on les retrouve aujourd'hui sur le marché de l'immobilier de grand luxe, européen en général et français en particulier. Il ne s'agit plus d'enchères proprement dites mais de cession à l'amiable. C'est le cas de ce pavillon de musique de Madame du Barry, que Louis XV fit construire pour sa protégée par Lescot. Elevé en 1771 dans les jardins de Louveciennes, ce « palais boudoir » à la silhouette massive est l'une des rares œuvres de l'architecte à avoir échappé à la pioche des démolisseurs. Il est estimé à 120 millions de francs. Côté, le célèbre patron de presse et journaliste qui avait occupé les lieux au début du siècle, avait surélevé l'édifice d'un étage. Par la suite, il fut transformé en école privée pour les enfants des soldats américains stationnés à Versailles après 1945.

Sotheby's n'est pas novice en la matière. Cela fait plus de dix ans qu'elle s'occupe de vendre aux Etats-Unis des propriétés dignes des séries télévisées « Dallas » ou « Dynasty ». « Vous placez une annonce dans le New York Times et vous croquez sous les réponses », constate John Prince, le directeur Europe de Sotheby's immobilier. Mais en dépit d'un réseau important d'agents agissant pour son compte, Sotheby's admet que les résultats ne sont pas encore à la hauteur de ses espérances. A l'heure actuelle, ce département représente moins de 10 % du chiffre d'affaires total de la maison.

Depuis un an, Sotheby's, forte d'une solide réputation dans le domaine du marché de l'art, avec un fichier impressionnant de clients et un sens aigu des affaires, tente de percer sur le marché européen de l'immobilier. On trouve dans son catalogue des résidences pour milliardaires, mais l'accent de ce côté-ci de l'Atlantique est plus particulièrement mis sur celles qui ont, un jour, été habitées, une architecture du palais caennais au manoir écossais, en passant par la villa italienne du quatorzième siècle.

L'expertise et les stratégies de marketing, que ce soit pour un tableau ou une maison, demeurent quasiment identiques. C'est avec la vente des maisons Joué à Neuilly-sur-Seine que Sotheby's immobilier s'est lancé en Europe. Le prix réclamé pour ces deux bâtiments en briques et béton, conçus par Le Corbusier dans les années 50, était de 20 millions de francs. Une brochure avec photos en couleurs, historique de la maison et de l'architecture, citoyaient plus précisément le nombre de chambres à coucher et de salles de bains. Elle avait été à l'époque distribuée de façon confidentielle aux quelques cinquante mille « happy few » déjà clients de la maison.

« En France, il n'existe pas réellement de concurrence dans ce domaine », constate John Prince. Il n'est pourtant pas difficile de trouver des petits châteaux à vendre que leurs propriétaires ne peuvent plus entretenir. Alors que les Australiens sont plus sensibles au style « British Manor », les Japonais, en revanche, n'hésitent plus à investir dans l'immobilier français ancien. Quant aux Américains, même s'ils ne sont plus aussi actifs depuis deux ou trois ans en raison de la baisse du dollar, ils n'en continuent pas moins à être séduits par un passé qui leur manque.

ALICE SEDAR.

Pérou cinématographies

L'Union latine, organisation internationale qui tend à promouvoir l'identité culturelle des pays latins, présente à Paris, du 25 janvier au 28 février, un panorama du cinéma péruvien des cinq dernières années, sous le titre *Pérou cinématographies*. Le plus récent de ces films est *La Goca del Lobo* (la Gueule du loup) réalisé, en 1988, par Francisco J. Lombardi sur l'opposition des forces armées et d'une guérilla dans la sierra péruvienne. Au programme, *La Ciudad y los Perros* (1985), également de Francisco J. Lombardi, des œuvres d'Alberto Durant, Marianne Eyde, José Carlos Huayhuaca, Rafael Zalvidea, Grupo Chaski, Jorge Reyes, et cinq courts métrages.

* La Latina, 20, rue du Temple, 75004 Paris. Tél. : 42-78-47-86.

Les prix de la Fondation Gan pour le cinéma

Les cinq prix de la Fondation Gan pour le cinéma (aide au deuxième film pour 1988, 150 000 F chacun), avec la participation d'Agla Gervais, Renaud et Téliam, ont été attribués à partir de scénarios choisis sur une cinquantaine à *Après, après demain*, de Gérard Prot-Coutaz, la *Comédie d'un jour*, d'Arthur Joffe, *Je suis le seigneur du château*, de Régis Wariier, la *Légende*, de Jérôme Diamant-Berger, et *Yaba*, d'Elissa Ouedraogo. Ce film vient d'être réalisé au Burkina-Faso, et celui de Régis Wariier sortira le 22 février. Les autres seront tournés prochainement.

La Fondation GAN maintient l'aide au deuxième film pour 1989 et va définir le montant d'une aide à la promotion pour les films qu'elle a soutenus.

MUSIQUE A L'ANCIENNE

18 H 30



CONCERTO KÖLN

ORCHESTRE DE CHAMBRE BAROQUE
VEN. 27 JANV.
HAENDL - J.S. BACH
W.F. BACH
SAM. 28 JANV.
GOSSEC - J.C.F. BACH
BOCCHERINI
PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

PATRIMOINE

Les destructions se poursuivent

Pékin défiguré...

PÉKIN

de notre correspondant

On aurait presque envie de crier : « Halte au massacre ! » En moins d'un mois, la capitale de l'ancien empire du Milieu, chef-d'œuvre déjà défiguré de l'architecture chinoise, vient de perdre deux monuments historiques de plus : un temple entier, construit vers la fin de la dynastie Ming (1368-1644), fin décembre, et une porte du temple du Pic de l'Est, édifié par la dynastie mongole des Yuan, détruit par un incendie et reconstruit sous les Mandchous.

Le crime de ces deux vestiges du passé était de se trouver sur le passage d'une avenue creusée par les urbanistes dans l'est de la ville pour relier deux stades au système des boulevards circulaires, en prévision des X^{es} Jeux asiatiques de 1990.

Il y a plus grave. Alors que les autorités — en particulier cultu-

relles — juraient leurs grands dieux que plus jamais on n'assisterait aux profanations que cette ville a déjà dû subir depuis l'avènement du Parti communiste en 1949, le bureau des monuments historiques de la municipalité de Pékin répond froidement que la porte démolie n'a pas à proprement parler disparu du paysage pékinois puisqu'elle sera « reconstruite un peu plus loin, de manière à ne plus gêner le passage ».

Tant pis pour l'ordonnance sacrée...

Tant pis pour l'ordonnance sacrée des pavillons, qui répond à des règles très précises dans l'architecture bimillénaire de ce pays.

Les deux édifices n'étaient certes pas d'une splendeur propre à attirer les milliers de touristes — surtout ceux qui voyent

en devises — qui se pressent quotidiennement aux portes des plus grands monuments de la ville. Ils avaient simplement le mérite, comme tant d'autres monuments de second ordre dans la ville, de contribuer à leur humble manière, dans leur quartier, à faire de Pékin, Pékin : ni Rome, ni une grande banlieue sinistre du style qu'affectionnent les régimes totalitaires.

C'est toute la différence qui existe entre une véritable ville historique et les reconstitutions à l'allure de décor pour chinoiserie hollywoodienne qui ont la visible préférence des autorités.

Une différence qui remet en mémoire que M. Nicolas Cessac, autre grand bâtisseur devant l'Eternel, fut le seul dirigeant d'Europe de l'Est à rester bien en cour auprès du régime chinois lorsque celui-ci rompit avec l'URSS post-stalinienne.

FRANCIS DERON.

LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITÉ de Fernando PESSOA traduction française LAYE, adaptation et mise en scène Alain RAIS, dessin et lumières avec PIERO JUVANNI avec Philippe LAUDENBACH
Spectacle très rare, très original. Un chant d'amour. C'est très beau. FRANCE CULTURE.

THEATRE OUVERT

LA NUIT LES CHATS
JEAN-CLAUDE GRUMBERG
MAURICE BÉNICHOU
JEAN-PIERRE VINCENT
JEAN-PAUL CHAMBAS
JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

THEATRE DE L'ATHENEE
DERNIERE LE 4 FEVRIER

Mademoiselle Julie
AUGUST STRINDBERG
MATTHIAS LANGHOFF
DERNIERE LE 11 FEVRIER

Le Terrier
KAFKA
47.42.67.27 18 H 30 25 F 18 H 30
CARTE SPECTATEUR PERMANENT
PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

D'AUTRES MUSIQUES
18 H 30

PARIS

MAR. 31 JANV.
DAVID KYKES
AVEC CHEMIRANI
MER. 1^{er} FEV.
ALAN LLOYD
MICHAEL GALASSO
VEN. 3 FEV.
GAVIN BRYARS
MICHAEL NYMAN
JOHN LURIE
LADISLAV KUPKOVIC
SAM. 4 FEV.
DIM. 5 FEV. 20 H 30
ARVO PART
PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

* Discographie : Matelot Ferret Vintage Guitars au club Record HOCF 46.

ARCHITECTURE

« Mort de Nicolas Esquiroll, l'ingénieur du CNIT. — Nicolas Esquiroll, ingénieur des arts et métiers et concepteur du palais des Expositions du Centre national des industries et techniques (CNIT) à la Défense, est décédé, samedi, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait également participé à la construction du hangar double de l'aéroport de Marseille-Marseille (1951) et du stade olympique de glace à Grenoble (1967). »

THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE LA RESSERRE loc. 45 69 32 89
du 3 JANVIER au 18 FEVRIER
"John Gabriel BORKMAN"
de Henrik IBSEN
de Jean BOLLERY
C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT, LE MONDE. Jean Bollery sait miraculeusement rendre compte de cette violence enfouie. M. MARCABRU, LE FIGARO. C'est un très beau spectacle. FRANCE CULTURE.

6 et 7 FEVRIER 89 (20h15) LOCATION : OLYMPIA/TOUTES AGENCES/3 FNAC/ COLLECTIVITES : 47-42-82-45
POLETTI
A L'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX
NUGGETS/PAR TELEPHONE : 47-42-25-49 MINTEL : 3615 + COM 21
NOUVEL ALBUM re di petra roi de pierre
Distribution ADES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

THE DINING ROOM. *Galerie 35*
(43-26-65-15) 20 h 30 (en français)
22-34. Guichet Montparnasse. (43-27-
88-61) 22 h 15.
ANTONIN MAL. CONCILI AU Bon
Sens. (43-27-15) 19 h.
LA PETITE DUCHESS. *Amour, Arts*
Hébertot (43-87-23-23). Les mer-
credis et vendredis 20 h 30.
LA LOCANDIERA. Roussu-Théâtre
des Capucines. (43-26-30) 20 h 30.
HIMONIDE LE CHAUCISSON.
Cergy. Théâtre des Quatre-Vingti-
naire. (30-38-11-99) 21 h.
LA VIE DE THÉOPHILE. Mathurins
(46-45-00) 21 h.
LA FAUSSE SUZANNE OU LE
FOURRE PUNI. Vaude. Théâtre
(46-45-46-47) 20 h 30.
LA MULE DU PAPE. Le Bouffai
(43-73-47-64) 22 h.
LA TANTE JULIETTE. CHAMPAGNE
Boulogne-Billancourt. (46-03-60-44)
20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-68-77-71). La Ritournelle : 20 h 30.

ARCANÉ (43-38-19-70). Bandesira : 20 h 30.

ARLEQUIN (45-89-43-22). O Monieur de la nuit : 20 h 30.

ASICS-HÉZÉTOUR (43-27-23-23). O la Fête de l'amour : 20 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-72). Salle C. Bézarat. Le Terrier : 20 h 30. Salle Louis Jovet. Mademoiselle : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Freaks : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-25-26). Les Deux Jumeaux vénitiens : 20 h 30.

CARTOUCHIERE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-28-36-36). Le jour se lève, Léopold : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-44). Ah ! Ca rira, ça rira, ça rira ! 21 h.

CENTRE CULTUREL DE LA POTERNE DES PÉLÉIERS (47-26-79-37). O le Tuffeur : 20 h 30.

CINÉMA THÉÂTRALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, ou le Fanatisme religieux : 20 h 30. La Ressure. John Gabriel Borkman : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Présidente : 20 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-37-37-21). Une femme sans histoire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (42-31-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMITÉ FRANÇAIS (42-30-50-15). Salle Richelieu. O la Cognote : 20 h 30.

CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-36-53-82). Les Femmes : 20 h 30.

DEJAZET-T.I.P. (42-74-20-50). Qu'est-ce qu'elle est ma vie ? : 20 h 30.

DEUX ANS (46-06-10-36). Le Coût du prix Français : 21 h.

DIX-HUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). O le Jour de la femme : 20 h 30.

EDGAR (42-26-11-11). Les 25 Babas : 20 h 30. Nom ou fait ou un mot dit de faire : 22 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 28 JANVIER

- *«Icônes et merveilleux, Musée Cernuschi, 10 h 30, 7, avenue Voltaire» (Musée Cernuschi).*
- *«L'art moderne, 10 h 30, après le Bauhaus 1929-1958, 12 h 30, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (G. Marbeau-Canetti).*
- *«L'impressionnisme au Musée d'Orsay, 13 h 30, 1, rue de Bellechasse, sous l'Éphémère (C. Marie).*
- *«Himalaya II : art bouddhique du Tibet, le lamadisme», 13 h 30, Musée Guimet, 6, place d'Iéna.*
- *«Synchronisme, 14 heures, Petit Palais, hall d'entrée (Approche de l'Art).*
- *«Appartements royaux du Louvre», 14 h 30, porte Denon, face pyramide (Tour du Louvre).*
- *«Les voyages du capitaine Cook», 14 h 50, Musée de l'homme, palais de Chailion, place du Trocadéro (l'Art pour tous).*
- *«L'Académie française et l'insurbit», 15 heures 30, quai (C.F.V. Jaselet).*
- *«L'hôtel de Mordragon», 15 heures, 3, rue d'Anzin (J. Haulier).*
- *«Visite exceptionnelle aux Invalides. Les grands armements, une collection de l'Armée, les collections de la rofite d'entrée, coin espagnole (Paris et son histoire).*
- *«Gauguin», 16 h 45, Grand Palais, bureau de l'Académie internationale des arts et lettres.*

MONUMENTS HISTORIQUES

- Le cinéma La Pagode et l'évocation des vieux cinémas parisiens (participation supplémentaire : 12 F), 10 h 30, 57 bis, rue de Babylone.
- Beaubourg et ses transformations : le Centre Pompidou, le quartier de l'Hoxtope et les vieilles façades restaurées, 14 h 30, sortie métro Rambuteau.
- L'église Notre-Dame-du-Travail consacrée au monde ouvrier et son insertion dans l'ensemble d'habitation dû à Ricardo Bofill, 15 heures, sortie métro Perceval.

DIMANCHE 29 JANVIER

- « La Comédie-Française », 10 h 30, entrée de l'administration, place Colette (M. Hager).
- Exposition : les cités oubliées de l'Indus, 11 heures, musée Guimet (P.-Y. Jaslet).
- Dessins de Rembrandt au Louvre, 11 heures, porte de Flore, quai des Tuileries (D. Bouchard).
- L'Opéra, 11 heures et 14 h 30, dans l'entrée (C. Merle).
- Les salons rocaïlle de l'hôtel de Soubise, 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (M^{me} Cazes).

EDOUARD-VII SACHA GUYOT (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.

SALEH EL DINE (47-42-57-49).
Salle L. Borgea, le bibliothécaire de Bel-
bel : 18 h 30. Les Asinociens Océans : 20 h 30.

FONTAINE (48-74-74-04). Quelle Fa-
mille ! : 21 h.

GAMTE-MONTAPRINASSE (43-22-
22-22). Les Fables de La Fontaine, ou Le Maître
de l'École : 21 h.

**GALERIE S-THE-ENGLISH THEA-
TRE OF PARIS** (43-26-63-51). The Di-
rector's Office : 21 h.

GRAND HALL MONTGUYREUX (42-
04-04-06). O An Beau fesse : 20 h 30.

GUICHOT MONTAPRINASSE (43-27-
22-22). Les Asinociens Océans : 20 h 30. 22-22 : 22 h 15.

HOTEL DES NATIONS (43-26-63-54).
The Director's Office : 20 h 30.

**HOTEL LUTETIA (SALON BOR-
GRESSE)** (44-04-05-05). Le Dernier
Cant de hame : 20 h 45.

HOTEL LUTETIA (SALON BORGRESSE) (44-04-05-05). La Cana-
trise-
chante de hame : 19 h 30. La Lepont : 20 h 30. La pluie n'est pas de tout ce que
You croit : 21 h 30.

LAPELLE (43-26-63-54). Les Asinociens Océans : 20 h 30.

NIGRA LUX (42-03-20) :
L'ESCAPE (42-08-69-68) :
 Le Fatale Pêcheur d'Or (20 h 30). Adieu
 Monsieur Tchékhouv : 22 h 15.
LA BASTILLE (43-57-42-14). Motion
 Dig : 21 h.
LE BATEAU (43-08-68-94). Le Terreur :
 21 h.
LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on
 célèbre tout : 20 h 30. **Le Mûle** du
 page : 22 h.
LE BOURVILLE (43-30-90-09).
 Exécute trois traites : 20 h 15.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). **O**
 Éclair Boac : 20 h 30.
LIBERTE-THÉÂTRE (45-86-55-53).
 Le Prochès d'Orléans : 20 h 30.
LE LIAISON (45-54-57-34).
LE LIAISON (45-54-57-34).
 Les Petits Princes : 15 h 45.
 Renaud et Armide : 20 h. **Le Crépuscule**
 des paons : 21 h 30. **Théâtre** royal.
 Contes érotiques arabes du XIV^e siècle :
 21 h. **Qu'est au diable, l'un parlons pas** :
 21 h 30.
MADELINE (42-65-07-09). **O** Les Sept
 Miroirs de Jésus : 18 h. **La Foire d'en-
 campine** : 21 h.
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53).
O Hommage Éclair : 20 h 30.
MARAI (42-78-03-53). **O** Une vie totale-
 versée : 18 h 30. **L'Avare** : 20 h 45.
MARIE STUART (45-08-17-80). **Le Ré-
 volution** : 18 h 30. **Pierrot** quand l'or-
 gane : 20 h 30. **Le Fantôme** : 22 h.
MATHURINS (42-65-00-02). **O** Une vie
 en théâtre : 21 h.
MICHOUDIERE (47-42-95-23). **P**é-
 régrine : 20 h 30.
MOGADOR (48-78-75-00). **D**'Artagnan :
 20 h.
MONTMARNÉ (45-22-77-74).
O Voyage au bout de la nuit : 19 h. **La**
Vraie Vie : 21 h.
MONTMARNÉ (PETIT) (43-22-
 77-74). **Turcs** : 21 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD
O Les Femmes de l'air : 18 h. **Théodore**
le Grandeur : 20 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). **Le Grand**
Standing : 20 h 30.
ODÉON (42-35-70-32). **Un bon patriote** :
 20 h.
OPÉRA (PETIT) (43-25-70-32). **Le**
Culte : 18 h 30.
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART
 (42-36-12-20). **O** Aya : 19 h 30.

PALEAS DES CONGRÈS (48-28-40-90). L'Alphéios se le jure d'après Damon et Robespierre : 20 h 30.

PALEAS DES GLACES (PETIT PALEAS) (48-40(11-36)). Les Vamps : 20 h 30.

PALEAS ROVAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30.

PALEAS VILLETTE (42-02-02-68). Les Rénicéens : 21 h.

PENICHE-OPÉRA (42-45(18-20)). *Ô Nina* et les comédiens ambulants : 21 h.

POCRE-MONTMARTRE (45-49-28-30). Les 1001 Plus Heureux des trois : 20 h 45. Saïte II. Journal d'une petite fille : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). *Téor* : 20 h 30.

POTRIÈRE (42-61-44-16). La Femme : 21 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). *Le Locandier* : 20 h 30.

SAINT-GERGES (48-78-63-47). *Drôle de monde* : 20 h 30.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). *Trop dur pour pleurer* : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). *Albertine en cinq temps* : 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-38-16-30). *Les Sincères* (L'Espérance) : 20 h 30.

THÉÂTRE 14 JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-37). *Le Livre de l'intranquillité* : 20 h 45.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-45-30). *Le Livre de l'intranquillité* : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). *Ô Marine* : 20 h 30. Saïte I.

Le Journal d'un fou : 18 h 30. Salle II.
« L'Esclave des jours » : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-72-22-77).
Le Trompette de l'amour : 20 h 45.

THÉÂTRE DE MENVIMONTANT (46-36-36-36).
Le Trompette de l'amour : 20 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-63).
Une chemise de nuit de flanelle : 20 h 30.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-72-72-34). Le Procès Louis XVI :
20 h 30.

THÉÂTRE GRÉVIN (42-64-84-47).
Naus : 20 h 30.

THÉÂTRE MODERNE (43-59-39-39).
Le Trompette de l'amour : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Généril. La Reconstruction : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLOMBE (43-64-43-60). Petite salle. Montre-nimé : 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAUULT (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nikipitch : 21 h. Grand salon. Le Beau-nu au désert : 20 h 30. M.L.T. : « Harcours-mous » : 21 h. Petite salle. Il dit qu'il est Nijinsky : 18 h 30.

TINTAMARRE (48-67-33-82). Barbière de Séville : 20 h 30. Les Femmes de l'air : 20 h 30. Les Majoristes se cachent pour rire : 21 h 20 h 30 et 22 h 45.

TOURTOUR (48-67-82-48). De l'orchestre et d'autres oiseaux nains : 19 h. Des oiseaux et d'autres nains : 20 h. Des livres d'amour : 22 h 15.

TRISTAN-BERNARD (42-52-06-40). Enorme Changement de dernière minute : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-73-09-92). La Présidente : 20 h 30.

LA PETITE VOLEUXE (Fr.): GUCC Montparnasse, 9^e (47-70-32-88); 14 JUILLET Bastille, 9^e (47-65-10-81); Gîte-mont Aléxia, 1^a (43-27-64-30); Miramar, 1^a (43-20-89-52); Sept Parmassien, 1^a (43-20-32-26); 14 JUILLET Beaugrenelle, 1^a (47-48-79-79); UGC, 1^a (47-48-79-86); Le Gambetta, 20 (46-36-10-81).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): GUCC Montparnasse, 9^e (47-70-32-88); 14 JUILLET Bastille, 9^e (47-65-10-81); Gîte-mont Aléxia, 1^a (43-27-64-30); Miramar, 1^a (43-20-89-52); Sept Parmassien, 1^a (43-20-32-26); 14 JUILLET Beaugrenelle, 1^a (47-48-79-79); UGC, 1^a (47-48-79-86); Le Gambetta, 20 (46-36-10-81).

Gumpo Convention, 15* (48-28-
 42-27); UGC Mailots, 17* (47-44-
 06-01); Trois Secrétain, 19* (42-06-
 79-79).
VEUVE MARS PAS TROP (A. v.o.):
 Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36);
 UGC Clanton, 6* (42-23-10-30); UGC
 Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Biarritz,
 8* (45-62-30-40); UGC Lyon Sa-
 lerie, 12* (45-13-01-59); v.f.: UGC
 75-75-75-75.
WILLow (A. v.o.): Forum Horizon, 1*
 (45-08-57-57); UGC Champ-Élysées,
 8* (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2* (42-36-
 83-93); UGC Montparnasse, 4* (45-74-
 94-94); Paramount Opéra, 9* (47-42-
 56-31); UGC 13, 10* (45-11-11-11);
 UGC 59, 10* (45-07-59); UGC Gobelins, 13*
 (46-23-44); Pathé Clichy, 13* (45-22-
 46-01); Trois Secrétain, 19* (42-06-
 79-79).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME.
Film polonois-américain-allemand de Krzysztof Zanussi; v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 11^e (42-97-53-74); v.f.: Actuel, 18^e (46-31-66-70-38-83); les Parassés, 6^e (43-26-58-00); Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76).

LA BOCA DEL LOBO. Film péruvien de Francisco J. Lombardi, v.a.: Latina, 12^e (42-18-11-12).

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'A LEUR TÊTE. Film français de Didier Kaminka; Forum Horizon, 10^e (40-57-31-31); Rex, 12^e (36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (43-14-94-94); UGC Odéon, 6^e (43-25-10-30); Pathe Marignan, 10^e (43-25-10-30); Pathe Normandie, 8^e (43-25-10-30); Pathe Parisiens, 10^e (43-25-10-30); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59); Favette Bis, 13^e (43-21-60-74); Mistral, 14^e (43-29-52-43); UGC Faventim, 10^e (43-29-52-43); 93-401; Pathe Cliechy, 18^e (45-22-46-01); Le Gambetta, 20^e (46-36-36-36).

COP. Film américain de James B. Hays; v.a.: Forum Horizon, 10^e (45-08-57-57); Action Rév Gauche, 8^e (43-42-44-40); George V, 8^e (45-62-41-46); Pathe Marignan, 10^e (45-62-41-46); Pathe Normandie, 8^e (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9^e (43-42-56-31); Favette Bis, 13^e (43-21-60-74); Pathe Montparnasse, 14^e (43-20-14-06); Gervais, 10^e (43-21-60-74); Charles, 15^e (45-79-33-00); Pathe Cliechy, 18^e (45-22-46-01); Le Gambetta, 20^e (46-36-36-36).

DEVANT SI, TU SAIS-VIENS. Film français de Francis Kandel et Franck Schneider; Studio Canal, 9^e (47-70-63-40).

GORILLAS DANS LA BRUME. Film américain de Michael Apted, v.a.: Forum Horizon, 10^e (45-08-57-57); Bretagne, 6^e (42-22-57-97); UGC Danton, 6^e (42-26-10-30); UGC Normandie, 8^e (42-26-10-30); Kinéma, 10^e (42-26-10-30); v.f.: Rex, 2^e (43-06-50-50).

83-93) : UGC Montparnasse, cf. (45-74-94-94); Paramount Opéra, cf. (45-74-56-31); Les Nations, 12^e (45-04-47-61); UGC Gobelins, 12^e (45-04-47-61); Mistral, 14^e (45-30-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-93-40); Pathe Wepler, 18^e (45-22-47-61).

INCIDENTS DE PARCOURS. (*)

Film américain de George A. Romero, v.f.: *Forum Horizon*, 12^e (45-08-37-37); Cluny Palace, cf. (45-54-07-61); George V, 18^e (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2^e (42-36-31-93); *Paramount Opéra*, 9^e (47-02-56-31); UGC Lyon Baudin, 12^e (45-04-47-61); UGC Convention, 15^e (45-30-52-43); Mistral, 14^e (45-30-52-43); Pathe Montparnasse, 12^e (45-04-47-61); *Casa del Cinema*, 14^e (45-79-33-00); Pathe Charles, 15^e (45-79-33-00); Pathe Clichy, 18^e (45-22-46-01); Trois Secrétaire, 18^e (42-06-78-79); Le Convent, 18^e (45-22-46-01).

JULIA ET JULIA. Film italien de Peter del Monte, v.a.: *Forum Arc-en-Ciel*, 11^e (42-57-93-74); *George V*, 18^e (45-62-41-46); *Trois Parisiennes*, 18^e (45-22-46-01); *Ugc Convention Saint-Charles*, 15^e (45-79-33-00).

LE PIÈGE DE VÉNUS. Film allemand de Robert van Ackeren, v.a.: *Cine Club*, 12^e (45-04-47-61); *Cluny Palace*, Odéon, 6^e (42-36-19-68); UGC Biarritz, 9^e (45-62-40-40); La Bastille, 11^e (43-54-40-76); 14 Juillet, 12^e (45-04-47-61); *Le Convent*, 18^e (45-22-46-01); Bienville Montparnasse, 15^e (44-25-02); v.f.: UGC Opéra, 9^e (45-74-95-04); Images, 18^e (45-22-47-61).

FLEURE PAS MY LOVE. Film français du Tony Gatlif; Gaumont Les Halles, 11^e (40-26-12-12); *Pathe Impérial*, 2^e (47-02-56-31); Bretagne, 6^e (42-52-57-91); Pathe Convention, 15^e (45-30-52-43); *UGC Ambassade*, 9^e (43-59-19-08); Gaumont Alsia, 14^e (43-78-84-20); Gaumont Convention, 15^e (44-28-12-12); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHARLOT
(47-04-24-24)

Les Evénements de la nuit (1960, v.a. s.f.),
de Roberto Rossellini, 16 h ; Hommage
à Kirk Douglas : la Femme sur châlières
(1950, v.a. s.f.), de Michael Curtiz, 19 h ;
Histoire de défensive (1951, v.a. s.f.), de
William Wyler, 21 h 15.

SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-29)

Le Cinéma géorgien : Quelques inter-
views sur des questions personnelles (1979,
v.a. s.f.), de Liana Gogoberidze, 14 h 30 ;
la Légende de la forteresse de Souvarov
(1984, v.a. s.f.), de Sergueï Paradjanov et
Dodo Abashidze, 17 h 30 ; Pastorale
(1976, v.a. s.f.), de Otar Iosseliani,
20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-26-34-30)

Les Paris de l'adolescence: Initiation :
Bande amorce : la Nuit porte-jarretelles
(1984) de Virginie Thévenaz, Clémentine
Tanguy (1982) de Caroline Roubet, 14 h 30 ;
L'apprentissage de la vie : Rebecca (1983)
de Ghislain Assier, Les Années sandwichs
(1988) de Pierre Boutron, 16 h 30 ; Réves
rories : La Droque, c'est de la merde (1987)
de Jean-Marie Pariat, Bande amorce :
Bête rose (1982) de Patrick Chaput, Au
Pan Coupé (1987) de Guy Gillès, Maman
que Man (1982) de Lionel Soukaz,
18 h 30 ; Emotions féminines : Les Veuves
de quinze ans (1966) de Jean Rotch, Ma
chérie (1979) de Charlotte Dubreuil,
20 h 30.

Les exclusivités

LES ALLES DU DESIR (Fr.-Al., v.o.) ;
Sole de Bois, 95 (43-27-57-47) ;
L'ARME ABSOLUE (A., v.o.) ; Holly-
wood Boulevard, 95 (47-70-10-41) ;
RAGDAD CAFE (A., v.o.) ; Cinq Ban-
diers, 95 (43-27-57-47) ;
Odéon, 95 (43-25-59-83) ; Gaumont
Ambassade, 95 (43-59-19-08) ; 14 Juillet
Bastille, 15 (43-57-90-81) ; Gaumont
Paradis, 95 (43-27-57-47) ;
BAXTER (P.) (Fr.) ; Cinq Ban-
diers, 95 (47-72-52-36) ; UGC Montparnasse, 95
(43-54-94-84) ; UGC Odéon, 95 (42-25-
91-35) ; UGC Biarritz, 95 (43-54-94-
20-40) ; Paramount Opéra, 95 (47-42-
56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-
54-94-84) ; UGC Biarritz, 95 (43-54-
36-22-44) ; Mistinguo, 14 (43-59-52-43) ;
UGC Convention, 15 (43-74-93-40) ;
Lugea, 105 (43-54-94-84) ;
CAMILLE CAILLOUX (Fr.) ; Gaumont
Les Halles, 15 (40-26-12-12) ; Gaumont
Opéra, 25 (47-42-56-31) ; 14 Juillet
Opéra, 95 (43-57-90-81) ; UGC
Champ-Elysées, 95 (43-59-04-67) ;
Saint-Lazare-Pasquier, 95 (43-87-
35-43) ; Les Nations, 15 (43-54-94-67) ;
UGC Convention, 15 (43-74-93-40) ;
UGC Biarritz, 95 (43-54-94-20-40) ;
lms, 13 (43-56-23-44) ; Gaumont Afilas,
15 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-
20-20) ; UGC Convention, 15 (43-74-93-
75-79-19) ; Gaumont Convention, 15
(48-28-42-27) ;
DOMANI, DOMANI (It., v.o.) ; Saint
Germain-des-Près, Salle G. de Beau-
gard, 95 (42-22-87-23) ; UGC Rodéo,
95 (45-74-94-76) ; Les Trois Balcons, 95
(45-74-10-40) ; UGC Convention, 15 (45-
07-76) ;
DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-
CONTRE (Fr.) ; Lucienne, 95 (45-44-
57-34) ;

LE GRAND BLEU (Fr.-v.f.): Rex (Le Grand Rex), 2° (42-36-68-93): Les Montparnasse, 1° (42-37-52-37).

HIGH SPIRITS (Brit.-A. v.o.): Forum (Le Grand Rex), 1° (42-36-68-93).

UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); Pathé Marignan, 1° (42-36-68-93).

UGC Biarritz, 8° (45-62-20-30); UGC Français, 9° (47-70-13-88); Fauvett (Le Grand Rex), 1° (42-36-68-93); Montparnasse, 1° (42-30-12-06).

L'INSPECTEUR (HARRY ESTE LA DERNIERE CIBLE (A. v.o.): Forum (Le Grand Rex), 1° (42-36-68-93).

Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); v.f. Rex, 2° (42-36-68-93); UGC Montparnasse, 1° (45-74-94-94); UGC Opéra, 1° (47-94-95-40); UGC Louis Bastille, 12° (43-41-01-59); UGC Globeville, 13° (42-36-68-93).

UGC Normandie, 1° (42-36-68-93); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 19° (42-52-24-94).

LES MARIS. LES FEMMES. LES ANJANS (Fr.-v.f.): Forum, 1° (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-50-81); Pathé Marignan-Concorde, 8° (42-36-68-93); UGC Opéra, 1° (47-94-95-40); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-50-81); Pathé Français, 1° (42-36-68-93).

Saint-Germain-en-Laye
Naissance d'un théâtre

THE▲TRE

ALEXANDRE DUMAS

Cher Amis,
J'ai une sollicitation à vous faire.
On a reconstruit et on ouvre mon théâtre.
Tel le phénix il renaît à Saint-Germain-en-Laye
après tant d'années !
Venez donc, vous y rencontrerez des comédiens, des musiciens,
des danseurs aux talents les plus grands
et qui sait, peut-être moi aussi !

tout à vous

Alfred Cunnay

Décidée en 1986 par Michel Péricard, député-maire, et le Conseil municipal de Saint-Germain-en-Laye, la construction du **théâtre Alexandre Dumas** est achevée. Voisin du château, il est situé à l'emplacement du théâtre que l'auteur des « Trois Mousquetaires » dirigeait dans les années 1845.

Théâtre Alexandre Dumas, place André Malraux, 78100 Saint-Germain-en-Laye. - Tél. : 30.87.03.03.
Mairie de Saint-Germain-en-Laye : 39 73 92 92

ANTIQUITÉS - BROCANTE

**BROCANTE
DE PARIS
PORTE D'ORLÉANS**

SOLAIRE DU SÉJOUR DE NORDRA
(à l'entrée la gare des Buis)
tous les jours de 11 h. à 19 h.

**Jusqu'au Dimanche
29 JANVIER**



Métro : PORTE D'ORLÉANS

هكذا من الاعمال

Économie

SOMMAIRE

■ Malgré une conjoncture économique française favorable, le taux de chômage a augmenté de 1,4 % au mois de décembre, et le déficit commercial s'est légèrement détérioré l'an dernier (lire ci-dessous et ci-contre).
■ M. Mikhaïl Gorbatchev

n'arrive pas à réformer la lourde machine économique et administrative (lire page 25). ■ L'américain ATT, numéro un mondial des télécommunications, devrait prendre pied dans le téléphone italien (lire page 27).

■ Selon le rapport qui vient d'être remis au ministre de la mer, M. Jacques Mellick, les plans sociaux dans les ports se sont traduits en deux ans par le départ de 2 256 dockers. Chaque départ aura coûté en moyenne 638 000 F (lire page 27).

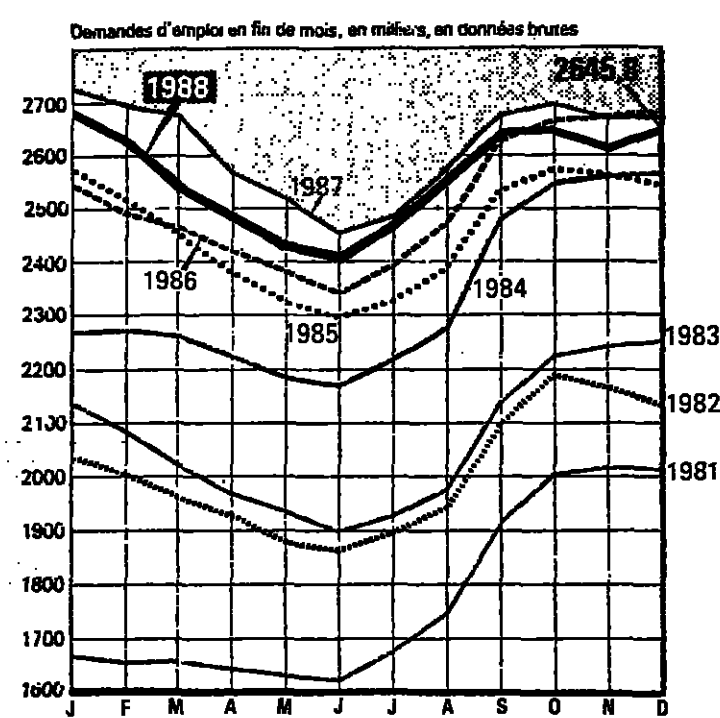
Hausse des inscriptions à l'ANPE en décembre 1988

Les créations d'emplois entament peu le chômage

Fin décembre 1988, selon les statistiques rendues publiques le 26 janvier par le ministère du travail, le chômage s'est aggravé. On comptait 2 645 800 demandeurs d'emploi en données brutes, soit 28 300 de plus que le mois précédent (+1,1 %) et 2 543 100 en données corrigées, soit 35 600 de plus (+1,4 %). En un an, dans un cas comme dans l'autre, la baisse est toutefois de 1,2 %, les bons résultats antérieurs permettant de maintenir l'intendance.

Accidentelle, la hausse n'est cependant pas fortuite après quatre mois de baisse impressionnante en données corrigées. Elle confirme bien l'existence de certains phénomènes qui peuvent, à tout moment, entraîner une augmentation et dont le ministère du travail redoutait le retour (le Monde du 24 janvier). Des jeunes se sont présentés sur le marché du travail, dont l'arrivée avait été différée par les dispositifs mis en place à l'issue de leur scolarité (+8,5 % en un an), le calendrier scolaire étant maintenant perturbé. Des femmes manifestaient le désir de reprendre une activité plus fortement que par le passé (+14,1 % en un an). L'effet d'appel, selon M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, étant certainement provoqué par la meilleure situation de l'emploi.

Mais d'autres causes pourraient être plus préoccupantes pour l'avenir. Rapidement et puissamment relancé après l'interdiction du printemps dernier (la fin de la campagne électorale) le traitement social s'épuise à nouveau : il ne peut plus corriger les mouvements de fond. Les dépenses de recherche d'emploi pour les plus âgés chutent de 54,7 % en un an et, surtout, les différents



formules s'essouffent ou ne sont pas relayées.

En matière de formation en alternance, l'effondrement des contrats d'adaptation et le ralentissement des SIVP (Stages d'initiation à la vie professionnelle) ne sont pas gommés par le regain des contrats de qualification. Le vieillissement des TUC ou la moindre efficacité des stages pour les jeunes et les chômeurs de longue durée ne sont pas davantage compensés par la montée en puissance des stages de réinsertion en alternance (51 321 au total en décembre) ou des contrats de réinsertion en alternance (37 907). D'ailleurs, le nombre d'entrées en

stage a diminué de 17,7 % en un mois et de 14 % en un an.

Plus inquiétant : les fins de contrat à durée déterminée et de missions d'interim représentent désormais 52,1 % des causes d'inscription au chômage, le travail temporaire connaissant une évolution encore plus contrastée (+25,2 % en un mois). Sur un an, le nombre mensuel d'entrées au chômage augmente de 2,2 % pour des raisons qui ne sont pas seulement saisonnières, l'habitude étant prise d'ajuster au plus vite les effectifs au travail. Les retours dans un emploi se sont brusquement ralentis (-21,02 % en un mois), ce qui semble indiquer une

forte rotation sur le marché. Même si, sur un an, le taux de placement demeure bien orienté (+7,5 %), il n'en reste pas moins que le volume des sorties du chômage diminue dangereusement de 16,8 % en un mois et de 4,5 % en un an.

Ces mauvais résultats éclairent également le bilan qu'il convient de faire de l'ensemble de l'année 1988.

A priori, la période s'achève bien puisque, de décembre 1987 à décembre 1988, on aura assisté à une diminution de 29 000 du nombre de chômeurs, premier recul de cette ampleur depuis 1969. M. Soisson, qui s'était engagé à ramener l'évolution du chômage à zéro en douze mois, pourrait donc se déclarer satisfait.

Mais la baisse du chômage doit être comparée à l'embellie qui s'est produite du côté de l'emploi avec la création escomptée de 180 000 postes supplémentaires pour les salariés. Bien qu'exceptionnel, ce fort développement n'entame guère le « stock » de chômeurs, et cela montre combien il sera difficile de résorber le nombre des demandeurs d'emploi dans des circonstances économiques équivalentes ou moins satisfaisantes.

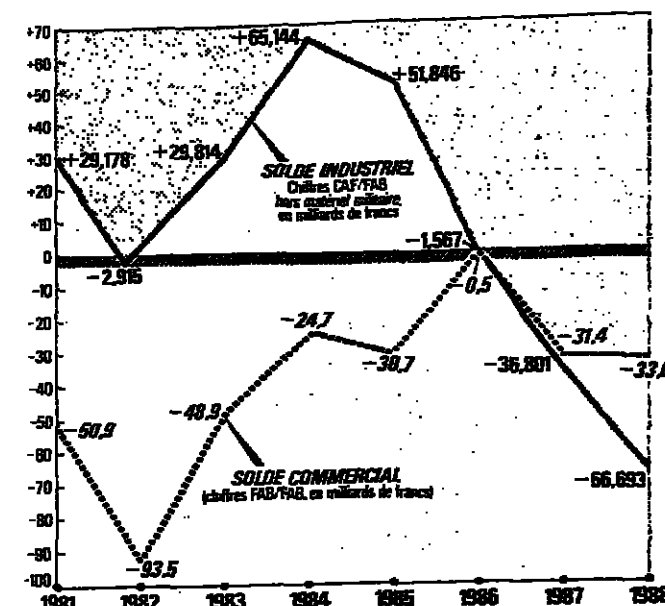
Attentif aux raisons de ce double mouvement contradictoire, M. Soisson fait deux observations : la baisse du chômage profite d'abord aux hommes, puisqu'ils sont 60 000 de moins à être inscrits à l'ANPE, tandis que les femmes sont 30 000 de plus. La baisse concerne plutôt les jeunes à cause de dispositifs d'aide en leur faveur (-68 000) mais s'accompagne d'une aggravation pour les 25-50 ans (+57 000). Autrement dit, on assisterait à une recomposition du chômage provoquée par « l'impact sélectif du dynamisme de l'emploi ».

ALAIN LEBEAUME.

BILLET

Commerce extérieur

L'introuvable équilibre



Quelques 33 milliards de francs de déficit en 1988, contre 31,6 milliards en 1987 : faut-il en conclure que le solde négatif des échanges de la France se stabilise ? Les facteurs de dégradation paraissent trop nombreux pour que l'on puisse s'en tenir à pareil optimisme.

Présentant les chiffres de la presse, jeudi 26 janvier, le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, s'est montré lui-même très prudent : la France devrait attendre l'équilibre pour la date magique de 1993. « Et tant mieux » si cet objectif est réalisé avant. On ne saurait mieux confirmer que M. Rausch — qui trouve par ailleurs son métier « très fatigant » — se refuse à être « le ministre du chiffre ».

Il est vrai que les résultats de 1988 ont été influencés par des facteurs exceptionnels. La croissance a été particulièrement vive dans l'ensemble des pays industrialisés, et les échanges mondiaux très dynamiques. Et après une longue période de baisse, les prix du pétrole ont vu leur cours s'inverser en fin d'année. Une forte expansion, allée à la poursuite du recantrage du commerce français sur les pays industriels, aura, certes, permis une bonne progression des exportations (12,2 %). Mais les importations ont suivi la même voie (+11,9 %) et, investissements des entreprises obligés — plus de 40 % des nouveaux équipements sont importés — le déficit des échanges industriels a quadruplé pour atteindre 42,2 milliards de francs pour l'ensemble de 1988. En outre, l'accroissement de la consommation des Français, en hausse de 1,9 % en glissement annuel pen-

dant le second semestre contre 0,2 % pendant le premier, a gonflé les achats de produits étrangers.

Pour M. Rausch, l'avenir du commerce extérieur dépendra de l'évolution des cours du pétrole et de l'éventuelle accentuation de leur hausse actuelle, de celle du dollar et, bien sûr, de la compétitivité des produits français. Mais c'est sans doute l'évolution de la conjoncture en France et chez ses partenaires qui jouera un rôle déterminant. En phase l'an dernier, la croissance de la France, si elle s'accroît vis-à-vis de pays comme l'Allemagne fédérale pourrait provoquer de nouveaux déséquilibres en 1989. Nos exportations s'en trouveraient freinées, alors que les importations conserveraient leur rythme ascendant.

En outre, si la vive dégradation du solde industriel, depuis 1987, n'est pas seulement liée aux investissements productifs, les mesures de promotion des exportations récemment annoncées, concentrées sur la formation et sur l'information des exportateurs, pourraient se révéler illusoirs.

En cette période de réduction des débouchés dans des pays jugés solvables et de concurrence exacerbée, c'est une fois de plus la structure industrielle de la France qui sera mise en cause. A moins que les entreprises françaises, accusées par une étude de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP) d'avoir gonflé leurs marges au détriment de leur compétitivité, fassent un effort pour être plus performantes sur les marchés mondiaux.

FRANÇOISE LAZARE.

SOCIAL

La manifestation des professions libérales

Un « premier avertissement »

Plusieurs milliers de membres des professions libérales (15 000 selon la police et 50 000 selon les organisateurs) ont défilé, jeudi 26 janvier, à Paris à l'appel de l'Union nationale des associations des professions libérales (UNAPL) et du Centre national des professions de santé (CNPS). Ils protestaient notamment contre le dédoublement des cotisations d'allocations familiales. De nombreux pharmaciens avaient pris place dans le cortège aux côtés de médecins, avocats, architectes, commissaires-priseurs, etc. On notait aussi la présence du sénateur RPR, M. Jean Chérioux, et du député européen du Front national, M. Michel Collin.

M. Claude Legros, président de l'UNAPL, a affirmé que le budget 1989 ne comportait « aucune disposition pour les professionnels libéraux » concernant la taxe professionnelle, l'équité fiscale, la taxe sur les salaires, l'incitation à l'investissement. « On nous agresse, a-t-il ajouté, en déplaçant les cotisations d'allocations familiales. Nous allons supporter un coût supplémentaire de 2,4 milliards de francs, soit près de la moitié du revenu escompté de l'impôt de solidarité

sur la fortune pour l'ensemble des Français ».

Pour sa part, M. Jacques Monnot, président du CNPS, a déclaré devant les manifestants : « C'est contre le gouvernement que nous protestons. Nous sommes contraints de descendre dans la rue parce que nous ne pouvons pas, sur des points essentiels, nous faire entendre ».

Pour M. Legros, qui a été reçu par M. Claude Evia, ministre de la santé, il s'agissait d'un « premier avertissement ». Lors du quarantième anniversaire de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des professions libérales (CNAVPL), le 26 janvier, M. Evia a annoncé la création d'une retraite personnelle pour les conjoints participant à l'activité professionnelle et l'amélioration de la pension de réversion (dont le taux devrait passer de 50 % à 52 %).

Grève des agents des impôts le 2 février. — Le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) appelle les agents des impôts à une grève de vingt-quatre heures et à une manifestation nationale à Paris le 2 février. Ils entendent ainsi « exiger l'ouverture de véritables négociations » sur l'emploi et les carrières.

EN BREF

● Six cents licenciements chez Chaffoteaux et Maury. — Chez le fabricant de chaudières, la COT débraye et menace de bloquer la production. En effet, les six-cents licenciements dont les modalités devaient être annoncées le 31 janvier au cours d'un comité central d'entreprise ont provoqué l'inquiétude dans l'usine de Saint-Brieuc (Côte-d'Or). Cette mesure fait partie du plan de trois ans mis au point à la suite des récentes difficultés de l'entreprise de chauffe-eau saisi par le tribunal de commerce de Paris (CCIP) d'avoir gonflé leurs marges au détriment de leur compétitivité, fassent un effort pour être plus performantes sur les marchés mondiaux.

complétées par la recherche d'un partenaire industriel qui sera associé au développement du groupe Chaffoteaux et Maury.

● M. Jean-Claude Hennequin, président du Comité central des pêcheurs. — M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, a nommé à la présidence du Comité central des pêches maritimes M. Jean-Claude Hennequin. Nommé pour six mois, M. Hennequin aura la mission de préparer, « dans une large concertation », les réformes nécessaires pour moderniser l'organisation professionnelle des pêcheurs maritimes. « Il est indispensable que ce secteur dispose d'institutions représentatives aptes à jouer le rôle de médiation et d'impulsion nécessaire à sa modernisation, en vue, notamment, de préparer l'échéance de 1992 », précise le communiqué du ministre de la mer. M. Hennequin est administrateur des affaires maritimes.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE MARSEILLE
PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
Bureau des installations classées et de l'environnement
Dossier suivi par : M^{me} DU BOUSQUET Poste 26.72
EDB/MG

AVIS D'AUTORISATION DÉLIVRÉE AUX ROULIÈRES DE BASSIN DU CENTRE ET DU MIDI POUR L'EXPLOITATION D'UNE CENTRALE THERMIQUE À GARDANNE ET À MEYREUIL

Par arrêté préfectoral du 1/10/1984, le préfet des Bouches-du-Rhône autorise l'exploitation de la tranche V de 600 MW de la centrale thermique et l'ensemble des autres installations minières de surface des Houillères des bassins du Centre et du Midi à Gardanne et à Meyreuil, au titre de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. Cet arrêté fixait notamment des normes particulièrement exigeantes en matière d'émissions atmosphériques, de dépoussiérage à 99,9 % et de désulfuration à 90 % — ainsi qu'en matière d'effluents aqueux.

Cet arrêté avait été cassé par décision du tribunal administratif en date du 11/12/1986. La décision se fondait sur un vice de procédure relatif à l'autorisation des rejets aqueux.

Eu égard à la décision du tribunal administratif et conformément à l'article 24 de la loi du 17 juillet 1976 relative aux installations classées, le préfet, commissaire de la République des Bouches-du-Rhône, a mis l'exploitant en demeure de présenter une nouvelle demande d'autorisation dans un délai de 3 mois. Pendant le délai nécessaire à la régularisation de la situation, il a imposé aux Houillères des règles d'exploitation provisoires tirées des prescriptions antérieures, qui ont permis de garantir la protection de l'environnement pendant la période intermédiaire.

L'exploitant a présenté une nouvelle demande d'autorisation le 24/04/1987. Comme le prévoit la législation, une enquête publique a été conduite du 23/05/87 au 23/10/87 dans les communes concernées.

Le préfet des Bouches-du-Rhône a autorisé par arrêté du 21/12/1988 la mise en exploitation de l'ensemble des installations. Les prescriptions techniques initialement imposées ont été renforcées pour tenir compte des conclusions de la nouvelle enquête. C'est ainsi que :

- la poursuite du fonctionnement de l'ancienne tranche IV de 200 MW au-delà du 31 décembre 1989 est conditionnée à la mise en place d'équipements complémentaires de dépoussiérage atmosphérique pour les rejets de poussières et d'anhydride sulfureux. En sus de la limitation du flux journalier de SO₂, une limite des émissions globales annuelles d'anhydride sulfureux a été fixée, ce qui implique une limite annuelle de fonctionnement de la centrale thermique et des quantités de charbon consommé.
- le niveau des normes de rejet des eaux de la centrale a été fixé pour mieux prendre en compte la qualité du milieu récepteur de la Luyne.

Ces dispositions complètent donc les prescriptions techniques de base qui concernaient le dispositif de désulfuration de la tranche de 600 MW de conception française, dont le rendement respecte les performances imposées de 90 %. Cet équipement, il faut le rappeler, est le premier installé sur un groupe thermique de cette taille. Il correspond à un investissement de 75 millions de francs, auquel l'Etat a contribué pour moitié.

Par ailleurs, l'arrêté reprend la prescription relative à l'exploitation d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air aux environs de la centrale. Ce réseau comprend six stations de mesure de la pollution et une station micro-météorologique.

Ce réseau est relié à celui exploité par AIRMARAX pour l'aire marseillaise.

Les mesures effectuées par le réseau AIRMARAX permettent de mettre en évidence une baisse des moyennes des concentrations en SO₂ et en poussières dans l'atmosphère de la région de Gardanne depuis la mise en service de la tranche V, du fait de l'arrêt concomitant des anciens groupes de 50 MW. Aucun épisode de pollution nécessitant la baisse du régime de la centrale n'a été enregistré au cours de l'année 1988. Par ailleurs aucune plainte n'a été adressée par les riverains au bureau des installations classées de la préfecture pendant cette période.

L'arrêté préfectoral du 21/12/1988 peut être obtenu sur demande adressée à la préfecture des Bouches-du-Rhône, direction de l'administration générale.
Marseille, le 21/12/1988
LE PRÉFET, Jean CLAUZEL

EXPO LANGUES
1-6 FÉVRIER 1989
PARIS - P^{te} DE VERSAILLES
HALL 8

TOUTS LES JOURS 10H - 19H
NOUVEAU JEUDI 2 FÉVRIER JUSQU'À 22H
JOURNÉE PROFESSIONNELLE MARCHÉ 1^{er} FÉVRIER

LE SALON DES LANGUES VIVANTES

Économie

ÉTRANGER

Les tentatives de réformes économiques

Lenteurs, pagaille, découragement en URSS

Le président du comité des statistiques, M. Mikhail Korolev, a tenu, jeudi 26 janvier, de tempérer les propos « alarmistes » qui se multiplient sur la situation économique en URSS (le Monde du 27 janvier). Mais, devant la confusion croissante provoquée par de multiples tentatives de réformes rarement appliquées, la polémique et le découragement gagnent les Soviétiques.

« Cherche intermédiaire, désespérément », Nombre d'industriels occidentaux pourraient reprendre à leur compte ce titre, à peine résumé, envoyé à la Chambre de commerce franco-soviétique par un dirigeant d'entreprise pourtant habitué à l'URSS. Les plus vives tentatives de relations Est-Ouest le reconnaissent : « Travailler avec l'Union soviétique n'a jamais été simple. Cela tourne en cercle vicieux, voire à un nouveau type de roulette russe ».

Avec l'éclatement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur se sont multipliés les partenaires potentiels. Fini le temps où une affaire se traitait avec une centrale, toujours à Moscou. Il faut désormais découvrir, de Tbilissi à Alma-Ata, une filière d'autant plus complexe que les ministères, dirigeants locaux, entreprises, coopératives et associations, désormais libres de commercer avec l'Occident, n'ont qu'une connaissance floue de leurs nouvelles prérogatives et, surtout, de la gestion même des échanges. Une situation à l'image de la perestroïka, où les réformes de réformes se succèdent, créant un sentiment de malaise et de confusion : les vieilles règles du jeu sont remises en cause sans que les nouvelles puissent toujours entrer dans les faits.

Un phénomène naturel, propre à toutes les périodes de transition ? Les réformateurs soviétiques comme leurs partisans occidentaux aimeraient pouvoir l'affirmer. Mais au fil des mois, des ouvertures, des aménagements ou des marches arrière, l'incertitude pèse, à la mesure d'un constat désabusé : au pays de la planification, la perestroïka manque cruellement de plan cohérent et ses promoteurs, une poignée d'économistes d'autant plus célèbres qu'ils sont rares, n'ont qu'une voix consultative auprès des instances dirigeantes. La discussion sur la meilleure façon de parvenir à un socialisme rénové par l'introduction des règles du marché y gagne sans doute en liberté, tournant à la polémique ouverte entre modérés, radicaux et nostalgiques de l'ordre passé. Mais l'efficacité n'y trouve guère son compte.

Les aînés des relations extérieures sont exemplaires des contradictions et de la pagaille née d'une volonté pragmatique de décentraliser et de promouvoir l'initiative, pour mieux faire craquer de vieux et puissants carcans administratifs. Les économistes occidentaux se souviennent, avec déjà une pointe de nostalgie, des premiers décrets d'août 1986, qui ont permis de réviser les règles de la réalité volontaire de réforme de Mikhail Gorbatchev. En filigrane de nouvelles règles du commerce extérieur apparaissent une prise de conscience, celle de la situation humiliante d'un pays dont l'indépendance était mise à mal par la chute des recettes à l'exportation — essentiellement tirées de l'énergie — et par l'effondrement des importations de céréales, reflet trop fidèle de l'échec agricole.

La structure des échanges de l'URSS, digne d'un pays en développement vendant des matières premières pour importer des biens d'équipement, finissent par paraître indigne d'une superpuissance capable de conquérir l'espace. Pour tenter de rattraper le temps perdu, les tentatives se multiplient et affinent. L'appel à la création de sociétés mixtes pour introduire des méthodes de gestion inconnues et bénéficier d'apports technologiques a provoqué un intérêt à l'échelle. En offrant, depuis décembre dernier, la possibilité d'une participation minoritaire et la présidence éventuelle de telles sociétés aux étrangers, Moscou a relancé le débat. Mais l'ambiguïté fondamentale demeure, quelle que soit l'ambivalence probable de la législation. Comme le rappelle un industriel français : « Nous cherchons avant tout à pénétrer un marché potentiel fantastique. Les Soviétiques cherchent les moyens de produire des biens présentables à l'exportation ».

« La liberté de commerce ne se décrète pas », renchérit un économiste. Comme ne s'impose pas, par la loi, l'autonomie de gestion à des entreprises sclérosées et assoupies dans le royaume du centralisme planifié. En théorie, les sociétés pourraient dès cette année s'affranchir de la tutelle de l'Etat pour passer directement entre elles des commandes. Cette ouverture risque fort de se traduire, dans les faits, par un recours plus fréquent au centralisme planifié. En théorie, les sociétés pourraient dès cette année s'affranchir de la tutelle de l'Etat pour passer directement entre elles des commandes. Cette ouverture risque fort de se traduire, dans les faits, par un recours plus fréquent au centralisme planifié.

Comment, dans ces conditions, moderniser un tissu industriel largement obsolète ? Près de 55 % des machines à utiliser le métal ont, par exemple, plus de dix ans (1). Comment insuffler un sens nouveau des responsabilités à des chefs d'entreprise accoutumés aux sureffectifs et à la faible productivité, indifférents aux besoins du consommateur ? Comment, au bout du compte, lutter contre les déficits planifiés de plus de vingt-quatre mille entreprises, selon les chiffres officiels, notamment dans l'agro-alimentaire, la chimie ou la transformation du bois, contraignant l'Etat à boucher les trous sous forme de subventions partiellement alimentées par des prélèvements sur les sociétés rentables ? Une part des réponses à de telles questions reste largement taboue : l'idée même de faillite est pour le moment exclue ; celle du chômage se diffuse mieux, peut-être parce que la population ne se sent pas encore vraiment menacée.

Comment, dans ces conditions, moderniser un tissu industriel largement obsolète ? Près de 55 % des machines à utiliser le métal ont, par exemple, plus de dix ans (1). Comment insuffler un sens nouveau des responsabilités à des chefs d'entreprise accoutumés aux sureffectifs et à la faible productivité, indifférents aux besoins du consommateur ? Comment, au bout du compte, lutter contre les déficits planifiés de plus de vingt-quatre mille entreprises, selon les chiffres officiels, notamment dans l'agro-alimentaire, la chimie ou la transformation du bois, contraignant l'Etat à boucher les trous sous forme de subventions partiellement alimentées par des prélèvements sur les sociétés rentables ? Une part des réponses à de telles questions reste largement taboue : l'idée même de faillite est pour le moment exclue ; celle du chômage se diffuse mieux, peut-être parce que la population ne se sent pas encore vraiment menacée.

Tiraillements idéologiques

L'un des proches conseillers de Mikhail Gorbatchev avait de sérieuses raisons de reconnaître, mercredi 25 janvier, que la perestroïka restait un exercice « théorique ». « S'il est passé de la parole aux premiers actes législatifs, Gorbatchev doit encore franchir le dernier cercle, redoutable, de l'épreuve des réalités », souligne, rêveur, un banquier européen. Car la boîte de Pandore est ouverte, nul ne l'ignore. Il ne suffit pas de se gager de théories néo-classiques, même si un haut fonctionnaire international plaisante, attendri : « Chaque fois que je rencontre un économiste soviétique, il me fait un cours de keynésianisme ». Il faudra bien trouver les moyens d'articuler une rude et longue période de transition en tenant compte de deux objectifs majeurs : l'instauration d'un véritable système des prix à l'intérieur et, pour parvenir à l'insertion de l'URSS sur la scène économique et les organismes internationaux, la mise en place d'un rouble convertible s'appuyant sur un véritable système bancaire et financier.

En ces domaines, le flou le plus complet masque mal les tiraillements idéologiques et les préoccupations croissantes nées des implications sociales et politiques de ce qui

constituerait vraiment la « seconde révolution » promise par le secrétaire général du parti. Quelques points pas ont été annoncés, fin 1988. Refonte des multiples parités pour unifier le rouble sur le plan interne, promesse encore ambiguë d'une plus juste valeur de la monnaie à l'horizon de 1990, ont agité la curiosité à l'Ouest. Parler de réelle dévaluation de la devise soviétique paraît pourtant excessif. Si les spécialistes estiment entre 65 % et 90 % la surévaluation d'un rouble fantasmagique vis-à-vis du dollar, le but sera, dans un premier temps, plus modeste : accoutumer les Soviétiques à établir un lien moins théorique entre le cours du rouble et les prix monétaires.

Un long, très long processus commence, créant des situations inconfortables. « La polémique entre la Banque des relations extérieures et les banques sectorielles autonomes récemment créées n'est pas près de s'éteindre. Nous sommes obligés de maintenir le contact de toute part pour ne pas être pris de court par l'évolution des esprits ou des hommes aux commandes », indique, à titre d'exemple, un banquier français. L'apprentissage de la réalité des prix s'annonce autrement redoutable. Les Soviétiques ont de bonnes raisons de se plaindre amèrement des pénuries et de la mauvaise qualité des produits. « Pour trouver une vie, mieux vaut se procurer un char », lançait un autre économiste de premier plan, M. Aganbegian. Mais lorsqu'on est habitué à payer le ticket de métro au prix instauré lors de la création de la première ligne, en 1935, lorsque le loyer des rures et mauvais logements sont maintenus artificiellement, depuis 1928, à 13,2 kopecks le mètre carré, seul un véritable saut qualitatif peut faire accepter les relèvements de tarifs. On en est loin.

Ce ne sont pas les « coopératives », ces entreprises privées encouragées un temps avant de voir leur champ d'action limité autoritairement en décembre 1988, qui permettront de remédier aux insuffisances du secteur d'Etat. Nul ne rêve plus de les voir assurer 15 à 18 % de la production nationale à l'horizon 2005, une proportion correspondant aux premières estimations du poids du marché noir dans

l'économie. En butte à la méfiance d'une part de la population, aux entraves de l'administration, voire au racket de « protecteurs » dignes de la Mafia, les coopératives ont du mal à trouver leur place.

« Le cercle devient parfaitement vicieux », souligne un économiste. Le lourd déficit budgétaire, de l'ordre de 100 milliards de roubles soit 11 % du PIB, recouvre notamment des subventions trop accrues dans les traditions pour être brutalement abandonnées et des « largesses assurées de bons revenus... non productifs ». De tels revenus nourrissent une épargne forcée, faute de produits à acheter, et un bas de laine masqué qui représenterait, au total, quelque 500 milliards de roubles, selon les Occidentaux. Jouer l'austérité budgétaire quand les magasins sont vides tiendrait du suicide politique. Recourir au traitement de choc du retour à la vérité des prix aussi. Effrayé, l'équipe au pouvoir a décidé de temporiser et de remettre à plus tard une réforme pourtant fondamentale.

La perestroïka serait-elle un simple écran de fumée ? Rares sont ceux, en Occident, qui l'affirment aujourd'hui. Mais une fois retombée l'euphorie de la glasnost, un décalage se creuse entre l'immensité de la tâche, la déception naît de réformes discréditées avant même d'être appliquées. Une campagne électorale inhabituelle ne constituera qu'une diversion temporaire. La fierté recouvrée face à un chef d'Etat sacré super-star par les Occidentaux ne durera pas éternellement. Mais le sentiment prévaut que le vent de réformes ne peut plus retomber, même s'il fléchit par moment. Les plus pessimistes l'affirment : il n'existe pas d'autre solution, si l'URSS ne veut pas être ravalée au rang de pays sous-développé. L'humour noir gardant ses droits, le mot de la fin pourrait revenir à l'écrivain et éditeur Fazy Iskander : « Les Soviétiques vivent la conjonction d'un régime de dictature éclairée et de pénurie, d'éclairage », ironisait-il récemment.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Le Courrier des pays de l'Est, novembre 1988.

Perestroïka franco-russe

« Moins de discours, de langue de bois, de papiers, plus de propositions concrètes. C'est avec cette devise inaccoutumée que Français et Soviétiques ont décidé d'entreprendre une opération de dépoussiérage de la grande commission qui, une fois l'an, permet à Moscou et Paris de dresser le bilan de leurs relations économiques, dans l'espoir toujours renouvelé, souvent déçu, de les relancer.

A la demande de Paris, le niveau même de la co-présidence a été relevé. Retrouvant la tradition interrompue depuis le passage de Michel Jobert à la tête du ministère du commerce extérieur, ce sera Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, qui dirigera la délégation française lors de la réunion de la commission qui se tiendra à Paris du 15 au 17 février. Réponse courtoise des Soviétiques, le premier vice-premier

ministre Vorodine assumera la co-présidence pour l'URSS.

Cette perestroïka franco-russe ne s'arrêtera pas à ces questions protocolaires. Au nom de l'efficacité, le nombre des fonctionnaires sera ramené, pour chaque partie, de 40 à environ 12 personnes. Pas de discours-floues, les débats seront enrichis par une rencontre préalable entre une dizaine de chefs d'entreprise français et soviétiques appelés à rendre compte à la commission de leurs conclusions ou de leurs idées pratiques. Les annexes techniques ou des projets et initiatives s'enlèvent depuis parfois dix ans, seront jetées au rebut. Seule rencontre institutionnelle puisque les petites commissions préparatoires sont abolies, la grande commission se voit ainsi offrir une chance de perdre les vertus soporifiques voire kafkaïennes, selon ses habitudes, de « grand-messes » sans lendemain.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire du groupe LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton a atteint 16 milliards 445 millions de francs, en progression de 24 % par rapport au chiffre d'affaires de 1987.

L'évolution dans les différentes branches d'activité a été la suivante :

En millions F.F.	31 Déc. 1988	Variations %
Champagne et vins	4.878	+ 9,6
Cognac et spiritueux	4.080	+ 37,6
Bagages, maroquinerie et accessoires	3.530	+ 50,5
Parfums et produits de beauté	3.739	+ 16,6
Horticulture	218	NS
TOTAL	16.445	+ 24,1

Le Directoire de LVMH réuni le 20 janvier 1989, a décidé de mettre en paiement le 1^{er} février 1989 un acompte sur dividende de 12 F., auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6 F., soit une progression de 33 % par rapport à l'acompte versé l'année précédente.

BONS RÉSULTATS 1988 POUR LE CRÉDIT MUNICIPAL DE PARIS

Les premiers résultats de l'exercice 1988 du Crédit municipal de Paris font apparaître une hausse de plus de 50 % de son produit net bancaire, qui devrait être de 140 millions de francs (contre 90 en 1987). Quant au résultat brut d'exploitation, il est estimé à 17 millions de francs, contre 14,2 en 1987.

Le Crédit Municipal de Paris semble donc en passe de réussir pleinement sa mutation bancaire.

IMS

PERSPECTIVES 1989 TRÈS FAVORABLES

L'évolution du chiffre d'affaires et des résultats consolidés du groupe IMS se présente de la manière suivante :

(en millions de francs)	1987	1988*	%
Chiffre d'affaires	1 750	2 241	+ 28
Résultat net	39	85	+ 118

* Estimé.

Société internationale de distribution de produits métallurgiques spéciaux, IMS a poursuivi son objectif prioritaire de croissance de ses résultats tout en appliquant activement sa stratégie de développement.

Le bénéfice consolidé provisoire de l'exercice 1988 : 85 MF (+ 118 %) illustre le résultat de cette politique.

La conjoncture soumise constatée actuellement dans les principaux pays européens où est implanté IMS permet d'anticiper une nouvelle progression de l'activité. Compte tenu de cette situation et de la poursuite de la politique d'amélioration de sa rentabilité, les perspectives de l'exercice 1989 se présentent très favorablement pour IMS.

CODETEL

Dans une lettre datée du 18 janvier 1989, M. Eric Dufoux, PDG, informe les actionnaires de Codetel des nouvelles conditions de fonctionnement des Sociétés de financement des télécommunications - SFT - à la suite du vote de la loi de finances pour 1989, qui modifie la loi d'origine de 1969 :

France Télécom continuera à faire appel aux SFT pour le financement d'équipements de télécommunication jusqu'en 1992 inclus. Après cette date, les contrats signés antérieurement continueront à produire leur plein effet sans modification juridique ou fiscale, et ceci jusqu'à leur échéance vers les années 2002-2003.

Les SFT pourront continuer à exercer une activité SICOMI - crédit-bail immobilier et location simple - comme la loi de 1969 les y autorise.

Pour faciliter leur reconversion, les SFT ont la possibilité de développer toute autre activité financière, commerciale ou de services à la seule condition d'avoir préalablement filialisé leur activité SICOMI, et ceci dans des conditions favorables de fiscalité des dividendes que versera cette filiale à sa maison mère.

Les perspectives offertes par la nouvelle législation permettent ainsi à Codetel de maintenir son activité Télécommunications pendant au moins une

quinzaine d'années, dont quatre de production nouvelle.

Le développement de l'activité SICOMI entreprise depuis plusieurs années se poursuivra ; les engagements cumulés approchent 1,3 milliard de francs, dont pris de 470 millions de francs de crédit-bail et 820 millions de francs de patrimoine locatif, soit un montant supérieur au capital de la société. En 1988, les engagements nouveaux se sont élevés à 363 millions de francs, dont 264 millions de francs pour le crédit-bail et 99 millions de francs en location simple.

Le conseil d'administration de la société se prononcera dans les prochaines semaines sur les nouvelles possibilités offertes à Codetel pour le réinvestissement des sommes progressivement rendues disponibles par la décroissance attendue du volume des engagements au profit de France Télécom. Le conseil examinera notamment les opportunités qui pourraient se présenter dans les domaines de l'immobilier et de la communication entendue au sens large.

En raison de l'effort d'investissement immobilier entrepris depuis trois ans et de l'arrivée à échéance de contrats PTT antérieurs financés par fonds propres, le résultat de l'exercice 1988 devrait être légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent sans que soit remise en cause, a priori, la politique de distribution de ces derniers années.

ODOUL AGENT DE **Garde-meubles** **demeco**
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

REPÈRES

Biens durables

Vive hausse des commandes en 1988 aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables ont progressé de 6,4 % aux Etats-Unis, en décembre, leur plus forte hausse depuis juin, indique, jeudi 26 janvier, le département du commerce. Pour l'ensemble de 1988, ce type de commandes a augmenté de 10,8 % pour représenter 1 430 milliards de dollars (8 580 milliards de francs).

Cette progression annuelle, la plus forte depuis 1984, confirme la bonne santé de l'industrie américaine, dopée par le recul du dollar et une forte demande à l'exportation. Elle reflète surtout une croissance toujours soutenue, même si le bond de décembre tient, particulièrement, une poussée de 21,1 % des commandes de matériel militaire, toujours volatil.

Inflation

La Bundesbank va durcir sa politique monétaire

Les chiffres provisoires des prix à la consommation en RFA, en hausse de 1 % en janvier, selon l'Office fédéral des statistiques, sont venus renforcer la détermination du président de la Bundesbank à lutter contre l'inflation. Par rapport à janvier 1987, l'augmentation s'établit à 2,5 % contre 1,6 % en décembre, comme en novembre 1988, le plus mauvais résultat depuis quatre ans. Le gouvernement table sur une pression inflationniste située entre 2 et 2,5 % en 1989. Intervenant devant des hommes d'affaires, le président de l'institut d'émission, Karl-Otto Poehl, a déclaré qu'il entendait « durcir » sa politique monétaire pour « contrer tout danger potentiel d'inflation ». La Bundesbank s'est fixée comme objectif de limiter l'expansion de la masse monétaire à 5 % cette année, contre 6,7 % en 1988, et continue de contrer toute nouvelle dépréciation du mark vis-à-vis du dollar.

6^e terminale
L'ANGLAIS ou L'ALLEMAND

En Angleterre ou en Allemagne : tennis, équitation, voile ou planche à voile, canoë, golf. A Pâques ou l'été : accueil dans une famille soigneusement sélectionnée. Un seul hôte français par famille. Cours quotidiens ou enseignement programmé à domicile. Activités, excursions. Stages Théâtre, Musique, Euroreporters : une autre façon d'apprendre l'anglais.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES
53, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite (52 pages).

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
C.P. _____ Ville _____
Tél. _____ Age _____ Classe _____

سكننا من الاجل

Le Monde

CADRES

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Une grande banque recherche ses
• **FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES**
Paris Réf. VM 37/839 D

Deutsche Bank

Banque
• **RESPONSABLE DE CELLULE ENTREPRISES**
Paris Réf. VM 37/2620 B

Secteur bancaire
• **REDACTEUR CONTENTIEUX**
Toulouse Réf. VM 22/1834 P

Banque privée-Paris
• **ADJOINT au DIRECTEUR CENTRAL chargé du développement**
Paris Réf. VM 22/2581 D

unibank

Banque
• **ASSISTANTS EXPLOITANTS GRANDES ENTREPRISES**
Paris Réf. VM 37/2284 K

COMPAQ

• **RESPONSABLE DU RECRUTEMENT**
Uls Réf. VM 32/2851 F

Transformation matières plastiques
• **INGENIEUR CHIMISTE**
Futur directeur de l'activité Emballage Lyon Réf. VM 11/482 H

Assurer l'étude et le développement de nos ventes dans la microfiltration
• **INGENIEUR CHIMISTE**
Paris Réf. VM 16/967 AA

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

EGOR
8, rue de Berni - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LALE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASL

LE PORT AUTONOME DU HAVRE

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

E.S.T.P. - ENSAIS ou équivalent

ayant si possible quelques années d'expérience du TERRAIN et capable d'assimiler rapidement les dossiers ETUDES.

POUR LUI CONFIER :

- dans l'immédiat, des responsabilités TRAVAUX (maîtrise d'œuvre de la construction d'un terminal à conteneurs) en étroite collaboration avec le Bureau d'Etudes ;
- ultérieurement, des responsabilités élargies ETUDES ou TRAVAUX suivant l'évolution du plan de charge GÉNIE CIVIL - Aménagement industriel-portuaire notamment.

Réelles perspectives de carrière pour candidat répondant à l'exigence de POLYVALENCE évoquée.

Prévoir d'envoyer dossier de candidature à :

PORT AUTONOME DU HAVRE - SERVICE B
B.P. 1413 - 76067 LE HAVRE CEDEX.

DEMANDES D'EMPLOIS

ASSIST. COMM. CONFIRMÉ 3 ans exp. (distrib. commerce électro.) ; adm. gestion des ventes, gestion des stocks, vendeur téléphones. Suite à démission, ch. poste adhésif/vernis, nettoyage, communication. Mère Velours, 13, all. des Bâches, 91940 Les Llis. 04-46-89-08, à partir de 18 h.

J.F. 29 a., DEA géographie et aménagement, travail avec bureaux d'études architectes. Stés d'aménagement sur environnement urbain, tourisme. Tél. : 47-27-05-84.

CADRE DIRIGEANT 18 a., exp. dans domaine chimiste, assure depuis 3 a. direct. dans entrep. install. et serv. 40 pers. objet. rempli, restruct. de prod., prod., restruct. de prod., comm. dev. des serv. ass. transp., patrimoine. Bas. rég. paria. poste motiv. respons. activité identique ou similaire.

Envoi sous le n° 8100 LE MONDE PUBLICITÉ 6, rue de Valenciennes 75007 Paris.

INGENIEUR CHAM diplômé institut de gest. ANGLAIS. technico-commercial, pleine d'équipement, ingénierie, charisme, poste responsable. PARIS. B. Fleury, 43-70-50-72.

ASSOCIATIONS

Appel

Samedi 28-1, à 15 heures Les choses spéciales de nos médias ou le langage de nos médias. D'après Dorel, resp. de l'association de la presse. Avec questions-réponses. CLP, 75, av. Parmentier, 10^e arr. Paris. Entrée : 40 F. Vite organisée. BP 2257, Paris 1181.

Grande maison savoyarde agréée accueille groupes en pension complète ou part. 10 pers. Autour de la cuisine. BP 74, 74110 Morzine - 02-75-14-80.

Serv. documentation Music : musique - musique - musique. Artiste vidéiste, jazz et rock. Catalogues gén. et spécialisés. ANNALES 90130 Chancy. Tél. : 46-82-56-41.

Conférences

Dim. 22 janvier, 15 h 30 10, r. Saurier, 75002 Paris (M^o Saurier-Saint-Michel). CROIRE EN DIEU, conf. par le pasteur E. FERRIER. Minutiel 36,14. Vinouville + service. Entrée grat.

• Prix de la ligne 44 F TTC (25 lignes, lettres ou enveloppes).

• Chaque issue à l'ordre du Monde Publicité, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution de vendredi dans le Monde Publicité, 6, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

La rubrique Associations Paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans la page 26 du Monde.

فكرنا من الأصل

Le Monde

IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt

27, r. Ferronnerie, Sam. (14-17 h), bel imm. XVI^e, rev. 2^e s. + petit dépt, 140 m², 980 000 F ou 46-44-99-07.

4^e arrdt

LE SAINT-LOUIS 13, QUAI D'ANJOU Bon imm., cuisine, studio avec poutres, chaudière, piscine, bain, w.c., Sam.-dimanche, 14-17 h.

7^e arrdt

PRÉS CHAMPE-DE-MARS App. 100 m², 2 s. à manger, 2 chbres, 2 s. de bns, bnc, cave + terr. 46-55-61-93.

10^e arrdt

UNIQUE App. 175 m² + 155 m² terr. PRESTATIONS LUXE 15 000 F m², 43-36-46-42.

11^e arrdt

M^o FAIDHERBE Imm. rdc, 11 ch, 5^e s. de b., 80 m², 4 chbres, 2 bns, 2 w.c., 2 chbres, 2 s. de bns, 164 m², 43-36-46-42.

12^e arrdt

DAUMESNIL Bel imm. bourgeoise, 14 ch, 2 chbres, bain, chf. contr. 1400 000 F. 43-44-43-97.

15^e arrdt

M^o CONVENTION Imm. rdc, 11 ch, 5^e s. de b., 80 m², 4 chbres, 2 bns, 2 w.c., 2 chbres, 2 s. de bns, 164 m², 43-36-46-42.

M^o PLAISANCE Imm. rdc, 11 ch, 5^e s. de b., 80 m², 4 chbres, 2 bns, 2 w.c., 2 chbres, 2 s. de bns, 164 m², 43-36-46-42.

20^e arrdt

CAMPAGNE PARIS La 20^e, résid., 4 ch, 140 m², 43-36-46-42.

appartements achats

CH. URG 110/140 m² Paris, prêt, 5^e s. de b., 140 m², 43-36-46-42.

locations non meublées demandes

Paris J.H. sérieux, ch. chambre, 48-58-55-53, soir.

locations meublées offres

Paris RUE VANEAU 2 pers. ou 3 pers., 40 m², entr., salle de bns, 48-58-55-53, soir.

maisons individuelles

BORDEAUX Sect. cour, pres. bns, part. vend. mais. ind. 1930, type 4, gar., granit, cave, 100 m², 43-36-46-42.

pavillons

Part. vend. à St-Paulus (77), pavillon de 1979, 5 pers., 82 m², construction traditionnelle, parcs, 43-36-46-42.

JEUNE FILLE au pair

Suisse, italienne et polonaise, ch. chambre dans famille à Paris et échange de services rendus (leçons d'allemand, de piano, de chant ou aide ménage) pour suivre études de chant pendant une année à part. d'été ou sept. Offres sous chiffr. 44-13-19-13. Publicité, case postale, CH-8021 Zurich/Suisse.

Tissages

important lot de tissus, environ 12 000 m², 40-82-11-77. Nantes.

automobiles

de 8 à 11 CV. BREAK VOLVO essence, 1000 cc, 21 000 F. Tél. : 43-23-51-63, scs 20 h.

ACHETER VENDRE LOUER

Si vous manquez d'adresses entraînez-vous sur 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44

FNAIM La meilleure vue sur l'immobilier.

FNAIM

immeubles

ACHÈTE COMPTANT MM. PARIS-BELLA-ROUSSE INTERMÉDIAIRE SOCIÉTÉ 3, r. Victor-Columbière, 91-46-34-83-33 FAX 47-46-75-08.

immobilier information

EXPERTISES ÉVALUATIONS Pour avoir l'avis d'un expert indépendant de la transaction sans engagement de votre part. Contact : UNABAT 23, rue J. Girardou, 75116 Paris, 43-36-35-58. Minutiel : 3615 code UNABAT.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS

Constitutions de sociétés et tous services 43-55-17-50.

DOMICILIATIONS 8

Bureaux, télé, télécopie, AGECO 42-94-35-28.

Domiliation depuis 50 F/m² Paris 1^{er}, 8^e, 9^e, 15^e et 17^e. Contact : SARL 1.000 F.N.T. INTER DOM 12, 43-60-11-66. CREADOM 17, 42-87-05-88.

L'AGENDA

Collections

Vend collection Onze et Newlook, reliées depuis 1950. 42-47-45-28, après-midi ou 35-15-09-22, le soir. Dem. M. Lamasné Stéph.

Jeune fille au pair

Suisse, italienne et polonaise, ch. chambre dans famille à Paris et échange de services rendus (leçons d'allemand, de piano, de chant ou aide ménage) pour suivre études de chant pendant une année à part. d'été ou sept. Offres sous chiffr. 44-13-19-13. Publicité, case postale, CH-8021 Zurich/Suisse.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Mérol, beau site, 3 déclos, 3000 m², 43-36-35-58.

LA FERME

ÉTÉ-HIVER 1100 MÈTRES 12 KM MEGEVE LOCATIONS LUXE

SUPRÊME CHALET COMPOSÉ DE 6 APPARTEMENTS (10 à 15 pers.) FACS AU MONT BLANC VUE SPLENDIDE TRÈS GRAND CONFORT PLEINE NATURE, SOLEIL.

Téléphone : (1) 42-47-85-28 et (1) 46-40-17-07.

Économie

AFFAIRES

Les bénéfices des compagnies pétrolières américaines ont fortement augmenté en 1988

	RÉSULTAT NET	CHIFFRE D'AFFAIRES
	(En milliards de dollars)	(En milliards de dollars)
	%	%
Exxon	5,26 (+9)	87,54 (+3)
Mobil	2,89 (+55)	54,9 (+6,8)
Teneco	1,3 (*)	35,1 (+0,5)
Chevron	1,77 (+41)	28,9 (+0,6)
Arco	1,58 (+29)	18,3 (+5)

(*) Teneco avait enregistré une perte de 4,13 milliards de dollars en 1987.

Après une année catastrophique et un exercice 1987 médiocre, les compagnies pétrolières américaines ont fortement augmenté leurs profits l'an dernier, en dépit d'une chute des cours du brut en fin d'année qui a affecté leurs résultats du quatrième trimestre.

Cette bonne performance est due pour l'essentiel aux résultats exceptionnels du raffinage distribué et de la chimie, lesquels ont bénéficié à la fois des bas prix du pétrole et de la demande. Les performances de l'aval ont largement compensé la diminution des profits réalisés par les compagnies dans l'amont.

Amorce de coopération élargie entre les producteurs indépendants et l'OPEP

Les pays producteurs de brut indépendants de l'OPEP ont amorcé, jeudi 26 janvier, une coopération avec les membres du cartel afin de soutenir les cours du brut.

Réunis à Londres, des experts représentant six pays de l'OPEP (Algérie, Arabie saoudite, Koweït, Nigéria, Venezuela, Indonésie) et sept pays indépendants (Colombie, Mexique, Oman, Malaisie, Angola, Égypte et Chine) sont « tombés d'accord sur leur responsabilité commune dans la stabilisation du marché pétrolier » autour du prix de 18 dollars, fixé par l'OPEP, indique le communiqué publié à l'issue de la réunion.

Suivant ce premier contact, plus technique que politique, une réunion au niveau des ministres, pour débattre sur des décisions concrètes, pourrait se tenir d'ici le printemps. Outre les sept producteurs indépendants directement impliqués dans ces discussions, d'autres pays assistaient à la réunion à titre d'« observateurs » : Union soviétique, Norvège, Yémen du Nord, ainsi que des représentants des États producteurs américains et canadiens.

La télévision haute définition à l'heure du marketing

La télévision haute définition (TVHD) n'est plus ce jargon technique exhibé parfois dans les salons internationaux pour faire rêver à l'an 2000. Après le déploiement réussi, le 28 octobre dernier, du satellite TDF 1, premier relais de diffusion de la nouvelle norme européenne de télévision D2-Mac Paquets appelée à lui servir de support, l'heure du marketing a maintenant sonné pour elle.

La France a fait le premier pas. Le groupe Thomson, la Compagnie française Philips et la Société française de production et de création audiovisuelle (SFP) viennent en effet de signer un accord en vue de collaborer au sein d'un groupement d'intérêt économique (GIE), International HD (IHD), pour mettre en œuvre les moyens humains, techniques et financiers destinés à promouvoir la technologie européenne.

Depuis la tenue à Rhodes, les 2 et 3 décembre 1988, du conseil européen, une volonté politique commune existait de développer une télévision de meilleure qualité et devant progressivement conduire à la haute définition sur grand écran (16/9) vers 1995. Mais vouloir faire pièce aux prétentions japonaises d'hégémonie est une chose. Pouvoir se vendre en est une autre. La tâche d'International HD va être ardue, puisqu'il va lui falloir convaincre non seulement tous les décideurs à chaque étape de la chaîne du son et de l'image (producteurs, réalisateurs, diffuseurs), mais également le grand public, dont le verdict pour l'adoption d'une nouvelle technologie est sans appel.

International HD disposera d'une unité mobile qui sillonnait l'Europe pour familiariser les professionnels

Bourse de Paris : rupture des négociations

L'intersyndicale des personnels des sociétés de Bourse a quitté la séance de négociation avec la délégation patronale de l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB), jeudi 26 janvier dans la soirée. Les représentants syndicaux, indique la délégation patronale, ont refusé « comme préalable à toute discussion que les instances professionnelles de branche garantissent le paiement des éventuelles indemnités de licenciement qui seraient dues par les sociétés de Bourse ».

« Compte tenu du problème juridique que pose cette garantie, la délégation patronale s'est engagée à apporter une réponse sous huitaine et a proposé de poursuivre les discussions sur l'ordre du jour. » C'est alors que les organisations syndicales ont quitté la salle.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

BOURSE

36.15 LE MONDE

Économie

AFFAIRES

L'application des « plans de compétitivité » dans les ports

Le départ de chaque docker coûte 638 000 F

Le Conseil national des communautés portuaires, que préside M. Jacques Dupuydauby, va prendre connaissance du rapport que le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, avait demandé à l'automne à son administration dans le but d'appré-

cier la compétitivité des grands ports français. Ce document d'une trentaine de pages, dont l'auteur est M. Christian Brossier, ingénieur général des Ponts et Chaussées, directeur des ports et de la navigation maritime, a pour objectif de

dresser un bilan des plans sociaux mis difficilement en œuvre depuis deux ans de Dunkerque à Marseille pour permettre à ces grandes places portuaires de soutenir la comparaison avec Rotterdam, Anvers, Gènes ou Barcelone.

Les ports français ont vis-à-vis de leurs clients une réputation médiocre due à un climat social délétère et à des coûts de transit élevés. C'est pour tenter de redresser leur image que, depuis deux ans, ont été lancés des plans de productivité et de reconquête des trafics commerciaux. Le but primordial consistait à réduire le nombre de dockers jugé pléthorique.

Déjà, avant 1986, une importante chute des effectifs avait pu être constatée. Mais, malgré cela, le taux d'emploi des dockers, c'est-à-dire l'indicateur de chômage dans cette profession, avait très sensiblement augmenté, passant de 23 % en 1982 à 33 % en 1986 : des chiffres qui illustrent une inadéquation entre le volume total et les caractéristiques des trafics de marchandises, d'une part, et, d'autre part, les effectifs de la main-d'œuvre de manutention. On avait tout simplement oublié les

conséquences des progrès techniques.

Les mesures mises en œuvre de 1982 à 1986, faisant appel essentiellement à la préretraite à cinquante-cinq ans, permirent le départ de quelque 3 000 dockers, mais ce que M. Brossier appelle « la seule poursuite des errements antérieurs » ne pouvait permettre d'éviter l'augmentation du chômage dans la profession. Il était donc indispensable de trouver, à partir de 1986, une formule plus ambitieuse, mais aussi plus onéreuse encore. Depuis deux ans, neuf plans sociaux ont été mis en œuvre pour faciliter le départ des dockers, en échange de quoi ceux-ci acceptaient une meilleure productivité du travail et les entreprises offraient aux armateurs et aux chargeurs (c'est-à-dire les industriels ou les négociants) des baisses de tarif. Ces plans se sont traduits par le

départ au 31 décembre dernier de 2256 dockers, dont 581 au Havre et 575 dans les bassins est de Marseille. Une évolution, notons-le, comparable à celle qui a eu lieu en Grande-Bretagne ou à Rotterdam.

Plus que dans la sidérurgie

Substantiels en termes de réduction d'effectifs, ces plans l'ont été encore davantage quand on examine leur coût. Au total, 1,469 milliard de francs ont été dépensés, dont 515 millions par les ASSÉDIC et 204 millions au titre du FNE. Les entreprises, pour leur part, n'auront versé que 368 millions dont 300 millions au Havre. Le coût moyen par docker atteint le chiffre impressionnant de 638 000 francs. Et même, au Havre, 823 000 francs... Ni dans la sidérurgie, ni dans la construction navale (des secteurs où, pourtant,

de gros efforts financiers ont été consentis dans le passé pour faciliter le départ de salariés en surnombre) on n'avait atteint de telles sommes.

De plus, ces enveloppes financières n'ont pas toujours eu le résultat escompté. Car, si au Havre ou à Dunkerque le taux de chômage des dockers a sensiblement régressé, il a, en revanche, augmenté à Rouen ou à Dieppe.

D'un point de vue économique, le rapport évalué de 5 % à 11 % les gains enregistrés sur les coûts de manutention qui résultent de l'application des plans sociaux, notamment au Havre pour le transbordement d'un conteneur (600 francs à la fin de 1986 et 450 francs à la fin 1988). A Marseille, où la compétitivité était la moins bonne, les tarifs ont baissé en moyenne de 17 %.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Marquant un point en Europe

L'américain ATT ferait son entrée sur le marché italien des télécommunications

Au lendemain de l'annonce des premières pertes de son histoire (3 milliards de dollars, soit 19 milliards de francs, au quatrième trimestre), le numéro un mondial des télécommunications, l'américain ATT, devait être choisi vendredi 27 janvier pour s'allier à l'italien Italtel. Une nouvelle qui tombe à pic alors que les Etats-Unis reprochent aux Européens d'être trop protectionnistes en matière de télécommunications.

être critiquée a priori ou alors il ne faut pas se lamenter quand on accuse l'Europe de se transformer en forteresse. Voilà ce qui s'appelle préparer les esprits... Italtel, a ajouté le premier des managers publics italiens, doit chercher l'allié qui lui garantira la meilleure position possible sur le marché international, voilà tout !

On ignore encore le détail de l'offre américaine, basée à la fois sur une prise de participation croisée et sur la constitution d'une filiale commune. Mais, outre la mission d'assurer le transfert de la technologie ATT vers l'Italie, celle-ci pourrait aussi servir de cadre à la production et à l'exportation de nouveaux matériels. Les Américains auraient notamment accepté que des systèmes de transmission soient fabriqués avec leur technologie, mais commercialisés par une filiale propre à Italtel seule. Au surplus, les centraux UT déjà fabriqués par la société italienne bénéficieraient de l'ouverture du marché américain. Tout cela reste évidemment à préciser, et devrait être annoncé incessamment.

ROME
de notre correspondant

La nouvelle devait être annoncée officiellement vendredi 27 janvier à l'issue d'un conseil des ministres : c'est à l'américain ATT que la société d'équipement téléphonique Italtel (filiale du holding public IRI) a choisi de fier son destin. Dans la lutte sans merci que se livrent sur l'échiquier mondial les géants des télécommunications, le numéro un mondial devait coiffer au poteau la CGE française, maison mère d'Alcatel, et l'allemand Siemens.

Le groupe américain pourra donc bénéficier des investissements colossaux que l'Etat italien s'apprête à débloquer pour amener ses télécommunications à parité avec l'Europe du Nord. 160 milliards de francs seront dépensés sur cinq ans pour rénover les réseaux, mettre en place de nouveaux centraux et, d'abord, satisfaire les quelque 650 000 foyers italiens en attente d'un raccordement. Il faut à présent cinq mois de patience en moyenne pour obtenir une ligne, d'où la faiblesse de la densité téléphonique en Italie : trente-trois appareils pour cent habitants.

Pour des raisons politiques essentiellement, « il est encore possible », espère-t-on du côté français, « qu'une petite place » soit réservée à Alcatel sur le marché local, ne serait-ce que pour préserver les quelques milliers d'emplois actuellement assurés par la filiale italienne de la société française (Alcatel-Face). Idem pour Siemens, autre concurrent vaincu de cette bataille d'Italie. En effet, contrairement à ATT, qui fait ainsi une entrée triomphale sur le marché européen et y disposera avant 1993 d'une vraie tête de pont, les deux grands groupes européens, le français et l'allemand, ont déjà une longue présence dans la péninsule. La défaite n'en sera certainement que plus amère, mais, selon les spécialistes, « eu égard aux rivalités entre les deux », il était « impensable » de les voir s'allier pour battre l'américain, numéro un mondial.

« Allons... », a déclaré, mardi 24 janvier à Bruxelles le président de l'IRI italien, M. Romano Prodi, notre éventuelle décision ne doit pas

Un aspect politique

La presse transalpine s'est cependant faite aussi l'écho de l'aspect non seulement technologique, mais également politique de cette affaire, pour provoquer quelques interrogations. Selon les journaux, le parti socialiste italien, et d'abord son chef, M. Bettino Craxi, était depuis longtemps en faveur de l'option américaine. Ainsi qu'une partie de la démocratie chrétienne, avec laquelle les socialistes partagent actuellement le pouvoir. On a parlé notamment, lors du récent voyage officiel de M. De Mita, chef du gouvernement italien aux Etats-Unis, d'une rencontre impromptue avec le président d'ATT, le très dynamique Robert Allen. Depuis plus d'un an que durent les négociations, celui-ci est également venu à Rome. On n'y a pas vu, en revanche, M. Pierre Suard, le patron de la CGE, et c'est la filiale italienne d'Alcatel qui, pour l'essentiel, a été chargée de la négociation.

L'interview donnée par M. Suard à Paris même, en septembre dernier, pour « dénoncer la désinformation » et évoquer « les interventions politiques », a fait beaucoup jaser dans le Landerneau romain. La très récente intervention de M. Michel Rocard en personne auprès du gouvernement italien pour essayer de « sauver les meubles » n'aura sans doute permis... que cela. « Finalement, jugeait un expert italien, on peut se demander si la CGE avait vraiment envie de se marier avec nous. »

PATRICE CLAUDE.

(Publicité)

PRIX 2000 SG DE LA CRÉATIVITÉ INDUSTRIELLE. LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RÉCOMPENSE LE TALENT.



Parce que l'industrie est l'un des

domaines où le talent aujourd'hui s'exerce le plus brillamment, la Société Générale a fondé le Prix 2 000 SG qui récompense chaque année les créations industrielles les plus originales, performantes, riches d'avenir. Ces prix sont décernés à des PME et PMI qui ont su transformer un véritable projet d'innovation technologique en réalisation concrète, et apporter ainsi une réponse à l'évolution des besoins du marché.

Le 12 janvier 1989, Marc Viénot, Président-Directeur Général de la Société Générale et le Professeur Jacques-Louis Lions, Président du CNES, membre de l'Académie des Sciences ont remis les quatre prix 1988 d'un montant total de 750 000 F.

Le Grand Prix de 300 000 F a été attribué dans le secteur mise en valeur du patrimoine culturel à la Société T.A.M.J. pour un procédé de marquage invisible et indestructible des œuvres d'art et détectable à distance en cas de perte ou de vol.

Les autres prix ont été attribués à :

- la Société ISTAR pour un logiciel permettant la production d'images du relief de la surface terrestre à partir des photos du satellite SPOT.
- la Société MÉTROVISION pour une gamme d'appareils de mesure informatique des mouvements oculaires.
- la Société ENCORE DEVELOPPEMENT pour un logiciel d'animation, en temps réels, en deux dimensions sur Macintosh II.

Favoriser la créativité industrielle, l'encourager, c'est pour nous l'une des façons de mettre notre talent au service du vôtre.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

de 14 à 18 ans

L'ANNÉE SCOLAIRE

aux U.S.A.

Vivre et étudier "à l'américaine", pendant un semestre ou une année. Accueil en famille. Cours quotidiens dans une "High School". Prix année scolaire : 18 800 F + voyage.

G.B. IRLANDE ALLEMAGNE  ESPAGNE U.S.A. AUSTRALIE

EUROLANGUES
53, rue de Rivoli, 75001 Paris
Tél. (1) 40.28.00.65

Demandez vite la documentation gratuite.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

C.P. _____ Ville _____

Tél. _____ Age _____ Classe _____

MAS2

مكتبة من الامم

PARIS, 27 janvier ↑

(1900) ..	11	4 3/8	12	4 5/8	11	5 3/8	5 5/4	7 1/2	7 7/8	7 3/4	8 1/8
	11		12		11	1/2	5 1/2	5 1/2	5 5/8	11 1/6	8 13/16
F. Fran.	12	3/4	13		13		11 7/8	11 1/2	11 7/8	11 5/8	12 1/8
	8	3/8	8	3/4	8	5/8	13 1/8	8 3/4	13 1/8	12 3/4	13 7/8
							8 3/4	8 3/4	8 7/8	8 13/16	9 1/8

BOURSE DU 27 JANVIER

**Cours relevés
à 15 h 03**

Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
3680	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Chase Meth.	198	200	+ 1.11	1870	Chase Meth.	198	200	+ 1.11
1187	C.F.P. T.P.	1188	1188	+ 0.08	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Echo Bay Mines	97	97	97.95	1870	Echo Bay Mines	97	97	97.95
1187	Orlé. L'Y. T.P.	1135	1135		1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Deutsche Bank	1850	1844	1858	1870	Deutsche Bank	1850	1844	1858
1647	Rennais T.P.	1720	1712	- 0.17	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Dresdner Bank	1045	1056	1040	1045	Dresdner Bank	1045	1056	1040
1753	S.A. C. G. S.	1270	1270		1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Ed. de la Presse	1045	1056	1040	1045	Ed. de la Presse	1045	1056	1040
1510	St-Gobain T.P.	1518	1220	- 0.16	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Ex-Point-Mine	620	630	629	620	Ex-Point-Mine	620	630	629
1318	Thomson T.P.	1323	1323	+ 0.45	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Eastern Canada	235	240	230	235	Eastern Canada	235	240	230
330	Alcan.	332	332	+ 0.79	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	East Rand	31	35	30	31	East Rand	31	35	30
620	Alcan.	620	620	+ 0.79	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Goldfields	143	141	141	143	Goldfields	143	141	141
2020	Alcan.	2020	2020	+ 1.14	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Harmony	38	37	38	37	Harmony	38	37	38
45	Alcan.	45	45	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Hecla	79	80	79	79	Hecla	79	80	79
2510	Alcan.	2510	2510	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Imperial	114	114	114	114	Imperial	114	114	114
910	Alcan.	910	910	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Isle of Man	50	50	49	50	Isle of Man	50	50	49
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Johns-Manville	79	80	79	79	Johns-Manville	79	80	79
2510	Alcan.	2510	2510	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Kimberly-Clark	114	114	114	114	Kimberly-Clark	114	114	114
110	Alcan.	110	110	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Lehigh	50	50	49	50	Lehigh	50	50	49
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Libby	79	80	79	79	Libby	79	80	79
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Manitowish	114	114	114	114	Manitowish	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Marquette	114	114	114	114	Marquette	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	McGraw-Hill	114	114	114	114	McGraw-Hill	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Montreal	114	114	114	114	Montreal	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070	C.R.E. 3%	3732	3732	+ 0.24	198	Metallgesellschaft	114	114	114	114	Metallgesellschaft	114	114	114
670	Alcan.	670	670	+ 0.28	1070</														

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

26 / 1

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraies incl.	Rachet net
Obligations																				
5,00 5,00 77	125 10	6 003	C.I.C. (Financ. de		210 20	Machine Bell		105	A.A.		1320	A.A. Act.	1014 24	988 50	Financ. Perm.	101 59	98 03	Financ. Placements	261 15	259 85
8,00 5,00 78	102 08	5 943	Chemin de Fer	220	736	Magnifique Urbain	148 80	148 80	Vie	146	146	Act. France	229 26	223 12	Financ. Négoce	1724 73	1691 97	Financ. Invest.	727 07	694 10
10,00 5,00 79/80	106	4 290	Chemin de Fer	741	1318	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
13,25 5,00 80/81	105 40	8 040	Chemin de Fer	1318	1340	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
16,20 5,00 82/80	106 98	8 021	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
16 50 82	109 10	10 170	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
14,00 5,00 83	111 11	13 003	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
13,20 5,00 84	111 21	1 306	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
11 50 85	115 10	10 248	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
10,25 5,00 86	108 15	9 023	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
0,01 12,75 83	2020 50		Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
0,01 10,00 2000	108 16	6 712	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
0,01 9,00 1987	106 65	1 221	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
0,01 9,00 1996	106 16	9 720	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse	422	422	Wander	1476	1476	Act. France	530 27	511 10	Financ. Négoce	28 11	28 41	Financ. Placements	1108 74	1108 74
Ch. France 3 82	101 95	0 633	Chemin de Fer	361	361	Montparnasse														

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 Pologne : reprise des discussions entre le gouvernement et Solidarnosc.	7 La polémique sur les « affaires » après l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances.	12 Education : la réorganisation des classes préparatoires - Sciences : nouveau succès pour Ariane.	19 Prométhée enchaîné, d'Eschyle, à Créteil : Jean-Luc Boutté met en scène Britannicus à la Comédie-Française.	24 Hausse du chômage en décembre 1988.	Abonnements 2	● Tout savoir sur les « affaires » JOUR
4 L'ombre des Khmers rouges dans la campagne cambodgienne.	8-9 La préparation des élections municipales.	13 Religions : 163 théologiens critiquent le Vatican.	20 Cinéma : « L'Année du soleil calme », de Zanussi.	25 Les réformes économiques en URSS.	Annonces classées 26	● Un coin sur le coin, l'autre sur votre portefeuille BOURSE
5 M. Bush se rendra en Chine après les obsèques de Hirohito.	10 Avant le congrès extraordinaire du RPR.	18 Sports : Lendl et McEnroe en finale des Internationaux de tennis d'Australie.	14 Communication : Régine Deforges rachète Ramsay.	26 La télévision haute définition à l'heure du marketing.	Carnet 14	● Abonnez-vous au Monde par minitel ABO
	11 Bicentenaire.			27 L'américain ATT fait son entrée sur le marché italien des télécommunications.	Météorologie 23	● Jouez avec le Monde JEUX
				28-29 Marchés financiers.	Jeux 23	3615 têtes LEMONDE
					Philatélie 22	
					Radio-télévision 22	

L'Etat demande à EDF de geler ses tarifs

Le gouvernement a demandé à EDF de geler les tarifs de l'électricité pendant quatre ans dans le cadre des négociations menées depuis des mois pour la signature d'un nouveau contrat d'objectif. En outre selon la CFTD, qui dénonce l'attitude des pouvoirs publics, il serait demandé à l'établissement de réduire son endettement de 10 milliards de francs pendant la même période, ce qui impliquerait des économies de 10 milliards sur les frais d'exploitation, de 11 milliards sur les investissements et de 2 milliards sur les frais de personnel.

En contrepartie, l'Etat s'engagerait à favoriser le développement des ventes d'environ 10 % au cours de la période. Jusqu'ici aucun accord n'a pu être dégagé entre le gouvernement et EDF, qui réclame en vain une liberté de gestion accrue tant en matière de tarifs, que d'investissements.

Bolloré prend le contrôle du loueur de voitures Mattei

Le groupe Bolloré, qui a pris 10 % du capital de SEPA-Mattei au mois d'août dernier, vient de porter sa participation à 51 % en reprenant les parts de la famille Mattei. La firme emploie 180 personnes et réalise un chiffre d'affaires de près de 100 millions de francs. Elle dispose de 1 300 véhicules, de garages, et de parkings à Marseille, Nice et Paris.


Conformément à la législation boursière, une procédure de maintien de cours est décidée sur le titre SEPA-Mattei holding du groupe, à 2 200 francs et sur sa filiale à 53 % Mattei-Automobile, à 1 880 francs. Selon les titres amenés lors de ces opérations, l'investissement de Bolloré oscillerait entre 60 et 100 millions de francs.

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1989 a été tiré à 559 610 exemplaires.

(Publicité)
CENTRE RACHI
FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS
JUIVES DE FRANCE
COLLOQUE
« MÉMOIRE PRÉSENTE »
28 et 29 janvier 1989
SAMEDI 28 JANVIER 1989 à 20 h 30
Ouverture solennelle
avec Messieurs
S. WISENTHAL, A. FINKELKRAUT
P.A.F.
Centre Rachi, 30, bd de Port-Royal, 75007 PARIS

(Publicité)
aux Entrepôts du Marais
on baisse le pantalon 159 F en flanelle
doublé, un prix imbattable, comme le blazer pure laine à 339 F ; les vestes cachemire et laine ou Harris-tweed à 699 F ; en pure laine peignée, le costume à 895 F ou le manteau à 1 297 F ; chemises, cravates. Parce que, aux Entrepôts du Marais, on vend en direct les créations Guy d'Amberg, vous avez prix et qualité. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. M^r St-Sébastien-Froissart, 3, rue du Pont-aux-Choux (9^e), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

cobbler
SOLDES
TOUTE SA COLLECTION EN COUSU NORVÉGIEN



SEMELLE GOMME 700 F - SEMELLE CUIR 750 F
11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 14, avenue Mozart, 75016
40, rue Saint-Honoré, 75001 rue du Bac, 75007
30, rue de Miromesnil, 75008 5, place des Terres, 75017
Printemps Haussmann - Parly 2 - Vélizy 2 - Galeries Lafayette
BOWEN, 6, rue des Arts, Toulouse
BOWEN, 4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly

M. Arafat est reçu à Madrid avec tous les honneurs

La date et le lieu d'une rencontre entre M. François Mitterrand et M. Yasser Arafat ne sont « pas déterminés » et, si rien ne s'oppose au « principe » d'une telle réunion, sa « mise en œuvre se discute », a lui-même indiqué, jeudi

MADRID
de notre correspondant

Un dîner avec le chef du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, une rencontre avec les ministres des affaires étrangères d'Espagne, de France et de Grèce, actuels membres de la « troïka » communautaire chargée des contacts au Proche-Orient, une audience avec le roi Juan Carlos : c'est avec un agenda chargé que le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, a entamé sa visite de vingt-quatre heures à Madrid, où il est arrivé jeudi 26 janvier en début de soirée.

Il s'agit là des véritables « débuts » du leader palestinien sur la scène communautaire, et sans doute n'est-ce pas un hasard s'ils ont précisément lieu à Madrid. Parmi les Douze, l'Espagne, qui a toujours maintenu des relations privilégiées avec le monde arabe, est en effet l'un des pays qui a manifesté le plus clairement sa sympathie pour la cause palestinienne - sans toutefois se détacher, comme la Grèce, de ses partenaires.

EN BREF

● M. Rakowski à Paris en février. - Le premier ministre polonais, M. Mieczyslaw Rakowski, effectuera le 14 février prochain une visite privée de plusieurs jours en France, a annoncé jeudi 26 janvier à Varsovie le porte-parole du ministère polonais des affaires étrangères. Celui-ci a d'autre part confirmé que le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, était attendu à Varsovie en avril. Il devrait notamment préparer la visite officielle en Pologne de M. Mitterrand, qui, a-t-il dit, doit se situer dans le courant du premier semestre de cette année, avant le 14 juillet certainement. - (AFP).

● La succession de Marguerite Yourcenar à l'Académie française. - MM. Robert Mallet, soixante-trois ans, essayiste et écrivain, ancien recteur de l'Académie de Paris, et Jean-François Deniau, soixante ans, ancien ministre et écrivain, se sont portés candidats, jeudi 26 janvier, au fauteuil de Marguerite Yourcenar (morte le 17 décembre 1987). L'élection aura lieu le 9 mars.

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

26 janvier, le président de la République. Cette déclaration - à Radio-J - confirme les propos qu'avait tenus la veille le chef de l'O.L.P. (le Monde du 27 janvier) sur l'existence de contacts franco-palestiniens à ce sujet.

Depuis qu'elle a assumé, le 1^{er} janvier dernier, la présidence de la Communauté, elle a d'ailleurs montré qu'elle entendait faire de la coopération politique entre les Douze, à propos du problème du Proche-Orient, l'un de ses principaux chevaux de bataille. Le 14 janvier, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Fernandez Ordóñez, avait déjà visité Israël.

Les diplomates espagnols considèrent que le moment est venu d'agir : d'une part parce que les dernières initiatives de M. Arafat ont ouvert la voie, de l'autre parce que la « troïka » représente trois pays bien décidés à élaborer une politique commune au Proche-Orient qui prendrait en considération l'O.L.P. Quelle politique ? On considère à Madrid que la « troïka » peut surtout jouer un rôle de « bons offices », en transmettant à chacun de ses interlocuteurs les concessions auxquelles sont apparemment disposés les autres. Il s'agit de rechercher ainsi un terrain d'entente afin de faciliter la convocation d'une future conférence internationale.

On n'oublie pas toutefois à Madrid que la règle du plus petit

dénominateur commun reste de mise entre les Douze. Une règle qui avait empêché à Rhodes la Communauté, faute d'unanimité, de prendre langue avec l'O.L.P., avant que les Etats-Unis n'en aient pris eux-mêmes l'initiative. Dans les milieux diplomatiques espagnols, on affirme que les Douze ne peuvent pas donner une nouvelle fois l'impression d'agir au Proche-Orient à la remorque de Washington.

Reste que, dans l'immédiat, la visite de M. Arafat à Madrid ne devrait pas déboucher sur des résultats spectaculaires. On s'attend, dans la capitale espagnole, que le leader de l'O.L.P. demande aux Douze de faire un pas dans la voie de la reconnaissance de l'état palestinien, en élevant le statut des bureaux de l'O.L.P. dans les différentes capitales, et exhorte les Douze à appuyer l'idée d'une mise sous tutelle de l'ONU des territoires occupés par Israël. Quelle que soit la réponse des Douze, on souligne d'ores et déjà à Madrid que cette visite constitue en soi un succès politique pour le chef palestinien.

THIERRY MALINIAC.

Les enseignants grévistes défilent à Paris

L'appel à la grève de plusieurs syndicats d'enseignants (SNES, SNEP, SNALC) semblait assez largement suivi dans les collèges et les lycées, vendredi 27 janvier. Des manifestants devaient se rendre devant le ministère de l'éducation nationale pour protester contre les projets gouvernementaux.

Vendredi, 8 h 15, devant le lycée Lamartine à Paris. La grève sera un échec à en croire ces escouades de seconde : « Un seul prof absent dans ma classe », s'indigne-t-il en rigolant. Ses copains corrigent cette première statistique : « Chez nous, la moitié environ ». Ils sont au courant parce qu'ils ont interrogé leurs professeurs la veille sur leurs intentions : « Aucun ne nous a interrogé spontanément qu'il faisait grève ».

Dans le hall d'entrée, M^{me} le proviseur tire des plans sur la comète : « Hier, j'ai été informée d'une quinzaine de grévistes, il y en aura vraisemblablement trente, soit la moitié des services. » Pour en avoir le cœur net, elle pointe discrètement sur un papier le nom des professeurs qui, un à un, poussent la porte et défilent devant la loge du concierge. Un coup d'œil vers le ciel la rassure ; il fera beau, les petits pourront rester dans la cour. Les jours de grève, l'intendance doit suivre.

Dans la matinée, le proviseur du lycée Colbert comptabilisait 50 % de grévistes. A Lavoisier, les grévistes atteignaient 58 %, tant au collège qu'au lycée. Cette tendance se confirmait dans la plupart des établissements parisiens interrogés, mais les services du rectorat n'étaient pas en mesure de fournir une statistique globale avant la fin de l'après-midi.

En province, la situation était variée. Dans l'académie de Lyon, la participation d'enseignants de 2^e dans les LEP de la Loire à 45 % dans les lycées de l'Ain avec une moyenne de 20 à 30 %. Ici, les enseignants grévistes n'ont pas mis les pieds à l'école. Là, ils ont organisé des assemblées générales ou des débats.

Dans certaines villes, ils ont décidé de manifester leur mécontentement dans la rue : à Paris, par exemple, un cortège devait se rendre, dans l'après-midi de vendredi, de la place du Châtelet au ministère de l'éducation nationale. Aux côtés des enseignants mobilisés par le SNES, le SNEP (éducation physi-

Sur le vif

Petits boulots

Ce qu'elle est mignonne, Nicole de Buron ! Trop. Entre nous, c'est la reine des pommes. D'ailleurs, il y a qu'à la regarder avec son joli sourire, ses yeux de bébé, tendres et confiants, pour savoir que, bon, on peut lui demander n'importe quoi, on risque pas de se faire jeter. C'était déjà un peu comme ça dans Qui c'est, ce garçon ? Mais, alors, avec C'est quoi, ce petit boulot ? ça dépasse l'imagination. Moi, j'étais écroulée de rire à la voir se coltiner les jobs insensés collectionnés par ses deux filles : vendeuse de frites sur une plage bretonne, caissière, dactylo à domicile, représentante en crèmes de beauté, concierge, gardienne de boggedogues... Ça vaut mille, je vous jure.

En plus, elle croit qu'elle a trouvé un truc génial en partant d'elle-même à la troisième personne du pluriel : Vous voilà devenue la secrétaire de votre brocanteuse de fille. Ça vous empêche de travailler. Vous vous plaignez à votre chiffonnier-chef... Une vraie trouvaille, parce qu'on se sent toutes concernées. Ouais, ben pas moi, je vais te dire. Moi, dès que mon aînée a eu seize ans, je l'ai engagée comme fille au pair pour s'occu-

per de ses petits frères. Trois petits frères. 300 francs par mois. J'ai jamais été aussi bien servie, et pour moins cher.

Mes fils, à peine majeurs, il a fallu qu'ils bossent à droite, à gauche, pour me verser l'argent de leur pension. Garçons de courses, garçons de restaurants, ils portaient mes paquets et ils soignaient ma commande quand j'allais bouffer dans leur bistrot. Ils avaient intérêt. Sinon, j'aurais distillé dans l'oreille du patron un poison à les faire voler sur-le-champ.

Quant au petit dernier, l'étudiant, lui, il est proposé à la relecture de mes papiers. Son argent de poche est calculé en décibels. Ça monte et ça descend en fonction de l'intensité de ses cris d'admiration. Etait calculé, pardon ! C'est du passé. Cet article, il me l'a rendu avec une appréciation très sèche griffonnée en marge : maladroite, malvenu et, par comparaison avec la débordante, l'indulgente, générosité du livre en question, lourd de conséquences pour l'auteur de ce billet.

Bravo, Nicole. Et merci !

CLAUDE SARRIAUTE.

M. Jean Popereau, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »
M. Jean Popereau, ministre chargé des relations avec le Parlement, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 29 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.
Ancien numéro deux du Parti socialiste, maître de Meyzieux, ancien député de Rhône, M. Jean Popereau répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Pierre Servant, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Le Président de Rodin vous révèle :
LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS...
Vous devinez facilement ces "tissus" célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'avez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement profiter des affaires que nous avons obtenues et d'articles prestigieux et exclusifs.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

BENNETON
FAIRE PART DE MARIAGE
PAPIER À LETTRE
EX-LIBRIS
CHEVALIERES
GRAVEES
75 bd Malesherbes
Paris 8 - tel. (1) 43 57 57 39

OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS
VOYAGES - AVENTURES
à pied, en 4x4
sous les étoiles
Sahara Kenya Népal
Mardi Mail Turquie etc.
NOMADE
103-105, rue de la Chapelle, 75018 Paris
01 42 47 45 45

du 1^{er} au 31 janvier
Votre 405 Break GR, GL
Un Break "griffé" cuir en livraison immédiate, sans supplément de prix.

- les avantages d'un break
- le raffinement du cuir



la griffe du lion
NEUBAUER
PEUGEOT

* en fonction des options et conditions selon le stock disponible ; l'équipement offert correspond à l'état de la version de base.
227, bd. Anatole-France 93300 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34